



Plan Local d'Urbanisme

Commune de
**CHARMES
SUR
L'HERBASSE**
(26260)

Prescription : 5 mars 2013

Arrêt : 20 décembre 2016

Approbation : 13 Février 2018

1a. Rapport de Présentation



10 rue Condorcet - 26100 Romans-sur Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Site : www.beaur.fr

5.13.136

Fév.
2018

SOMMAIRE

Première partie : ETAT DES LIEUX

DONNEES GENERALES.....	2
CONTEXTE INTERCOMMUNAL	3
CHAPITRE PREMIER - EXPOSE DU DIAGNOSTIC	5
A. DEMOGRAPHIE	6
1. POPULATION.....	6
1.1. Evolution.....	6
1.2. Age de la population.....	9
1.3. Les Ménages.....	10
2. POPULATION ACTIVE.....	11
2.1. Evolution de la population active	11
2.3. Migrations journalières.....	13
B. ACTIVITES ECONOMIQUES	15
1. L'AGRICULTURE.....	15
1.1. Les exploitations.....	15
1.2. Les moyens de production.....	20
1.3. Perspectives d'evolution des exploitations.....	20
2. ACTIVITES NON AGRICOLES.....	22
2.1. Commerces et Services	22
2.2. Artisanat Industrie.....	22
2.3. Activités touristiques.....	22
2.4. Activités Forestières	22
2.5. Carrières	22
C. HABITAT ET URBANISATION.....	23
1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT URBAIN	23
2. BILAN DU P.O.S.	24
2.1. Bilan des espaces urbanisés pour l'habitat dans le cadre du POS	24
2.2. Consommation d'espaces naturels et agricoles	25
2.3. Le Foncier disponible en zone constructible du POS	26
2.4. Espaces dans lequel le PLU doit analyser les capacités de densification et de mutation	33
3. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER	33
3.1. Evolution des logements	33
3.2. Typologie des logements.....	34
3.3. Logement Social.....	35
3.4. Logements spécifiques	36
3.5. Rythme de la construction	36
4. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH).....	37
5. PROGRAMME D'INTERÊT GENERAL (P.I.G.) « PLAN DE COHESION SOCIALE ».....	38
6. OBJECTIFS DU SCOT ARRETE EN 2015.....	38
7. ETUDE EPORA	39
D. SERVICES ET EQUIPEMENTS.....	41
1. SERVICES PUBLICS ET COLLECTIFS.....	41
2. EQUIPEMENTS COLLECTIFS.....	41
3. ESPACES PUBLICS.....	41
4. VIE ASSOCIATIVE	45
5. GESTION DES DECHETS	45
6. RESEAU DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE	45
7. RESEAU NUMERIQUE ET TELEPHONE	45

CHAPITRE DEUXIEME - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	46
1. TOPOGRAPHIE ET GEOGRAPHIE	47
2. CLIMATOLOGIE	48
3. GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE.....	49
3.1. Géologie.....	49
3.2. Hydrogéologie.....	51
3.2.1. AQUIFERES.....	51
3.2.2. QUALITE.....	51
3.2.3. USAGE.....	52
3.2.4. ZONE DE REPARTITION DES EAUX.....	52
4. HYDROGRAPHIE	52
4.1. L'Herbasse.....	52
4.2. La Limone.....	55
4.3. Le Valet (ou Valley).....	55
4.4. Le lac de Champos.....	55
5. RISQUES NATURELS.....	55
5.1. Inondation par les cours d'eau.....	56
5.2. Inondation par remontée de nappe.....	56
5.3. Glissements de terrain - cavités souterraines.....	56
5.4. Arrêtés de catastrophes naturelles.....	58
5.5. Sismicité.....	58
5.6. Retrait – gonflement des argiles.....	58
6. EAU POTABLE.....	59
7. ASSAINISSEMENT.....	61
7.1. Assainissement collectif.....	61
7.2. Assainissement non collectif.....	61
7.3. Eaux pluviales.....	62
8. MILIEU NATUREL	62
8.1. Contexte local.....	62
8.2. Données de cadrage.....	63
8.2.1. ZONAGES PATRIMONIAUX.....	63
8.2.2. CORRIDORS ECOLOGIQUES, TRAMES VERTES ET BLEUES.....	66
8.2.3. ORIENTATIONS DU SCOT ROVALTAINE.....	71
8.3. Habitats, espèces végétales et animales d'intérêt.....	72
8.3.1. PLAINE ALLUVIALE DE L'HERBASSE ET DU VALET.....	73
8.3.2. COLLINES ET COTEAUX SECS.....	74
8.3.3. ESPECES INVASIVES INDESIRABLES.....	76
8.4. Synthèse des enjeux du milieu naturel.....	78
9. DOCUMENT CADRE : LE SCOT DU ROVALTAINE DROME-ARDECHE.....	80
10. RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	82
11. DEPLACEMENTS.....	84
11.1. Trafic routier.....	84
11.2. Transport en commun.....	85
11.3. Modes actifs.....	85
12. ENERGIE.....	85
12.1. Contexte réglementaire.....	85
12.1.1. SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE RHONE-ALPES.....	85
12.1.2. PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS.....	87
12.2. Potentiel énergétique du territoire communal.....	88
12.2.1. POTENTIEL SOLAIRE.....	88
12.2.2. POTENTIEL EOLIEN.....	89
12.2.3. POTENTIEL BOIS ENERGIE.....	89
12.2.4. POTENTIEL HYDROELECTRIQUE.....	90
12.2.5. POTENTIEL BIOGAZ.....	90
12.2.6. POTENTIEL GEOTHERMIQUE.....	90
13. QUALITE DE L'AIR.....	91
13.1. Contexte réglementaire.....	91
13.1.1. LE SRCAE RHONE-ALPES.....	91
13.1.2. LES VALEURS REGLEMENTAIRES.....	91
13.2. Les sources de pollution.....	92
13.3. La qualité de l'air à l'échelle régionale.....	92
13.4. Contexte local.....	93
13.5. Constats de pollution.....	93
13.5.1. À L'ECHELLE DU ROVALTAINE.....	93
13.5.2. À L'ECHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL.....	96

14. LE BRUIT.....	97
14.1. Rappels d'acoustique.....	97
14.1.1. DEFINITION DU BRUIT.....	97
14.1.2. ÉCHELLE ACOUSTIQUE.....	97
14.1.2. ÉVALUATION D'UN NIVEAU SONORE.....	98
14.1.3. ARITHMETIQUE PARTICULIERE.....	98
14.2. Aspects réglementaires.....	98
14.2.1. TEXTES REGLEMENTAIRES.....	98
14.2.2. INDICES REGLEMENTAIRES.....	99
14.2.3. CRITERE D'AMBIANCE SONORE.....	99
14.3. Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de la Drôme.....	99
14.4. Classement sonore des infrastructures de transport.....	100
14.5. Inventaire des sources de bruit et des secteurs sensibles.....	100
14.5.1. SOURCES DE BRUIT.....	100
14.5.2. SECTEURS ET BATIMENTS SENSIBLES AU BRUIT.....	100
14.5.3. DISPOSITIF DE PROTECTION ACOUSTIQUE.....	100
15. PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE.....	101
16. DIAGNOSTIC PAYSAGER.....	102

CHAPITRE TROISIEME - SYNTHESE DIAGNOSTIC ET ENJEUX COMMUNAUX..... 107

1. HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN.....	108
2. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	112
3- EQUIPEMENTS - FONCTIONNEMENT URBAIN - DEPLACEMENTS.....	113
4. BIODIVERSITE - MILIEUX NATURELS - RESSOURCES NATURELLES.....	114

Deuxième partie : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.

A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.....	119
1. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE : Aménagement - Équipement - Urbanisme - Habitat.....	119
2. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE : Développement économique - Commerces - Loisirs.....	122
3. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE : Protection des espaces agricoles, naturels et forestiers Préservation ou remise en bon état des continuités écologiques.....	124
4. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE : modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain :.....	125
B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES.....	127
1. LES ZONES GENERALISTES A VOCATION PRINCIPALE D'HABITAT, DE COMMERCES ET DE SERVICES.....	127
1.1. Zones urbaines.....	127
1.1.1. LA ZONE UA.....	127
1.1.2. LA ZONE UD.....	128
1.2. Zone à urbaniser a vocation d'habitat : AUA.....	130
1.2.1. LE SECTEUR AUA1.....	130
1.2.2. LE SECTEUR AUA2.....	133
1.2.3. LE SECTEUR AUA3.....	136
2. LES ZONES SPECIALISEES.....	138
2.1. La zone Ui.....	138
2.2. la zone UL.....	138
2.3. La zone AUai.....	139
3. LA ZONE AGRICOLE.....	140
4. LES ZONES NATURELLES.....	157
5. TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES ET DES CAPACITES DE CONSTRUCTION.....	157
C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES LIMITANT L'UTILISATION DU SOL.....	159

Troisième partie : EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

A. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU PARTI RETENU	162
1. PRESENTATION DU PROJET DE PLU	162
1.1. Aménagement - Equipement - Urbanisme - Habitat	162
1.2. Développement économique - Commerces - Loisirs	163
1.3. Déplacements - Transports - Communications numériques	163
1.4. Protection des espaces agricoles, naturels et forestiers, préservation ou remise en bon état des continuités écologiques	163
1.5. Objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain	164
2. JUSTIFICATION DU PARTI RETENU	164
2.1. Justification globale du projet	164
2.2. Rationalisation de l'utilisation de l'espace	164
2.3. Réseaux	165
2.4. Optimisation et sécurisation des déplacements piétons	165
2.5. Amélioration du cadre de vie	165
2.6. Prise en compte des enjeux de la commune	165
B. INCIDENCE PREVISIBLE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	167
1. INCIDENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR LE MILIEU PHYSIQUE	167
1.1. Sols	167
1.2. Ressource en eau	167
1.3. Réseau hydrographique	167
1.4. Risques d'inondation	168
1.5. Réseaux humides	168
1.5.1. EAU POTABLE	168
1.5.2. EAUX USEES	168
1.5.3. EAUX PLUVIALES	169
1.6. Synthèse des impacts	169
2. INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR LE MILIEU HUMAIN	169
2.1. Les risques technologiques	169
2.2. Déplacements	170
2.3. Énergie	170
2.4. Qualité de l'air	171
2.5. Ambiance acoustique	171
2.6. Patrimoine culturel et archéologique	171
3. IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT NATUREL	172
3.1. Impact sur la flore, la faune et les habitats	172
3.2. Impact sur les corridors écologiques	180
3.3. Incidence sur Natura 2000	180
C. MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	181
1. MESURES CONCERNANT LE MILIEUX PHYSIQUE	181
1.1. Risques naturels	181
1.2. Imperméabilisation des sols et gestion des ruissellements	182
2. MESURES EN FAVEUR DU MILIEU HUMAIN	182
2.1. Déplacements	182
2.2. Énergie	183
2.3. Qualité de l'air	183
2.4. Ambiance sonore	183
2.5. Patrimoine culturel et archéologique	183
3. ENVIRONNEMENT NATUREL	184
3.1. Mesures d'évitement	184
3.2. Mesures de réduction	184
3.3. Mesures compensatoires	184
3.4. Site Natura 2000	184

D. COMPATIBILITE ET COHERENCE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES.....	185
1. COMPATIBILITE AVEC LE SCOT DU GRAND ROVALTAIN DROME-ARDECHE.....	185
2. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE	186
3. COMPATIBILITE AVEC LE PGRI RHONE MEDITERRANEE	187
4. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE.....	188
5. CONTRAT DE RIVIERE DE L'HERBASSE	188
6. SRCE RHONE-ALPES	189
7. SRCAE RHONE-ALPES	190
E. METHODOLOGIE	191
1. MILIEU PHYSIQUE.....	191
2. MILIEU HUMAIN.....	192
3. MILIEU NATUREL	194

Quatrième partie : DOCUMENT D'INCIDENCE NATURA 2000
--

1^{ère} Partie

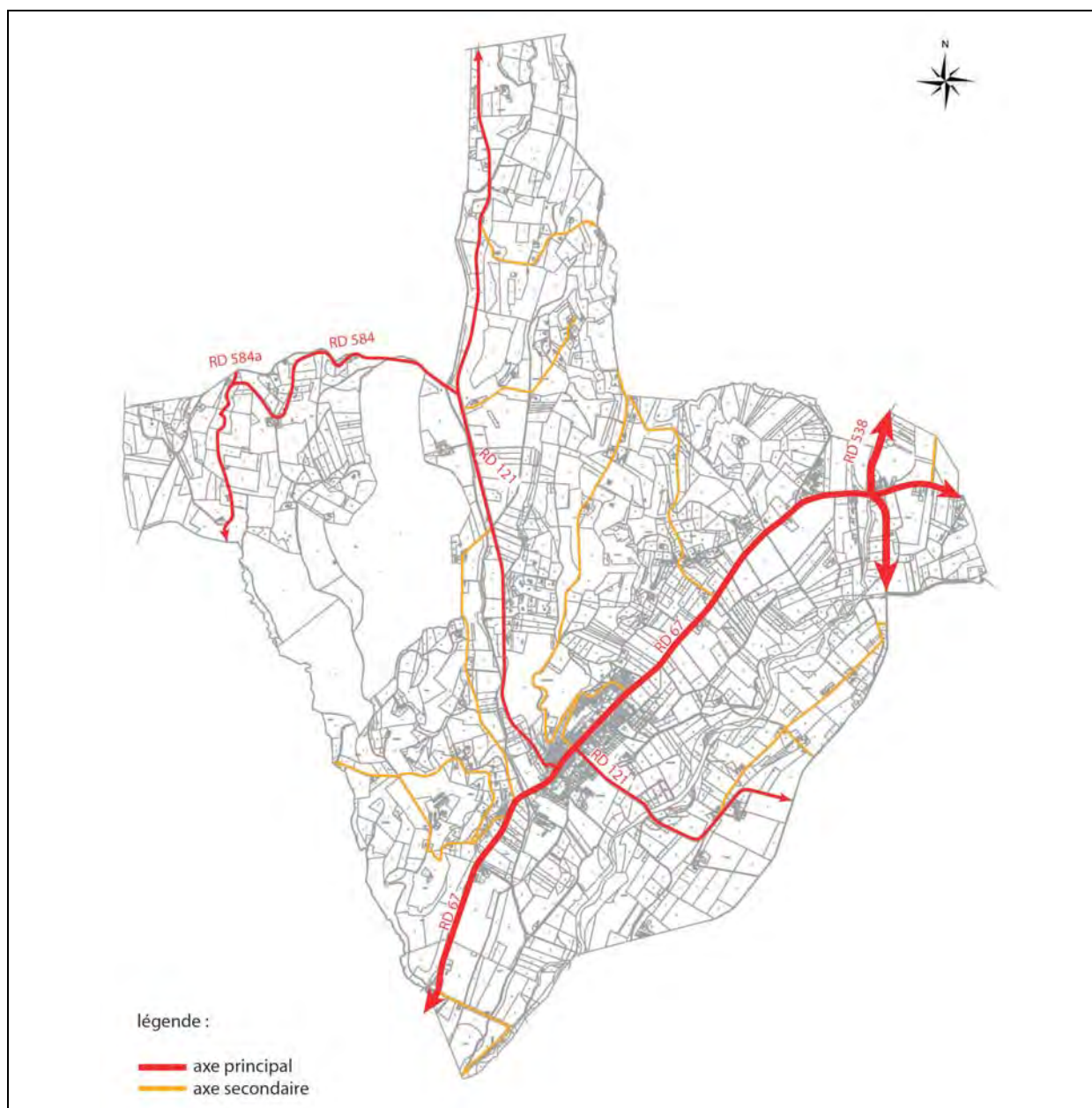
DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE & ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

DONNEES GENERALES

CHARMES-SUR-L'HERBASSE est une commune rurale située au nord de la Drôme dans le territoire dit de la « Drôme des collines », à environ 35 kilomètres au nord-est de la ville de Valence, à 12 kilomètres au nord de Romans-sur-Isère et à moins de 5 km de Saint-Donat-sur-l'Herbasse (chef-lieu de canton).

Elle est facilement accessible par la R.D. 67 depuis Saint-Donat-sur-l'Herbasse et se trouve également desservie par la RD 538, qui longe la limite Est de la commune et qui constitue un axe majeur du département.

La RD 121 complète ce réseau et permet de rejoindre Bathernay depuis le centre bourg.

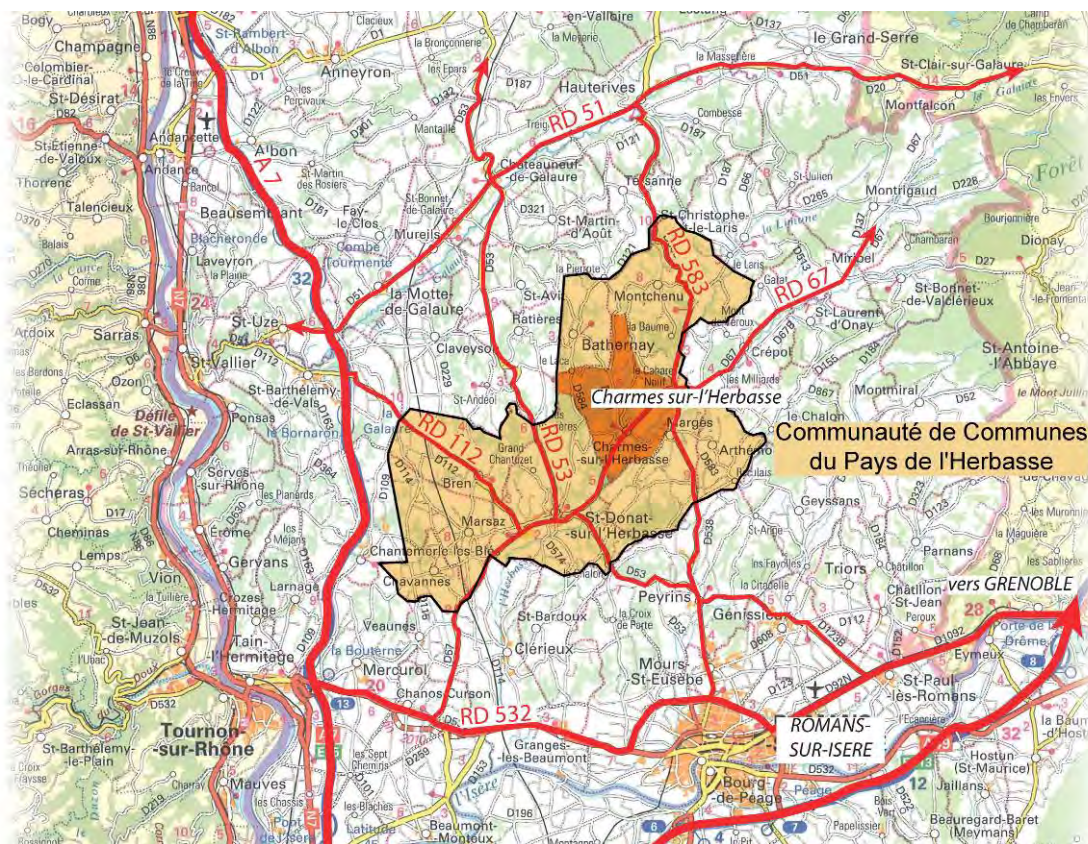


Le territoire communal occupe 1287 ha, il est limité :

- au nord par les communes de BARTHERNAY et MONTCHENU,
- à l'est par la commune de CREPOL,
- au sud par les communes de MARGES et SAINT DONAT,
- à l'ouest par les communes de RATIERES.

CHARMES-SUR-L'HERBASSE dispose d'un POS approuvé en 1980.

CONTEXTE INTERCOMMUNAL



La C.C. du Pays de l'Herbasse s'est substituée, par arrêté préfectoral, le 27 décembre 1996 au Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple du Pays de l'Herbasse et au Syndicat Intercommunal du Centre de Loisirs de Champos, syndicat mixte constitué des communes de Saint-Donat-sur-Herbasse, de Charnes sur l'Herbasse, de Margès et du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Herbasse.

Elle est constituée des communes suivantes : ARTHEMONAY, BATHERNAY, BREN, CHARMES/HERBASSE, CHAVANNES, MARGES, MARSAZ, MONTCHENU et SAINT DONAT/HERBASSE.

Les compétences de la CC du Pays de l'Herbasse sont :

- le **développement économique** : (zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique d'intérêt communautaire),
- les **actions de développement économique**,
- l'**aménagement de l'espace communautaire** : (diagnostics territoriaux, aménagement rural, ...),
- la **protection et mise en valeur de l'environnement**, (collecte, élimination et valorisation des déchets, entretien de sentiers de randonnée, réseaux d'irrigation, berges, contrat rivière, assainissement autonome),
- la **politique du logement social**,
- **services publics** : (gendarmerie, centre de secours).

La CCPH adhère en outre aux autres structures intercommunales suivantes :

- le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Herbasse,
- le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Veauce qui compte une vingtaine de communes et gère la production et la distribution d'eau potable,
- le Syndicat Départemental de l'Energie pour l'électrification,
- le Syndicat Mixte du SCOT DU GRAND ROVALTAIN.

CHAPITRE PREMIER EXPOSE DU DIAGNOSTIC

A. DEMOGRAPHIE

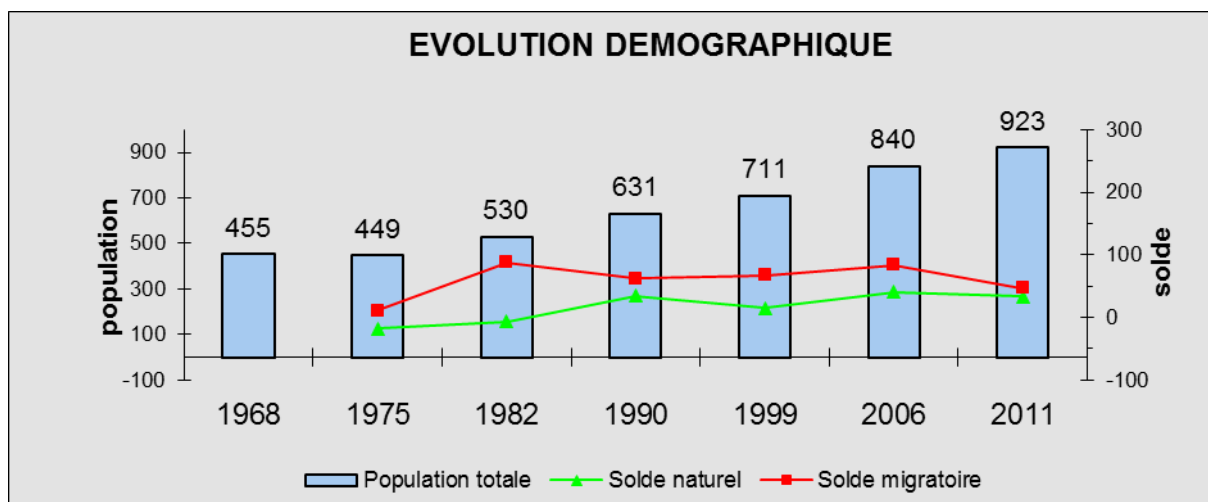
1. POPULATION

La population communale a fluctué entre 600 et 1100 habitants pendant la première moitié du XIX siècle. A partir du rattachement d'une partie de la commune à la commune de Margès (en 1862), la population était de 980. Des années 1870 jusqu'en 1972, le nombre d'habitants a décru jusqu'à 448 habitants. Depuis 1972, la population augmente.

1.1. EVOLUTION

La commune a connu son niveau le plus bas, en termes de population, dans les années 1970.

Entre 1975 et 2009, la population communale double et atteint 891 habitants en 2009.



La population en 2012 est de 920 habitants.

ESTIMATION POPULATION 2014 :

Selon les données communales le nombre de permis délivré entre 2009 et 2013 est deux fois moins important que celui entre 2000 et 2009.

Le taux de croissance de 2009 à 2014 peut ainsi être estimé à 1,3%/an.

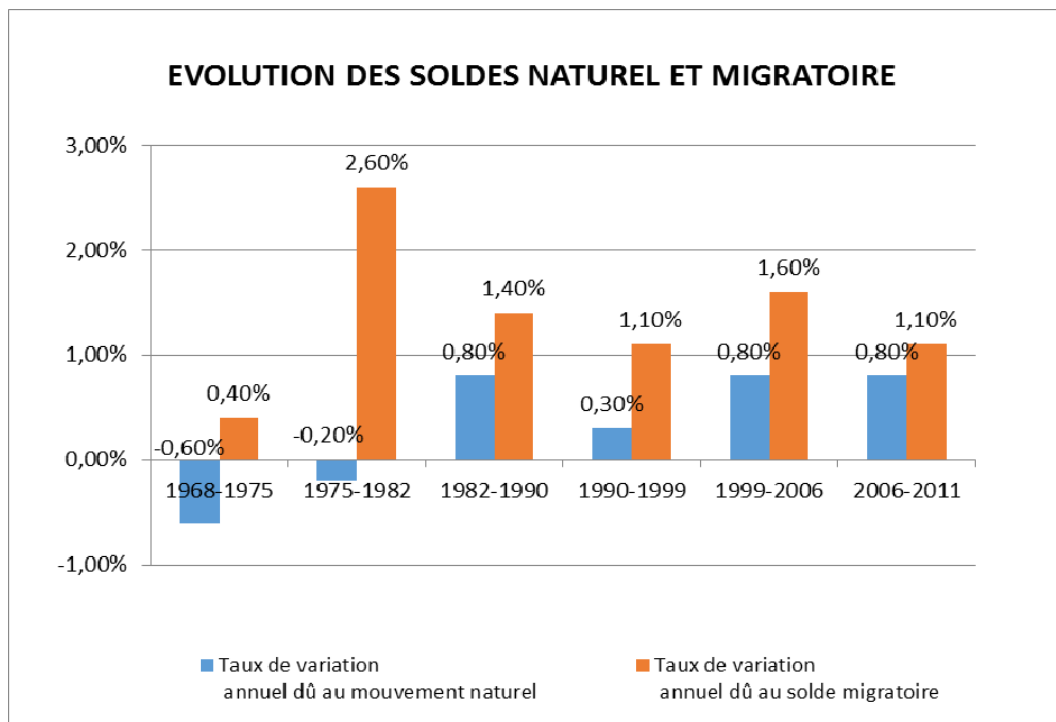
La population serait ainsi de 943 habitants.

– Evolution du taux de croissance annuel moyen :

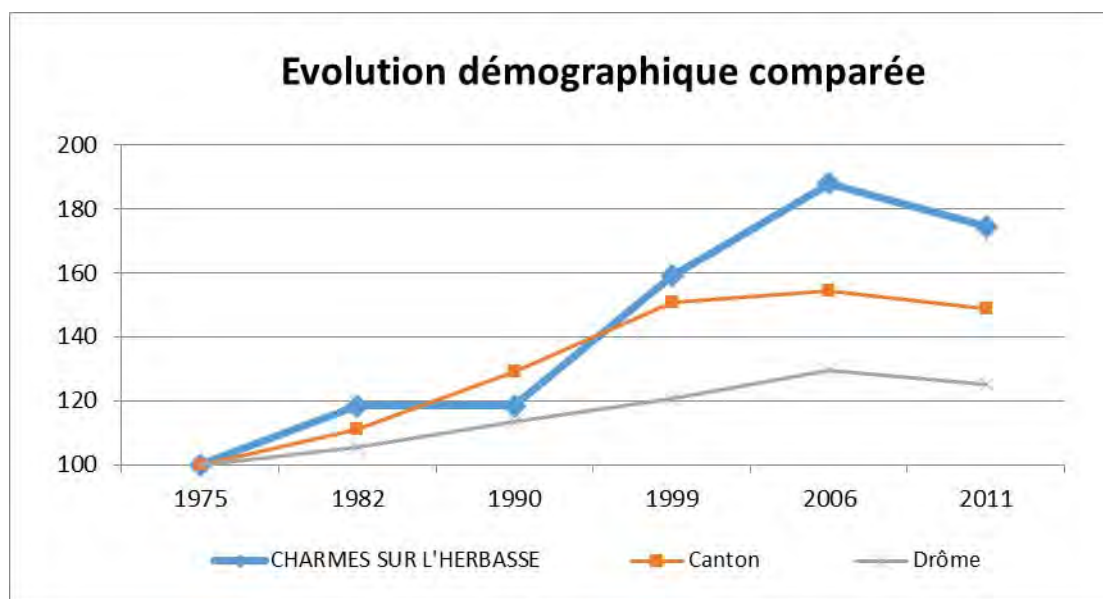
Le taux de croissance reflète bien le changement de tendance à partir de 1975 :

	68/75	75/82	82/90	90/99	99/06	06/11
CHARMES SUR L'HERBASSE	-0,20%	2,40%	2,20%	1,30%	2,40%	1,9%

Ce sont essentiellement les évolutions du solde migratoire qui expliquent l'évolution de la population depuis 1975 avec un pic entre 1975-1982. A partir de 1982, le solde naturel devient positif.



– Evolution par rapport aux territoires de référence



Ce graphique met en évidence l'augmentation importante et constante de la population sur la période 1990 – 2006.

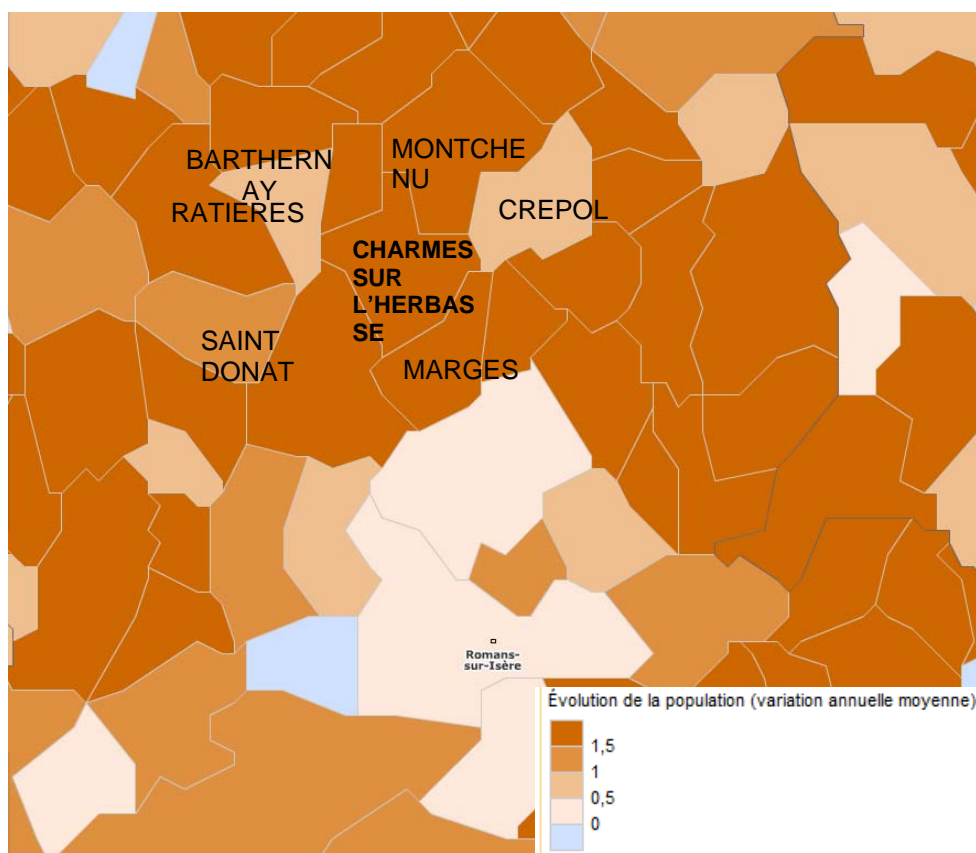
On constate que sur cette même période la croissance de la population cantonale est similaire, avec plus de régularité sur l'ensemble de la période.

Sur cette période la population communale a nettement plus augmenté que la population de l'ensemble de la Drôme.

En 2011, la commune de CHARMES SUR L'HERBASSE représente 10,3 % de la population cantonale, contre 9,62% en 1975.

– Evolution par rapport aux communes voisines (source INSEE)

La majorité des communes du nord de Romans ont un taux de croissance de plus de 1,5%/an.



1.2. AGE DE LA POPULATION

Evolution et répartition des tranches d'âges

En 2009, la répartition de la population par tranche d'âges est la suivante :

0-14 ans	15-29 ans	30-44 ans	45-59 ans	60-74 ans	75 ans et plus
22 %	17 %	20 %	23 %	11 %	7 %

→ 39 % de la population a moins de 30 ans et 17 % plus de 60 ans.

Entre 1999 - 2009, l'évolution de la population par tranche d'âges est la suivante :

0-19	20-39	40-59	60-74	>75
12%	2%	47%	12%	-30%

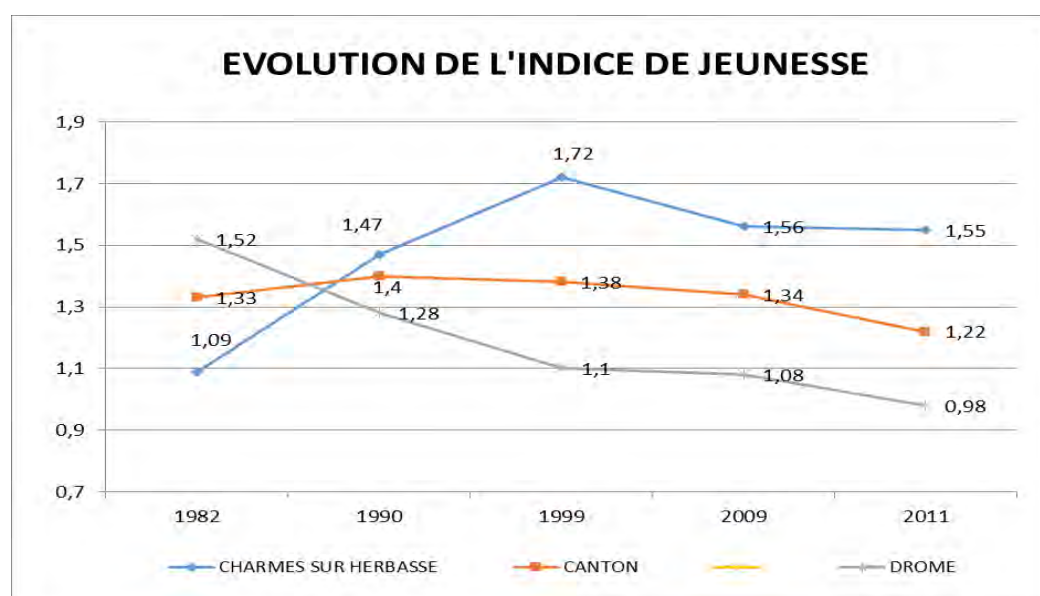
Evolution par rapport au canton

La population à l'échelle du canton présente des caractéristiques assez semblables à celles de Charmes : 37 % a moins de 30 ans et 19% ont plus de 60 ans.

0-14	15-29	30-44	45-59	60-74	> 75
21%	16%	22%	21%	13%	6%

L'indice de jeunesse

L'indice de jeunesse, qui représente la part des moins de 20 ans par rapport aux plus de 60 ans, reflète également l'évolution de l'âge de la population :



Ce graphique permet de confirmer le rajeunissement de la population de Charmes. Ce rajeunissement est récent et donc très lié aux apports de population extérieure et à l'augmentation des naissances.

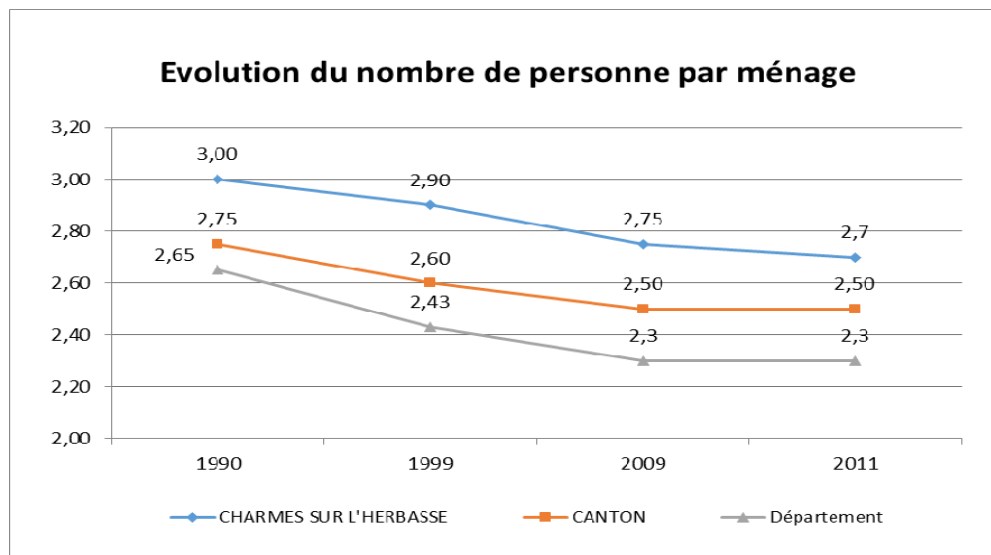
L'indice de jeunesse du canton est nettement inférieur à celui de la commune après 1990.

La commune et le canton conservent toujours des indices de jeunesse supérieurs à ceux de la Drôme.

1.3. LES MENAGES

Evolution de la taille moyenne des ménages entre 1999 et 2008

Le graphique illustre la tendance générale au desserrement des ménages puisqu'il diminue aussi bien à Charmes qu'à l'échelle du canton et de toute la Drôme.

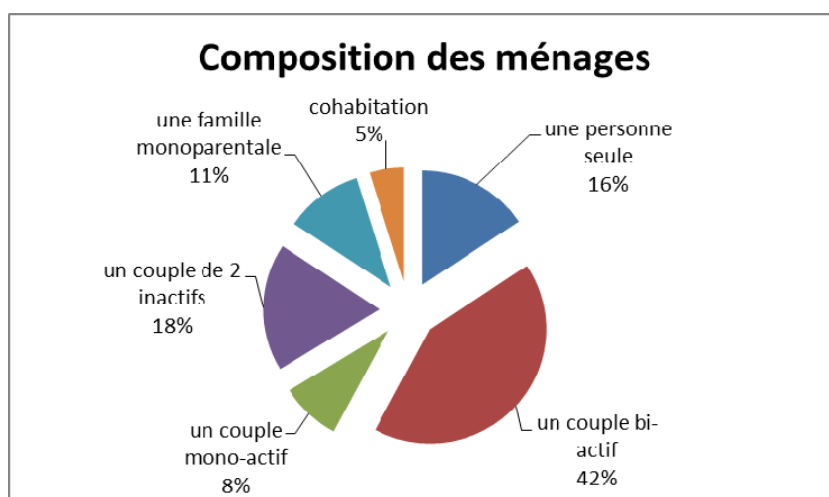


A Charmes, le nombre de personnes par ménage est ainsi passé de 3 en 1990 à 2,7 en 2011.

A l'échelle cantonale, cet indice a diminué de 2,75 à 2,5 sur la même période.

Cette diminution du nombre de personnes par ménage reste relativement modérée. Elle est généralement liée au vieillissement de la population et aux phénomènes de « décohabitation » dus aux modes de vie actuels.

Ce phénomène de « desserrement des ménages » augmente mécaniquement les besoins en logements : entre 1999 et 2009, 12 logements supplémentaires ont été nécessaires, uniquement pour faire face à la diminution du nombre de personnes par ménage (soit en moyenne 1,2 logement par an à produire pour faire face à la diminution du nombre de personnes par ménage).



La part des couples bi-actif (42%) est nettement supérieur aux moyennes (bassin romano péageois : 27%, drôme : 25%).

La part des personnes seules (16%) est nettement inférieur aux moyennes (bassin romano péageois : 31%, drôme : 33%).

SYNTHESE – POPULATION

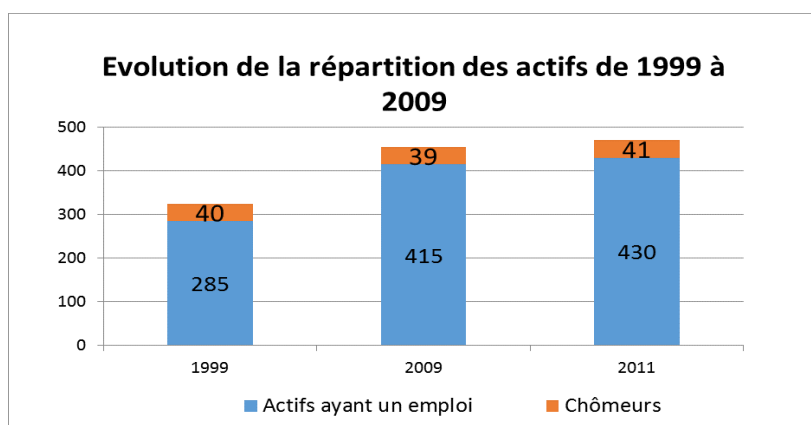
- ✓ Une **dynamique démographique** depuis les années 80.
- ✓ Cette augmentation est essentiellement liée à l'arrivée d'une population extérieure et notamment des jeunes ménages avec enfants puisqu'on observe :
Une faible diminution du nombre de personnes par ménage : 2,7 personnes par ménage en moyenne en 2011, contre 2,9 en 1999 et 3 en 1990.
Un rajeunissement de la population, indice de jeunesse de 1,55.
43 % de la population a entre 30 et 59 ans.

2. POPULATION ACTIVE

2.1. EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE

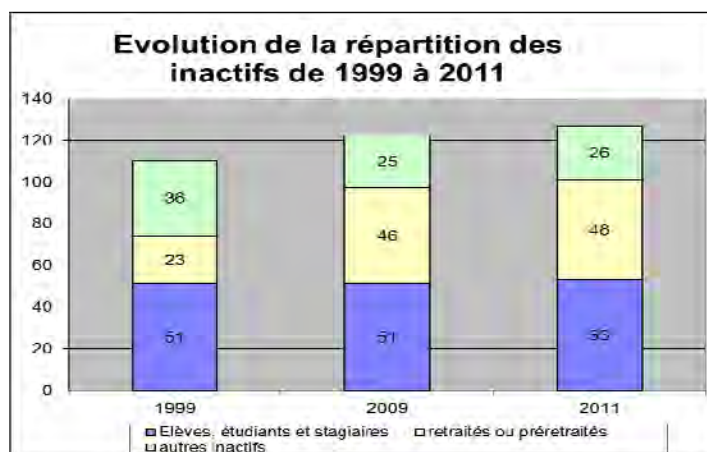
En 1999, la commune comptait 325 actifs, ce qui représentait 46% de la population.

En 2011, la population active est de 471 personnes, soit une augmentation de 45 % depuis 1999. Cette hausse est supérieure à la croissance de la population (+ 29%) : la population active représente ainsi 51 % de la population en 2011.

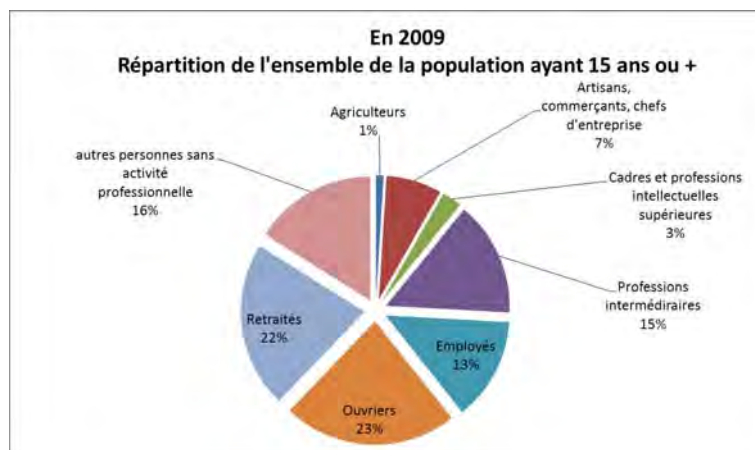


Le nombre des actifs ayant un emploi a augmenté de 45% entre 1999 et 2011.

Le nombre de chômeurs recensés par l'INSEE est stable entre les 3 recensements.



Depuis 1999, le nombre de retraités a doublé.



Niveau de revenu des ménages en 2009

A Charmes, en 2009, le **revenu net imposable moyen des ménages** est de **26 761 €** : ce **revenu moyen** est **supérieur** au revenu constaté à l'échelle du département de la Drôme (21 157 €), mais également à celui du canton (22 225 €).

Revenu net déclaré moyen des ménages en 2009 :

Charmes = 26 761€

Canton = 22 225 €

Département = 21 157 €

Revenu imposable moyen des ménages en 2009 :

Charmes = 38 173€

Canton = 32 634 €

Part de foyers imposables :

Charmes = 58,6 %

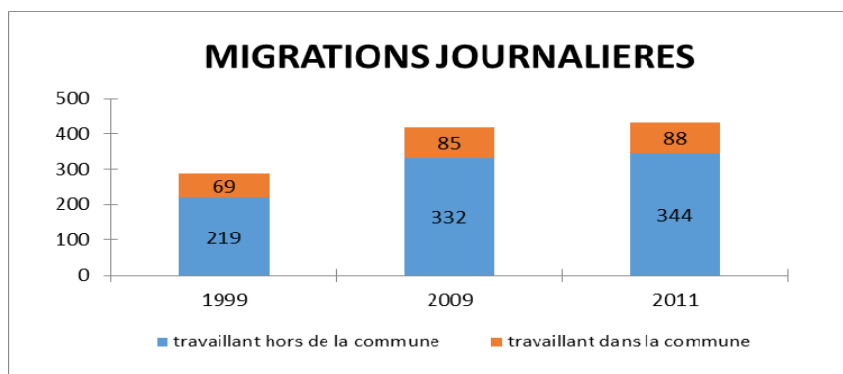
Canton = 52,8%

Département = 50,2 %

La part de foyers imposables (58,6 %) est supérieure à celle du département (50,2 %) et à celle du canton (52,8 %).

2.3. MIGRATIONS JOURNALIERES

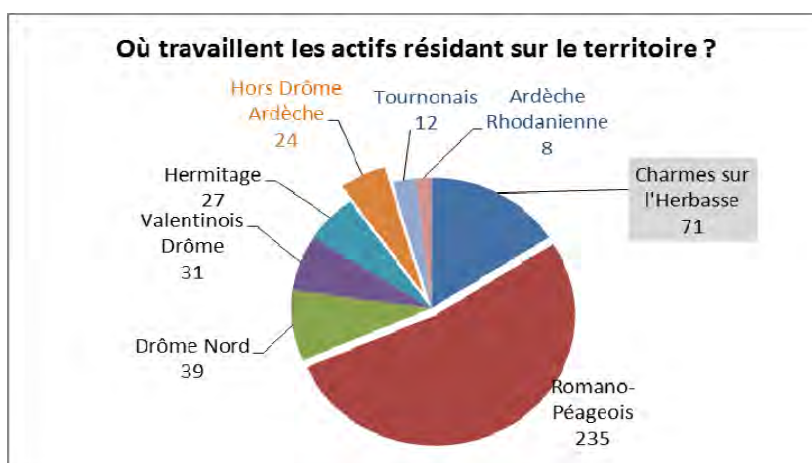
Evolution de 1999 à 2009



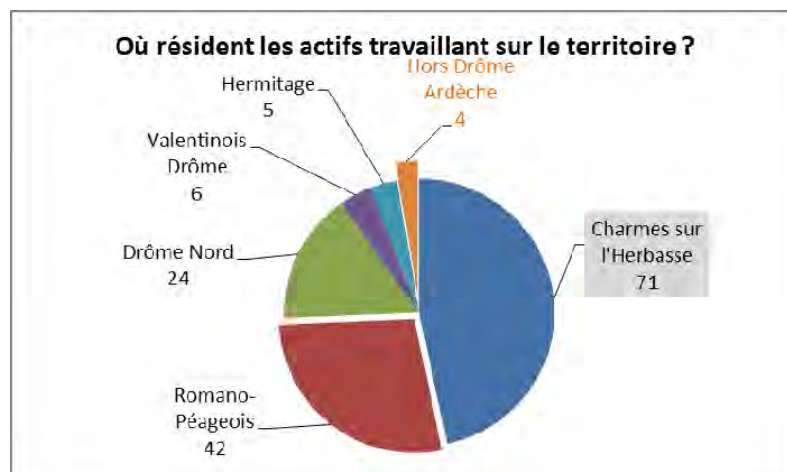
Le nombre des actifs résidant à Charmes et travaillant en dehors de la commune a augmenté de 57% : passant de 76% en 1999 à 82,5% en 2011.

Les actifs habitants et travaillant sur la commune restent minoritaire (20%) néanmoins leur nombre a augmenté de 27% entre 1999 et 2011.

Les déplacements domicile-travail en dehors de la commune concernent pour la plupart le bassin romano-péageois.



Parmi les 448 actifs résidant sur la commune : 235 travaillent dans le bassin Romano-Péageois, soit 52,6% des actifs habitant la commune.



Parmi les 151 emplois situés sur la commune : 42 sont occupés par des personnes habitant dans le bassin Romano-Péageois, soit 53,3%.

SYNTHESE – POPULATION ACTIVE

- ✓ Un taux d'activité en hausse : en 2009 plus de 50% de la population est actif.
- ✓ Un niveau de revenu des ménages supérieur à la moyenne du canton et du département.
- ✓ Des migrations journalières en augmentation par rapport à 1999 (+52%)

B. ACTIVITES ECONOMIQUES

1. L'AGRICULTURE

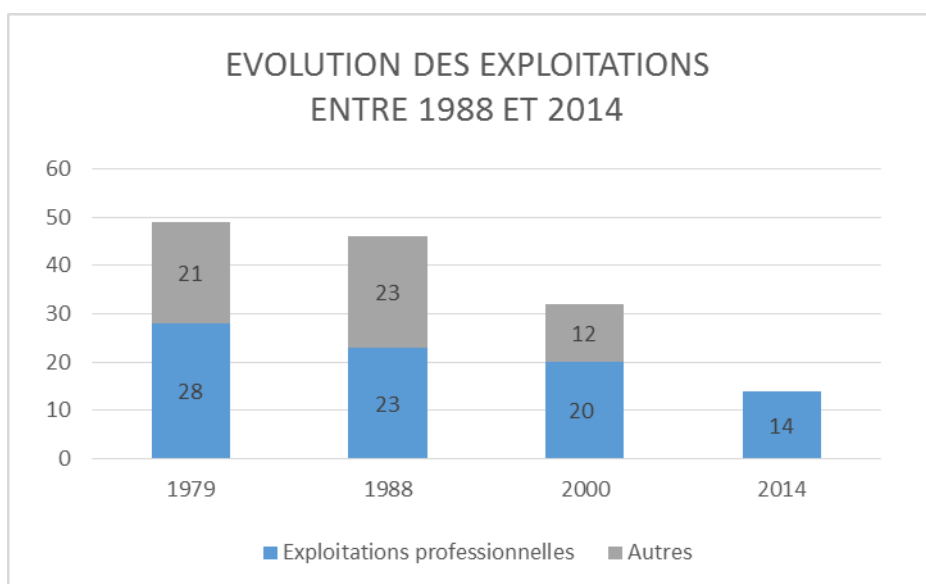
Le recensement général agricole (RGA) de 2010 montre une SAU (surface agricole utilisée) communale de 877 ha. Cette SAU ne cesse d'augmenter depuis 1978, passant ainsi de 776 à 887 ha (soit + 14%).

En 2010, 42 exploitations ont un ilot ou plus sur la commune, la surface totale des ilots représente 552 ha, ce qui correspond à 68% du territoire communal

En 2010, selon les données du recensement général agricole, les exploitations agricoles représentaient 47 équivalents plein temps.

1.1. LES EXPLOITATIONS

- Evolution du nombre d'exploitations



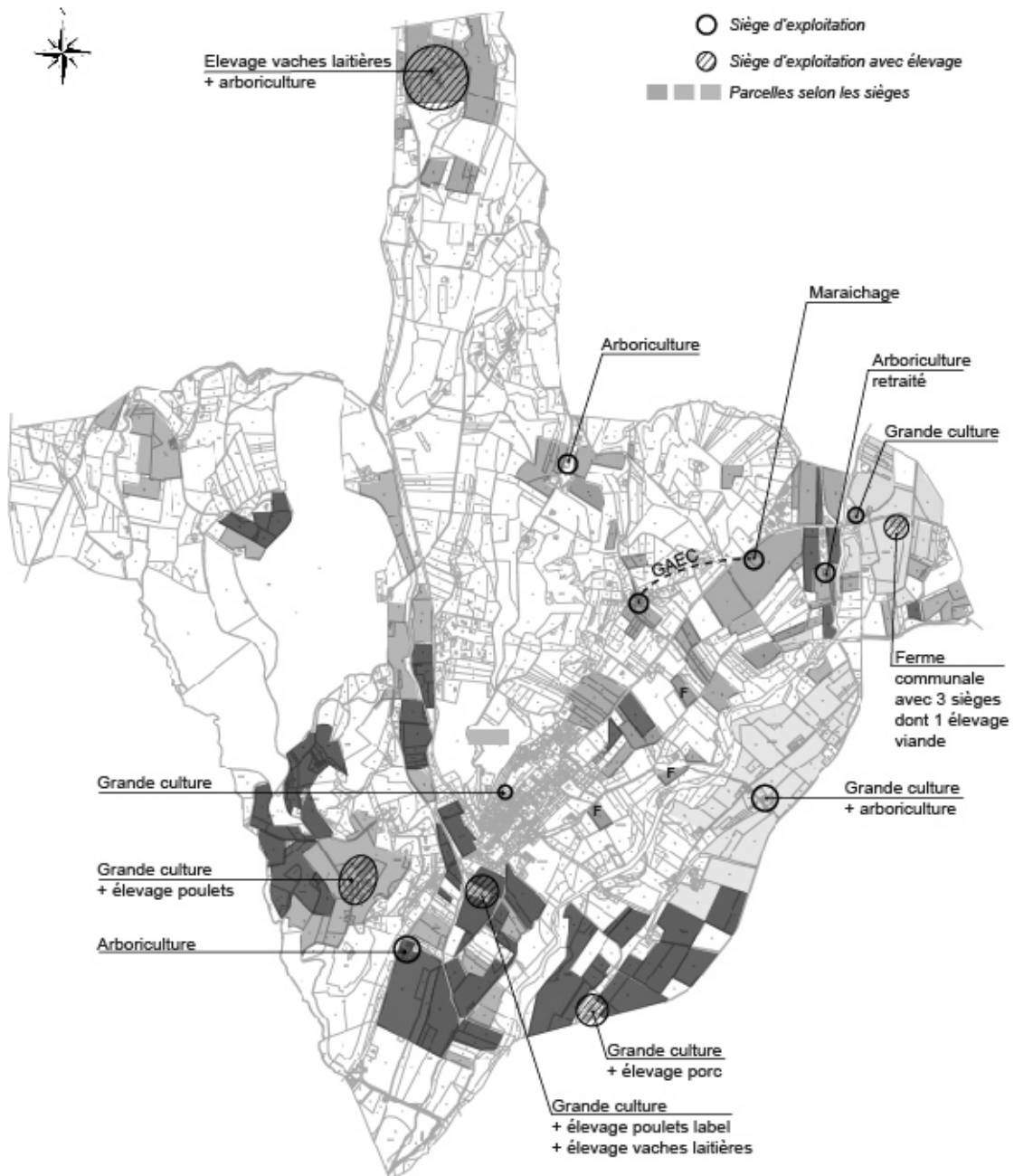
Entre 1979 et 2014, le nombre d'exploitations professionnelles a diminué de moitié en 35 ans, (les données 2014 résultent d'une réunion avec les exploitants).

Pour la période la plus récente, entre 2000 et 2014, le nombre d'exploitations (sans compter les non professionnelles) à Charmes sur l'Herbasse a diminué, passant de 20 à 14 exploitations.

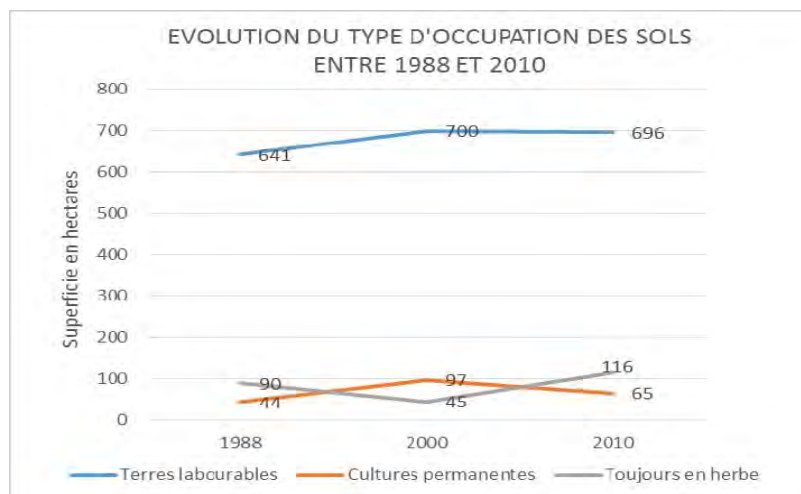
Nota : jusqu'en 2000, les données du recensement général agricole (RGA) distinguait les exploitations professionnelles (qui représentant au moins l'équivalent d'un ¾ temps de travail et une marge brute supérieure à 12 ha équivalent blé) des non professionnelles (doubles-actifs, retraités ...). Le dernier RGA réalisé en 2010 ne comptabilise que la totalité des exploitations.

PLAN LOCAL D'URBANISME
Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE

DIAGNOSTIC AGRICOLE



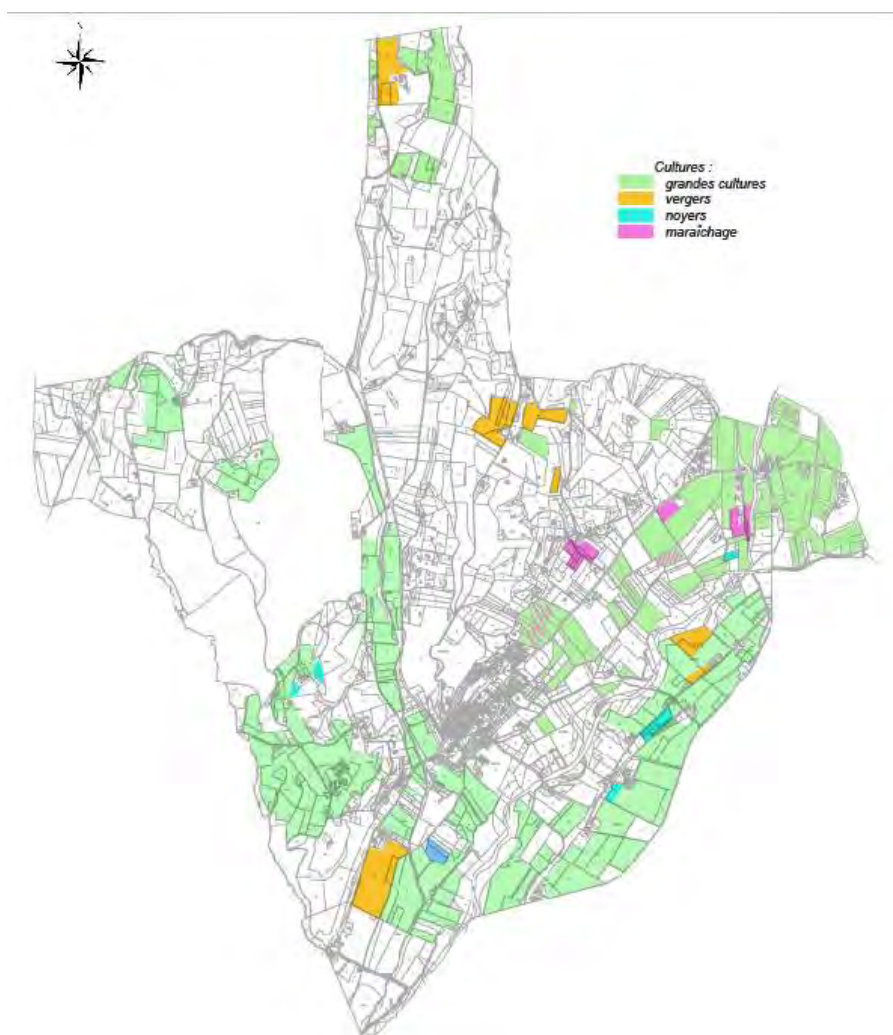
■ L'occupation des sols



Ce graphique représente les surfaces utilisées par les exploitations siégeant sur la commune (les terres exploitées pouvant en partie être situées sur une autre commune).

80 % des terres exploitées sont des terres labourables (696 ha en 2010).

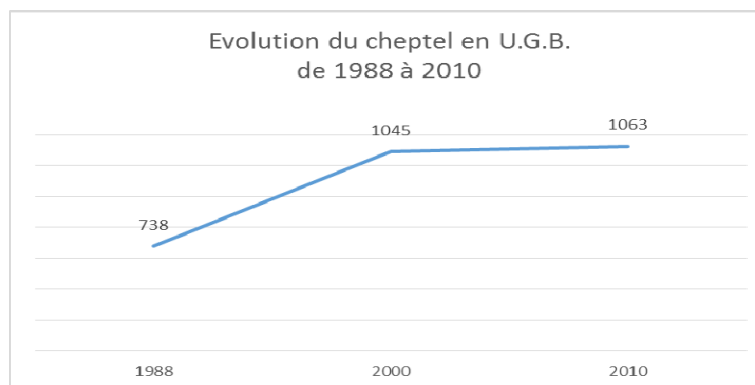
Parmi les cultures permanentes ont été recensés des vergers, des noyers et du maraîchage.



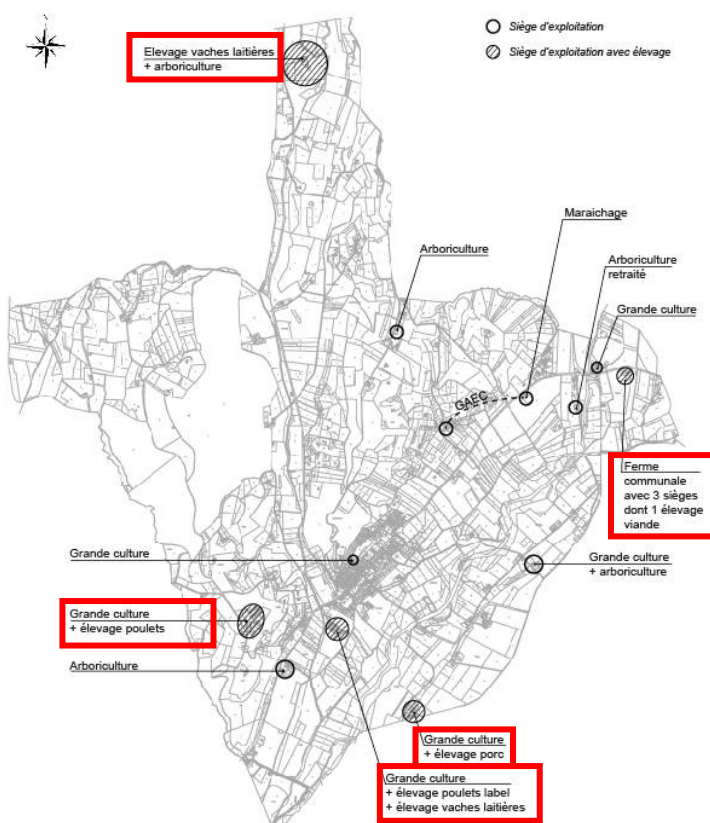
■ L'élevage

L'élevage est une production importante sur la commune. Les données comparatives des RGA depuis 1988 montrent que le cheptel, toutes catégories confondues, a fortement progressé entre 1988 et 2000, et poursuit une évolution positive entre 2000 et 2010.

Ramené à l'« unité gros bétail » qui permet de comparer des effectifs animaux d'espèces ou catégories différentes, le cheptel des exploitations communales a suivi l'évolution suivante :



En 2014 on compte 5 unités d'élevage en activité sur le territoire communal : vaches laitières (2 unités pour une capacité totale de 70 têtes), bovins à viande (1 unité pour une capacité totale de 30 têtes), poulets (1 unité de 2400m² et 1 unité de 8800 poulets label) et porcs (1 unité de 360 porcs).



▪ Orientation technico-économique des exploitations en 2012

ELEVAGE	CULTURE			
	Grandes cultures (55%)	Maraichage (40%)	Vergers (0,56ha)	
	Grandes cultures (40%)		Vergers (60% - 6ha)	
	Grandes cultures	Maraichage		Noyers (29 arbres)
	Grandes cultures			
Elevage	Grandes cultures (69%)			Noyers (1,60 ha)
	Grandes cultures (76%)	Maraichage (14%)	Vergers (1,18 ha)	Noyers (1,3 ha) sur autre commune
	Grandes cultures (80%)		Vergers (5 ha)	Noyers (4 ha)
Elevage	Grandes cultures (95%)		Vergers (3,2 ha)	
Elevage	Grandes cultures (56%)			
Elevage	Grandes cultures (37%)	Maraichage	Vergers (7 ha)	
	Grandes cultures (46%)	Maraichage	Vergers (40% - 16ha)	
	Grandes cultures (75%)		Vergers (0,5 ha)	Noyers (3ha)
Elevage				
5	12 exploitations	5 exploitations	8 exploitations	5 exploitations

→ 5 des 14 exploitations agricoles produisent des noix, toutes associées à des grandes cultures.

→ L'élevage avicole concerne 2 exploitations (dont une avec de l'élevage bovin)

→ L'élevage bovin concerne 3 exploitations

→ L'élevage porcin concerne 1 exploitation

- Une exploitation transforme fruits et légumes et dispose d'un point de vente à Cabaret neuf

1.2. LES MOYENS DE PRODUCTION

▪ Les démarches « qualité »

1 éleveur de volailles bénéficie du Label Rouge.

▪ Aires d'appellations

→ La commune est également concernée par l'AOC « Picodon » (comme tout le département de la Drôme).

→ Plusieurs IGP sont également à signaler :

Pintadeau de la Drôme	Vin « Comtés Rhodaniens »
Volailles de la Drôme	Vin « Drôme »
Vin « Collines Rhodaniennes »	Vin « Méditerranée »

▪ Organisation du foncier et modes de faire valoir

Sur les 14 exploitations enquêtées : 50 % des terres exploitées sont en propriété.

Trois exploitations ont 100% de leur terre en propriété, 1 à moins de 10% de ces terres en propriété.

36% des terrains exploités sont situés à Charmes et 64% sur d'autres communes (St Donat, Margès, Montchenu, Baternay, Crépol entre autres).

▪ Irrigation

Selon les résultats de l'enquête auprès des exploitants, 20% des terres exploitées sont irriguées.

1.3. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES EXPLOITATIONS

Plus de 60 % des exploitants ont plus de 55 ans. Parmi ces 9 exploitants, 2 non pas de succession et une est assurée.

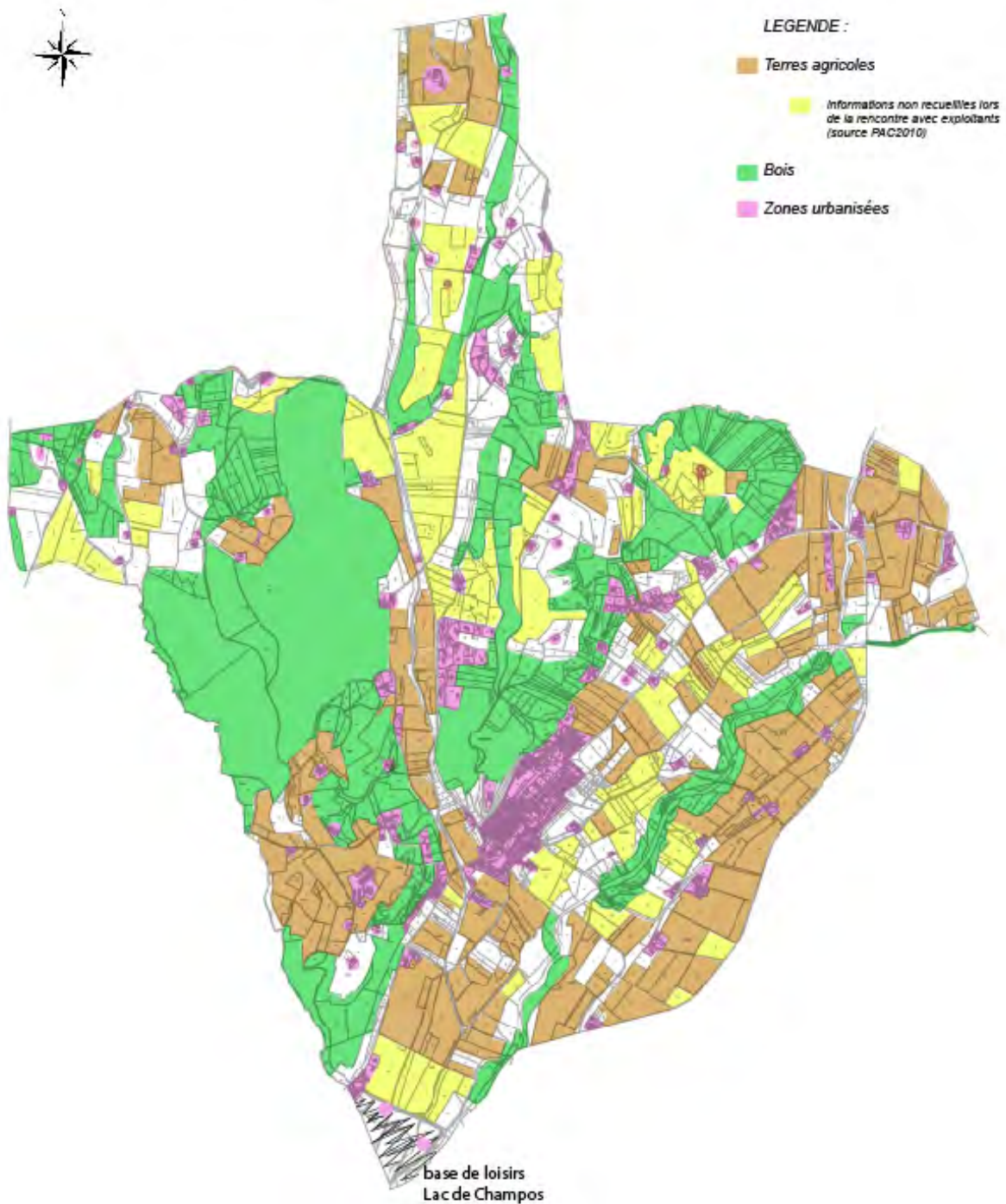
Plusieurs projets d'évolution ont été exprimés par les exploitants rencontrés :

- construction d'un bâtiment d'élevage pour élevage de volaille
- projet de transférer d'un point de vente directe à Cabaret neuf.

Plusieurs des exploitants rencontrés sont également à la recherche de surfaces supplémentaires : 3 des exploitations de la commune cherchent environ 50-60 ha au total environ.

PLAN LOCAL D'URBANISME
Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE

OCCUPATION DU SOL



2. ACTIVITES NON AGRICOLES

2.1. COMMERCES ET SERVICES

Dans le centre village, le seul commerce, la boulangerie, a cessé son activité fin 2013.

Un commerce de vente de produits locaux s'est développée au quartier Cabaret Neuf où l'on trouve également un restaurant.

Les habitants doivent se déplacer à Saint Donat pour trouver les services médicaux de base (médecin – pharmacie) ainsi qu'une offre commerciale plus variée et un marché.

Les commerces spécialisés sont présents à Romans sur Isère et Valence.

2.2. ARTISANAT INDUSTRIE

La commune dispose d'une zone d'activité située en limite nord de son territoire et à proximité de la RD538.

Cette zone est composé de cinq entreprises : menuiserie PVC, menuiserie bois, charpente, maçonnerie, réparation camion employant au total plus de 40 personnes.

2.3. ACTIVITES TOURISTIQUES

- Des activités « nature » variées avec les randonnées pédestres, lac de Champos
- Une offre d'hébergements touristiques (deux campings + gîtes).

2.4. ACTIVITES FORESTIERES

La forêt communale de Charmes sur l'Herbasse, relève du régime forestier

La commune est concernée par la zone « massif 26-04 dénommé « Chambaran Drôme » du Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF) approuvé par le préfet de région le 2/12/2011.

2.5 CARRIERES

Il n'y a plus aujourd'hui de carrière sur le territoire.

SYNTHESE – ACTIVITES

- ✓ Difficultés pour les commerces du centre à se maintenir
- ✓ Dynamisme au quartier Cabaret Neuf,

C. HABITAT ET URBANISATION

1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT URBAIN

Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE (26)
Etude du centre ancien



Legende _ Existant

- Plaine Agricole
- Collines boisées
- Zone urbaine

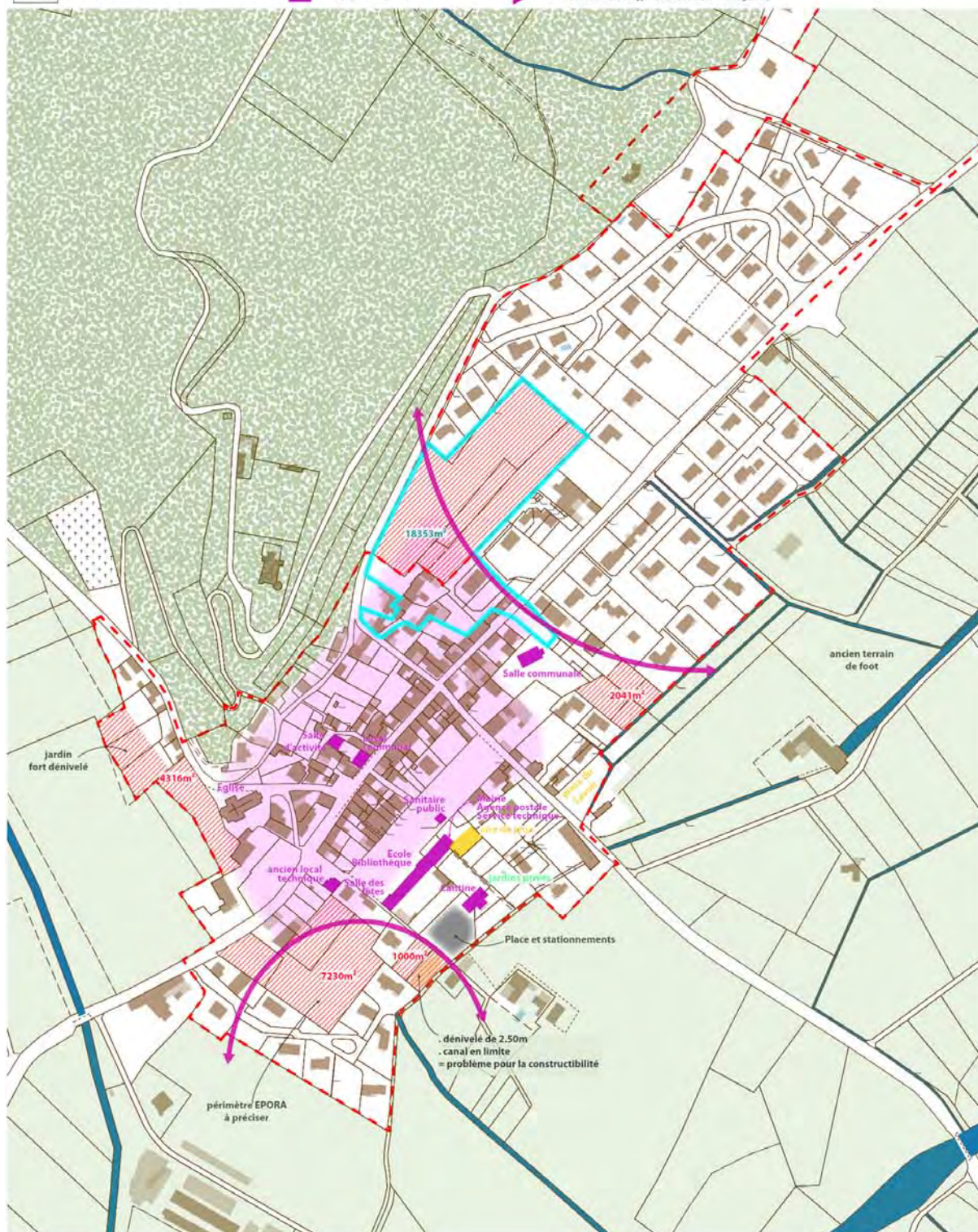
Etude EPORA en cours

- Potentiel foncier disponible au POS
- Zonage au POS
- Equipement public

Urbanisation de type lotissement (10 à 15 logts/ha)

Urbanisation du coeur de village (30 à 35 logts)

Urbanisation de type lotissement (10 à 15 logts/ha)



2. BILAN DU P.O.S.

2.1. BILAN DES ESPACES URBANISES POUR L'HABITAT DANS LE CADRE DU POS

Depuis sa mise en place en 1980, le bilan des espaces urbanisés (en hectare) et constructions réalisées dans le cadre du POS s'établit comme suit :

Données actualisées suite aux remarques faites au cours de la réunion

	UA		UD		NB		NA		Nb logemen ts	Surface consommée en ha	Densité moyenne (log/ha)
Village N O			21	2,44	2	0,34	2	0,52	25	3,30	7,6
Village S E		dt 1 collec	42	4,5					42	4,50	9,3
Crefsan					3	0,72			3	0,72	4,2
Valerey					17	6,89			17	6,89	2,5
Griotes					5	1,5			5	1,50	3,3
Griotes E					2	0,5			2	0,50	4,0
Gerennes et devey					11	2,15			11	2,15	5,1
Bart et Laca					3	0,91			3	0,91	3,3
	0	0	63	6,94	43	13,01	2	0,52	108	20,47	5,3

A cela s'ajoute les demandes de CU, qui devraient faire l'objet de PC en 2014, au quartier Guerennes : 4 habitations sur 3 sites (1,8 ha au total).

- **Au village** : 67 logements ont été construits entre 1980 et 2013 et 7,8 ha de terrains ont été urbanisés. → En moyenne, la densité de construction est donc de 8,6 logements par hectare.
- **En dehors du village** : 41 logements ont été construits entre 1980 et 2013^e et 13 ha de terrains ont été urbanisés. → En moyenne, la densité de construction est donc de 3,2 logements par hectare.

DONNEES DE L ADIL

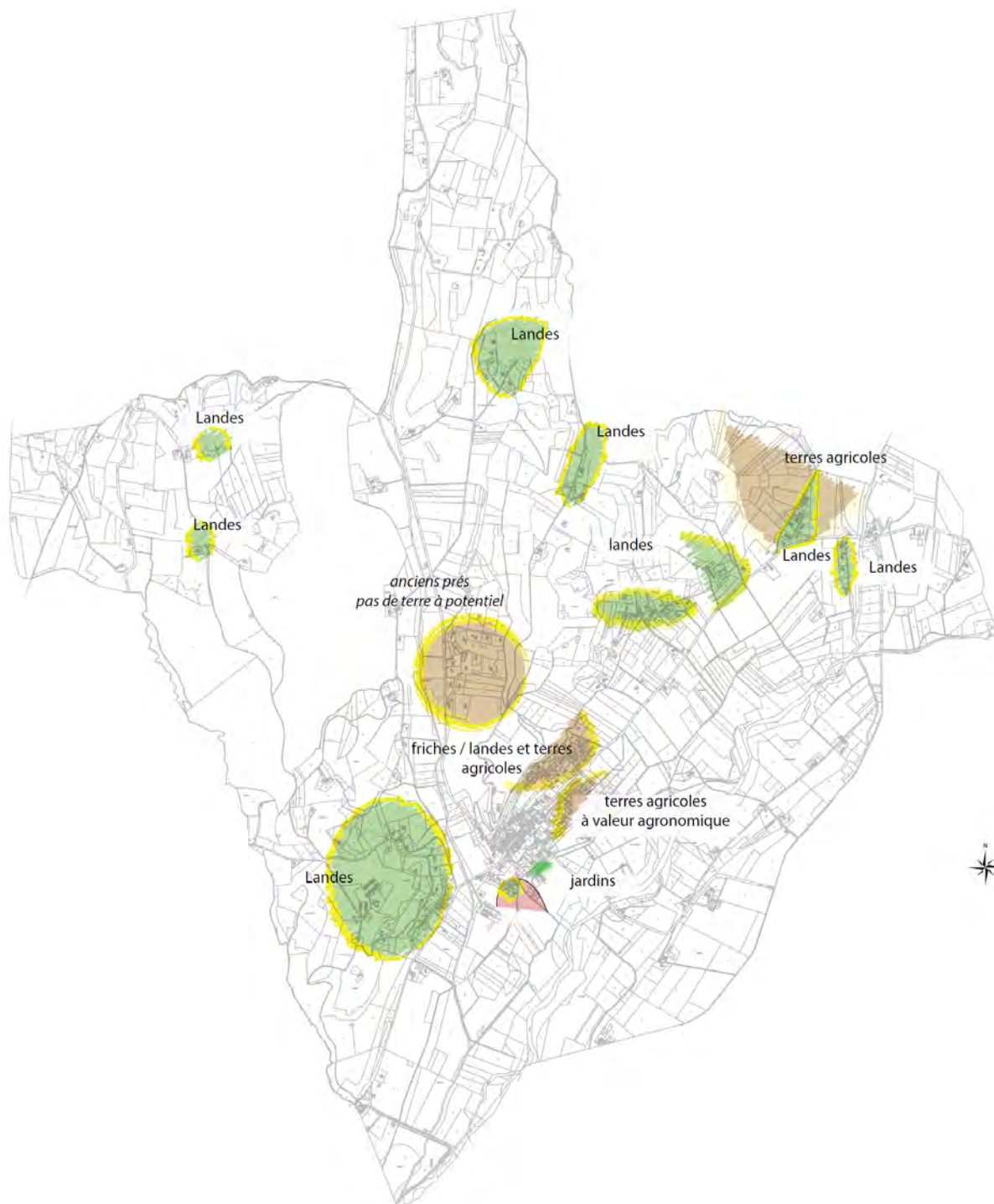
De 2010 à 2012 : consommation foncière unitaire est de 1482 m²/log pour la commune.

<i>consommation foncière unitaire</i>	<i>Charmes sur l'Herbasse</i>	<i>Bassin d'Habitat Romano Péageais</i>	<i>Drôme</i>
<i>Individuel pur</i>	<i>2168 m²/log</i>	<i>933 m²/log</i>	<i>1038 m²/log</i>
<i>Individuel groupé</i>	<i>567 m²/log</i>	<i>406 m²/log</i>	<i>452 m²/log</i>
<i>Collectif</i>		<i>115 m²/log</i>	<i>129 m²/log</i>
TOTAL	1482 m²/log	601 m²/log	678 m²/log

2.2. CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Parmi les 21 ha de terrains consommés, 6 ha ont été urbanisés aux dépens de terrains agricoles. Les terres consommées présentant un potentiel agronomique étaient situées au sud du village et à la zone d'activité.

Les autres espaces consommés concernent des espaces naturels composés principalement de landes.



2.3. LE FONCIER DISPONIBLE EN ZONE CONSTRUCTIBLE DU POS

> Au total dans les zones équipées et immédiatement constructibles du village, 1,6 ha de terrains sont disponibles :

> 1,2 ha de zone NAa sont également restées sans construction au village.

> Une zone NA de 8,4 ha est également délimitée dans le POS.

Au total, le POS dispose donc d'un potentiel théorique de 11,2 ha de terrain réservés pour l'urbanisation.

	Zone U ou NB	NAa	NA fermée	TOTAL
Village	1,68	1,2	8,4	11,28
Crefsant et Travalers	2,2			2,2
Valerey	4,42			4,42
Griotes	0,89			0,89
Griotes E	0,24			0,24
Gerennes et devey	3,89			3,89
Bart et Laca	3			3

Au total (zone U, NA, NAa et NB) ce sont plus de 25 ha, théoriquement disponibles au POS.

Le potentiel en zone U au village est limité aux parcelles situées dans la partie sud. Certains tènements ne sont pas mobilisables car inférieurs à la surface minimum de 500m² exigée dans le POS.

Le potentiel des quartiers Travalers et Crefsant est purement théorique car il s'agit soit de jardins très pentus, soit de secteurs difficilement desservis car en limite de RD.

Les autres secteurs disposent de parcelles :

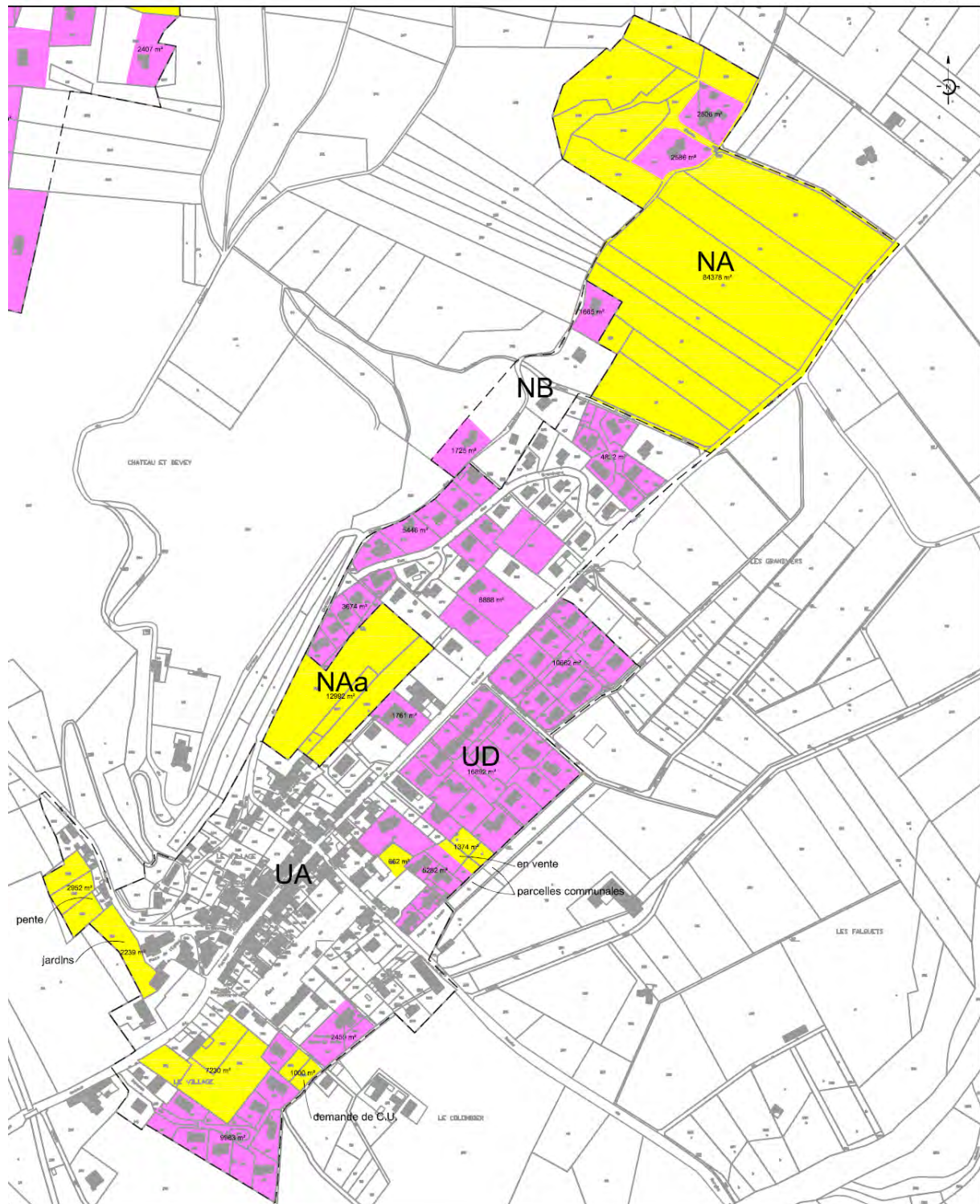
- *faisant l'objet de CU ou PC à venir,*
- *inférieures à 2500m², surface minimale imposée en NB,*
- *sans projet spécifique.*

Depuis la mise en œuvre du POS en 1980, ce sont 20,5 ha de terrain qui ont été utilisés pour l'urbanisation soit 6020 m² par an en moyenne.

Si le même rythme d'urbanisation était maintenu ainsi que les mêmes typologies d'habitat, les 25 ha de terrains délimités en vue de la construction dans le POS seraient suffisants pour les 40 prochaines années !

Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE
Plan Local d'Urbanisme

BILAN DU P.O.S.
Le village
échelle 1/5000



LEGENDE :

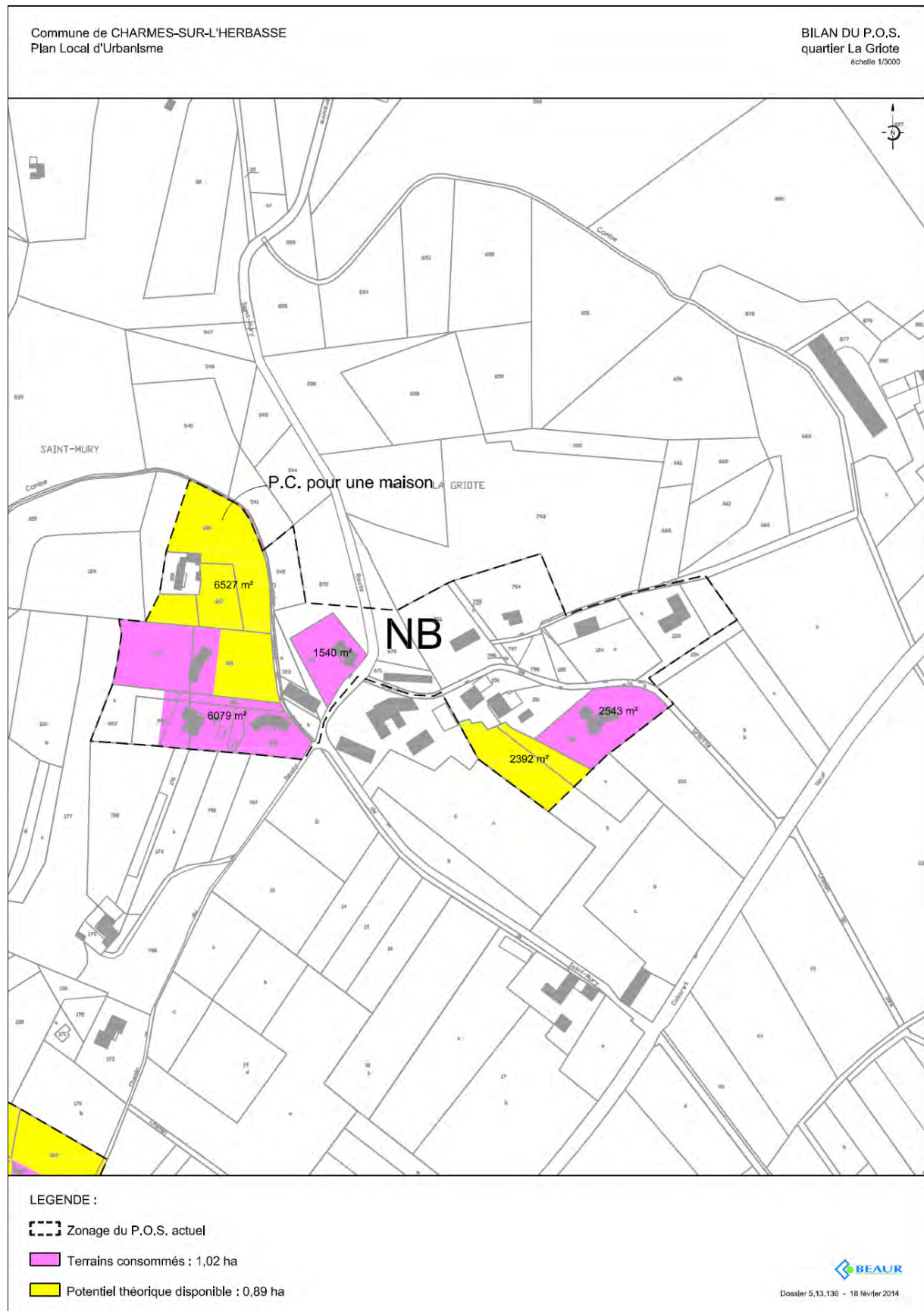
Zonage du P.O.S. actuel

Terrains consommés : 7,80 ha

Potentiel théorique disponible : 11,28 ha : UD = 1,68ha / NAa = 1,20 ha / NA = 8,40 ha

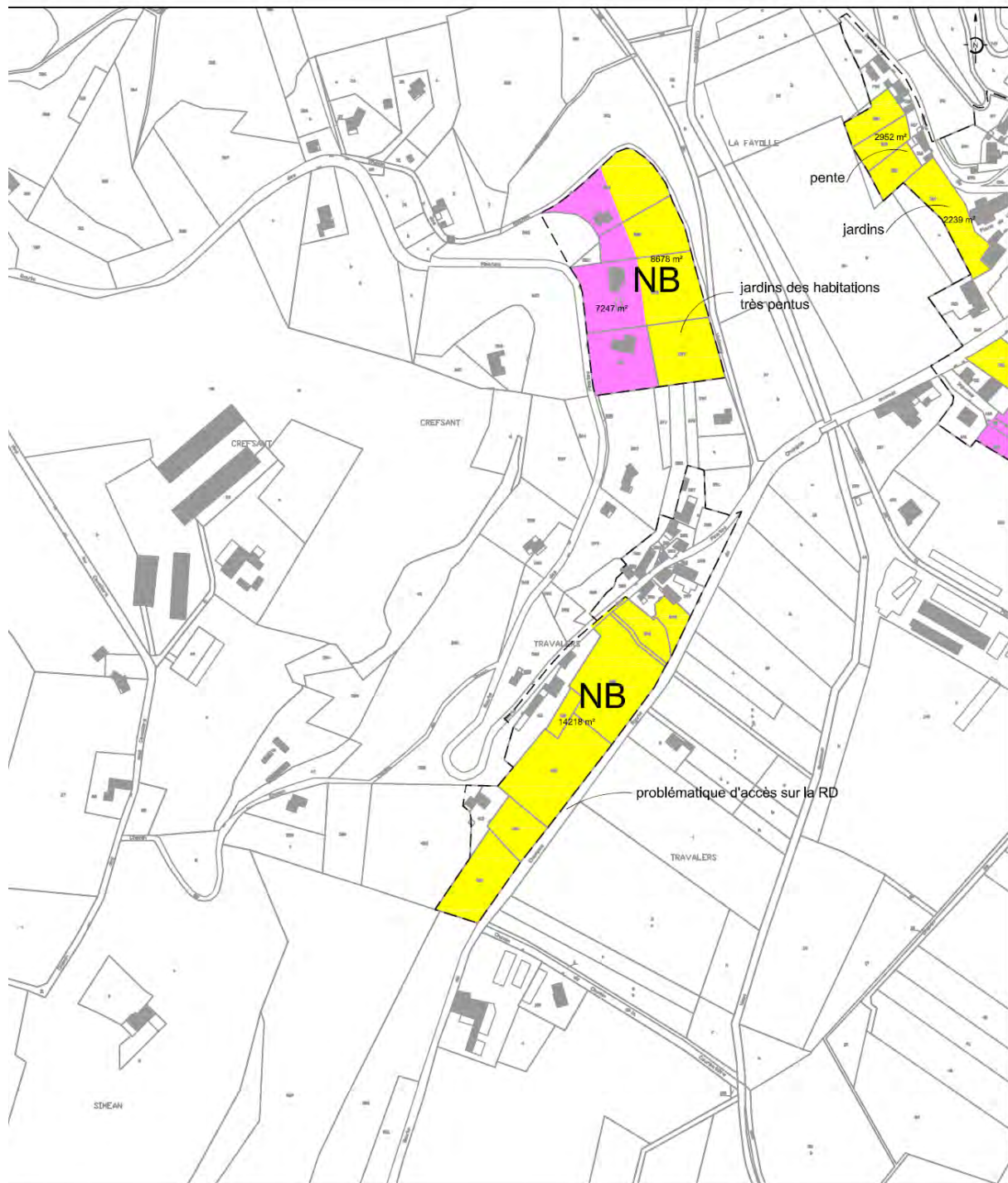


Dossier 5.13.136 - 18 février 2014



Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE
Plan Local d'Urbanisme

BILAN DU P.O.S.
quartiers Travalers et Crefasant
échelle 1/4000



LEGENDE :

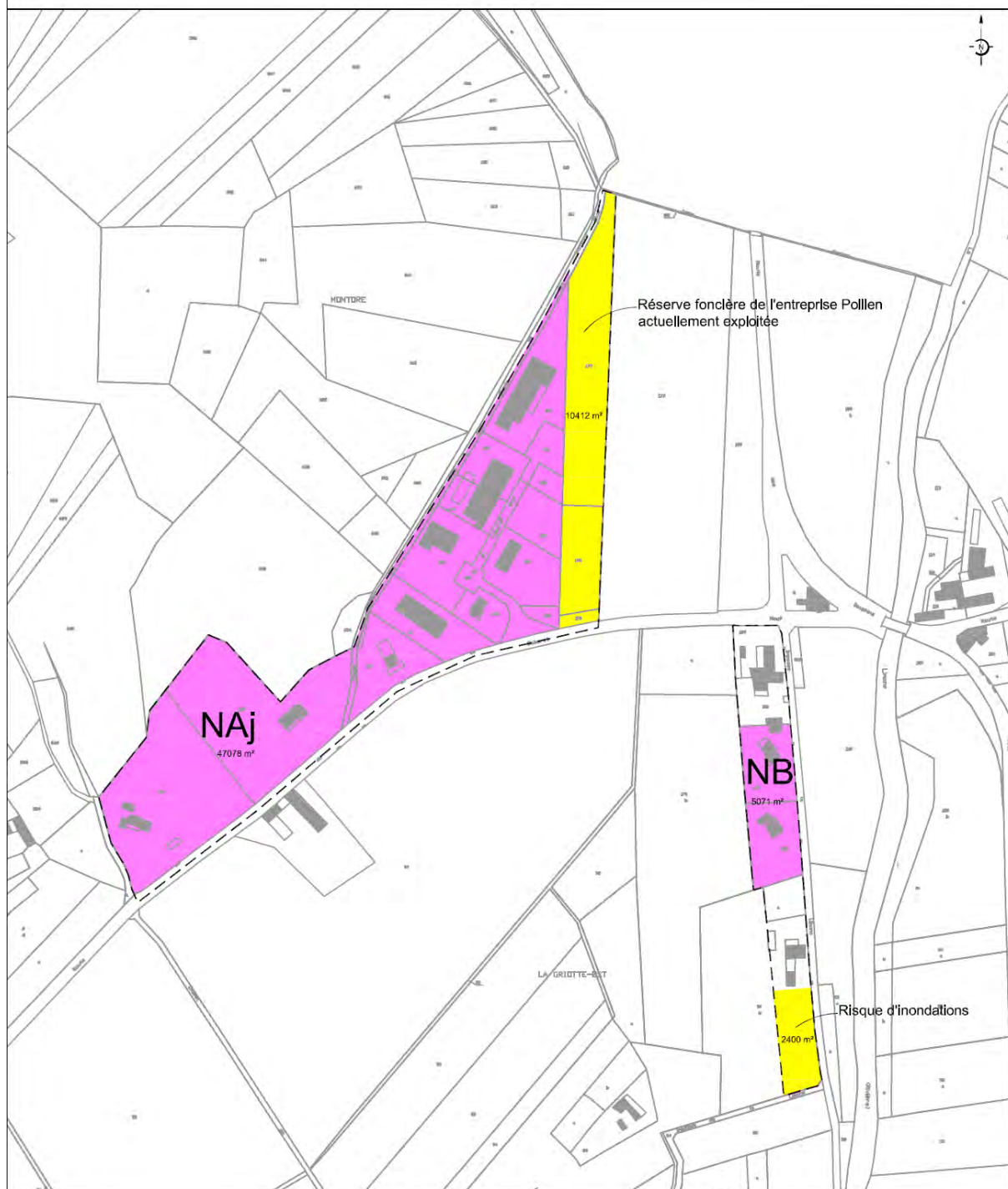
Zonage du P.O.S. actuel

Terrains consommés : 0,72 ha

Potentiel théorique disponible : 1,4 ha + 0,8 ha



Dossier 5.13.136 - 18 février 2014



LEGENDE :

[] Zonage du P.O.S. actuel

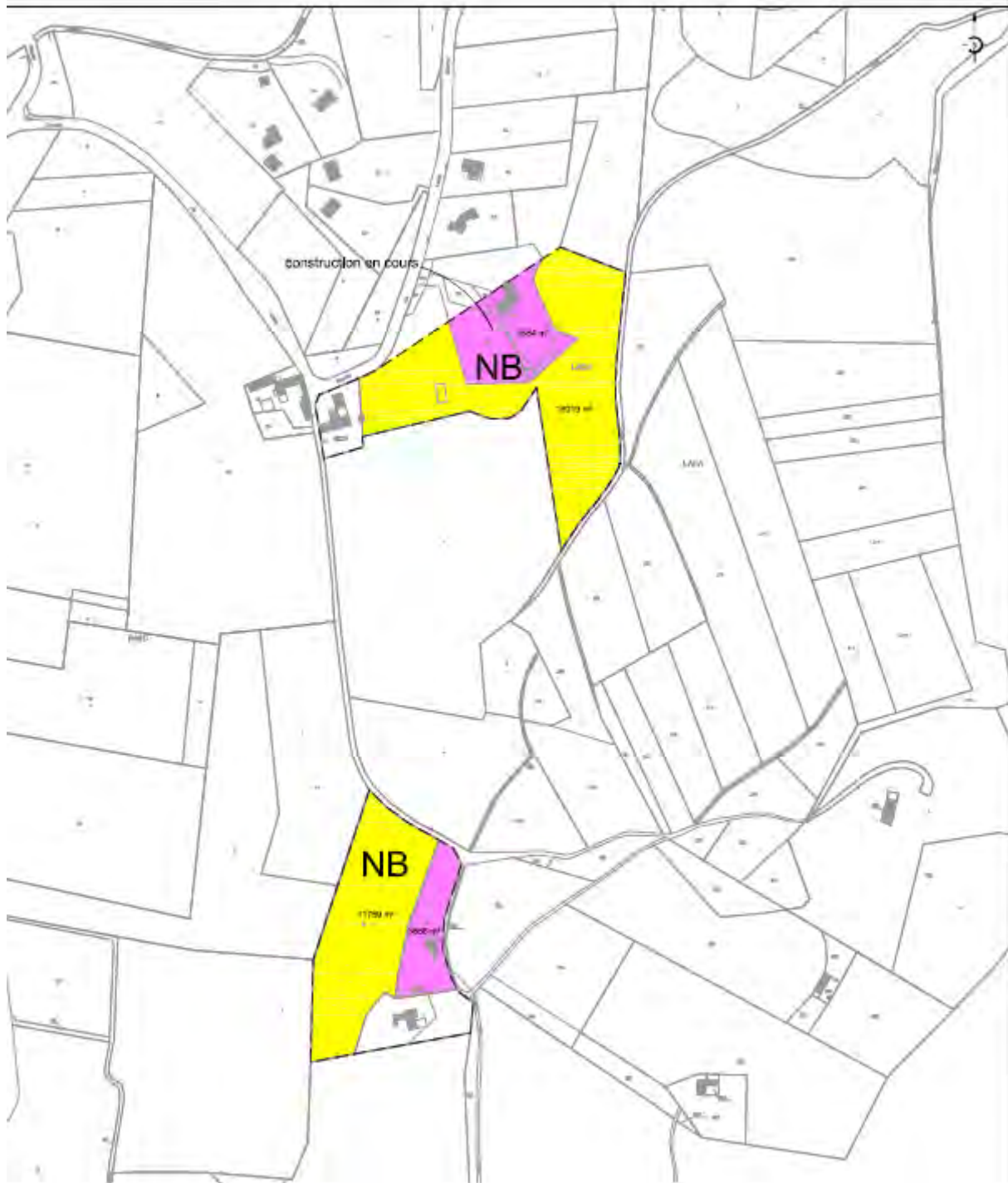
 Terrains consommés : 5,21 ha

Potentiel théorique disponible : 1,28 ha : 0,24 ha NB + 1,04 ha NAj




Dossier 5,13,136 - 18 février 2014

Commune de CHARMES SUR L'HERBASSE
Plan Local d'Urbanisme

BILAN DU P.O.S.
quartiers Bard et Laca
échelle 1:5000



LEGENDE :

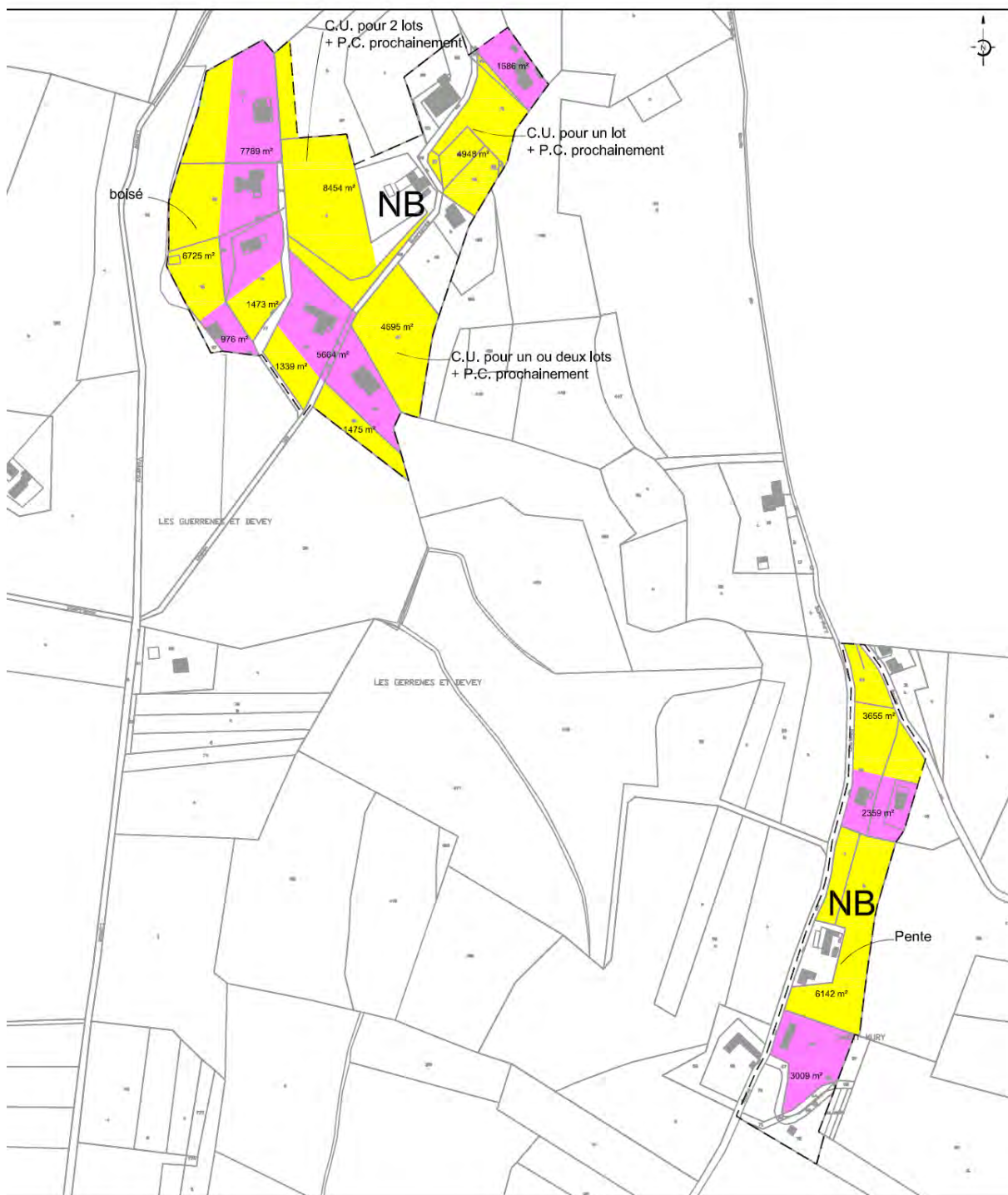
-  Zonage du P.O.S. actuel
-  Terrains consommés ; 0,91 ha
-  Potentiel théorique disponible ; 2,98 ha




Document S.13.136 - 19 Mars 2014


Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE
Plan Local d'Urbanisme

BILAN DU P.O.S.
quartiers Saint-Mury - les Guerrennes et Devey
échelle 1/4000



LEGENDE :

 Zonage du P.O.S. actuel

 Terrains consommés : 2,15 ha

 Potentiel théorique disponible : 3,89 ha



Dossier 5.13.136 - 18 février 2014

2.4. ESPACES DANS LESQUEL LE PLU DOIT ANALYSER LES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION

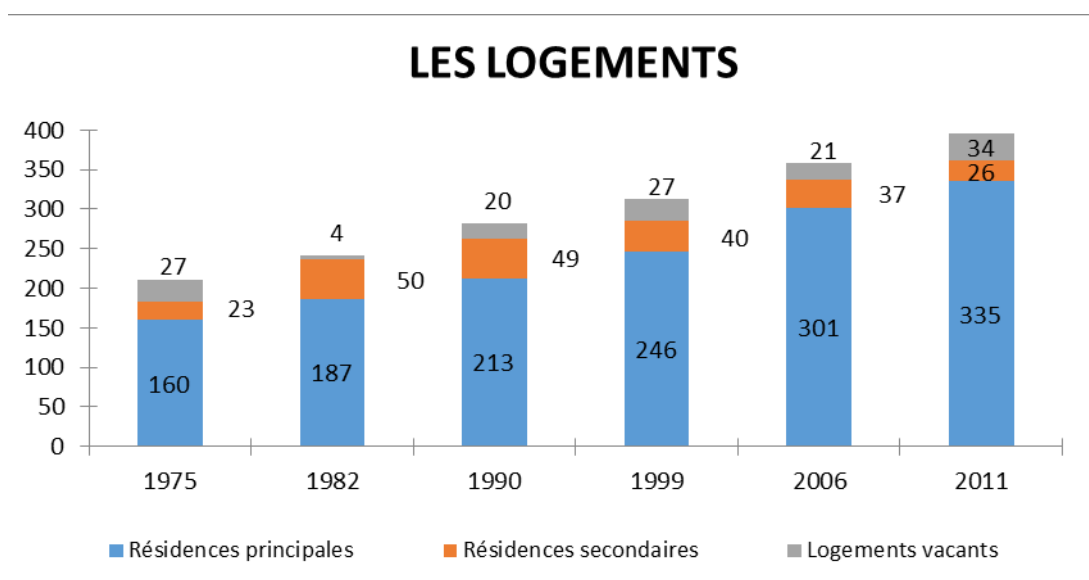
Le potentiel de densification porte seulement sur quelques parcelles au village (potentiel de 5 à 6 logements)

Le potentiel de mutation concerne la mobilisation de quelques logements vacants au village et dans les bâtiments pouvant changer de destination.

EPORA intervient également sur un deux secteurs considérés comme des tènements libres situés dans l'enveloppe urbaine du village.

3. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER

3.1. EVOLUTION DES LOGEMENTS



CHARMES	1982-90	1990-99	1999-2006	2006-2011
Résidences principales	+ 13,9 %	+ 15,5 %	+22,3 %	+11,3 %
Population	+ 19,1 %	+ 12,7 %	+ 17,8 %	+9,88 %

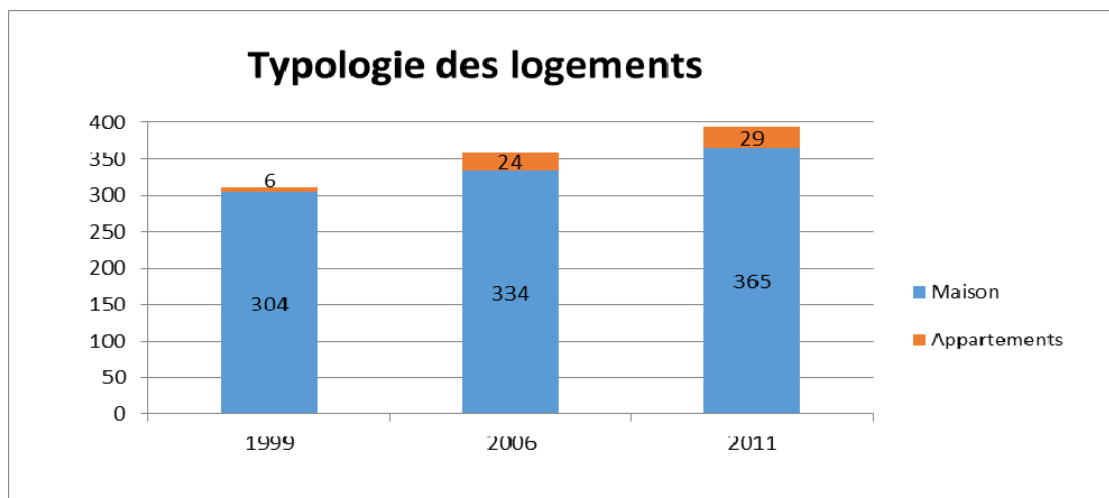
A partir de 1990, le parc de logements augmente plus vite que la population, d'abord pour faire face à la diminution du nombre de personnes par logements, et aussi pour tenir compte du renouvellement de ce parc.

Le nombre de logements vacants ne cesse de croître. En 2011, l'INSEE en recense 34.

En 2015, les élus ont identifiés 10 logements réellement vacants.

3.2. TYPOLOGIE DES LOGEMENTS

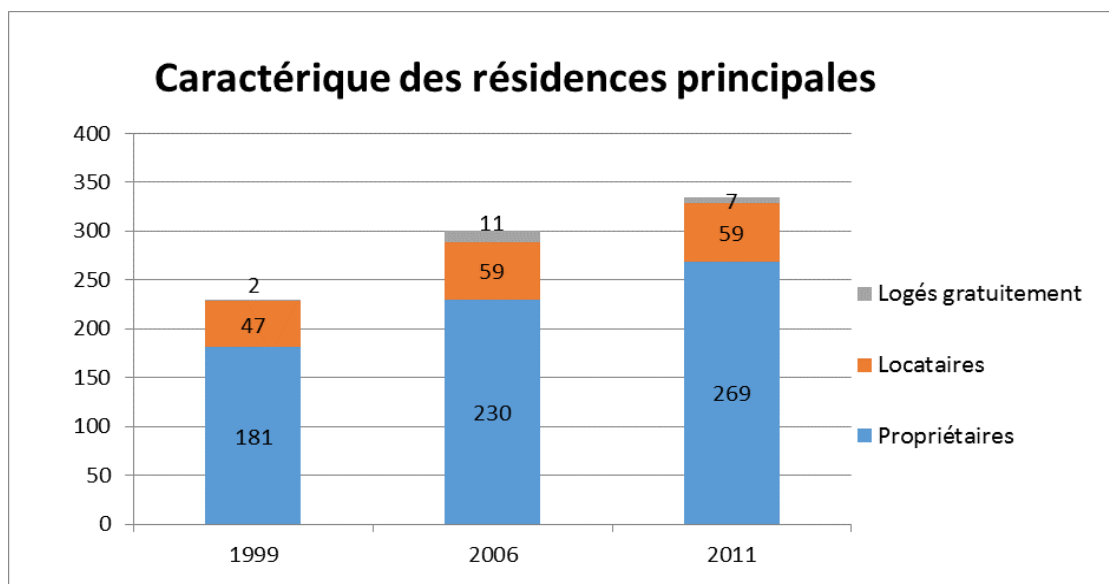
▪ Logements individuels et collectifs



La maison individuelle reste dominante avec 92,5% du parc en 2011. Mais le nombre de logements collectifs a fortement progressé entre 1999 et 2006 : leur nombre est ainsi passé de 6 à 24.

A l'échelle du canton, la part des logements collectifs est de 17,9 % du parc en 2011. Ils ont aussi connu une augmentation puisqu'ils représentaient 15,8 % du parc en 1999.

▪ Statut d'occupation des logements

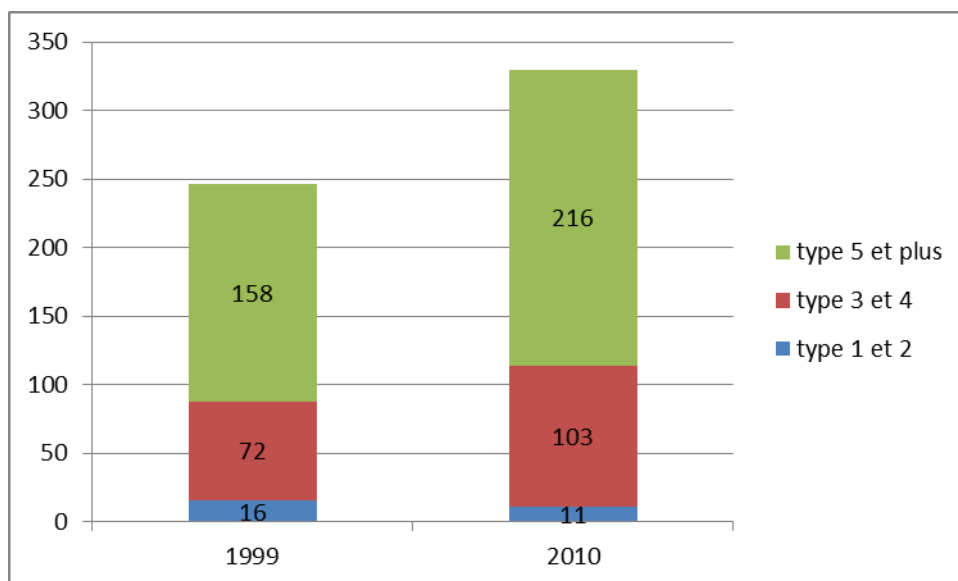


Par rapport à 1999, malgré une augmentation du nombre des logements locatifs (HLM + autres) la part est en baisse avec 17,6 % du parc en 2011 contre 19,1% en 1999.

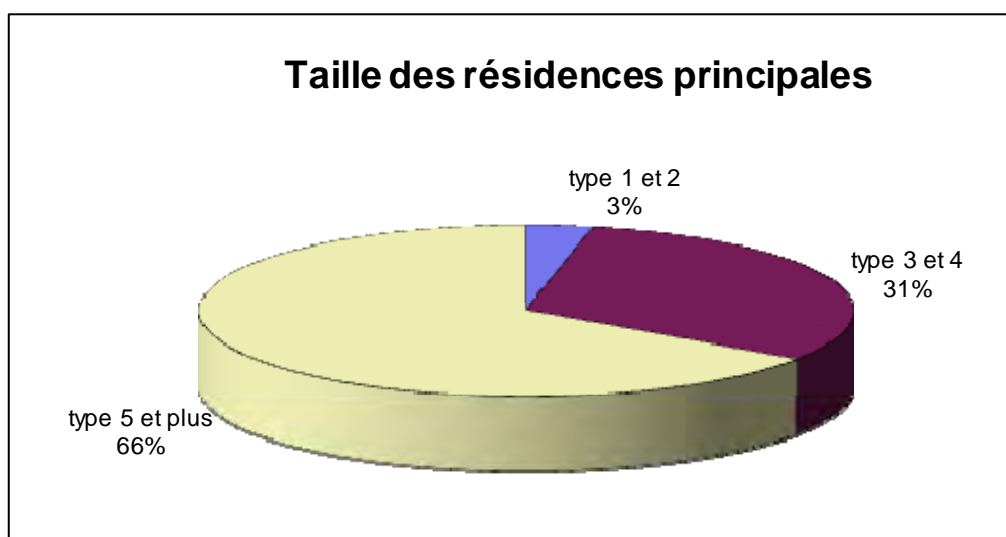
Une augmentation de la part des logements dits gratuits est constatée entre 1999-2006.

La part des logements occupés en propriété augmente légèrement, représentant ainsi plus de 80% du parc.

Au niveau de l'ensemble du canton, la part des logements locatifs connaît une légère progression (25,9% en 1999 à 26,5% en 2011).



Le nombre peu élevé de logement de type T1 et T2 est en baisse.



3.3. LOGEMENT SOCIAL

Fin 2009, sont dénombrés 9 logements conventionnés publics et 9 logements conventionnés privés.

Les bailleurs sociaux sont ADIS, HPR .

En 2009, le taux de logement sociaux est de 7,7% des résidences principales. A l'échelle du canton le taux est de 11,6 % à fin 2009.

3.4. LOGEMENTS SPECIFIQUES

- Les personnes âgées :

Il n'y a pas de structure spécifique pour l'accueil des personnes âgées à Charmes.

Les personnes les plus dépendantes peuvent être accueillies dans les structures existantes les plus proches à Saint Donat.

- Aire d'accueil des gens du voyage

La commune n'est pas concernée par une obligation de création d'aire d'accueil.

- Logements anciens

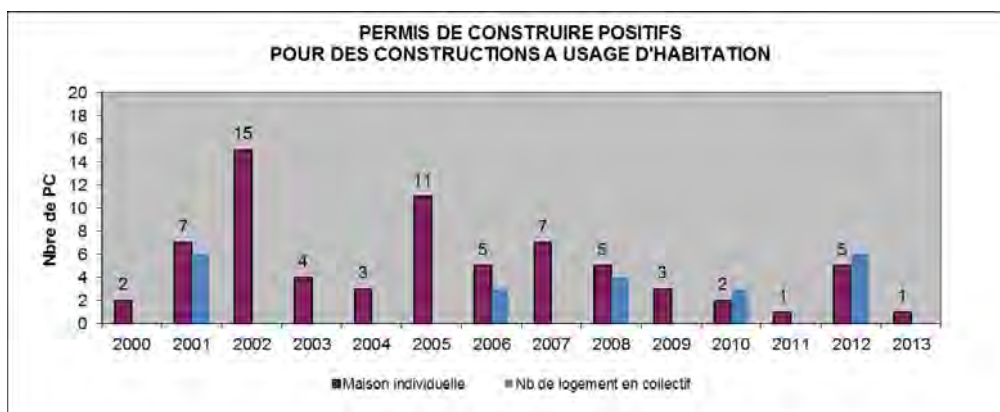
OPAH : aucune n'est actuellement en cours.

3.5. RYTHME DE LA CONSTRUCTION

- Habitat :

Selon les données communales, 77 permis de construire ont été accordés depuis 2000 pour un total de 93 logements : soit une moyenne de 7 logements par an avec :

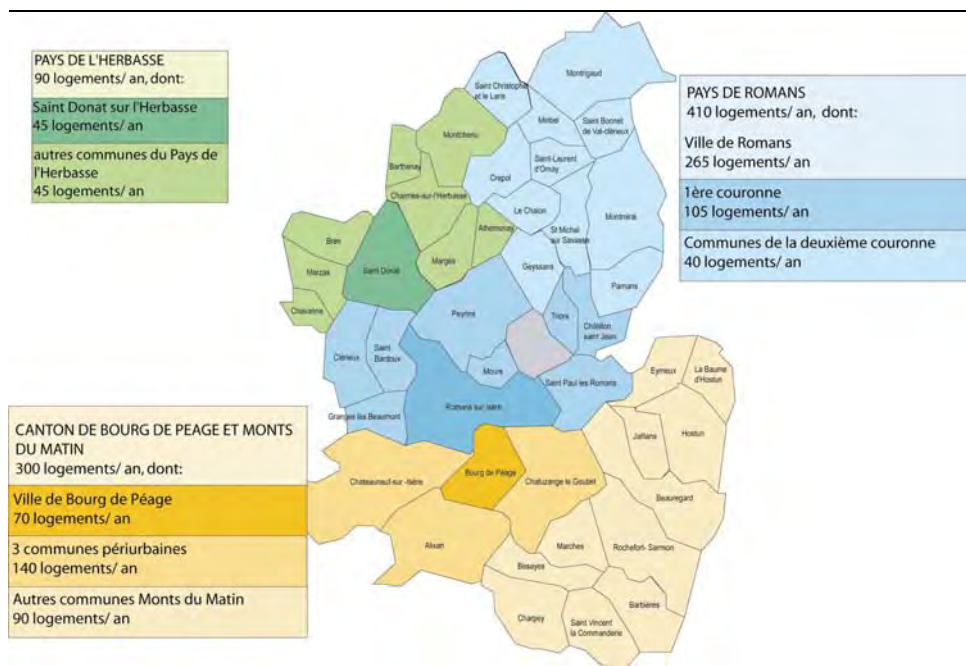
- 71 permis pour maisons individuelles,
- 6 permis pour du collectif correspondant à 22 logements,
- 9 rénovations.



4. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Les communautés de communes des Pays de Romans, canton de Bourg-de-Péage et Pays de l'Herbasse ont élaboré ensemble leur P.L.H. qui se décline de 2009 à 2014.

Sur l'ensemble du territoire concerné par le PLH, qui correspond aux 3 communautés de communes citées ci-dessus, l'objectif est de produire 800 logements par an pour répondre aux besoins en habitats, ainsi répartis :



Source : Programme d'actions du P.L.H.

Sur le Pays de l'Herbasse l'objectif est de 90 logements / an dont la moitié répartis sur les communes de Charmes sur Herbasse, Marsaz, Chavannes, Bren, Margès, Athemonay, Barthenay et Montechenu.

Le PLH du Pays de l'Herbasse n'a pas été approuvé. Cependant l'analyse des besoins en terme de typologie bâti permet de connaître les besoins à l'échelle de la communauté de communes.

Typologie indicative des logements à impulser, en fonction des territoires :

	Collectif (y compris petit collectif)	Individuel groupé*	Individuel pur**
Ville centre	30 %	30 %	40 %
Autres communes	10 %	20 %	70 %

* Opération de maisons, mitoyennes ou non, réalisées par un opérateur unique (promoteur, bailleur social)

** Maisons qui ont fait l'objet de permis individuels, que ce soit en lotissement ou sur un terrain en diffus

5. PROGRAMME D'INTERÊT GENERAL (P.I.G.) « PLAN DE COHESION SOCIALE »

Le Programme d'Intérêt Général « plan de cohésion sociale » mis en œuvre en 2007, conjointement sur les territoires des Communautés de Communes du Pays de Romans, du Canton de Bourg de Péage et du Pays de l'Herbasse, répond à un triple objectif :

- lutter contre l'habitat indigne,
- remettre sur le marché des logements vacants,
- développer l'offre locative à loyers conventionnés.

6. OBJECTIFS DU SCOT APPROUVE

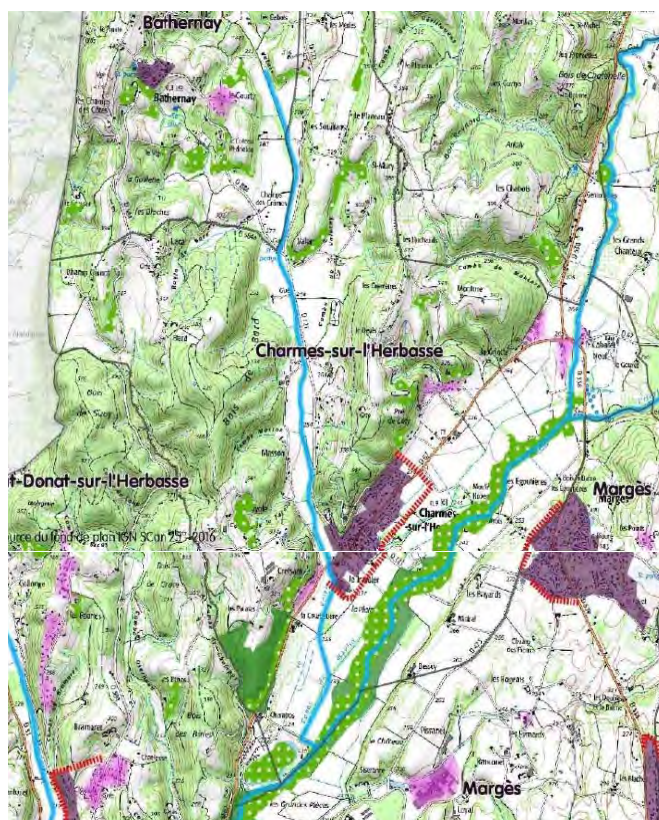
La commune étant recensée comme un village dans l'analyse urbaine du SCOT, les objectifs de croissance sont de 4 à 5 logements / 1000 habitants / an.

La population de 2012 est de 920 habitants, elle est estimée début 2014 à 943 habitants.

Le nombre de logements à créer serait d'environ 44 à 55 logements pour les 12 ans à venir.

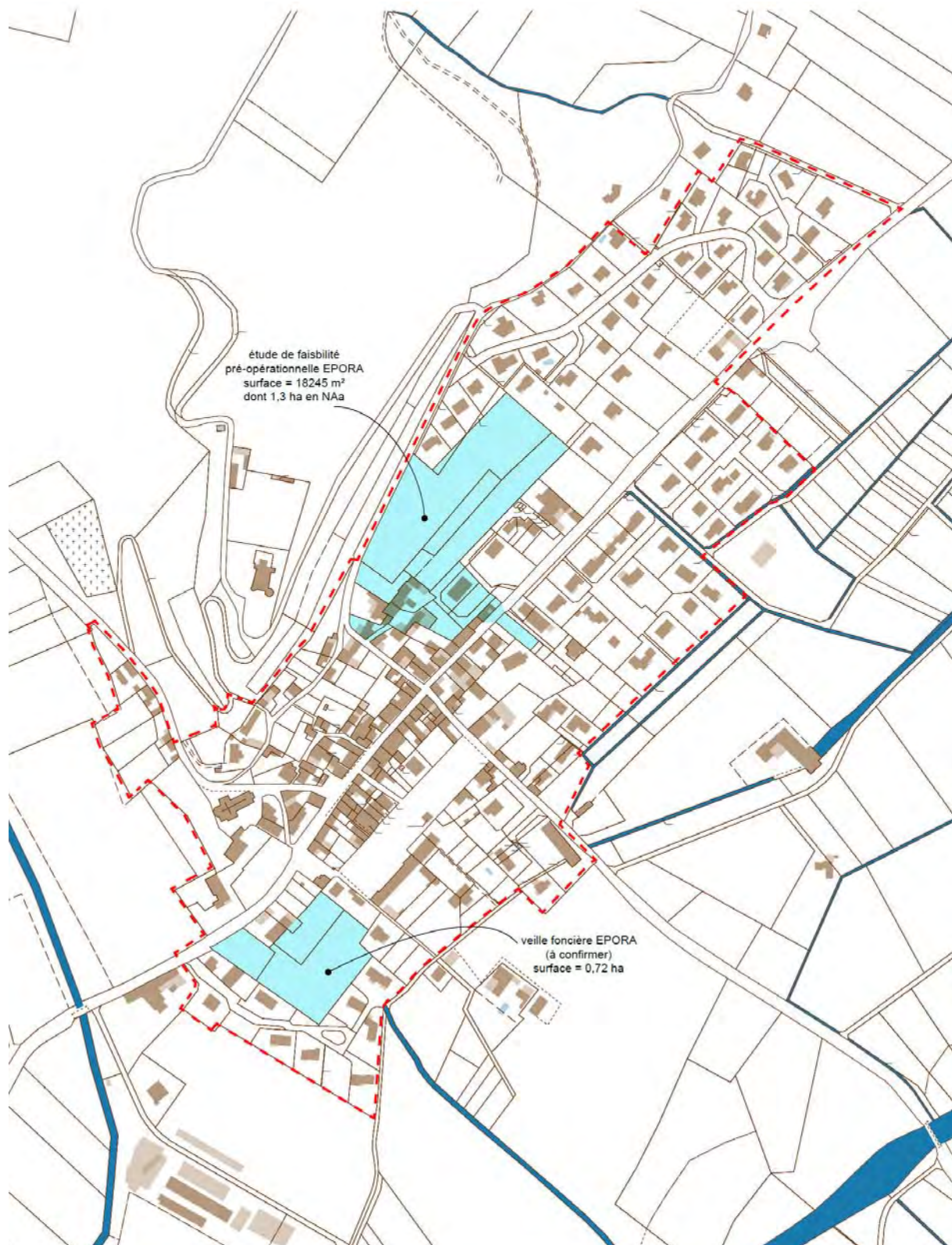
L'objectif de densité est de 15 logements / ha.

Extrait de la cartographie du SCOT – projet approuvé



7. ETUDE EPORA

Une étude de faisabilité pré-opérationnelle a été menée sur 2 secteurs au centre bourg.



SYNTHESE - HABITAT

- √ Une organisation de l'urbanisation centrée sur le village mais de nombreux « quartiers isolés » classés en NB au POS.
- > Consommation d'espace depuis la mise en place du POS :
Au village : 7,8 ha de terrains ont été consommés au village en 23 ans dont 11 ha restent théoriquement disponibles.
En dehors du village, 13 ha de terrains ont été consommés dont 15 ha reste potentiellement disponibles.
- √ Une offre relativement diversifiée avec :
 - 17,6% de logements locatifs et 8% de logements collectifs.
 - 18 logements conventionnés (≈ 7,7 % du parc) recensés en 2009
- > 10 logements réellement vacants en 2015
- > Rythme de construction de logements : 7 logements / an
- > Aucun logement adapté aux personnes âgées.
- > Pas de PLH approuvé
- > Un SCOT approuvé : objectifs : 4 à 5 logements / 1000 / an avec une densité de 15 logements/ha..

D. SERVICES ET EQUIPEMENTS

1. SERVICES PUBLICS ET COLLECTIFS

- **Petite enfance :**
 - Aucune structure.
- **Equipements scolaires :**
 - **Ecole communale :** 4 classes (maternelle et primaire) pour 80 élèves (possibilité d'accueil : jusqu'à 100 élèves).
Evolution de cet effectif en baisse, interrogation sur le maintien des 4 classes.
Le bâtiment de l'école a été agrandi en 2003.
 - **Ecole privée :** 2 classes pour 53 élèves en 2014 (le bâtiment peut accueillir une troisième classe).
 - Pour le secondaire, les élèves dépendent du collège de Saint Donat.
 - **Cantine et accueil périscolaire :** assuré par la commune.
- **Services publics divers :**
 - Mairie qui comprend une agence postale.

2. EQUIPEMENTS COLLECTIFS

EQUIPEMENTS SPORTIFS

- > Commune : salle polyvalente, stade de foot, terrain de stock cars
- Jeu de boules.

La commune est en outre parcourue de chemins de randonnées.

EQUIPEMENTS CULTURELS ET DE LOISIRS

- > Commune : Salle des fêtes, bibliothèque

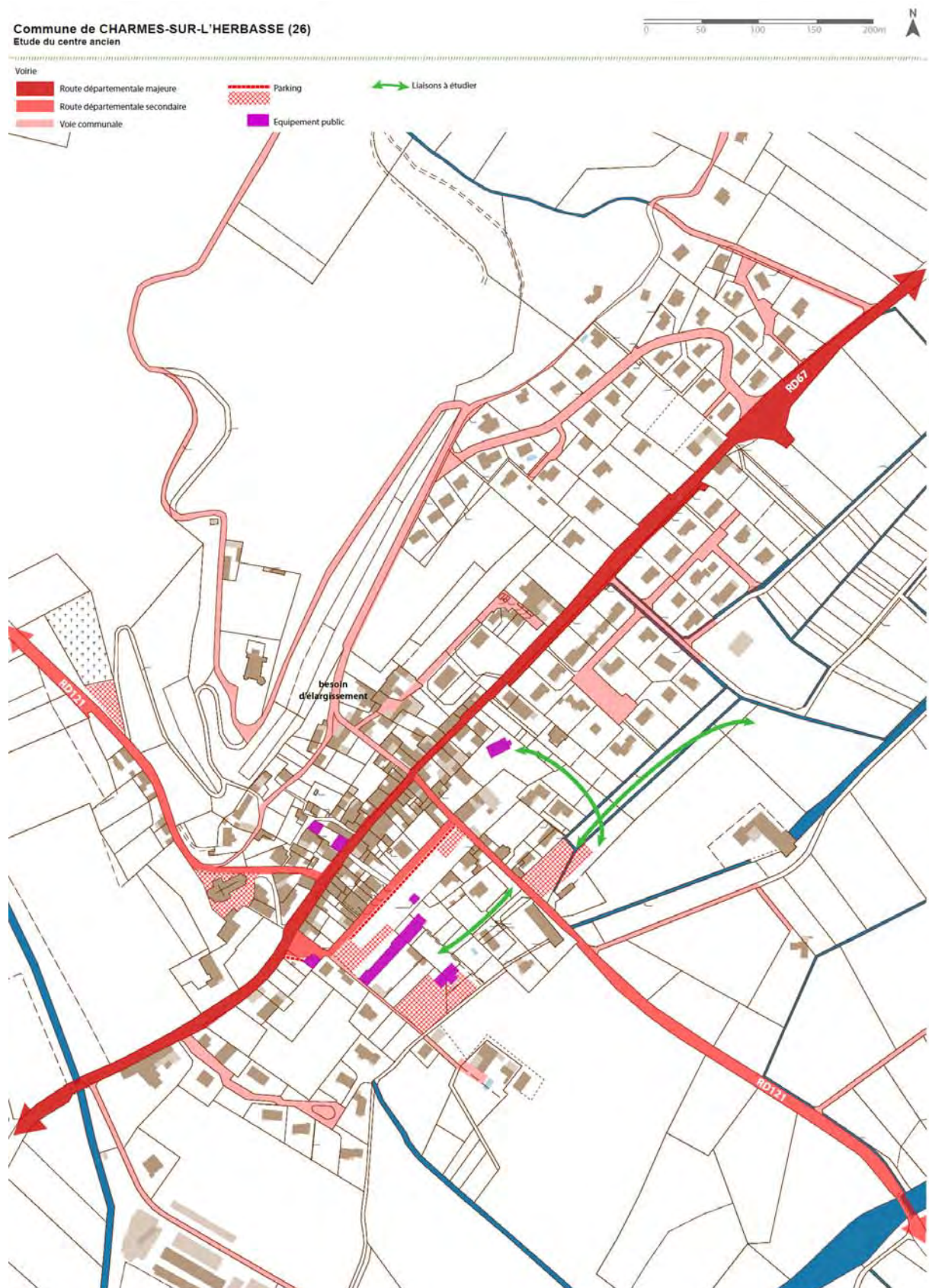
EQUIPEMENTS TOURISTIQUES ET ASSOCIATIFS

- salle des anciens
- salle du presbytère

3. ESPACES PUBLICS

Le village dispose d'espaces publics dont les principaux sont :

- Parking du Champs de Mars : 30 places
- Parking de l'Eglise : 15 places
- Place du Lavoisier : 15 places
- Place des anciens combattants : 3 places
- Place des Monts du Matin : 50 à 60 places



Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE (26)
Etude du centre ancien

0 50 100 150 200m



- Voirie**
- Route départementale majeure
 - Route départementale secondaire
 - Voie communale

Equipement public

Espaces piétons

- Cheminement piéton qualitatif
- Cheminement piéton en continuité

Place qualitative

Place à requalifier

Alignement d'arbres



Commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE (26)
Etude du centre ancien



4. VIE ASSOCIATIVE

Le tissu associatif à Charmes comprend une dizaine d'associations couvrant des domaines variés : associations sportives, de loisirs, culturelles et diverses.

5. GESTION DES DECHETS

La Communauté de Communes du Pays de l'Herbasse a transmis la compétence « Traitement des déchets » au SYTRAD.

- **Collecte et traitement des ordures ménagères**

Les Ordures Ménagères sont collectées en bacs roulants individuels ou collectifs selon les quartiers. Les ordures sont collectées une fois par semaine. Mise en place de conteneurs semi-enterrés réalisée.

- **Tri sélectif et déchetteries**

Des points d'apports volontaires sont mis à disposition sur la commune.

Ces points d'apport permettent de collecter les emballages légers, le verres, les papiers et journaux.

La déchetterie de Saint-Donat, est ouverte au public de la CCPH. Elle est ouverte le mercredi, vendredi et samedi l'après-midi.

6. RESEAU DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE

Il est basé sur le réseau d'adduction d'eau potable. Environ 25 bornes implantées sur la commune.

7. RESEAU NUMERIQUE ET TELEPHONE

La fibre internationale traverse la plaine et qui n'est pas utilisée pour la desserte de la commune

ADN a réalisée une installation récente entre Champos et Barthernay qui permet aux habitants de profiter d'un meilleur débit.

CHAPITRE DEUXIEME ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Rédigé par



1. TOPOGRAPHIE ET GEOGRAPHIE

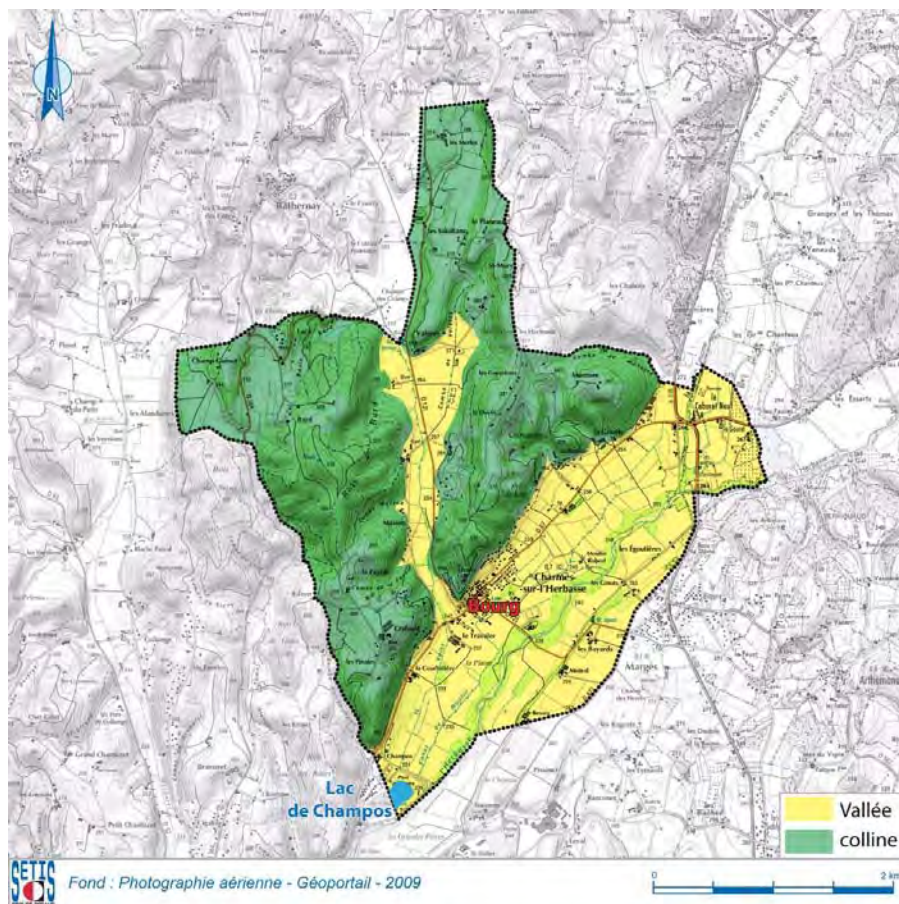
La commune de Charmes-sur-l'Herbasse, d'une superficie de 1 284 ha, s'implante à une altitude moyenne de 325 m. Le dénivelé maximum est de 202 m, avec un point bas à 224 m, près du lac de Champos, et un point haut à 426 m dans le Bois de Bard.

La commune se situe dans le paysage de la Drôme des collines, au bord de la vallée de l'Herbasse. Elle est délimitée au sud par le lac de Champos et la commune de Saint-Donat-sur-l'Herbasse.

Le territoire communal peut être divisé en deux grandes entités :

- Sur les deux tiers nord-ouest du territoire sont présentes les collines dromoises percées par la combe de Valerey.
- Au sud-est la vallée de l'Herbasse, où coule l'Herbasse, vers le lac de Champos qui s'implante à l'extrémité sud de la commune.

Le bourg s'implante dans la vallée, au pied des collines et du château féodal.



2. CLIMATOLOGIE

L'analyse climatologique a été réalisée à partir des données de la station météorologique de Saint-Barthélemy-de-Vals entre 1980 et 2009. Cette station est située à environ 11 km à l'ouest de la commune, à une altitude et dans un contexte géographique comparable à celui de Charmes-sur-l'Herbasse. Elle apparaît comme la station la plus représentative des paramètres climatologiques du secteur étudié.

Le territoire communal s'implante dans une zone de transition entre le climat Lyonnais, de type semi-continental à influence océanique, et le climat méditerranéen de la Provence. Cette rencontre des masses d'air méditerranéennes plus douces et de l'air froid venu du nord entraîne ponctuellement des épisodes pluvieux, orageux, ou neigeux particulièrement intenses dans la vallée du Rhône.

■ Précipitations et températures

Le cumul des hauteurs moyennes annuelles est évalué à **855 mm**, selon les données de la station de référence.

janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	Année
49.9	40	53.4	78.9	84.3	65.6	56.3	61.2	101.7	113.9	92.2	57.4	854.8

Les moyennes mensuelles fluctuent de façon conséquente autour de la valeur moyenne de 71 mm.

La saison la plus arrosée est l'automne et la plus sèche est l'hiver.

Les pluies sont peu fréquentes, environ 100 j/an, et généralement de faible intensité (25 j/an ou elles dépassent 10 mm).

La température moyenne mensuelle est de 12.1°C. Aucun mois n'enregistre de température moyenne négative. L'amplitude maximale s'élève à 17.9°C, entre le mois de juillet et le mois de janvier.

janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
3,4	4,7	8,1	11	15,6	18,9	21,3	20,8	17	13	7,3	4,2

■ Rose des vents

Les vents locaux sont fortement influencés par la présence des reliefs. Les vents de la vallée du Rhône s'engouffrent dans la vallée de l'Herbasse où ils s'orientent selon un axe principal nord-ouest – sud-est.

Selon les données recueillies par météo France sur la station d'Albon (17 km au nord-ouest de Charmes-sur-l'Herbasse) entre 2002 et 2009, la répartition des vitesses des vents est la suivante :

- Vents nuls ou inférieurs à 1.5 m/s : 33.4% du temps ;
- Vents compris entre 1.5 et 4.5 m/s : 41,2% du temps ;
- Vents compris entre 4.5 et 8 m/s : 22,4% du temps ;
- Vents supérieurs à 8 m/s : 3 % du temps.

Les vents faibles sont prédominants, la vitesse moyenne du vent évaluée à 3.5 m/s.

3. GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

3.1. GEOLOGIE

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse s'implante dans les collines miocènes et pliocènes du Bas Dauphiné. Le sous-sol local est composé au droit des reliefs de sables, de poudingues et de molasses, et au droit des vallées et des combes, d'alluvions fluviales.

Les formations géologiques observables au droit des reliefs sont les suivantes :

- **Cailloutis polygéniques terminaux du pliocène supérieur** (p2F¹), constitués de galets et graviers noyés dans une matrice sableuse gris clair, calcaire.
- **Molasse marine de faciès Alpin** (m2S), constituée de sables quartzux et feldspathiques, parfois micacés, calcaires, de texture moyenne à grossière.
- **Molasse continentale de faciès Alpin** (m2F), constituée de sables plus ou moins grésifiés.
- **Formations résiduelles, constituées de cailloutis et sables siliceux** (RS), très localement. Il s'agit d'une formation à galets de quartzite, emballés généralement dans une matrice sableuse.

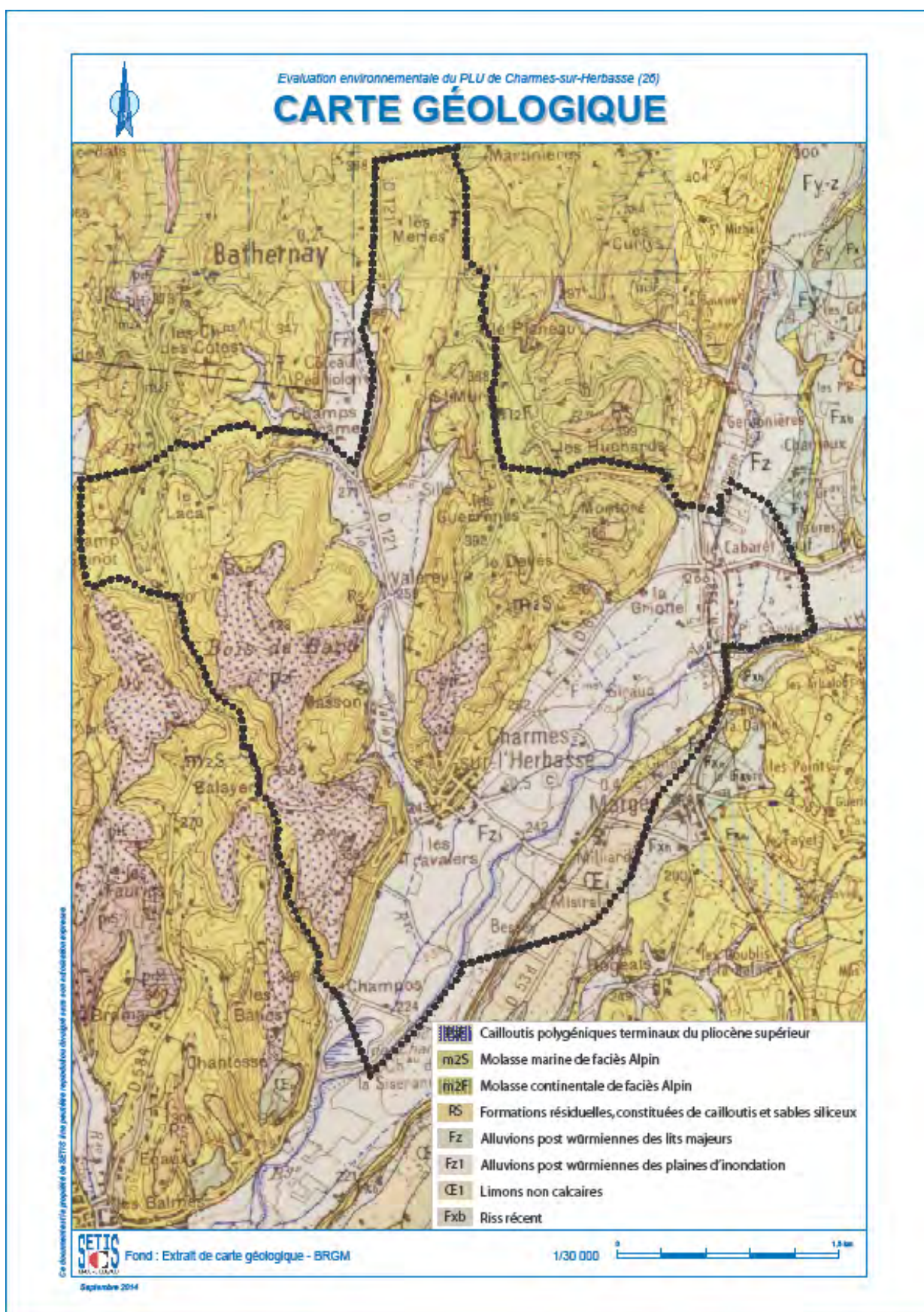
Dans les vallées et les combes, les faciès géologiques rencontrés sont les suivants :

- **Alluvions post würmiennes des lits majeurs** (Fz), constitués de cailloutis et sables ;
- **Alluvions post würmiennes des plaines d'inondation** (Fz1) ; constitués de limons ou de sables plus ou moins argileux, peu ou pas chargés en galets. L'épaisseur de cette formation est généralement inférieure à 1 m dans la vallée de l'Herbasse. Les alluvions recouvrent des alluvions grossières à sables et galets siliceux. Les cônes de déjection des petits ruisseaux issus du socle comportent des alluvions localement plus grossières (sables, graviers).

En limite sud-est de la commune, les deux formations suivantes ont également été détectées :

- **Limons non calcaires** (E1), constitués de dépôts fins argilo-sableux de teinte générale brun-jaune.
- **Riss récent** (Fxb), **constitué de cailloutis et sables**. Dans la vallée de l'Herbasse, il s'agit de terrasses d'alluvions locales siliceuses peu épaisses recouvertes ou non de limons.

¹ Symbole de la formation sur la carte géologique.



3.2. HYDROGEOLOGIE

3.2.1. Aquifères

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse est située au droit de l'aquifère des **molasses miocènes du Bas Dauphiné** entre les vallées de l'Ozon et de la Drôme.

L'aquifère des molasses miocènes constitue une ressource d'importance pour la région Rhône-Alpes en termes de réserve.

La formation aquifère présente une épaisseur comprise entre 200 et 300 m, pouvant atteindre 600 m à 800 m dans sa partie nord-est. La perméabilité de l'aquifère molassique est faible (1.10^{-4} à 1.10^{-5} m/s) limitant les débits mobilisables par les ouvrages. Néanmoins, son épaisseur permet d'obtenir localement des débits exploitables satisfaisants (entre 1 et 10 m³/h/m). La piézométrie de l'aquifère suit globalement le relief, avec des points bas au niveau des rivières et des dépôts quaternaires qui les accompagnent. L'aquifère est drainé à la fois vers les cours d'eau et leur vallée telle que l'Herbasse (soutien des débits d'étiage), et vers les masses d'eau alluvionnaires sus-jacentes.

L'alimentation de la nappe s'effectue principalement par infiltration des eaux de pluie et par drainage des masses d'eaux superficielles sus-jacentes.

Les aquifères superficiels sont contenus dans les alluvions fluvio-glaciaires qui recouvrent localement la molasse miocène. Ces nappes se situent généralement en accompagnement des cours d'eau. Elles sont peu développées sur la commune. **L'aquifère molassique constitue donc la principale ressource du territoire. Il est classé en Zones de Répartition des Eaux (ZRE) en raison de l'insuffisance des ressources par rapport aux besoins (cf §3.3.4).**

3.2.2. Qualité

Les eaux sont faiblement à moyennement minéralisées, dures (20 à 30 °F), bicarbonatées, le plus souvent calciques. La présence de fer et de manganèse est constatée ponctuellement. La masse d'eau est globalement de bonne qualité. Toutefois, les teneurs en nitrates peuvent être localement élevées (70 mg/l), notamment dans la vallée de l'Herbasse et le sud de la Drôme des collines, où les zones d'agriculture intensive s'implantent au droit des zones d'affleurement de la formation molassique.

Dans les zones d'affleurement de la molasse où la nappe est peu profonde la vulnérabilité de l'aquifère est particulièrement importante vis-à-vis des pollutions de surface.

La nappe présente également localement une contamination par les pesticides (qualité moyenne dans la molasse miocène, et détériorée dans les alluvions).

Les analyses réalisées sur les eaux du forage de Cabaret Neuf, utilisé pour l'Alimentation en Eau Potable de la commune montrent un bon état chimique de l'aquifère pour tous les paramètres.

3.2.3. Usage

L'aquifère molassique est principalement exploité pour l'adduction en eau potable (au moins une soixantaine de points de prélèvement), les pompages industriels ayant été fortement réduits depuis les années 2000. Les captages destinés à l'irrigation sont eux aussi nombreux, mais encore mal connus, un recensement est en cours.

3.2.4. Zone de répartition des eaux

Les Zones de Répartition des Eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R211-71 du code de l'environnement, comme des "zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins". L'inscription d'une ressource en ZRE permet d'assurer une gestion plus fine et renforcée des demandes de prélèvements dans cette ressource.

Dans les zones classées ZRE, tout prélèvement supérieur ou égal à 8 m³/h dans les eaux souterraines, les eaux de surface et leurs nappes d'accompagnement est soumis à autorisation, à l'exception :

- des prélèvements soumis à une convention relative au débit affecté ;
- des prélèvements inférieurs à 1000 m³/an réputés domestiques.

Les prélèvements inférieurs à 8 m³/h, à l'exception des prélèvements considérés comme domestiques, sont soumis à déclaration.

En outre, une gestion collective de l'irrigation par un organisme unique est fortement encouragée dans les ZRE.

Le sous-bassin de la Drôme des collines et sa nappe d'accompagnement (Drôme-Isère) fait l'objet d'une Zone de Répartition des Eaux défini par Arrêté Préfectoral de décembre 2014.

Sur la commune de Charmes, la ZRE s'étend sur 500 m de part et d'autre de l'Herbasse, de la Limone et du Valet.

Afin d'améliorer le partage de la ressource en eau, un Plan de Gestion de la Ressource en Eau est en cours d'élaboration sur le sous-bassin de la Drôme des collines. Un SAGE est également en cours d'élaboration sur l'ensemble de l'aquifère des molasses miocènes et des alluvions de la plaine de Valence.

4. HYDROGRAPHIE

Charmes sur l'Herbasse est traversée par l'Herbasse qui constitue le principal cours d'eau de la commune. Il reçoit plusieurs affluents sur le territoire communal : talwegs, dans les combes, drains et fossés, dans la vallée. La plupart ne portent pas de nom, hormis La Limone et le Valet (Valley).

4.1. L'HERBASSE

Généralités

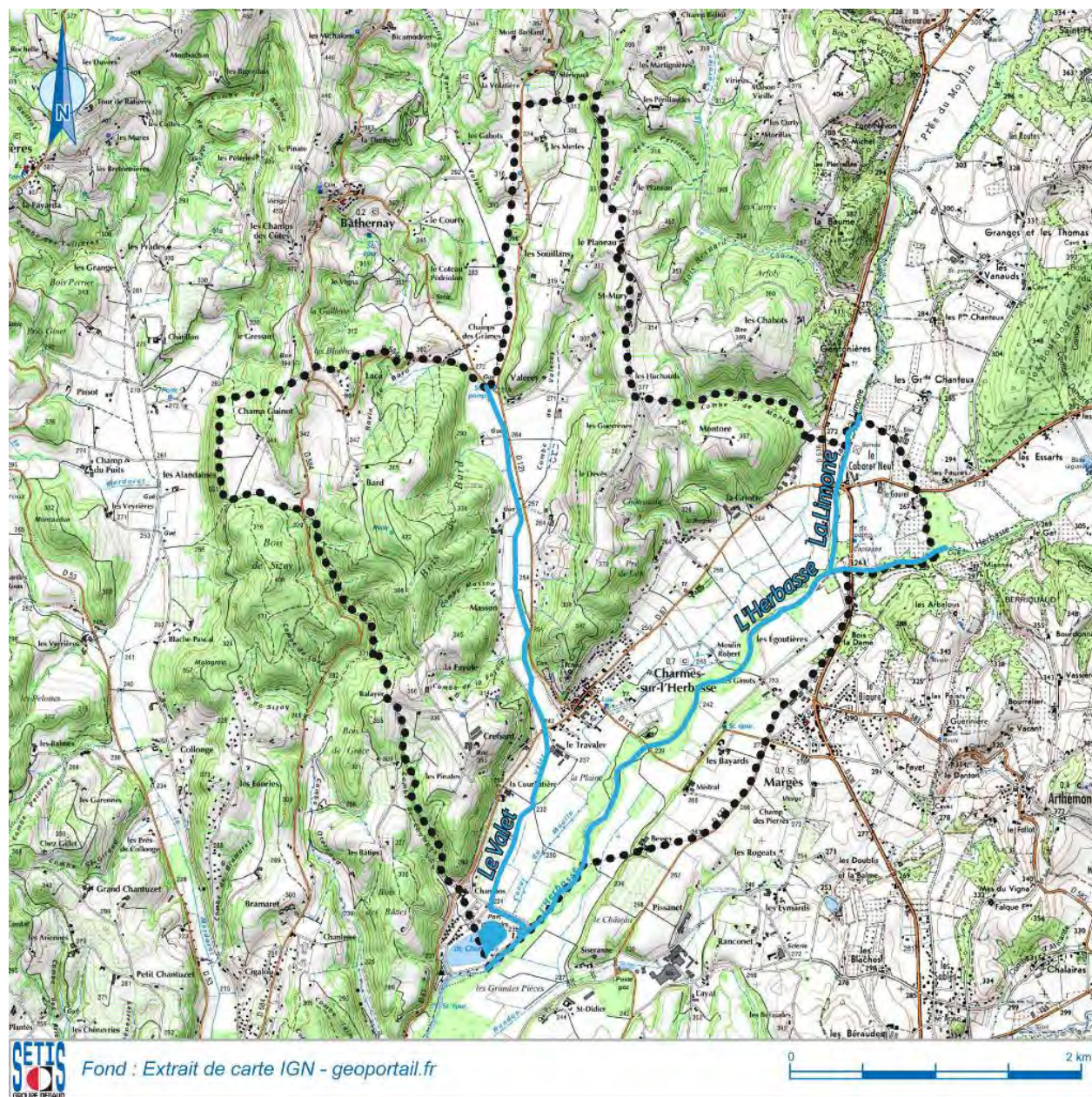
L'Herbasse prend sa source dans le département de l'Isère, dans la forêt de Chambaran, sur la commune de Roybon, et conflue avec l'Isère à Beaumont-Monteux, en aval de Romans-sur-Isère, après un parcours d'environ 40 km. Son bassin versant à la confluence s'étend sur environ 195 km².

Débits

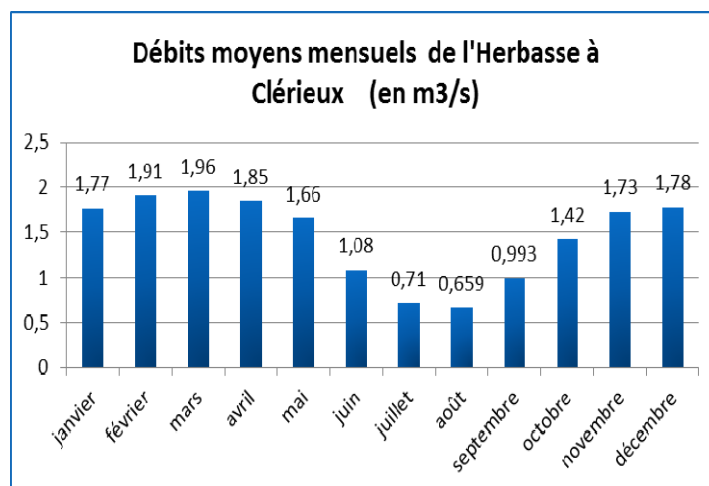
L'Herbasse présente un régime hydrologique de type pluvial.

La station hydrologique la plus proche de Charmes-sur-l'Herbasse est celle de Clérieux, à 9 km au sud-ouest, en aval de la commune.

Au niveau de cette station, l'Herbasse draine un bassin versant d'environ 187 km² et son débit moyen est de 1.46 m³/s.



Réseau hydrographique sur la commune



Débits moyens mensuels de l'Herbasse à la station de Clérieux entre 1969 et 2014

Débit d'étiage : Les débits d'étiage sont caractérisés par le Q_{MNA} : débit moyen mensuel le plus faible de l'année, estimé à la fréquence biennale ou quinquennale sèche. Ce débit est le seuil au-dessous duquel le débit du cours d'eau, exprimé en valeurs moyennes mensuelles, descend une année sur deux ou sur cinq.

Fréquence	Q_{MNA} (m³/s)
Biennale	0.52
quinquennale sèche	0.39

Débits de crues : Les débits de crue sont exprimés en fonction de leur fréquence d'occurrence, c'est à dire de la période moyenne séparant deux événements de cette intensité. Q_{IX} représente le débit instantané maximal estimé pour une fréquence de retour donnée.

Fréquence	Q_{IX} (m³/s)
biennale	43
quinquennale	73
décennale	93
vicennale	110
cinquantennale	140
centennale	285 ²

Qualité

Une station de mesure de la qualité de l'Herbasse est présente à Charmes-sur-l'Herbasse mais dispose de peu de données. En revanche, la station de mesure n°4 de Clérieux, commune située à environ 9 km en aval, dispose de données plus complètes.

Bien que l'état de l'Herbasse soit considéré comme moyen, elle présente une qualité d'eau globalement bonne. Les nutriments (azote et phosphates) sont présents dans des concentrations modérées, limitant le phénomène d'eutrophisation. La faible qualité de la faune piscicole inventoriée traduit un état écologique moyen du cours d'eau. Ainsi, le potentiel écologique et le paramètre poissons sont déclassants (qualité moyenne).

Les pressions hydromorphologiques sont qualifiées de fortes à Clérieux et mettent en évidence une forte pression anthropique sur le cours d'eau.

L'objectif de qualité retenu par le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 pour ce cours d'eau est l'atteinte du bon potentiel écologique en 2021 et du bon état chimique en 2015.

L'Herbasse est par ailleurs classée :

- en liste 1 (cours d'eau en très bon état écologique nécessitant une protection complète des poissons migrateurs), ce qui interdit la réalisation de nouveaux projet d'aménagement faisant entrave à la continuité écologique ;
- en liste 2 (cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique), avec l'existence de plusieurs ouvrages prioritaires faisant obstacle à la continuité écologique.

Contrat de rivière

L'Herbasse fait l'objet d'un contrat de rivière sur la période 2010-2016, les problématiques étant notamment le risque inondation et les pollutions domestiques, agricoles et industrielles.

² Études préalables du contrat de rivière Herbasse « Étude qualité des eaux superficielles »

4.2. LA LIMONE

Cette rivière conflue avec l'Herbasse au nord de la commune et prend sa source à Montrigaud. Elle parcourt environ 16.4 km avant la confluence. Le débit de crue décennal est évalué à 44 m³/s, et le débit de crue centennal à 97 m³/s³.

Les eaux de la Limone se caractérisent par une qualité globalement bonne. Les nutriments (azote et phosphates) sont présents dans des concentrations modérées depuis 2013, limitant le phénomène d'eutrophisation. Il n'y a pas de données sur l'état chimique de ce cours d'eau à la station de mesures de Charmes-sur-l'Herbasse.

L'objectif de qualité retenu pour ce cours d'eau par le SDAGE 2016-2021 est l'atteinte du bon état écologique et du bon état chimique en 2015.

La Limone est également classée en liste 1 et en liste 2, avec les mêmes restrictions vis-à-vis de la réalisation d'aménagements hydrauliques.

4.3. LE VALET (OU VALLEY)

Le Valet conflue avec l'Herbasse au sud de la commune et après un parcours de 5.4 km. Il prend sa source à Bathernay. Les débits de crue décennale et centennale sont évalués respectivement à 11 et 23 m³/s.⁴

Le Valet présente une qualité globalement bonne. Les nutriments (azote et phosphates) ont été mesurés en 2007-2008 à des concentrations modérées. Aucune donnée plus récente n'est disponible. Ce cours d'eau ne dispose pas de station de mesure de la qualité sur son cours.

L'objectif de qualité retenu pour ce cours d'eau est l'atteinte du bon état écologique en 2027 et du bon état chimique en 2015.

4.4. LE LAC DE CHAMPOS

Situé au sud de la commune, ce lac d'une superficie d'environ 9 ha, dispose de nombreux équipements de loisirs. Ses eaux sont régulièrement contrôlées, et bénéficient d'un classement excellent, selon la directive 2006/7/CE en vigueur à partir de la saison 2013. Les derniers prélèvements ont tous donné des résultats conformes.

5. RISQUES NATURELS

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse dispose d'un Plan de Prévention des Risques naturels (PPRN) prévisibles approuvé le 1^{er} août 2001. Celui-ci souligne deux risques principaux, les inondations et les mouvements de terrain. Il comprend une carte de zonage réglementaire qui fixe la constructibilité des secteurs selon le niveau de risque, ainsi qu'un règlement qui détaille les prescriptions associées au zonage. Ces documents sont annexés au PLU de la commune.

³ Études préalables du contrat de rivière Herbasse « Étude qualité des eaux superficielles »

⁴ Études préalables du contrat de rivière Herbasse « Étude qualité des eaux superficielles »

5.1. INONDATION PAR LES COURS D'EAU

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse est **soumise au risque d'inondation engendré par l'Herbasse et ses affluents, la Limone et le Valet**. La carte de zonage réglementaire du risque fixe les **zones à risque fort ou moyen d'inondation le long de l'Herbasse et de ses affluents** (cf. carte en page suivante).

Deux crues d'occurrence centennales ont eu lieu sur l'Herbasse et la Limone les 6 septembre 2008 et 23 octobre 2013, avec des débordements et des dégâts considérables. D'importants travaux de protection portés par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin Versant de l'Herbasse relatifs à la gestion des inondations sont en cours à hauteur du lieu-dit le Cabaret Neuf. Lors de la crue de 2013, le dimensionnement du pont sur la Limone s'était avéré insuffisant à l'écoulement de la crue et avait occasionné des débordements. Les hauteurs avaient atteint plus de 2 mètres au niveau des captages d'eau potable en rive gauche.

Une étude de risque réalisée par ARTELIA en 2014 a mis en évidence le contour de la crue du 23 octobre 2013 (cf. carte en page suivante).

Le territoire de Charmes-sur-l'Herbasse comporte de nombreux axes d'écoulement (ravins, talwegs, ruisseaux, vallats, etc.) pouvant s'avérer dangereux lors d'événements pluvieux intenses et prolongés. **Dans les secteurs situés le long de ces axes d'écoulement, et à défaut d'une étude hydraulique spécifique, une distance de 20 m par rapport à l'axe doit être laissée libre de toute nouvelle construction.**

La commune est située en limite du Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Romans-sur-Isère/Bourg-de-Péage, mais n'est pas concernée par celui-ci.

5.2. INONDATION PAR REMONTEE DE NAPPE

Le territoire communal, au droit des vallées de l'Herbasse, de la Limone et du Valet présente un aléa fort d'inondation dans les sédiments (données BRGM). Cet aléa traduit le risque de remontée de nappe et de nappe affleurante ou peu profonde.

5.3. GLISSEMENTS DE TERRAIN - CAVITES SOUTERRAINES

Le PPRN de Charmes-sur-l'Herbasse identifie **une zone de risque fort de mouvements de terrain au sud de la commune, au lieu-dit Bessey**.

Plusieurs zones de risque moyen de mouvement de terrain localisées principalement sur les versants sud des collines donnant sur la vallée de l'Herbasse, et sur le versant sud de la colline donnant sur la combe de la Fayole.

Ces secteurs sont identifiés comme zones inconstructibles ou constructibles sous conditions par la carte du zonage réglementaire.

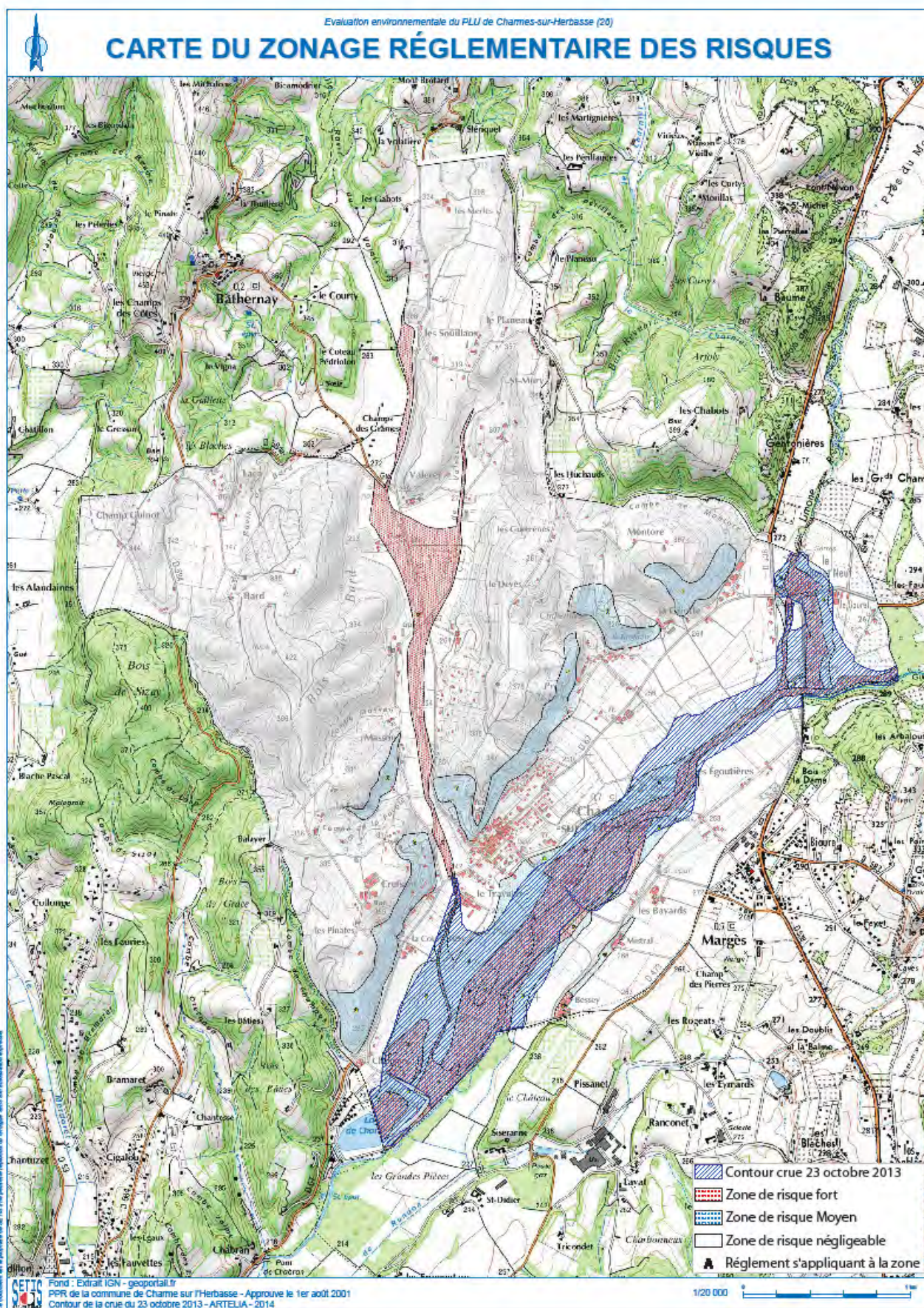
Le terme « mouvements de terrain » regroupe les phénomènes naturels liés à l'érosion de la molasse gréseuse :

- zones de « ravinement » entraînant à l'aval des coulées de sable ;
- surplombs, en cas de présence de bancs plus durs dans la molasse, engendrant à l'aval des blocs plus compacts que l'eau rend très friables.

La banque de données du sous-sol (BRGM) recense la présence de deux cavités souterraines sur le territoire communal :

- **la balme de Mr Pichat** : cave à l'orifice visible ;
- **la galerie du château** : ouvrage civil à l'orifice supposé.

Ces cavités peuvent présenter des dangers liés à leur instabilité potentielle. Elles sont localisées sur la carte des aléas retrait-gonflement des argiles en page suivante.



5.4. ARRETES DE CATASTROPHES NATURELLES

Douze arrêtés de catastrophes naturelles sont recensés sur la commune de Charmes-sur-l'Herbasse : une tempête en 1982, un glissement de terrain en 1993, et **dix inondations et coulées de boue, dont celles de 2008 et 2013.**

5.5. SISMICITE

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse se situe en **zone de sismicité modérée, zone 3**, selon l'arrêté du 22 octobre 2010, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011. Cette nouvelle réglementation définit les règles parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque modéré ».

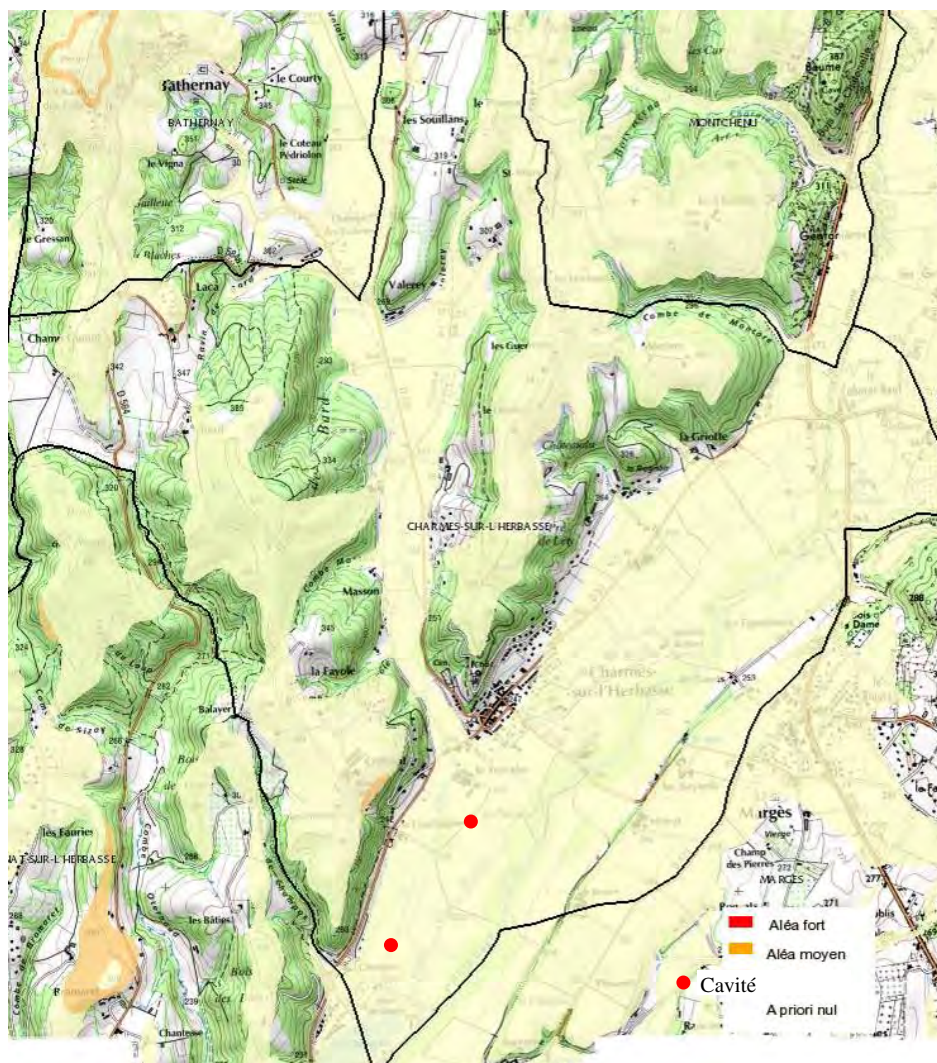
L'arrêté du 22 octobre 2010 précise les normes de construction à prendre en considération en fonction du type de bâtiment envisagé (en vigueur depuis le 1^{er} mai 2011). Les constructions doivent également répondre aux normes parasismiques définies dans la norme NF EN 1998.

5.6. RETRAIT – GONFLEMENT DES ARGILES

Selon la cartographie départementale établie par le BRGM, la majeure partie du territoire communal est concernée par un **aléa faible de retrait/gonflement des argiles**. Une zone de taille réduite, située à proximité du Hameau de Crefsant, est concernée par un aléa moyen.

L'aléa de retrait/gonflement des argiles résulte de la nature des terrains et de leur sensibilité vis-à-vis de la teneur en eau. Il traduit le risque de tassements différentiels pouvant qui peuvent affecter les constructions.

La prise en compte de ce risque n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme particulière, mais passe par la mise en œuvre de règles constructives adaptées, notamment au niveau des fondations. Ces mesures sont détaillées dans le schéma récapitulatif ci-après.



Aléa retrait-gonflement des argiles sur Charmes sur l'Herbasse
BRGM

6. EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable de la commune de Charmes sur l'Herbasse est gérée en régie par le Syndicat Intercommunal des eaux de l'Herbasse (SIEH). Ce dernier comporte 17 communes pour environ 13 000 habitants.

Le réseau du SIEH d'une longueur de 750 km, est alimenté par quatre forages profonds :

- Deux forages situés au Cabaret-Neuf, sur le territoire. Ces ouvrages ont fait l'objet d'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 16/09/2013, et disposent d'une autorisation de prélèvement maximal de 3 200 m³/j, pour les deux ouvrages.
- Deux forages situés respectivement aux Aygalas et aux Guilhomonts, sur la commune de Chatillon-Saint-Jean. Ces forages ont fait l'objet d'une DUP respectivement en date du 03/07/1998 et du 14/06/1988.

Les arrêtés de DUP définissent l'emprise des périmètres de protection des captages ainsi que les prescriptions s'appliquant au sein de ces périmètres.

La ressource en eau est suffisante pour satisfaire les besoins actuels de la commune.



7. ASSAINISSEMENT

7.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune de Charmes gère en régie le réseau d'assainissement et la station d'épuration intercommunale de Champos.

Le réseau

Le réseau communal, de type séparatif collecte principalement les eaux usées du Bourg, soit environ 625 habitants en basse saison (2015), et 825 en haute saison.

Le réseau est globalement en bon état et d'une capacité suffisante. Toutefois, cette dernière est limitée localement par des dépôts, ne pouvant être curé pour cause de non-accessibilité sur une partie du réseau de transfert entre Charmes et Champos, ainsi que par deux points plus étroits.

Le diagnostic du système d'assainissement réalisé en 2011 (rapport Egis Eau HSE 04661 F) a mis en évidence l'entrée d'eaux claires parasites, notamment sur le réseau de transfert Charmes/Champos, entraînant un fonctionnement dégradé en cas de forte pluie. Des travaux correctifs ont depuis été réalisés sur ce point.

Une extension du réseau a été réalisée au nord de Charmes, pour le secteur du Cabaret Neuf.

La station d'épuration

Construite en 1974 pour traiter les eaux usées de Charmes et du domaine de Champos, cette station a fait l'objet de travaux en 2003 afin d'accueillir les eaux usées de Margès et porter sa capacité à 1 600 Équivalent Habitant (EH). Selon le diagnostic de 2011 la capacité effective de la station serait de 1 150 EH.

La saison touristique amène une augmentation significative de la population sur les communes de Charmes et Margès, et surtout sur le domaine du lac de Champos. Les débits entrants en 2011-2012 étaient ainsi de 1040 EH en basse saison et de 1533 EH en haute saison.

Jusqu'à récemment les capacités de traitement de la station étaient dépassées au cours de la saison touristique et en période de temps de pluie.

Des travaux d'agrandissement de la station ont été réalisés en 2016 pour porter la capacité de traitement à 2500 EH. Au regard des volumes collectés la station est donc actuellement largement dimensionnée.

7.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La gestion de l'assainissement non collectif (ANC) est une compétence déléguée à la Communauté de Communes du Pays de l'Herbasse (CCPH), qui dispose d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) depuis fin 2005.

Sur Charmes-sur-l'Herbasse, l'ANC concerne 183 installations, ayant fait l'objet d'un diagnostic par le SPANC de la CCPH : 83 ont un avis favorable, 65 un avis réservé et 15 un avis défavorable.

7.3. EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales est une compétence communale. Peu d'informations sont disponibles sur le réseau d'eaux pluviales. Il n'y a pas de schéma d'assainissement pluvial.

Toutefois, selon les données communales, seul un terrain dans le bourg, appartenant à un particulier (parcelle cadastrale de la zone OC n°0924), a subi une inondation, lors d'un fort épisode orageux.

8. MILIEU NATUREL

8.1. CONTEXTE LOCAL

Entre le plateau forestier des Chambarans, la vallée du Rhône et le secteur de Valence, la commune de Charmes sur l'Herbasse se situe à cheval sur la vallée alluviale de l'Herbasse, d'affinité humide, et la Drôme des collines, région assise sur des molasses sableuses qui lui donnent un caractère plus sec.

Cette situation originale associée au paysage fortement rural et à une nature préservée génèrent sur le territoire communal des habitats naturels variés : plaine aux milieux alluviaux humides comme la ripisylve de l'Herbasse, contrastant avec les coteaux secs couverts de chênaie, vergers et pelouses sèches.

La diversité des habitats naturels est favorable à une flore et une faune remarquable et variée, depuis les espèces des zones humides jusqu'aux espèces d'affinité méridionales.

Comme le montre l'occupation du sol, c'est-à-dire sa couverture biophysique caractérisée par la nature des objets qui la composent (prairies, cultures, forêts, bâtis, routes...), le territoire de Charmes-sur-l'Herbasse présente une nature relativement bien préservée bien qu'il ait été largement modelé par l'homme, notamment via l'agriculture. Pour l'année 2006, cette occupation du sol est décrite par la base de données vectorielles Corine land cover 2006 (la plus récente disponible) qui présente une résolution de 25 ha.

En 2006, le patron général de l'occupation du sol de la commune est caractérisé par :

- l'espace agricole, constituant 66,7 % du territoire,
- l'espace naturel, essentiellement forestier (30,7 %)
- l'espace artificiel (2,6 %)

L'espace artificiel est très faible, le bâti se concentrant essentiellement au niveau du village de Charmes sur l'Herbasse. Le territoire communal peut être divisé grossièrement en deux tiers d'espaces agricoles et un tiers d'espace naturel.

8.2. DONNEES DE CADRAGE

8.2.1. ZONAGES PATRIMONIAUX

Le territoire communal comporte plusieurs zonages patrimoniaux qui témoignent de la richesse de la biodiversité (voir carte) :

- **Site Natura 2000**

Le réseau Natura 2000 est composé de ZSC (Zones Spéciales de Conservation) et de ZPS (Zones de Protection Spéciale), en application de la Directive Habitats et de la Directive Oiseaux.

La Directive Habitats n°92/43/CEE du Conseil Européen du 21 mai 1992 a pour objectif de « contribuer à assurer la biodiversité pour la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvage ». L'annexe I énumère une liste d'habitats naturels et l'annexe II une liste d'espèces pour lesquelles les Etats doivent désigner les ZSC sur la base des SIC (Sites d'Importance Communautaire).

La Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du Conseil Européen du 1979 a pour objectif la conservation à long terme des oiseaux. L'annexe I liste les espèces bénéficiant de mesures de protection spéciales de leur habitat qui seront classées en ZPS.

Charmes-sur-l'Herbasse est concerné par un site Natura 2000, le SIC n° FR 8201675 « Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère », qui couvre environ 1,5 % du territoire communal.

Ce site Natura 2000 d'une superficie totale de 1 066.9 ha est divisé en plusieurs parties et réparti sur 6 communes de la Drôme des collines, de Châteauneuf-sur-Isère à Charmes-sur-l'Herbasse.

Le site des « Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère » possède une très grande richesse écologique liée au réseau des cours d'eau associées aux prairies sèches. Il compte 10 habitats d'intérêt communautaire et de nombreuses espèces animales d'intérêt communautaire, notamment des chiroptères.

- **ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique)**

L'inventaire ZNIEFF se compose de deux types de zones, dites ZNIEFF de type 1 et ZNIEFF de type 2.

Les zones de type 2 sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau...) riches et peu modifiés qui offrent d'importantes potentialités biologiques.

Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, notamment en tenant compte du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

Les zones de type 1 sont des secteurs d'une superficie généralement plus limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou des transformations même limitées.

L'inscription d'une zone dans l'inventaire des ZNIEFF indique que la prise en compte du patrimoine naturel doit faire l'objet d'une attention particulière, notamment dans les ZNIEFF de type 1.

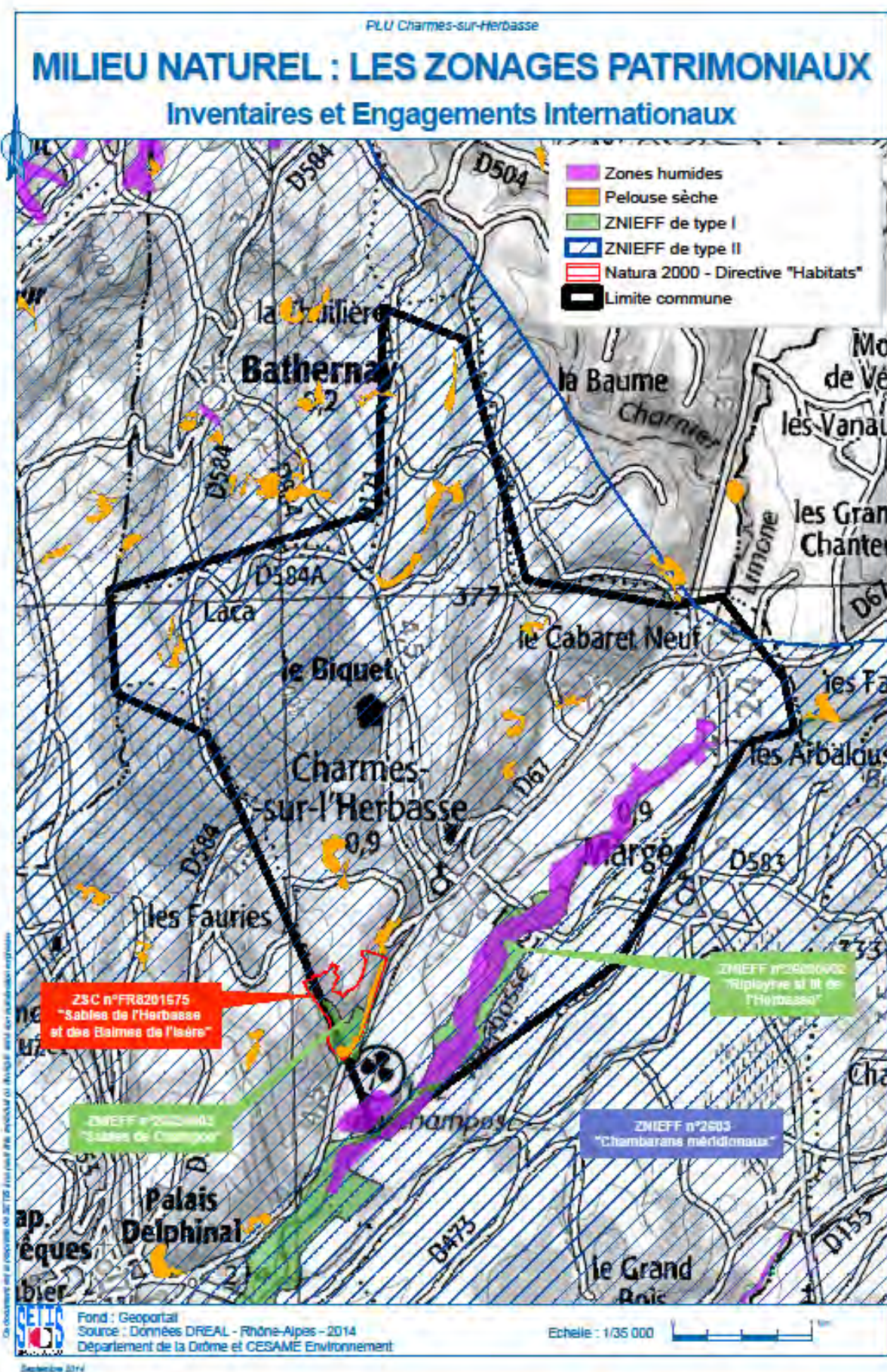
La ZNIEFF de type II n°2603 « Chambarans méridionaux » couvre la quasi-totalité du territoire communal. D'une superficie totale de 26 976 ha, elle concerne 38 communes, englobe 12 ZNIEFF de type I et accueille de nombreux habitats et espèces remarquables : pelouses sèches, Alyte accoucheur, Engoulevent, Lucane cerf volant, Psammodrome d'Espagne...

2 ZNIEFF de type I sont également présentes sur la commune :

- n°26030003 « Sables de Champos », couvrant environ 0,7% du territoire. Ce site de milieux sableux exposés plein sud accueille plusieurs espèces floristiques remarquables d'affinité méridionale, notamment la seule station d'Orcanette des sables, espèce végétale protégée et inscrite sur liste rouge.
- n°26030002 « Ripisylve et lit de l'Herbasse » couvrant environ 2,7% du territoire. L'intérêt naturaliste local est lié à la qualité de la rivière et aux milieux qui en dépendent, en particulier la ripisylve. Ces milieux naturels accueillent de nombreuses espèces remarquables, notamment le Martin pêcheur, la Bouscarle de Cetti, l'Alyte accoucheur...

- **Inventaire départemental des zones humides**

3 zones humides de plus de 1 ha sont inscrites à l'inventaire départemental des zones humides : le lac de Champos, d'une superficie de 7,09 ha, et le cours d'eau de l'Herbasse divisé en 2 parties de 9,44 ha et de 56,15 ha.



8.2.2. CORRIDORS ECOLOGIQUES, TRAMES VERTES ET BLEUES

Les milieux favorables à la faune et ses déplacements sont présentés par des continuités les plus homogènes possibles. Ces continuités induisent des déplacements préférentiels de la faune, et permettent ainsi la mise en place de corridors biologiques.

Deux types de corridors écologiques sont rencontrés :

- Les corridors terrestres qui se situent au niveau des boisements et des réseaux de haies, et qui permettent le passage de la grande et petite faune (chevreuil, renard...).
- Les corridors aquatiques qui se situent au niveau des cours d'eau et des zones humides, et qui permettent le déplacement des espèces aquatiques, mais également des espèces terrestres liées au milieu aquatique (certains oiseaux, amphibiens...).

Les corridors sont indispensables à la survie des espèces. Ils constituent l'une des composantes essentielles du réseau écologique en offrant des possibilités d'échange entre les zones nodales (espaces vitaux suffisants pour l'accomplissement du cycle de développement d'une population animale ou végétale) et les différents types de continuums (espaces d'extension potentiellement utilisables par la faune et nécessaires au maintien de la biodiversité dans les zones nodales).

La synthèse des données locales associée aux observations de terrain permet d'établir un diagnostic du fonctionnement des écosystèmes et des déplacements faunistiques de la commune.

Les données disponibles sont :

- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE),
 - L'étude des réseaux écologiques de Rhône-Alpes (RERA), réalisée par Asconit consultants et Biotope en 2009,
 - Le Schéma Régional Eolien, étude des couloirs migratoires réalisée par la LPO en 2010.
 - L'interprétation des photographies aériennes et observations de terrain.
- **Données du RERA**

Le territoire communal n'est pas concerné par un corridor écologique majeur, mais est globalement favorable à la faune et à ses déplacements. En effet, il ne comporte qu'une seule zone bâtie et peu de zones d'agriculture intensive. En outre, aucune zone de conflit avec la faune ou obstacle majeur aux déplacements n'est signalée. Les boisements abondants et haies constituent des zones de déplacements préférentiels de la faune terrestre, tandis que le réseau hydrographique important, constitué par l'Herbasse et les petits cours d'eau et fossés des plaines agricoles, forment des corridors aquatiques. La commune est incluse dans le « cœur de nature » (vaste zone à dominante naturelle avec circulation des espèces peu contrainte) du Plateau des Chambarans.

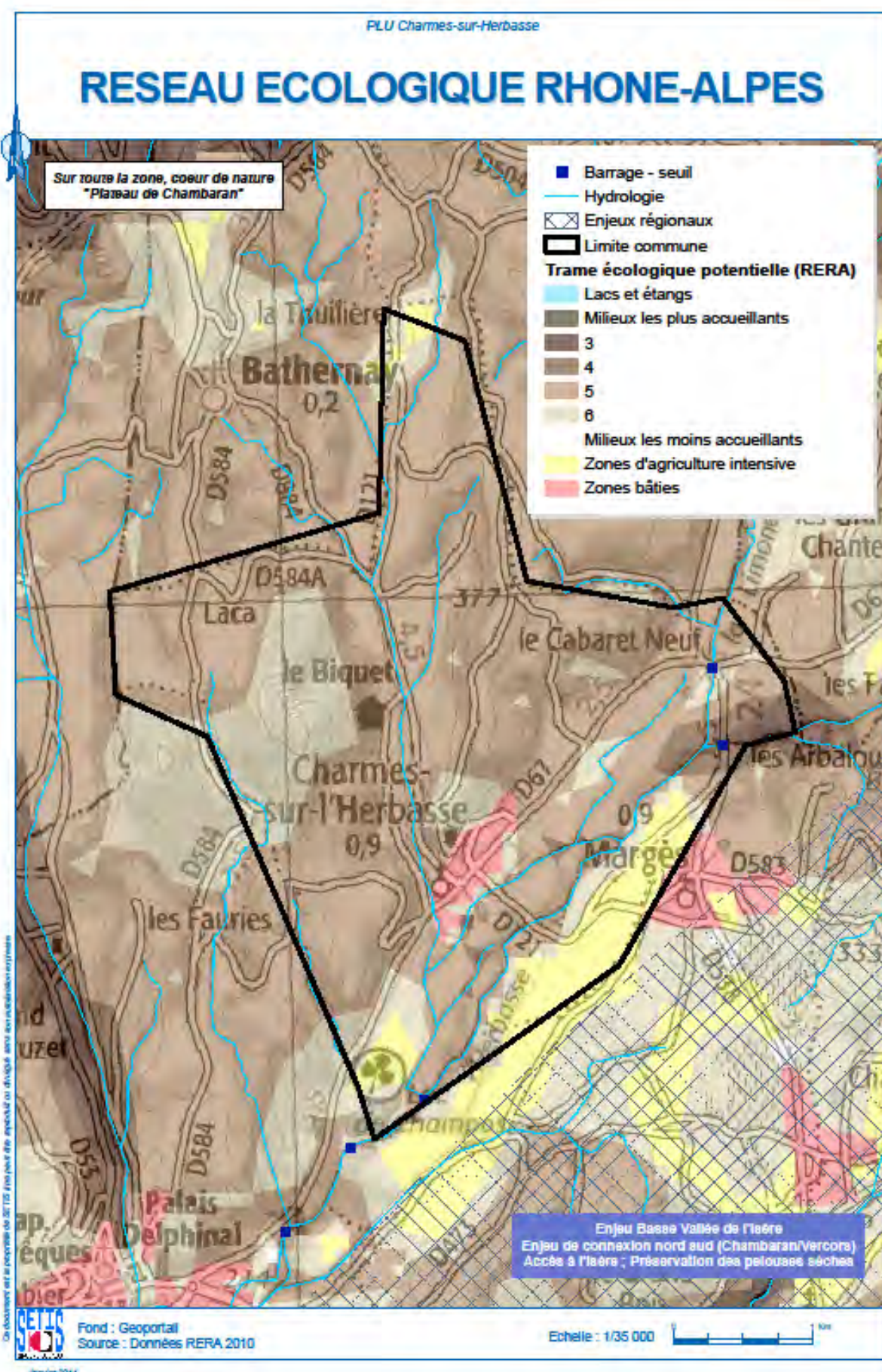
• **Données du SRCE**

La Trame verte et bleue a pour ambition première d'enrayer la perte de biodiversité. Elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes.

La Trame Verte et Bleue se veut également un véritable outil d'aménagement du territoire, selon les termes mêmes de la Loi Grenelle 1.

La constitution de la Trame Verte et Bleue nationale se fait à l'échelle de chaque région, via l'élaboration de Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale. Le SRCE est élaboré conjointement par l'Etat (DREAL) et la Région, avec l'assistance technique du réseau des agences d'urbanisme de Rhône-Alpes (URBA3).

Sur Rhône-Alpes, le SRCE a été adopté le 6 juin 2014.



- Corridors

Aucun axe de déplacement d'importance régional n'est identifié sur la commune.

Trame verte

Le SRCE propose le site des sables de Champos (site Natura 2000 et ZNIEFF de type I) ainsi que la ripisylve de l'Herbasse (ZNIEFF de type I) comme réservoirs de biodiversité. Le SRCE préconise, dans les réservoirs de biodiversité, de :

- limiter les impacts de l'étalement urbain, de l'artificialisation des sols et des infrastructures,
- préserver les conditions favorables à l'accomplissement des cycles de vie des espèces animales et végétales et aux dynamiques de population dans le contexte du changement climatique ;
- s'assurer de leur gestion conservatoire, tout en permettant le maintien d'une dynamique de milieux et d'une diversité d'espèces afin d'assurer un certain niveau de résilience.

Le SRCE précise que les collectivités locales, via leurs documents d'urbanisme et leurs projets d'aménagement :

- reconnaissent l'intérêt écologique des réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE ;
- affirment et garantissent, dans leur Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), la vocation des réservoirs de biodiversité à être préservés d'atteintes pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique (étalement urbain, artificialisation des sols...) ;
- garantissent cette vocation de préservation par l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques.

Les boisements de la commune sont recensés comme présentant une forte perméabilité forte vis-à-vis de la faune. Les recommandations données par le SRCE sont le maintien de ces espaces (naturels, agricoles, forestiers) et une gestion économe du foncier.

Trame bleue

L'Herbasse est identifiée comme cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la trame bleue à remettre en bon état..

Le principe retenu dans le SRCE est de préserver ce cours d'eau et les espaces de mobilité, notamment les berges de l'urbanisation, en définissant une bande non constructible, dont la largeur est adaptée en fonction du contexte local.

La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue



- Objectif associé : à préserver
- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels

- Objectif associé : à remettre en bon état
Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru
- Objectif associé : à préserver
Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau



- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux

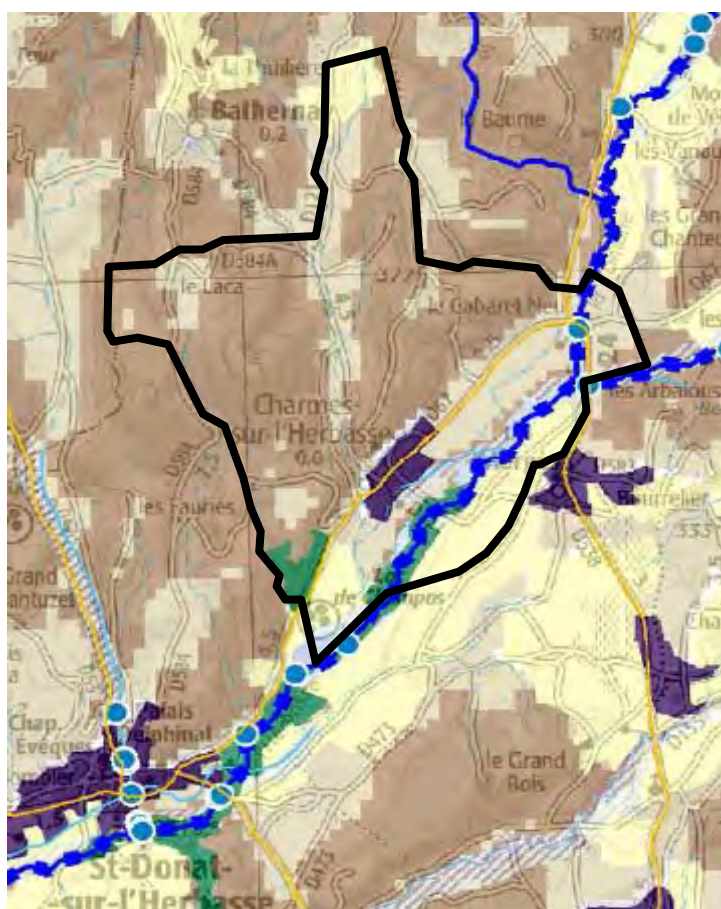
- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état
Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Réservoirs de biodiversité :

- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Corridors d'importance régionale :

- | Fuseaux | Axes | Objectif associé : |
|---------|------|--------------------------|
| | | - à préserver |
| | | - à remettre en bon état |



Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

- Perméabilité forte
- Perméabilité moyenne

Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

- Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire
La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Zones artificialisées

Plans d'eau

Cours d'eau, canaux

Infrastructures routières

- Type autoroutier
- Routes principales
- Routes secondaires
- Tunnels

Infrastructures ferroviaires

- Voies ferrées principales et LGV
- Tunnels

Points de conflits (écrasements, obstacles...)

Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade...)

Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)

Projets d'infrastructures linéaires

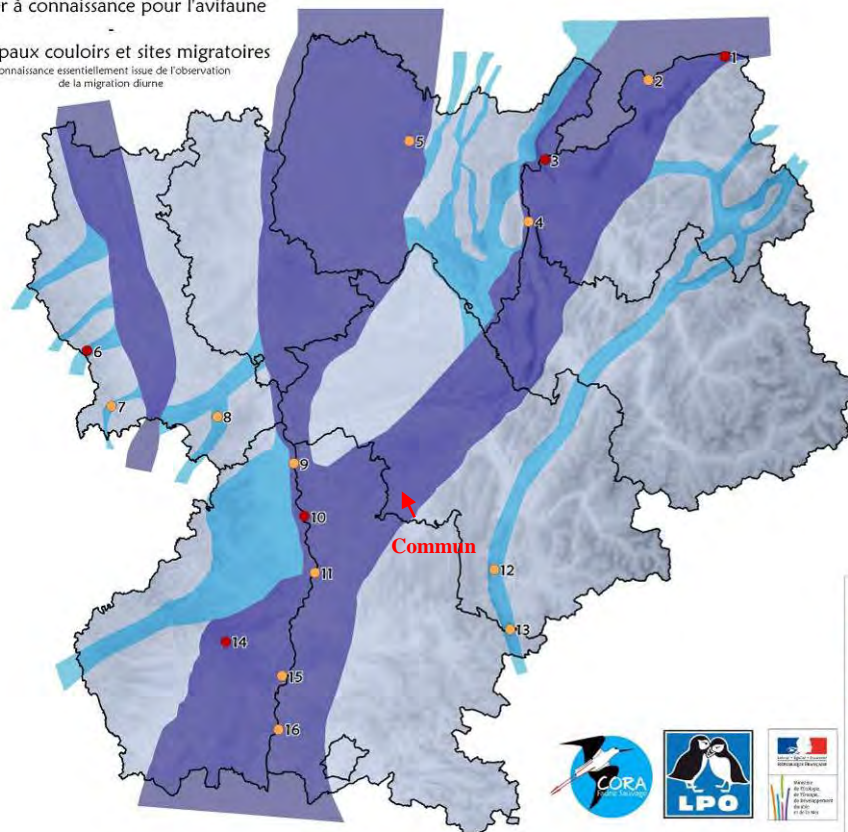
- Routes, autoroutes
- Voies ferrées
Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées
(Données non exhaustives)

• Couloirs migratoires

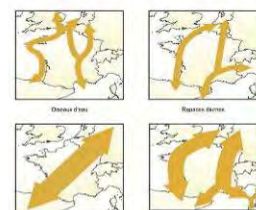
La commune se situe dans l'axe migratoire majeur qui suit le Rhône. Au printemps et en automne, le ciel de la commune peut être survolé par des oiseaux migrateurs susceptibles de faire des haltes migratoires dans les champs des plaines agricole de l'Herbasse et du Valet.

Schéma Régional Eolien - Rhône-Alpes
Porter à connaissance pour l'avifaune

Principaux couloirs et sites migratoires
Connaissance essentiellement issue de l'observation
de la migration diurne



Carte 3.B

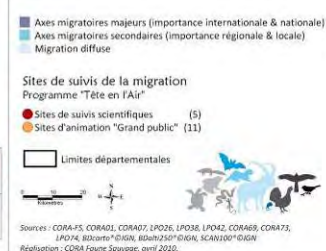


Principaux axes migratoires en France

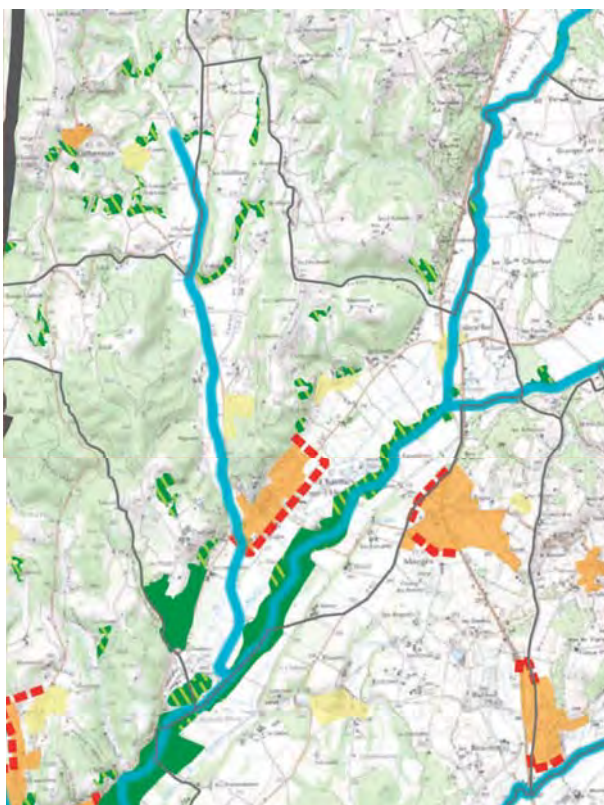
(Source : Guide méthodologique de l'étude d'impact
sur l'environnement des parcs éoliens du MISE/DAIT,
Version juin 2009, Conneault, Exen, Accouphen, Apave, 346 p.)

Sites de suivi de la migration "Tête en l'Air"

Numéro	Nom du site	Département
1	Harat	74
2	Domaine de Guidou	74
3	Fort l'Ecluse	01
4	Marz	74
5	Les Conches	01
6	Baracuchet	42
7	Col de Pichilon	42
8	Beauche	42
9	Andance	07
10	Pierre Agaille	26
11	Le Port de l'Éperrière	26
12	Col du Fau	38
13	Col de Lus la Croix Haute	38
14	Col de l'Escinet	07
15	Meysse	07
16	Delle de Donzère	26



8.2.3. ORIENTATIONS DU SCOT ROVALTAIN



Carte issue du DOO du SCOT Rovaltain, décembre 2013

LÉGENDE

Enveloppe urbaine

- principale
- secondaire
- Front urbain

Réservoirs de biodiversité

- Espace naturel remarquable : Arrêté de biotope, Natura 2000, ZNIEFF 1, ENS dont le CG26 est propriétaire
- zone humide et pelouse sèche relevant d'un inventaire départemental au 1 décembre 2013

Corridors écologiques

- Corridor vert d'intérêt supra communal
- Corridor bleu d'intérêt supra communal

Le Document d'Orientation et d'Objectifs est le seul document prescriptif du SCOT. Il « détermine les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers. Il définit les conditions d'un développement urbain maîtrisé... ».

Le DOO s'impose aux documents d'urbanisme locaux tel que les PLU.

En matière de milieu naturel, le DOO du SCOT donne des prescriptions sur les corridors écologiques, les zonages patrimoniaux et les habitats d'intérêt :

- L'Herbasse et le Valet sont identifiés comme corridors aquatiques d'intérêt supra communal. Les documents d'urbanisme locaux doivent prévoir des dispositions assurant l'absence de nouvelles constructions sur une largeur minimum de 20 m (milieu agricole ou naturel) ou de 5 m (milieu urbain).

- Les sables de Champos et la ripisylve de l'Herbasse sont des espaces naturels remarquables (Natura 2000 + ZNIEFF de type I). Les documents d'urbanisme locaux doivent classer ces espaces dans des dispositions adaptées garantissant leur protection sur le long terme, notamment leur inconstructibilité. Ils permettent néanmoins certains aménagements, à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la fonctionnalité des milieux.
- La ripisylve de l'Herbasse est inscrite à l'inventaire départemental des zones humides, et plusieurs pelouses sèches sont inscrites à l'inventaire départemental des pelouses sèches. Comme pour les ZNIEFF et sites Natura 2000, les documents d'urbanismes locaux doivent classer ces zones de manière à assurer leur protection et leur inconstructibilité.

8.3. HABITATS, ESPECES VEGETALES ET ANIMALES D'INTERET

Ce chapitre est basé sur la compilation des données suivantes :

- Bibliographie existante :
 - Document d'Objectifs du site Natura 2000 des « Sables de l'Herbasse et Balmes de l'Isère » (décembre 2004, CPIE Drôme des Collines)
 - Inventaire ZNIEFF
 - Inventaire départemental des zones humides
 - Inventaire départemental des pelouses sèches (département de la Drôme et Cesame Environnement)
- Visite du territoire communal le 17/07/2014 par une chargée d'études naturalistes de Setis. Cette visite a pour but d'appréhender les habitats naturels de la commune et leur fonctionnement (dynamique de végétation, habitats d'espèces, corridors écologiques...) ainsi que les potentiels faunistiques et floristiques, d'estimer les principales sensibilités, et éventuellement de détecter de nouveaux habitats ou espèces d'intérêt (zones humides ou pelouses sèches inconnues, espèces protégées...). Toutefois, elle ne constitue en aucun cas un inventaire exhaustif des habitats, de la faune et de la flore.

Le territoire communal est essentiellement agricole et laisse une part importante au milieu naturel (notamment boisements).

Il peut être séparé en 2 grandes entités naturelles :

- La Plaine alluviale de l'Herbasse, et dans une moindre mesure la plaine alluviale du Valet, qui présentent des habitats humides : lits des cours d'eau, fossés, ripisylves, boisements alluviaux, roselières...
- Les coteaux et collines, qui sont constitués d'habitats secs : chênaies pubescentes, pelouses sèches...

La commune bénéficie donc d'une grande diversité d'habitats favorisant une faune et une flore variées.

8.3.1. PLAINE ALLUVIALE DE L'HERBASSE ET DU VALET

Cultures :

Les cultures de la plaine agricole sont diversifiées, composées essentiellement de vergers (surtout abricot), champs de maïs, autres céréales de type blé ou orge, tournesol, prairies de fourrage (luzerne)... Le principal intérêt de la plaine agricole réside dans la présence de nombreux fossés généralement en eau, souvent bordés de roselière, voire même d'une ripisylve bien stratifiée et diversifiée à aulnes, saules, peupliers et nombreuses espèces accompagnatrices arborée, arbustives, herbacées et lianescentes.

Les cultures sont généralement des zones de nourrissage, de halte migratoire et d'hivernage pour les oiseaux. Les cordons boisés de la zone agricole accueillent potentiellement un riche cortège d'oiseaux typiques des milieux semi-ouverts et zones agricoles. Les roselières sont favorables aux Rousserolles. Les fossés en eau peuvent abriter la reproduction de certaines espèces d'amphibiens et libellules.



Cultures dans la plaine alluviale



Culture et fossé avec ripisylve

Herbasse :

L'Herbasse, soumise à de fortes variations des niveaux d'eau, possède un lit assez large, composé en période sèche de plusieurs bras en eau et de vastes plages de sables ou de galets. Les berges forment parfois des parois sableuses verticales, ou peuvent être plus douces et marquées par un mince cordon de saules buissonnants qui précèdent le boisement alluvial de Peupliers.

Ces milieux alluviaux sont favorables à certaines espèces spécialisées, comme le Guépier (qui niche généralement dans les talus sableux), le Petit gravelot (habitant des plages de galets), le Castor, certains amphibiens...



Plages de galets et ripisylve de l'Herbasse



Talus sableux et plages de galets de l'Herbasse

Ripisylve / Boisement alluvial :

Les boisements rivulaires naturels de l'Herbasse sont dominés par les Peupliers, accompagnés de Saules, Aulne glutineux, diverses espèces arbustives à large amplitude écologique et des espèces herbacées rudérales à hygrophiles. Ces boisements alluviaux naturels sont localement remplacés par des plantations de Peupliers plus ou moins entretenus et comportant souvent des strates arbustives et herbacées relativement développées.

Ces bois sont favorables à une faune variée, notamment aux oiseaux forestiers, grands et petits mammifères, amphibiens...



Peupleraie alluviale



Plantation de peuplier avec roselière en strate herbacée

8.3.2. COLLINES ET COTEAUX SECS**Cultures :**

Les cultures sur les collines sont identiques à celles de la plaine alluviale. Toutefois, elles ne sont pas entrecoupées de fossés et comporte assez peu de haies, mais alternent avec des prairies mésophiles pâturées et de petites surfaces de pelouses sèches, et sont situées non loin de boisements.



Champs de céréales sur les coteaux secs



Vergers

Chênaies :

Les coteaux non cultivés sont couverts de chênaie pubescente. Le Pin sylvestre est plus ou moins abondant et peut devenir localement dominant sur certaines stations, de même que le Chêne vert. Les chênaies naturelles sont par endroit remplacées par des plantations de chênes ou des plantations de résineux.

Les bois sont favorables à l'avifaune et aux mammifères. En outre, les forêts relativement matures comportant du bois mort et des arbres à cavités, sont favorables à certains coléoptères saproxylophages (se nourrissant de bois mort) d'intérêt comme le Lucane cerf-volant (avéré sur la commune) ou le Grand capricorne (potentiel).



Chênaie



Plantation de résineux



Restes de 2 Lucanes cerf-volant

Pelouses sèches :

Les collines du territoire communal et des communes voisines (notamment Batherney) sont parsemées de nombreuses pelouses sèches, généralement de petites surfaces, sur substrat sableux, situées sur pentes et talus ou même au plat. Elles sont dominées par l'Immortelle et comportent des cistacées, du Lin cathartique, des Fétuques, des Bugranes et de l'Ail à des recouvrements variables.

Plusieurs de ces pelouses sèches sont menacées par l'invasion de l'Ailante (notamment celles du site Natura 2000), une espèce envahissante nuisible à la biodiversité qui affectionne particulièrement les pelouses sèches sur sables.

Les pelouses sèches constituent un habitat d'intérêt, favorable à certaines espèces végétales protégées comme l'Orcanette des sables (présente dans le site Natura 2000) et certaines espèces animales d'intérêt (notamment papillons).

Un inventaire départemental des pelouses sèches a été réalisé en 2006 par le Département de la Drôme et CESAME Environnement, et a été complété dans le cadre du PLU de Charmes-sur-l'Herbasse lors de la visite de terrain.



Pelouse sèche dans le secteur de Laca/Champ Guinot



Pelouse sèche du site des sables de Champos

8.3.3. ESPECES INVASIVES INDESIRABLES

Plusieurs espèces invasives, nuisibles à la biodiversité, sont présentes sur la commune :

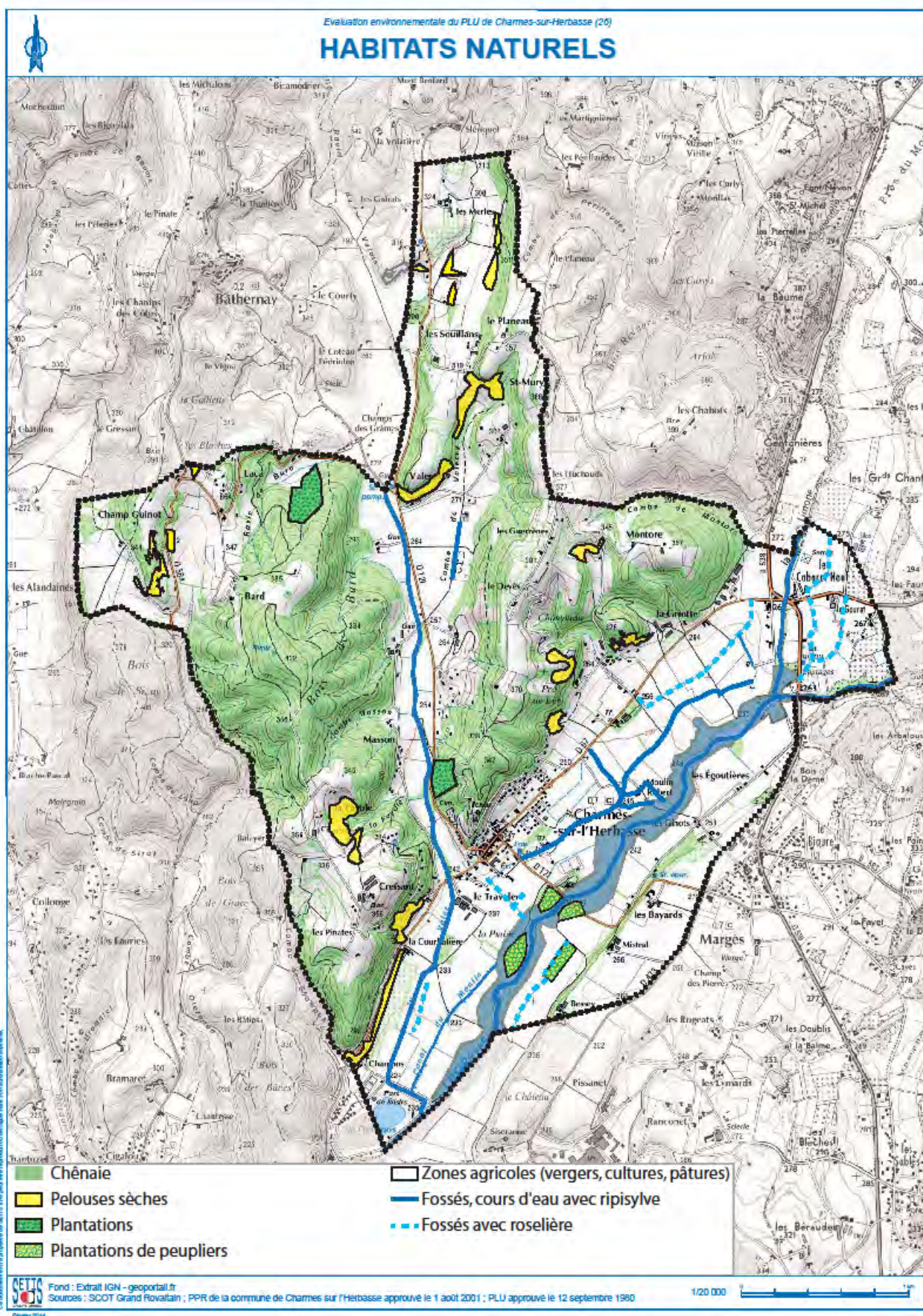
- L'Ambroisie, espèce invasive mais également hautement allergène, est omniprésente sur tout le territoire communal, notamment au niveau des cultures (aussi bien en plaine alluviale que dans les collines) mais aussi sur tout type d'habitat rudéral, perturbé ou faiblement végétalisé (bords de route, lit de l'Herbasse...)
- L'Ailante envahit plusieurs des pelouses sèches et atteint des recouvrements tels que cela constitue une réelle menace pour ces habitats d'intérêt
- Le Robinier faux acacia infiltre les boisements alluviaux comme les chênaies, et colonise également les pelouses sèches.
- Le Solidage est présent essentiellement en plaine alluviale, notamment en lisières des boisements où il forme des massifs denses, mais aussi en sous-bois.



Ambroisie



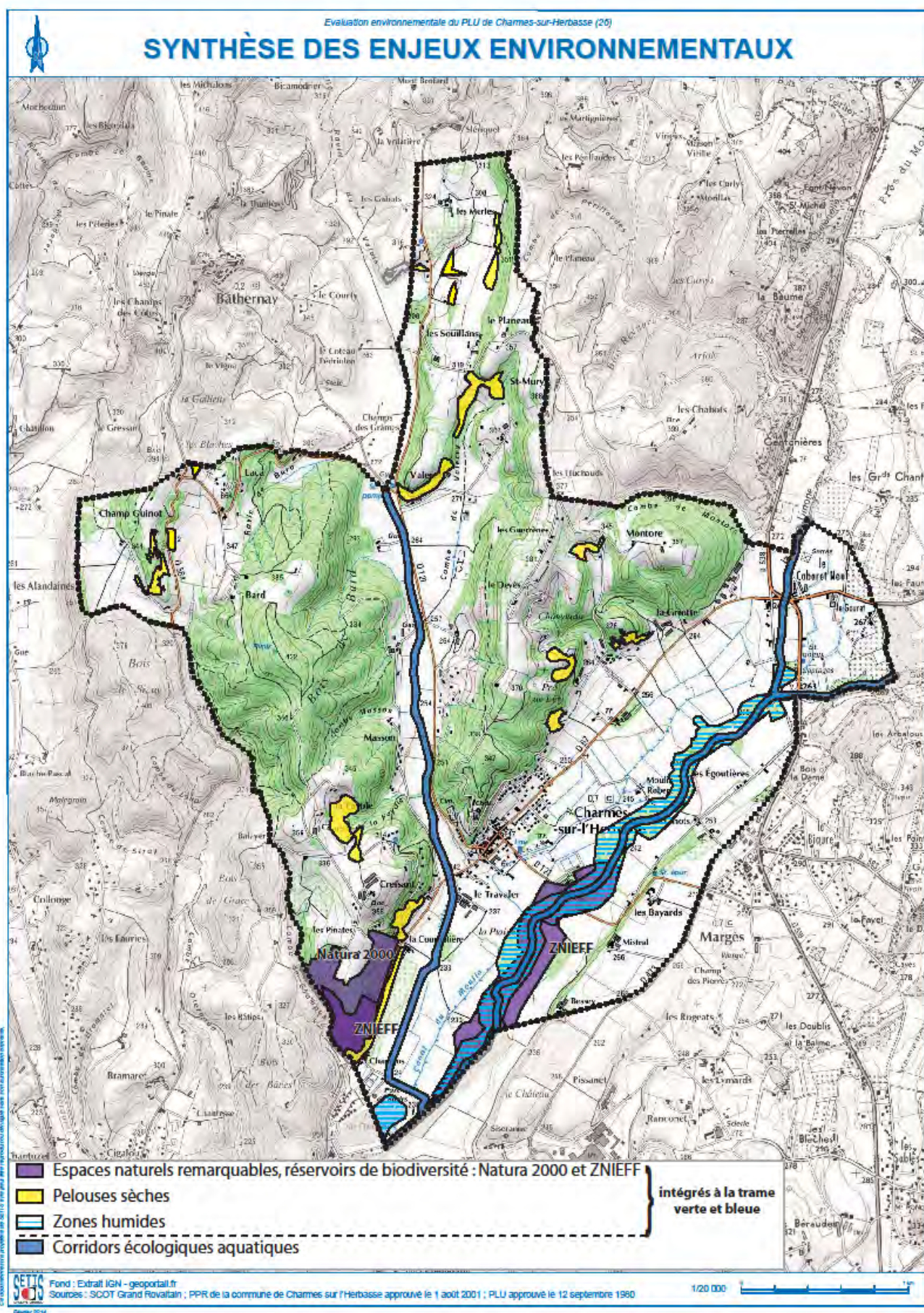
Ailante envahissant une pelouse sèche dans le secteur des Souillants



8.4. SYNTHÈSE DES ENJEUX DU MILIEU NATUREL

Les principaux enjeux du milieu naturel à prendre en compte sur la commune sont les suivants :

- Les zonages patrimoniaux et réservoirs de biodiversité (site Natura 2000, zones humides, ZNIEFF : abords de l'Herbasse et sables de Champos). Le SCOT préconise la protection et l'inconstructibilité de ces zones.
- Les corridors écologiques : l'Herbasse et le Valet. Le SCOT préconise la protection des ripisylves et zones humides, et l'inconstructibilité des berges sur 5 à 20 m.
- Les habitats d'intérêt : pelouses sèches sur sable et zones humides. Le SCOT préconise la protection et l'inconstructibilité de ces milieux.



9. DOCUMENT CADRE : LE SCOT DU ROVALTAIN DROME-ARDECHE

La commune de Charmes-sur-Herbasse est localisée dans le périmètre du SCoT de Rovaltain Drôme-Ardèche qui rassemble près de 300 000 habitants répartis sur 103 communes.



En cours d'élaboration depuis septembre 2010, le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) a été arrêté le 18 décembre 2013 et le 12 février 2014.

La consultation des personnes publiques associées (PPA) a été réalisée au printemps 2014, son approbation est prévue à la fin de l'année.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT du Rovaltain définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble du territoire :

- **Organisation du territoire** (équilibrer l'offre de logements, répartition des emplois, hiérarchiser l'offre commerciale, mobilité durable),
- **Ménager le territoire** (limiter la consommation de foncier agricole et naturel, maintenir, restaurer et compléter la trame verte et bleue, préserver la ressource en eau, limiter l'exposition des populations aux risques et nuisances, s'engager dans la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique),
- **Valoriser le patrimoine du territoire** (valoriser la diversité des paysages et du patrimoine, conforter les multiples fonctions de l'agriculture et des forêts, concevoir un autre urbanisme et rendre les centres plus séduisants),
- **Valoriser l'attractivité du territoire** (conforter l'accessibilité et la position de carrefour du Grand Rovaltain, amplifier le rayonnement du Grand Rovaltain par l'innovation, améliorer l'attractivité des parcs d'activités économiques, affirmer le territoire comme la principale porte d'entrée touristique Ardèche-Drôme).

D'après les prévisions démographiques, le territoire du Rovaltain devrait accueillir près de 70 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2040.

Le besoin en logements a été estimé à environ 55 000 logements soit près de 2 200 logements produits par an en moyenne sur 25 ans, en tenant compte des tendances de vieillissement et de la diminution de la taille de ménage.

Le SCoT a pour ambition de freiner l'étalement urbain en divisant par plus de deux le rythme annuel d'artificialisation du sol agricole et naturel connu entre 1990-2010. Il s'agit de limiter à **moins 100 ha par an**, le besoin en foncier nécessaire à la croissance urbaine, toutes fonctions confondues (habitat, économie, déplacements, équipements...) sur tout le territoire du Rovaltain.

Pour répondre à ces objectifs, le SCoT préconise de conforter l'armature urbaine **des villages** (espace périurbain ou campagne), principaux garants de la solidarité quotidienne et d'un cadre de vie de qualité. Ces villages présentent de forts enjeux en termes écologiques, paysagers et de maintien de l'activité : agriculture, services aux personnes, tourisme.

Dans les villages, l'objectif est de maintenir un volume de construction stable au regard de la moyenne de la décennie 2000-2010, de diversifier l'offre de logements, de redynamiser l'économie pour tendre vers un équilibre entre le nombre d'actifs résidants et le nombre d'emplois offerts.

En terme de transports, le SCoT souhaite conforter et développer en priorité le réseau de transports collectifs et promouvoir les modes doux de déplacements, en s'appuyant sur l'armature urbaine.

Le maillage du territoire doit se structurer autour d'axes prioritaires, connectés aux différents réseaux de proximité intercommunaux par l'intermédiaire de pôles d'échanges.

Les villages comme Charmes sur l'Herbasse doivent associer les modes doux à un rabattement sur les pôles d'échanges et les espaces intermodaux à une offre novatrice de déplacements (covoiturage, transport à la demande...). Des aménagements spécifiques doivent être prévus dans les villages et secteurs périurbains.

Afin d'enrayer la perte de biodiversité sur son territoire, le SCoT s'inscrit dans les orientations du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Rhône-Alpes. Il intègre la trame verte et bleue à son échelle, vise le maintien des échanges écologiques et la valorisation de la biodiversité sur les secteurs à enjeux, notamment ceux confrontés à la pression urbaine.

Le SCoT fixe comme objectifs :

- La préservation des corridors d'intérêt régional, qui assurent les connexions entre les principales entités naturelles,
- La restauration des corridors supra-communaux, qui s'appuient actuellement sur une succession relativement mince et/ou interrompue d'éléments naturels permettant de relier les réservoirs de biodiversité.
- L'amélioration du franchissement de certains obstacles linéaires.
- Les corridors bleus d'intérêts supra-communaux comprennent les ripisylves et les milieux aquatiques des principaux cours d'eau du territoire. Pour ces derniers, les priorités sont:
- Le renforcement des continuités végétales et la renaturation de certains cours d'eau d'importance supra-communale.
- Le renforcement de la trame végétale d'accompagnement pour pérenniser la trame bleue.
- L'aménagement des ouvrages faisant obstacle à la circulation des espèces aquatiques.

10. RISQUES TECHNOLOGIQUES

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse est traversée du nord au sud par deux canalisations de Transport de Matières Dangereuses (TMD) distantes de 5 mètres :

- la canalisation de transport de gaz « GDF » de diamètre nominal DN 800 (mm) et de pression maximale en service 67,7 bar exploitée par GRTgaz ;
- la canalisation de transport de gaz « GDF » de diamètre nominal DN 600 (mm) et de pression maximale en service 67,7 bar exploitée par GRTgaz.



Bornes délimitant le passage des canalisations, à l'entrée ouest de la commune

Ces canalisations impliquent une inconstructibilité de 5 mètres de part et d'autre (servitude forte) et une bande de 10 mètres de part et d'autre qui doit rester accessible en permanence pour interventions ou travaux (servitude faible).

Ces bandes doivent être reportées dans la carte des servitudes d'utilité publique (I3).

Les canalisations de transport de matières dangereuses sont soumises à des réglementations et restrictions (article R.123-11b du code de l'urbanisme) en relation avec leur niveau de danger.






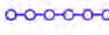



L'arrêté dit « multifluides » du 5 mars 2014 induit la mise en œuvre de servitude d'utilité publique pour toutes les canalisations de transports de matière dangereuse (TMD) nouvelles et existantes sur la base des zones de dangers. Cette servitude est opposable au tiers, les prescriptions des zones de danger seront maintenues et transposées dans la servitude (cf. chapitre 8.2.2.1).

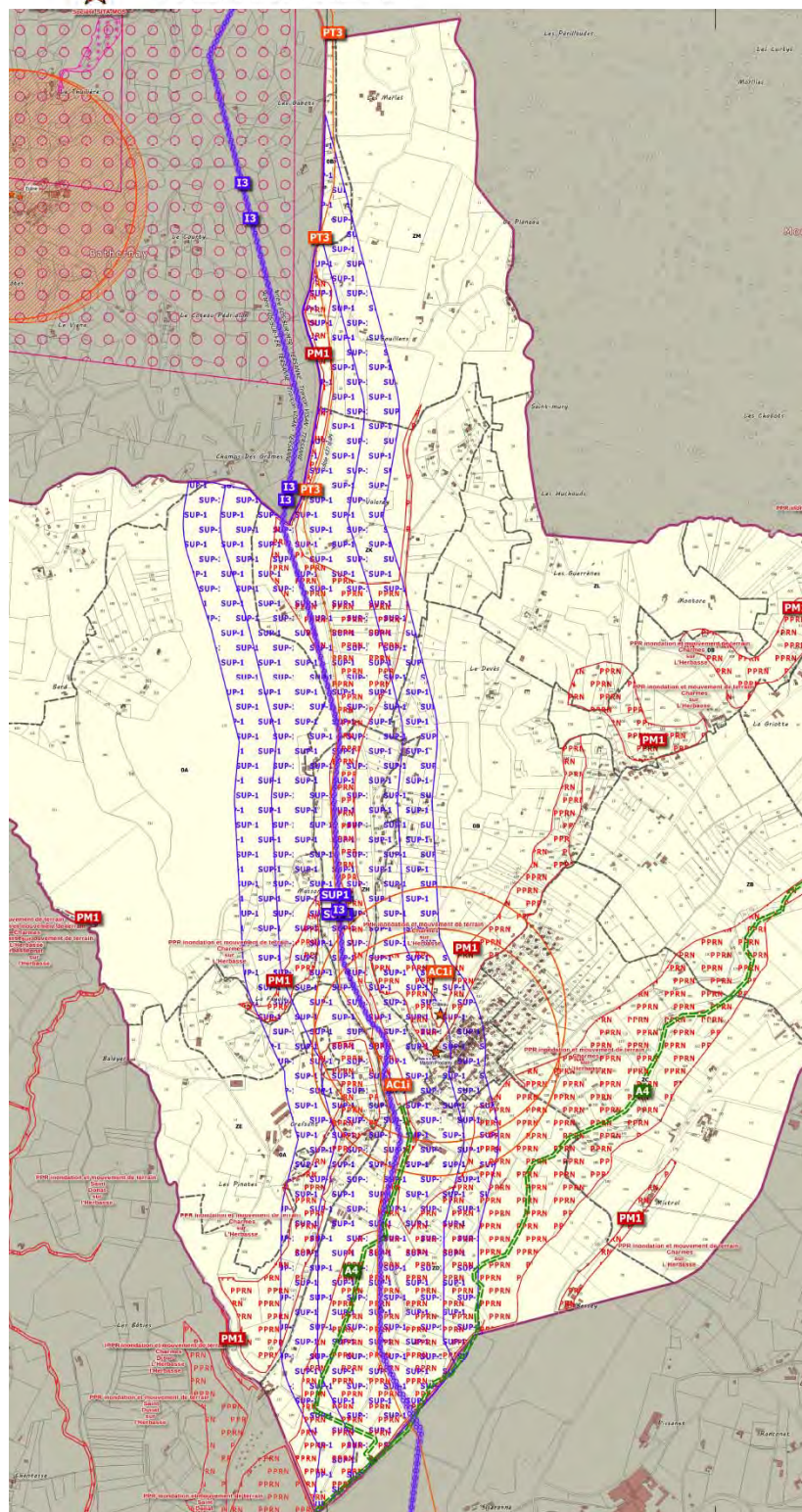
Cet arrêté impose également de réaliser une étude de compatibilité à tous projets urbains (logements, activités...) localisés dans la zone des effets létaux (ELS) des canalisations.

L'arrêté préfectoral n° 26-2016-11-29-025 du 29 novembre 2016 a instauré des servitudes d'utilité publique autour des canalisations de gaz naturel. Celles-ci sont liées aux zones de dangers en cas d'accident et réglementent l'implantation de nouveaux ERP.

Légende

Servitudes opposables sur le territoire communal

-  A4 : Conservation des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau.
-  AC1 : Servitudes de protection des monuments historiques inscrits.
-  AS1 : Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales - protection immédiate.
-  AS1 : Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales - protection rapprochée.
-  PPRN : Plan de prévention des risques naturels prévisibles.
-  SUP-1 : TMD : Servitudes relatives aux zones de danger autour des canalisations de Transport de Matières Dangereuses.
-  I3 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz.
-  PT3 : Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques.
-  AC1 : Monument historique, localisation du Centre.



• **Ouvrages traversant la commune**

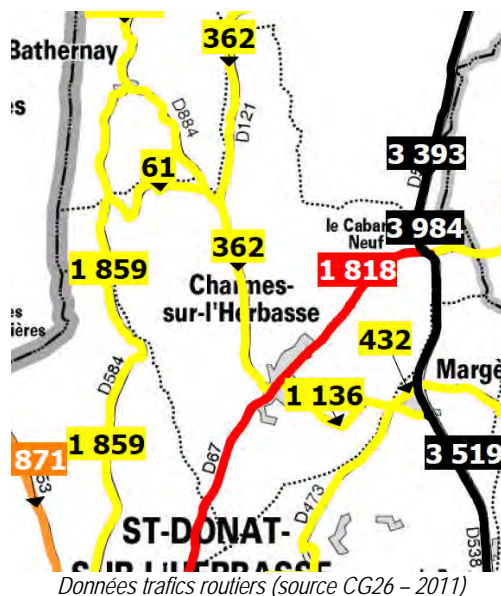
Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
RHONE 1	67,7	600	3777	enterré	250	5	5
RHONE 2	80	800	3773	enterré	395	5	5

11. DEPLACEMENTS

11.1. TRAFIC ROUTIER

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse est desservie par :

- la RD67 (2X1 voie) compte 1 818 véhicules par jour (v/j), relie Montfalcon à Valence via Saint Donat-sur-l'Herbasse,
- la RD121 (2X1 voie) d'axe nord-sud compte 1 136 v/j au sud du bourg et 362 v/j au nord du bourg, relie Lapeyrouse-Mornay à Marnay,
- la RD538 (2X1 voie) d'axe nord-sud compte près de 4 000 v/j, relie Vienne à Romans sur Isère,
- la RD 584 et 584A en limite nord de commune.



Le réseau viaire de la commune ne présente pas de problème particulier.

11.2. TRANSPORT EN COMMUN

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse est desservie par deux lignes du réseau de bus de la Drôme :

- **Ligne 12** Romans-sur-Isère – Beaurepaire (environ 3 passages par jour),
- **Ligne 14** Romans-sur-Isère - Le Grand-Serre (environ 3 passages par jour).

Les arrêts sont situés au hameau de Cabaret Neuf sur la RD538 et un au village sur la RD67.

11.3. MODES ACTIFS

Pas de réseau modes actifs signalisé (pistes cyclables, cheminements piétons) sur la commune de Charmes-sur-l'Herbasse.

12. ENERGIE

D'après le rapport de l'Observatoire de l'Energie et des gaz à effet de serre de Rhône-Alpes, un habitant de la région consomme trois tep (tonne équivalent pétrole) par an soit 3 500 litres de gasoil (=70 pleins de 50 litres).

Les secteurs les plus consommateurs d'énergie en Rhône-Alpes sont dans l'ordre **le résidentiel** (principalement le chauffage), **les transports**, **l'industrie et le tertiaire**.

Globalement, la consommation d'énergie sur la Région est en augmentation de plus de 20% depuis 20 ans.

12.1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

12.1.1. SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ÉNERGIE RHONE-ALPES

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 permet aux régions d'établir leur Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE), schéma qui propose les scénarii retenus par la région et compatibles avec l'objectif Européen 3*20 (horizon 2020) :

Le SRCAE de la région Rhône-Alpes a été approuvé par le Conseil Régional le 17 avril 2014.

Les actions qui découlent du SRCAE, relèvent des collectivités territoriales au travers des plans de déplacements urbains (PDU), des plans de protection de l'atmosphère (PPA) et des plans climat énergie territoriaux (PCET), qui devront être compatibles aux orientations fixées par le SRCAE.

A leur tour, les PCET seront pris en compte dans les documents d'urbanisme tels que les schémas de cohérence territoriale (SCoT) et les **plans locaux d'urbanisme (PLU)**.

Ce document vise notamment la contribution de la région Rhône-Alpes aux engagements nationaux sur l'énergie et le climat.

Objectifs nationaux :

Objectif Européen 3x20 à l'horizon 2020 (cf. tableau suivant) :

- Diminuer de 20% les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ;
- Réduire de 20% la consommation d'énergie ;
- Atteindre 20% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Objectif facteur 4 à l'horizon 2050

La France a traduit son engagement écologique en se fixant un objectif dit « Facteur 4 », qui consiste à réduire les émissions de GES par 4 d'ici 2050.

	Les objectifs du SRCAE Rhône-Alpes	Les objectifs nationaux
Consommation d'énergie	-21.4% d'énergie primaire / tendanciel -20% d'énergie finale / tendanciel	- 20% d'énergie primaire / tendanciel
Emissions de GES en 2020	-29.5% / 1990 -34% / 2005	-17% / 1990
Emissions de polluants atmosphériques	PM10 -25% en 2015 / 2007 -39% en 2020 / 2007	-30% en 2015 / 2007
	NOx -38% en 2015 / 2007 -54% en 2020 / 2007	-40% en 2015 / 2007
Production d'EnR dans la consommation d'énergie finale en 2020	29.6%	23%

Objectifs 3X20

Pour atteindre les objectifs fixés, le SRCAE propose plusieurs orientations possibles :

Les orientations structurantes du SRCAE

- S1 – susciter la gouvernance climatique en région
- S2 – lutter contre la précarité énergétique
- S3 – encourager à la sobriété et aux comportements éco-responsables
- S4 – former aux métiers de la société post carbone
- S5 – développer la recherche et améliorer la connaissance sur l'empreinte carbone des activités humaines.

Les orientations sectorielles du SRCAE**Urbanisme et transport :**

- UT1 – Intégrer pleinement les dimensions air et climat dans l'aménagement des territoires,
- UT2 – Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air,
- UT3 – Optimiser les transports de marchandises en encourageant les schémas logistiques les moins polluants et les plus sobres,
- UT4 – Réduire les nuisances et encourager les nouvelles technologies pour la mobilité et le transport.

Bâtiment :

- B1 – Placer la rénovation du parc bâti au cœur de la stratégie énergétique,
- B2 – Construire de façon exemplaire.

Industrie :

- I1 – Réaliser des économies d'énergie dans les différents secteurs industriels,
- I2 – Maîtriser les émissions polluantes du secteur industriel,
- I3 – Repenser l'organisation de l'activité industrielle sur les territoires.

Agriculture :

- AG1 – Promouvoir une agriculture proche des besoins des territoires,
- AG2 – Promouvoir une agriculture et une sylviculture durable.

Tourisme :

- TO1 – Développer un tourisme compatible avec les enjeux climatiques.

Production énergétique :

- E1 – Développer la planification des énergies renouvelable au niveau des territoires,
- E2 – Assurer un développement soutenu, maîtrisé et de qualité de la filière éolienne,
- E3 – Réconcilier l'hydroélectricité avec son environnement,
- E4 – Développer le bois énergie par l'exploitation durable des forêts en préservant la qualité de l'air,
- E5 – Limiter nos déchets et développer leur valorisation énergétique,
- E6 – Faire le pari du solaire thermique,
- E7 – Poursuivre le développement du photovoltaïque en vue de la parité réseau de demain,
- E8 – Développer les réseaux de chaleur et privilégier le recours aux énergies renouvelables,
- E9 – Développer une filière géothermie de qualité,
- E10 – Adapter l'évolution des réseaux d'énergie aux nouveaux équilibres offre/demande,
- E11 – Augmenter les capacités de stockage de l'électricité.

12.1.2. PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

La norme en vigueur pour optimiser la performance énergétique des bâtiments depuis le 1^{er} janvier 2013 est la **Réglementation Thermique 2012 (RT2012)**, définie par le décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 et applicable à tous les permis de construire déposés.

Les trois objectifs à atteindre sont :

1. L'efficacité énergétique du bâti

L'exigence d'efficacité énergétique minimale du bâti est définie par le coefficient « $B_{bio_{max}}$ » (besoins bioclimatiques du bâti). Cette exigence impose une limitation simultanée du besoin en énergie pour les composantes liées à la conception du bâti (chauffage, refroidissement et éclairage), imposant ainsi son optimisation indépendamment des systèmes énergétiques mis en œuvre.

2. La consommation énergétique du bâtiment

L'exigence de consommation conventionnelle maximale d'énergie primaire se traduit par le coefficient « Cep_{max} », portant sur les consommations de chauffage, de refroidissement, d'éclairage, de production d'eau chaude sanitaire et d'auxiliaires (pompes et ventilateurs). Conformément à l'article 4 de la loi Grenelle 1, la valeur du Cep_{max} s'élève à 50 kWh_{EP}/(m².an) d'énergie primaire en moyenne, modulé selon la localisation géographique, l'altitude, le type d'usage du bâtiment, la surface moyenne des logements et les émissions de gaz à effet de serre pour le bois énergie et les réseaux de chaleur les moins émetteurs de CO₂.

Cette exigence impose, en plus de l'optimisation du bâti exprimée par le B_{bio} , le recours à des équipements énergétiques performants, à haut rendement.

3. Le confort d'été dans les bâtiments non climatisés

La RT 2012 définit des catégories de bâtiments dans lesquels il est possible d'assurer un bon niveau de confort en été sans avoir à recourir à un système actif de refroidissement. Pour ces bâtiments, la réglementation impose que la température la plus chaude atteinte dans les locaux, au cours d'une séquence de 5 jours très chauds d'été n'excède pas un seuil.

La RT 2020, échéance nécessaire pour tenir les objectifs de division par 4 des consommations d'énergie (Facteur 4), ira encore plus loin en imposant que toute nouvelle construction produise de l'énergie au-delà de celle nécessaire à son fonctionnement. Tous les bâtiments neufs seront donc à énergie positive ou BEPOS, à partir de 2020.

12.2. POTENTIEL ENERGETIQUE DU TERRITOIRE COMMUNAL

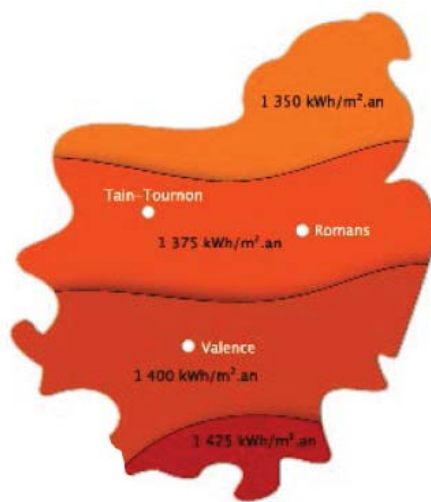
Le présent chapitre s'appuie sur l'étude de potentiel énergétique sur le territoire du Rovaltain réalisée dans le cadre du SCoT.

Cette étude permet d'informer l'ensemble des citoyens et des acteurs du territoire des possibilités de valorisation des ressources locales et renouvelables pour les projets d'urbanisation futurs ou de rénovation de l'existant.

Ce chapitre propose une première approche sur les potentialités en matière d'exploitation d'énergies renouvelables à l'échelle du territoire de Charmes-sur l'Herbasse.

12.2.1. POTENTIEL SOLAIRE

Le territoire du Rovaltain bénéficie en effet d'un ensoleillement important, avec environ 1 300 à 1 400 kWh/m²/an d'énergie solaire reçue au sol. Même s'il faut tenir compte localement des effets de masques de certaines vallées encaissées, ce type d'irradiation reste parmi les valeurs françaises les plus élevées.



Le territoire de Charmes sur l'Herbasse dispose d'un fort potentiel d'après la carte ci-contre (*Ensoleillement annuel du territoire du Rovaltain – source SCoT*), estimé à près de 1 375 kWh/m² et par an.

L'énergie solaire peut être valorisée en tant que solaire thermique (pour produire de la chaleur, essentiellement pour l'eau chaude sanitaire) ou photovoltaïque (pour produire de l'électricité). Sur le photovoltaïque, le Grand Rovaltain compte 146 installations raccordées au réseau. En 2011, la commune de Montéler a accueilli le plus grand parc photovoltaïque de la région Rhône-Alpes (72 800 m² de panneaux sur 17,8 ha) et produit près de 8,2 MWc soit le besoin de 4 500 foyers.

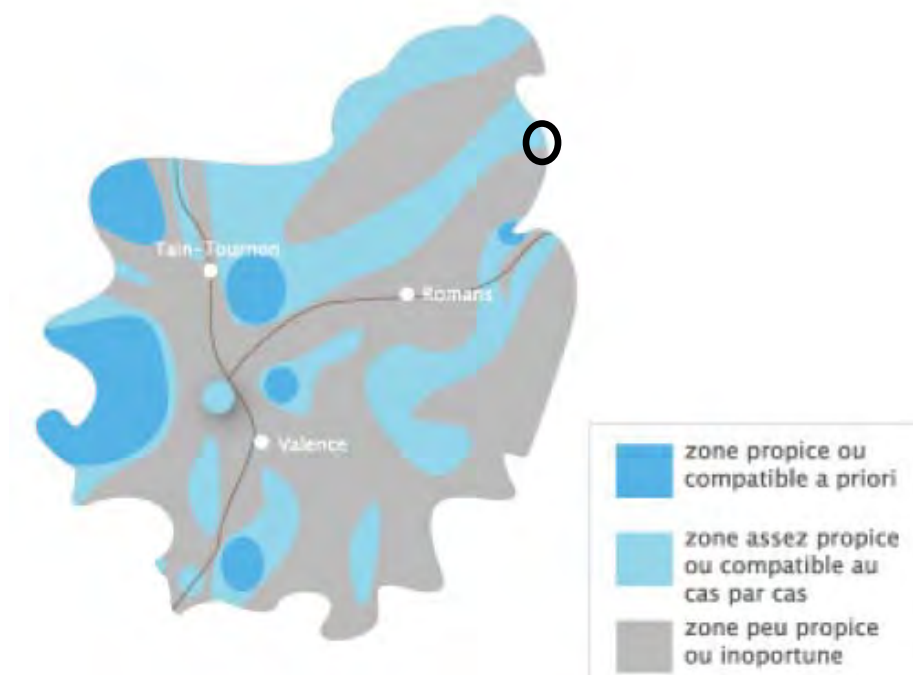
À titre d'exemple, pour répondre à 100% des besoins des foyers du territoire, le parc photovoltaïque consommerait plus de 500 hectares.

Avec 1 757 installations solaires thermiques réparties entre installations collectives et installations individuelles, le territoire du SCoT représente près de 9% des installations régionales. En revanche, il ne représente que 3% des installations régionales photovoltaïques (157 essentiellement raccordées au réseau), malgré un terrain très favorable.

12.2.2. POTENTIEL EOLIEN

La Drôme et l'Ardèche possèdent un schéma éolien qui permet de planifier le développement de cette énergie. Ces deux départements présentent en effet le plus fort potentiel de la région Rhône-Alpes en termes de gisement de vents. Suivant les secteurs, le potentiel est de 200 à 400 W/m².

Actuellement, trois parcs sont recensés sur le territoire du SCoT : l'un privé, à Génissieux (projet privé), les deux autres portés par la compagnie éolienne du pays de romans à Montmiral et Montrigaud. Un projet de définition d'une ZDE est en cours sur la commune de Saint George les Bains (source DDT 07). Le Grand Rovaltain n'accueille ainsi que 3% des installations régionales, malgré l'importance du potentiel éolien.



D'après le schéma éolien ci-dessus élaboré par la DDT de la Drôme et de l'Ardèche, le territoire de Charmes sur l'Herbasse est localisé dans une zone peu propice au développement de l'éolien.

12.2.3. POTENTIEL BOIS ENERGIE

La forêt s'étend sur 50 000 hectares, ce qui représente 32% de la surface du territoire du Rovaltain. 90 à 95% sont des forêts privées avec des surfaces moyennes de l'ordre d'un hectare par propriétaire. Ce morcellement ne facilite pas la production de bois, la Drôme et l'Ardèche sont parmi les départements les moins producteurs de bois-énergie de la région Rhône-Alpes (<20 000 t/an). Selon l'OREGES, seuls 4 producteurs, et 173 chaudières bois-énergie (3% des installations rhônalpines) sont implantées sur le territoire du SCoT.

Pour se développer, le bois-énergie doit devenir une véritable filière économique, structurée, et tenant compte des enjeux sanitaires et environnementaux (maintien de la biodiversité, du caractère renouvelable de la ressource, et de la qualité de l'air au regard des émissions de particules).

La commune de Charmes sur l'Herbasse présente un fort potentiel de bois énergie avec 30% de couvert forestier mais aucune entreprise n'exploite actuellement ces forêts.

12.2.4. POTENTIEL HYDROELECTRIQUE

La production d'énergie renouvelable est essentiellement liée aux installations hydroélectriques. Cinq installations hydroélectriques, dont 3 retenues, sur le territoire du SCoT, ce qui représente 6% des installations régionales de production hydroélectrique. La présence du Rhône constitue, avec l'Isère, une ressource hydroélectrique majeure, avec deux centrales, situées à Gervans et Bourg-lès-Valence. La production d'électricité d'origine hydraulique est de 2 300 GWh/an sur le territoire.

La plupart des cours d'eau équipables sont actuellement exploités, si l'on tient compte des contraintes environnementales. Le potentiel de développement de l'énergie hydraulique se situe donc plutôt dans les petites installations. Selon les éléments de travail du SRCAE, ce potentiel en Drôme-Ardèche est de l'ordre de 100 GWh, notamment en considérant l'équipement de nombreux tronçons de cours d'eau sur le territoire du SCoT.

Le territoire de Charmes est traversé par trois rivières (l'Herbasse, la Limone et le Valet) qui pourrait potentiellement accueillir une petite installation hydroélectrique.

12.2.5. POTENTIEL BIOGAZ

Trois types de gisements de biogaz sont identifiés sur le territoire :

- les **stations d'épuration** d'une capacité supérieure à 20 000 équivalent-habitants (EH), les plus intéressantes d'un point de vue technico-économique, soit celles de Valence (150 000 EH), de Romans (90 000 EH) et de Portes-lès-Valence (70 000 EH). Aucune d'entre elles ne valorise actuellement cette ressource,
- l'**installation de stockage de déchets non dangereux** (ISDND) de Chatuzange-le-Goubet, qui valorise déjà le biogaz. Il n'y a donc plus de potentiel supplémentaire sur le territoire du SCoT,
- la grande quantité de **matières agricoles** valorisables par la méthanisation (déjections animales dans les élevages, déchets de culture, de viticulture, produits issus de l'agro-alimentaire ...). Il n'existe pas d'installation à ce jour, malgré la mobilisation de porteurs de projet : taille réduite des exploitations, montage administratif et technique complexe, nécessité d'atteindre une taille critique... Pour exploiter pleinement ce potentiel de développement, la filière devra être solidement structurée. Des partenariats étroits avec le monde agricole sont à rechercher pour pérenniser la filière et garantir notamment l'utilisation des digestats post-méthanisation (épandage).

La commune de Charmes sur l'Herbasse ne dispose pas d'installation pour exploiter le biogaz.

12.2.6. POTENTIEL GEOTHERMIQUE

L'essentiel de l'exploitation est aujourd'hui réalisé par la géothermie basse énergie ou très basse énergie (les pompes à chaleur), dont les installations ne sont pas recensées.

Concernant la géothermie à haute énergie, le couloir rhodanien (qui concerne pour partie le territoire du SCoT) fait partie des trois grands secteurs favorables recensés en France métropolitaine, avec les bassins parisien et aquitain. Malgré un potentiel énergétique profond très important, son exploitation se heurte à des difficultés techniques et aux enjeux de préservation des sous-sols.

Il s'agit donc d'une ressource dont l'essentiel ne pourra éventuellement être valorisé qu'à long terme.

13. QUALITE DE L'AIR

13.1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

13.1.1. LE SRCAE RHONE-ALPES

Les objectifs du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE), approuvé par le Conseil Régional le 17 avril 2014 sont :

- A1 – Adapter les politiques énergies aux enjeux de la qualité de l'air,
- A2 – Accroître la prise en compte de la qualité de l'air dans les politiques d'aménagement du territoire,
- A3 – Décliner les orientations régionales à l'échelle infrarégionale en fonction de la sensibilité du territoire,
- A4 – Améliorer les outils « air/énergie » d'aide à la décision,
- A5 – Promouvoir une culture de l'air chez les rhônalpins,
- A6 – Garantir l'efficacité des plans d'actions sur tous les polluants réglementés
- A7 – Accroître la connaissance pour améliorer l'efficacité des actions.

13.1.2. LES VALEURS REGLEMENTAIRES

En France, la réglementation relative à la qualité de l'air ambiant est définie par deux textes législatifs :

- la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie (LAURE), du 30 décembre 1996,
- le décret 2002-213 du 15 février 2002, adaptation en droit français d'une directive européenne.

Cette réglementation fixe quatre types de valeurs selon les polluants :

1. les **objectifs de qualité** correspondent aux concentrations pour lesquelles les effets sur la santé sont réputés négligeables et vers lesquelles il faudrait tendre en tout point du territoire,
2. les **valeurs limites** sont les valeurs de concentration que l'on ne peut dépasser que pendant une durée limitée : en cas de dépassement des mesures permanentes pour réduire les émissions doivent être prises par les États membres de l'Union Européenne,
3. en cas de dépassement du **seuil d'information et de recommandations**, des effets sur la santé des personnes sensibles (jeunes enfants, asthmatiques, insuffisants respiratoires et cardiaques, personnes âgées,...) sont possibles. Un arrêté préfectoral définit la liste des organismes à informer et le message de recommandations sanitaires à diffuser auprès des médias,
4. le **seuil d'alerte** détermine un niveau à partir duquel des mesures immédiates de réduction des émissions (abaissement de la vitesse maximale des véhicules, réduction de l'activité industrielle, ...) doivent être mises en place.

Les différentes valeurs réglementaires des principaux polluants sont répertoriées dans le tableau suivant :

	Normes	Pas de temps	Valeurs en µg/m³
Dioxyde d'azote	Objectif qualité	Moyenne annuelle	40
	Valeur limite en 2010		200
	Niveau d'information et recommandations	Moyenne horaire	200
	Valeur limite en 2010		(18 dépassements autorisés)
PM 10	Objectif de qualité	Moyenne annuelle	30
	Valeur limite	Moyenne journalière	50
		Moyenne annuelle	(35 dépassements autorisés)
Ozone	Objectif qualité	Moyenne sur 8 heures	40
	Niveau d'information et recommandations		120
		Moyenne horaire	180

13.2. LES SOURCES DE POLLUTION

La pollution de l'air résulte :

- Des foyers de combustions domestiques des villes avoisinantes, émissions de dioxyde de carbone (CO₂), de monoxyde de carbone (CO), de dioxyde de soufre (SO₂), d'oxyde d'azote (NO) et de poussières (PM₁₀). L'importance de cette nuisance dépend du nombre de foyers, donc de la population. La communauté de communes du Pays de l'Herbasse compte près de 9 000 habitants dont 10% à Charmes sur l'Herbasse.
- Du trafic automobiles : émission de CO₂, NOx, de particules, d'hydrocarbures et de plomb. Le trafic reste très faible sur les voiries du secteur :
 - la RD67 compte 1 800 véhicules par jour (v/j),
 - la RD121 compte 1 136 v/j au sud du bourg et 362 v/j au nord du bourg,
 - la RD538 compte près de 4 000 v/j.
- Des sources de pollutions industrielles, mais aucune industrie polluante n'est répertoriée sur le secteur.

13.3. LA QUALITE DE L'AIR A L'ECHELLE REGIONALE

Le rôle de l'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air (AIR Rhône-Alpes), est de mesurer la pollution atmosphérique dans la région et assurer la mise en œuvre des procédures d'alerte. Ces actions ont lieu grâce à un réseau de stations fixes réparties sur l'ensemble de la région et destinées à mesurer les concentrations de certains polluants dans différents contextes environnementaux (milieu urbain, périurbain, trafic).

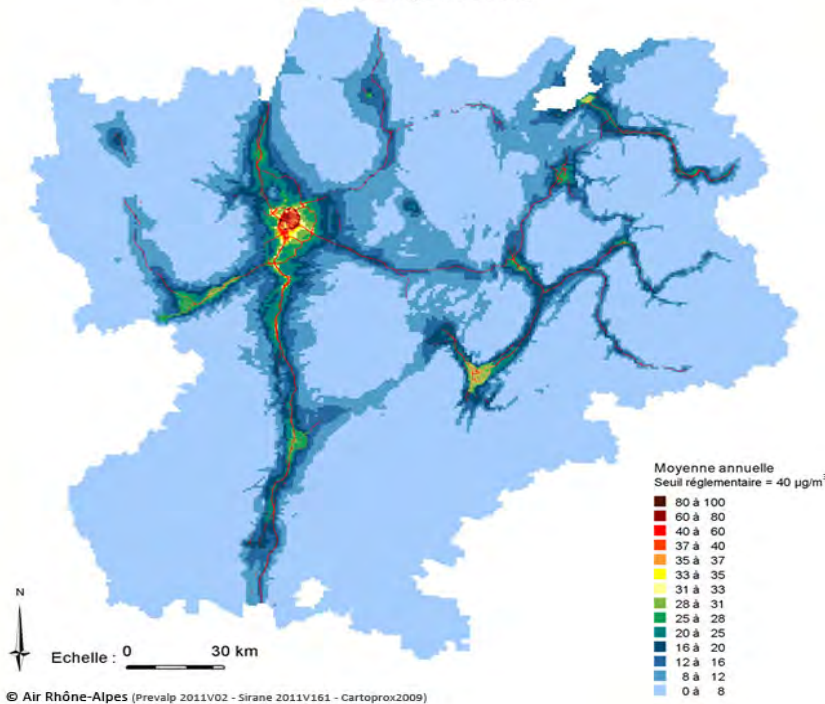
La région Rhône-Alpes est une région fortement émettrice de polluants atmosphériques. La qualité de l'air de la région est dépendante des apports de polluants émis par les régions voisines. Vis-à-vis de la réglementation, la région Rhône-Alpes en 2011 présente comme chaque année des dépassements des seuils réglementaires sur les stations de mesures.

La figure ci-après propose, pour les deux polluants atmosphériques qui présentent des dépassements réguliers des seuils réglementaires (NO₂ et PM₁₀), une spatialisation des concentrations moyennes de dioxyde d'azote (à gauche) et du nombre de jours de dépassements de la valeur limite pour les PM₁₀ (à droite) obtenue en 2011 en Rhône-Alpes.

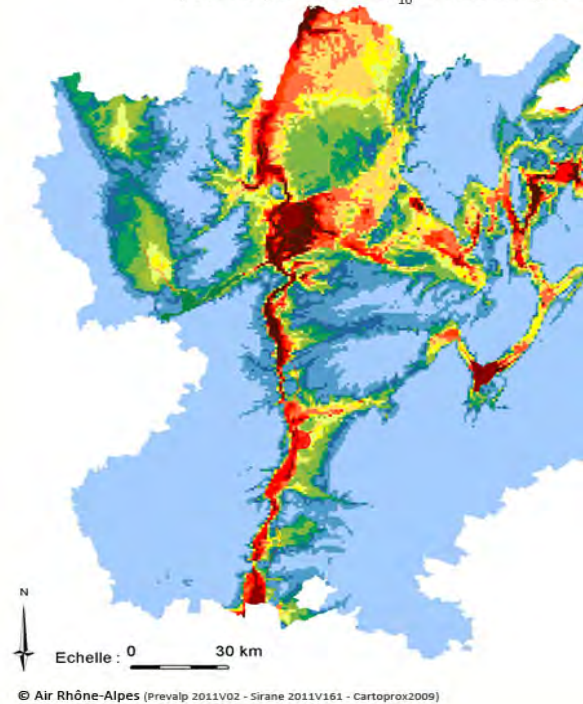
La carte consacrée au dioxyde d'azote montre que les dépassements des valeurs réglementaires sont principalement observés à proximité des principaux axes routiers et notamment au niveau de l'agglomération lyonnaise. Les concentrations en dioxyde d'azote sont importantes au niveau des axes routiers mais elles diminuent rapidement en s'éloignant des voies.

Les concentrations en particules PM₁₀ présentent des dépassements importants de la valeur réglementaire. Plus d'un tiers des habitants de la région est soumis à des dépassements des seuils réglementaires. La pollution aux PM₁₀ est localisée au niveau des principales agglomérations et également au niveau de l'axe Saône – Rhône, qui est sous l'influence des autoroutes A6 et A7.

Cartographie des concentrations moyennes de dioxyde d'azote (NO₂) en Rhône-Alpes en 2011



Cartographie du nombre de jours de dépassements pour les particules PM₁₀ en Rhône-Alpes en 2011



*Région Rhône-Alpes impactée par le dioxyde d'azote et les particules PM₁₀ en 2011 (en pourcentage de la valeur limite)
(Source : Air Rhône-Alpes 2011).*

13.4. CONTEXTE LOCAL

Les caractéristiques locales d'un territoire et la qualité de l'air sont étroitement liées. En effet, la géographie du site, la direction et la vitesse du vent, la température, l'ensoleillement et les précipitations contribuent à la plus ou moins bonne dispersion des polluants d'origine anthropiques (automobiles, industries) ou naturels.

Le territoire communal se situe dans la Drôme, zone de transition entre le climat Lyonnais, de type semi-continental à influences océaniques, au nord, et le climat méditerranéen de la Provence, au sud.

Cette rencontre des masses d'air méditerranéennes plus douces et de l'air plus froid venu du nord peut entraîner des épisodes pluvieux et orageux, voire même neigeux particulièrement intenses dans la vallée du Rhône.

La région est soumise majoritairement au vent en provenance du nord et du sud.

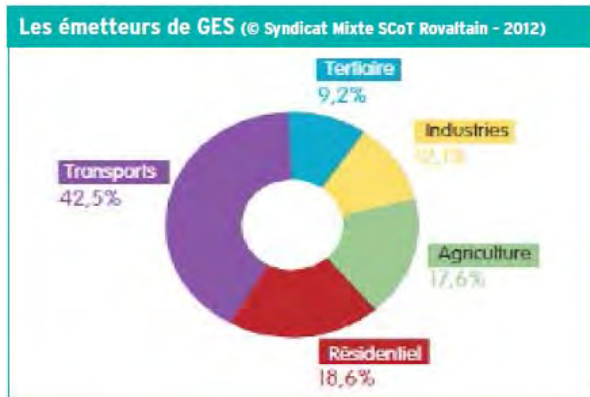
13.5. CONSTATS DE POLLUTION

13.5.1. À L'ECHELLE DU ROVALTAIN

Avec 42,5 % des émissions de Gaz à Effet de Serre (vapeur d'eau (H₂O), dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), ozone (O₃), protoxyde d'azote (N₂O), gaz fluorés), le transport représente le poste principal d'émission. Il est lié à la fois aux déplacements qui ont lieu dans et depuis le territoire, et aux déplacements de transit, le territoire du SCoT étant traversé par d'importantes infrastructures de transport. Le trafic de transit, dense sur l'A7, la N7 et la LACRA reliant Romans à Valence, représente près de 20% de la part des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) liées au transport. La grande majorité revient donc aux déplacements locaux.

L'habitat pavillonnaire diffus est en cause car il participe à l'utilisation de la voiture individuelle pour l'accès à l'emploi, aux services et commerces, d'autant que la mise en place d'un réseau de transport en commun reste peu ou pas développée sur les secteurs les moins denses. Sur le territoire, les habitants parcourent en moyenne 8 km entre leur lieu d'habitat et d'emploi.

Le bâti est le second poste d'émission (27,8%, résidentiel et tertiaire confondus). Ces dernières sont issues des consommations énergétiques : chauffage, eau chaude sanitaire et électricité. Principalement ancien, le bâti du territoire est souvent de mauvaise qualité thermique et encore équipé en partie de systèmes de chauffage aux énergies fossiles. Les logements situés dans le périurbain disposent de mode de chauffage à base d'énergies fossiles (gaz, fioul).



L'industrie contribue à hauteur de 12,1% aux émissions de gaz à effet de serre. Celles-ci sont à 90% d'origine énergétique (combustion de gaz et de fioul dans les process, électricité...), et à 10% d'origine non énergétique (méthane d'origine industriel, gaz réfrigérants...).

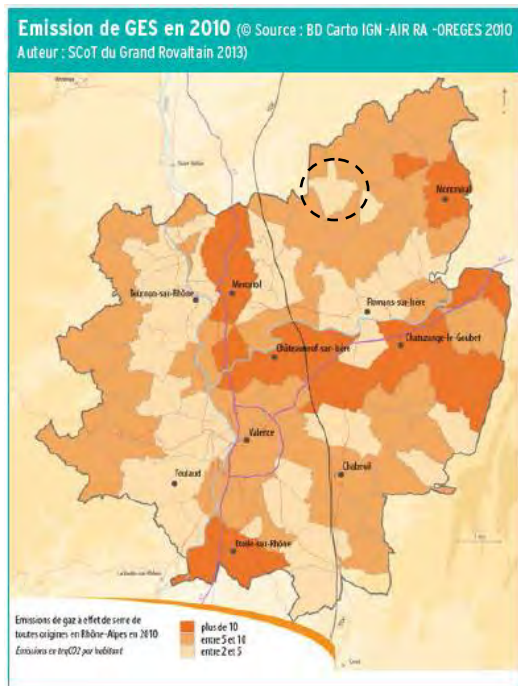
Enfin, l'agriculture ne représente que 2,5% des consommations d'énergie (carburants pour les engins, chauffage...) et 3% des émissions d'origine énergétique. Mais en incluant les émissions non énergétiques (méthane produit par la fermentation entérique des animaux d'élevage et, dans une moindre

mesure, protoxyde d'azote produit par la décomposition des engrais sur les cultures) elle contribue aux émissions de gaz à effet de serre totales du territoire à hauteur de 17,6% (92% des émissions non énergétiques).

L'analyse des émissions de gaz à effet de serre par habitant montre que plus le milieu est dense, moins les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont élevées.

À l'échelle du Rovaltain, se distinguent :

- les trois pôles urbains (Valence, Romans et Tain-Tournon), concentrant un nombre important d'emplois,
- les couronnes périurbaines des deux agglomérations, dont une grande partie de la population résidente occupe un emploi dans le pôle urbain,
- les aires d'influence, au profil plus rural comme Charmes sur l'Herbasse.



Sur les trois pôles urbains, les émissions de gaz à effet de serre par habitant n'excèdent pas 6 tCO₂. Elles sont plus élevées en première couronne et seconde couronne et dépassent les 10 tCO₂ sur les aires d'influence.

En toute logique, c'est sur les pôles urbains et les premières couronnes que se concentrent les émissions liées au bâti (résidentiel et tertiaire), tandis que l'agriculture occupe un poids très important des émissions sur les milieux les plus ruraux.

Concernant les émissions liées aux transports, les différences entre la ville et la campagne sont moins marquées, même si les zones périurbaines pèsent plus dans le bilan que les pôles urbains.

Les émissions de GES par habitants restent faibles sur la commune de Charmes sur l'Herbasse entre 2 et 5 tCO₂.

13.5.2. À L'ECHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

La commune de Charmes sur l'Herbasse ne dispose pas de station de mesure de la pollution de l'air, la plus proche est située à Romans sur Isère à environ 10 km au sud- et gérée par l'association Atmo Drôme-Ardèche qui fait partie du réseau de surveillance agréé par l'État ATMO Auvergne Rhône Alpes qui regroupe cinq autres associations de surveillance de la qualité de l'air.

Les polluants mesurés à Romans sur Isère sur l'année 2013 sont les suivants :

- Dioxydes d'azote (NO₂)
- Monoxyde d'azote (NO)
- Ozone (O₃)
- Poussières (PM₁₀)

Les oxydes d'azote (NO et NO_x) :

La moyenne mensuelle des oxydes d'azote sur la station de surveillance de Romans sur Isère est inférieure aux niveaux mesurés sur d'autres sites comparables (Vienne et Roussillon), voire équivalent à des sites ruraux.

La concentration des oxydes d'azote reste conforme à l'objectif de qualité (40 µg.m⁻³) et est donc inférieure à la valeur limite pour la protection de la santé humaine.

L'ozone O₃

L'ozone se fabrique sous l'effet du soleil par réaction entre les oxydes d'azote, le monoxyde de carbone et les composés organiques volatils, principalement émis par les véhicules.

Le taux d'ozone mesuré à Romans sur Isère ne dépasse jamais la valeur cible (120 µg.m⁻³). La valeur maximale relevée a été 89 µg.m⁻³ en juillet 2013, suite à de forte chaleur. La moyenne mensuelle de l'ozone oscille autour de 50 µg.m⁻³ sur l'année 2013.

Les poussières (PM₁₀)

Les niveaux mesurés en particules sur le site de Romans sur Isère restent un peu plus faibles que sur d'autres sites urbains comparables. Globalement, les objectifs de qualité sont respectés malgré un pic supérieur à 30 µg.m⁻³ en décembre 2013.

La commune de Charmes sur l'Herbasse ne possède pas les mêmes caractéristiques que Romans sur Isère. Compte tenu des vents nord-sud, la qualité de l'air sur la commune peut être qualifiée de bonne. Seul l'ozone est susceptible de garder les mêmes valeurs que sur la station de Romans car ce polluant se déplace facilement avec les masses d'air.

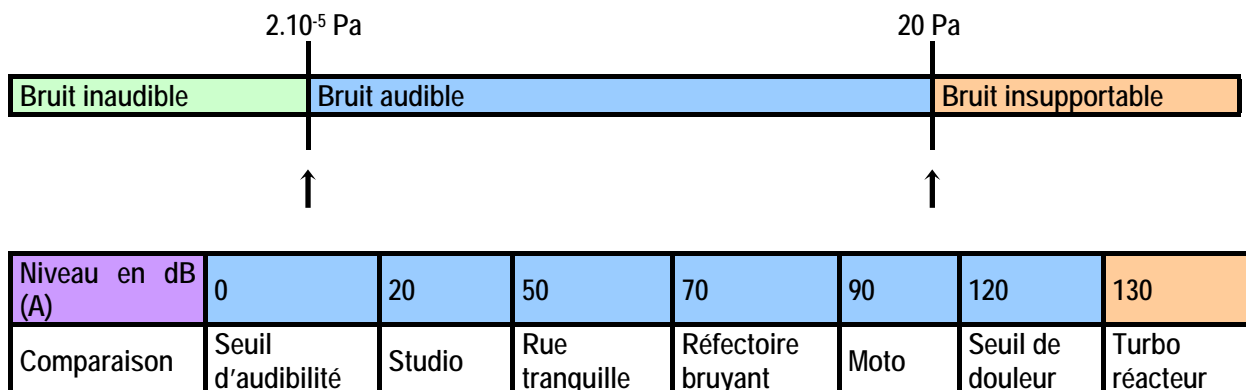
14. LE BRUIT**14.1. RAPPELS D'ACOUSTIQUE****14.1.1. DEFINITION DU BRUIT**

Le bruit est un ensemble de sons produits par une ou plusieurs sources, lesquelles provoquent des vibrations qui se propagent jusqu'à notre oreille.

Le son se caractérise par trois critères : le niveau (faible ou fort, intermittent ou continu), la fréquence ou la hauteur (grave ou aiguë) et enfin la signification qui lui est donnée.

14.1.2. ÉCHELLE ACOUSTIQUE

L'échelle usuelle pour mesurer le bruit est une échelle logarithmique. Par ailleurs, d'un point de vue physiologique, l'oreille n'éprouve pas, à niveau physique identique, la même sensation auditive. C'est en raison de cette différence de sensibilité qu'est introduite une courbe de pondération physiologique « A ». Les décibels physiques (dB) deviennent alors des décibels physiologiques [dB(A)]. Ce sont ces derniers qui sont utilisés pour apprécier la gêne ressentie par les personnes.

PLAGE DE SENSIBILITE DE L'OREILLE

14.1.2. ÉVALUATION D'UN NIVEAU SONORE

L'évaluation d'un niveau sonore se fait par le biais du calcul ou de la mesure d'un niveau sonore moyen appelé Leq (niveau énergétique équivalent).

Le Leq représente le niveau sonore constant qui dissipe la même énergie acoustique qu'un signal variable (qui serait émis par un ensemble de sources) au point de mesure ou de calcul pendant la période considérée.

14.1.3. ARITHMETIQUE PARTICULIERE

Les niveaux sonores ne s'additionnent pas de façon linéaire, ce sont les puissances qui s'additionnent. Ainsi le doublement de l'intensité sonore, ne se traduit que par une augmentation de 3 dB(A) du niveau de bruit.

$$60 \text{ dB} + 60 \text{ dB} = 63 \text{ dB}$$

Si deux niveaux de bruit sont émis simultanément par deux sources sonores, et si le premier est au moins supérieur de 10 dB(A) par rapport au second, le niveau sonore résultant est égal au plus grand des deux. Le bruit le plus faible est masqué par le plus fort.

$$60 \text{ dB} + 50 \text{ dB} = 60 \text{ dB}$$

Pour dix sources de bruit à niveau identique, l'augmentation de l'intensité sonore résultant serait de + 10 dB(A) par rapport au niveau d'une seule source.

$$60 \text{ dB} \times 10 = 70 \text{ dB}$$

14.2. ASPECTS REGLEMENTAIRES

14.2.1. TEXTES REGLEMENTAIRES

Les articles L571-1 à L571-26 du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), reprenant la Loi n° 92.1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, prévoient la prise en compte des nuisances sonores aux abords des infrastructures de transports terrestres.

Les articles R571-44 à R571-52 du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), reprenant le Décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres, indiquent les prescriptions applicables aux voies nouvelles, aux modifications ou transformations significatives de voiries existantes.

L'Arrêté du 5 mai 1995, relatif au bruit des infrastructures routières, précise les indicateurs de gêne à prendre en compte : niveaux LAeq(6 h - 22 h) pour la période diurne et LAeq(22 h - 6 h) pour la période nocturne. Il mentionne en outre les niveaux sonores maximaux admissibles suivant l'usage et la nature des locaux et le niveau de bruit existant.

La Circulaire du 12 décembre 1997, relative à la prise en compte du bruit dans la construction des routes nouvelles ou l'aménagement de routes existantes du réseau national, complète les indications réglementaires et fournit des précisions techniques pour faciliter leur application.

L'arrêté du 30 mai 1996, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

14.2.2. INDICES REGLEMENTAIRES

Le bruit de la circulation automobile fluctue au cours du temps. La mesure instantanée (au passage d'un camion, par exemple) ne suffit pas pour caractériser le niveau d'exposition des personnes.

Les enquêtes et études menées ces vingt dernières années dans différents pays ont montré que le **cumul de l'énergie sonore** reçue par un individu constitue l'indicateur le plus représentatif des effets du bruit sur l'homme et, en particulier, de la gêne issue du bruit de trafic. Ce cumul est traduit par le niveau énergétique équivalent noté Leq. En France, ce sont les périodes (6 h - 22 h) et (22 h - 6 h) qui ont été adoptées comme référence pour le calcul du niveau Leq.

Les indices réglementaires s'appellent LAeq (6 h - 22 h) et LAeq(22 h - 6 h). Ils correspondent à la moyenne de l'énergie cumulée sur les périodes (6 h - 22 h) et (22 h - 6 h) pour l'ensemble des bruits observés.

Ils sont mesurés ou calculés à 2 m en avant de la façade concernée et entre 1.2 m et 1.5 m au-dessus du niveau de l'étage choisi, conformément à la réglementation. Ce niveau de bruit dit « en façade » majore de 3 dB le niveau de bruit dit « en champ libre » c'est-à-dire en l'absence de bâtiment.

14.2.3. CRITERE D'AMBIANCE SONORE

Le critère d'ambiance sonore est défini dans l'arrêté du 5 mai 1995 et il est repris dans le § 5 de la Circulaire du 12 décembre 1997. Le tableau ci dessous présente les critères de définition des zones d'ambiance sonore :

Type de zone	Bruit ambiant existant avant travaux toutes sources confondues (en dB(A))	
	LAeq(6 h - 22 h)	LAeq(22 h - 6 h)
Modérée	< 65	< 60
Modérée de nuit	≥ 65	< 60
Non modérée	< 65	≥ 60
	≥ 65	≥ 60

14.3. PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT DE LA DROME

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du département de la Drôme a été approuvé le 22 mars 2012.

L'application de la directive a pour objectif d'apporter une information des populations sur les niveaux d'exposition au bruit et les effets du bruit sur la santé et de préciser les actions prévues pour réduire ces niveaux d'exposition.

Le présent PPBE concerne les grandes infrastructures de transport de l'État. Il est établi à partir des plans d'actions existants et projetés et il a pour objectif d'assurer une cohérence entre les actions des gestionnaires des grandes infrastructures nationales sur le département de la Drôme, et de préparer la deuxième phase de l'application de la directive européenne.

Le territoire de Charmes sur l'Herbasse n'est pas concernée par le PPBE.

Le Département a également établi un PPBE relatif aux nuisances sonores générées par les axes routiers départementaux dont le trafic est supérieur à 8 200 véhicules. Ce document a été approuvé en date du 27 avril 2015.

14.4. CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne ont adopté, le 25 juin 2002, une directive (directive 2002/49/CE du 25 juin 2002) relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

Cette directive a été transposée dans le droit national entre 2004 et début 2006. Les services de la DDT pilotent la réalisation des cartes du bruit des grandes infrastructures routières qui sont portés à la connaissance du public depuis 2007.

Doivent être classées toutes les routes dont le trafic est supérieur à 5 000 véhicules par jour, et toutes les voies de bus en site propre comptant un trafic moyen de plus de 100 bus/jour, qu'il s'agisse d'une route nationale, départementale ou communale ; les infrastructures ferroviaires interurbaines dont le trafic est supérieur à 50 trains/jour ; les infrastructures ferroviaires urbaines dont le trafic est supérieur à 100 trains/jour.

Aucune infrastructure de transport terrestre du territoire de Charmes n'est répertoriée dans ce classement.

14.5. INVENTAIRE DES SOURCES DE BRUIT ET DES SECTEURS SENSIBLES

14.5.1. SOURCES DE BRUIT

Aucune source de bruit (route à fort trafic, voie ferrée, industrie...) n'est répertoriée sur la commune de Charmes sur l'Herbasse.

14.5.2. SECTEURS ET BATIMENTS SENSIBLES AU BRUIT

Par définition, les secteurs sensibles au bruit sont les zones à dominante d'habitation, les Parc et jardin public, les zones de détente et les zones de silence (zone réglementée par arrêté).

Les bâtiments sensibles sont les établissements scolaires, les établissements de soins ou médico-sociaux, les établissements d'accueil de la petite enfance ou de personnes âgées et les hôtels.

Le territoire communal est composé de zones d'habitat plus ou moins denses généralement regroupé le long des routes et dans le centre bourg.

Les deux écoles, localisées au centre du village, sont répertoriées comme établissements sensibles vis-à-vis du bruit.

14.5.3. DISPOSITIF DE PROTECTION ACOUSTIQUE

Aucun dispositif de protection acoustique particulier, tel qu'enrobé phonique ou écran acoustique, n'a été mis en place au niveau au droit du territoire communal.

Deux édifices ou partie d'édifices de la commune sont classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques :

- **Maison Proclamy** (Maison Poncelet de Malavoy), escalier ainsi que son enveloppe : classé par arrêté du 12 octobre 1912.
- **Château** inscrit par arrêté du 4 août 1986.



Périmètre de protection des monuments historiques (source Atlas du patrimoine, Ministère de la Culture et de la Communication - 2012)

Aucune zone archéologique de saisine n'a été instaurée sur le territoire communal, mais six entités archéologiques ont été répertoriées sur Charmes-sur-l'Herbasse :

- Les Egoutières : occupations (âge du fer, époque indéterminée),
- Les Egoutières : occupation (gallo-romain),
- Châteaueux, bourg : bourg castral, château fort, motte castrale, église (moyen âge),
- Sous le Château : occupations (gallo-romain, moyen âge),
- Champos : motte castrale (moyen âge),
- Saint-Mury : église, cimetière (moyen âge), occupation (époque indéterminée).

16. DIAGNOSTIC PAYSAGER

Entre le plateau forestier des Chambarans, la vallée du Rhône et le secteur de Valence, la commune de Charmes sur l'Herbasse se situe à cheval sur la vallée alluviale de l'Herbasse, d'affinité humide, et la Drôme des collines, région assise sur des molasses sableuses qui lui donnent un caractère plus sec.

L'occupation humaine, initiée dans le village au pied du château médiéval construit sur un éperon rocheux dominant la vallée, s'est peu à peu dispersée d'abord par des exploitations agricoles puis par du résidentiel, sur presque tout le territoire communal.

Si les voies principales suivent les vallées, les voies secondaires investissent les coteaux et même les crêtes, offrant des panoramas intéressants sur la Drôme des collines.

1/ Les éléments constitutifs du paysage

La topographie

Située à une altitude moyenne de 325m, la commune s'étage sur un dénivelé de 202m, entre les vallées de l'Herbasse et du Valet, et les deux collines dans lequel ce dernier s'est frayé un passage pour rejoindre l'Herbasse.

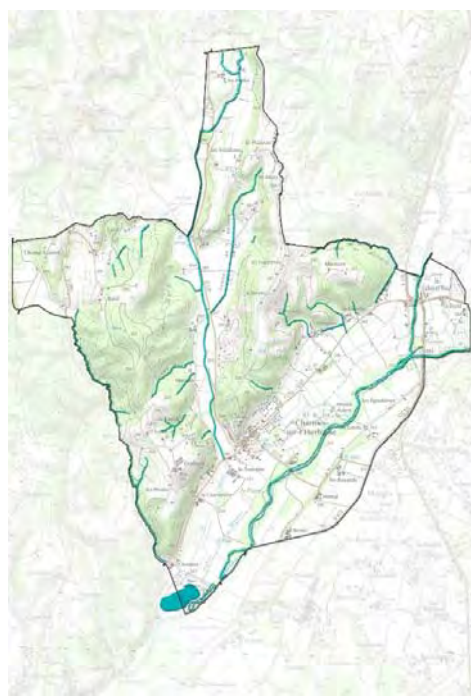
Les dénivelés prennent la forme de coteaux relativement abrupts.

L'hydrologie

Le lac de Champos situé tout au sud de la commune reçoit les eaux de l'Herbasse. L'Herbasse reçoit elle-même plusieurs affluents sur le territoire communal : talwegs, dans les combes, drains, canaux d'irrigation et fossés, dans la vallée. La plupart ne porte pas de nom, hormis La Limone et le Valet (Valley).



La topographie



L'hydrologie

Le couvert végétal

La végétation des ripisylves est surtout constituée de peupliers, accompagnés de Saules, Aulne glutineux, et de diverses espèces arbustives à large amplitude écologique et des espèces herbacées rudérales à hygrophiles.

Les cultures de la plaine agricole et des collines sont diversifiées, composées essentiellement de vergers (surtout abricot), champs de maïs, autres céréales de type blé ou orge, tournesol, prairies de fourrage (luzerne)...

Les coteaux non cultivés sont couverts de chênaie pubescente. Le Pin sylvestre est plus ou moins abondant et peu devenir localement dominant sur certaines stations, de même que le Chêne vert. Les chênaies naturelles sont par endroit remplacées par des plantations de chênes ou des plantations de résineux.

Les collines du territoire communal et des communes voisines (notamment Batherney) sont parsemées de nombreuses pelouses sèches, généralement de petites surface, sur substrat sableux, situées sur pentes et talus ou même au plat. Elles sont dominées par l'Immortelle et comportent des cistacées, du Lin cathartique, des Fétuques, des Bugranes et de l'Ail à des recouvrements variables.

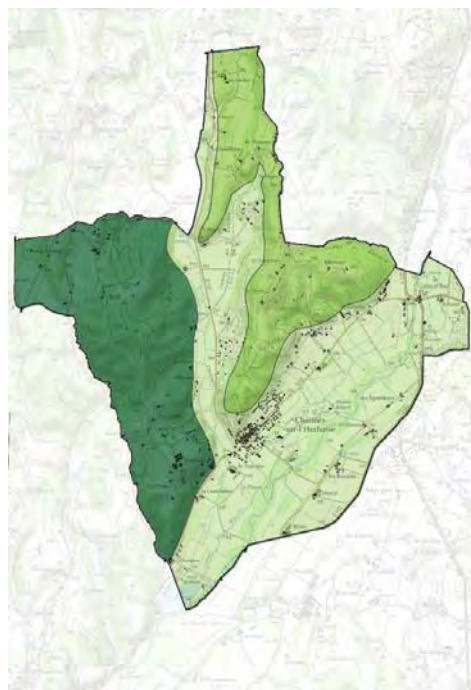
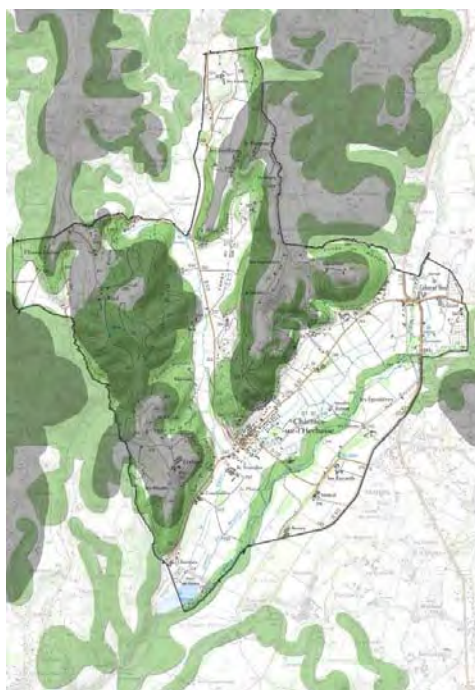
2/ Les entités paysagères

Le territoire de la commune de Charmes-sur-l'Herbasse peut être divisé en trois grandes entités paysagères :

- Au Nord-est et au nord-ouest, 2 collines sont séparées par la vallée du Valet.
- Au sud-est la vallée de l'Herbasse, où coule l'Herbasse, vers le lac de Champos qui s'implante à l'extrémité sud de la commune.

A l'intérieur de ces entités, des sous-espaces peuvent se dégager :

- Dans les collines, les crêtes, les petits vallons et combes secondaires constituent autant de micro-paysage
- Dans les vallées, selon que se trouve dans les ripisylves, les champs ou les secteurs urbanisés, les paysages perçus varient fortement.



Le couvert végétal

Les entités paysagères

3/ L'occupation humaine

Le réseau viaire s'est logiquement initialement développé dans les vallées. Puis, les voies secondaires ont investi les coteaux et même les crêtes. Les chemins agricoles créés pour desservir les exploitations et les cultures agricoles se sont progressivement renforcés pour desservir des résidences. Certaines voies offrent des vues très intéressantes sur le paysage des collines.

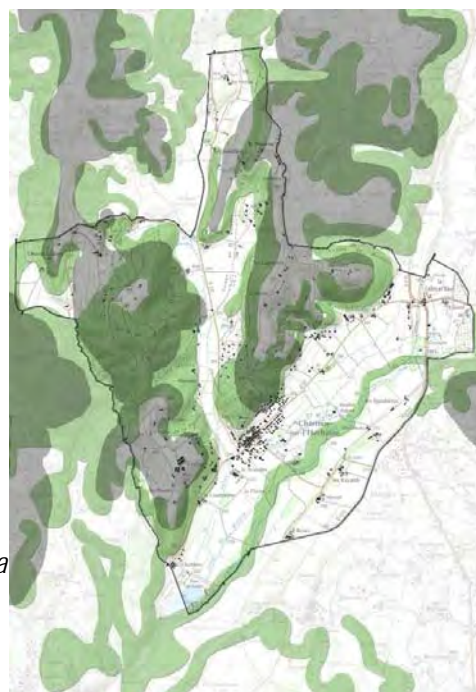


Le dispersement d'un habitat originellement concentré

Le bourg de Charmes se situe dans la vallée, au pied des collines et du château féodal et à l'intersection des voies structurantes de la commune.

A l'extrême est du territoire communal, le hameau du Cabaret Neuf, est lui aussi situé à la croisée de 2 axes importants, dont celui qui relie Romans à Hauterives. Le projet de réaménagement de carrefour va transformer le paysage de ce hameau qui va prendre l'allure d'un nœud routier.

La dispersion de l'habitat initiée autour du noyau villageois au détriment de terres agricoles à valeur agronomique, se fait aussi plus récemment en investissant les coteaux boisés.



L'occupa

4/ La perception du paysage

Depuis la voie principale de desserte du village, on perçoit nettement la présence au nord-ouest des collines et au sud-est de la plaine.

Les entrées du village offrent des perspectives contrastées.

L'entrée sud offre une belle vue sur le centre village étagé avec la vallée agricole en premier plan.



L'entrée ouest laisse deviner la présence du village derrière l'écran végétal des coteaux



L'entrée est de la commune se fait à cabaret Neuf. L'entrée est du village est marquée par la présence d'un giratoire et la traversée d'un quartier pavillonnaire.



Depuis les voies secondaires qui irriguent le territoire, des vues s'offrent tantôt sur la colline d'en face, tantôt sur les communes voisines. La lisibilité des structures paysagères se trouve parfois perturbée, non seulement par des constructions récentes, mais surtout par des haies ou clôtures peu intégrées au paysage.



CHAPITRE TROISIEME SYNTHESE DIAGNOSTIC ET ENJEUX COMMUNAUX

1. HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

a) Une croissance démographique importante depuis 1980.

Charmes sur l'Herbasse est limitrophe de **Saint Donat**, qui est le pôle de commerces et services pour la commune. La commune est également proche du bassin romano-péageois. Charmes sur l'Herbasse accueille de plus en plus d'habitants travaillant sur la commune et également à l'extérieur.

> La commune possède une zone d'activité économique (40 emplois environ) et plus d'une dizaine d'exploitation agricole (représentant environ 50 équivalent temps plein).

Le seul commerce existant au centre bourg a fermé en 2014. Des commerces (vente de produit alimentaire, vente de décoration) ainsi qu'un restaurant existent à Cabaret neuf.

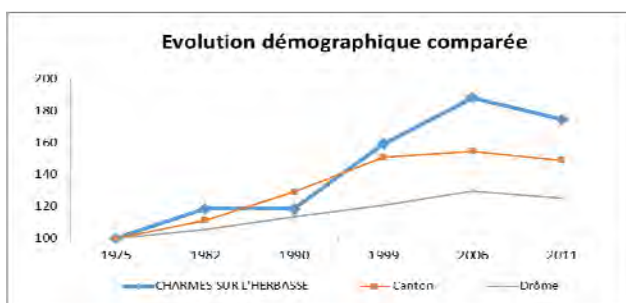
> La commune dispose d'équipements scolaires et périscolaires (capacité suffisante, pas de besoins spécifiques)

> Une **augmentation de la population résidente constante depuis les années 80 avec un pic de croissance entre 1999 à 2009.**

Population 1975 : 449 habitants → Population 2011 : 923 habitants [la population a doublé en 34 ans]

1975-1999 : + 262 habitants en 24 ans [taux annuel moyen de croissance de 1,9 %/an]

1999-2011 : + 110 habitants en 12 ans [taux annuel moyen de croissance de 2,17 %/an]



> Une **diminution modérée du nombre de personnes par ménage**. 1990 : 3 personnes/ménage ; 2011 : 2,7 personnes/ménage

Un nombre de personnes par ménages qui reste néanmoins élevé et qui pourrait baisser dans les années à venir générant des besoins en logements supplémentaires.

> Une **tendance au rajeunissement**. 2009 : 39 % de moins de 30 ans et 18% de plus de 60 ans. Un indice de jeunesse très élevé en 1999 qui diminue en 1999 mais qui reste supérieur au canton et au département.

> **Des migrations journalières toujours en augmentation** : 80% de la population active travaille en dehors de la commune (244 personnes en 2011).

ENJEUX :

- *Poursuivre l'accueil de population,*
- *Favoriser l'urbanisation des secteurs stratégiques au centre avec l'accompagnement de l'EPORA*
- *Tenir compte des objectifs du SCOT,*
- *Objectif de production de 4 à 5 logements par an sur la période 2014-2026 soit environ 50 à 60 logements sur 12 ans dont une partie en locatifs sociaux.*

b) La maison individuelle principale offre de logements.

> Une offre essentiellement composée de maisons individuelles (92%), en propriété (79%), de 5 pièces et plus (66%).

Depuis 10 ans : création de 23 logements collectifs (7% des logements).

En 2009 : 18 logements aidés dont 9 publics soit 7,7% des résidences principales.

Projets de HPR : 6 logements dans l'ancienne mairie, 6 logements à Cabaret Neuf sur un bâtiment existant.

> 10 logements réellement vacants au centre ancien du village

> Rythme de construction de logements : 7 autorisations d'urbanisme par an en moyenne entre 2000 et 2013. 23% de ces autorisations concernent des logements collectifs.

> L'offre de logement existante pour personnes âgées n'est pas utilisée (le Cald prévoit une restauration des logements avec la création de logement de plus grande taille en duplex).

ENJEUX

- Favoriser la diversification de l'offre de logements en proposant un habitat qui réponde aux besoins et en offrant les différentes étapes du parcours résidentiel sur la commune.
- Prévoir du logement abordable et prendre en compte les projets en cours (projets HPR à Cabaret Neuf + projet sur l'un des sites étudié par l'EPORA)
- Tenir compte des objectifs du SCOT
- Mixité des formes d'habitat (densité moyenne sur les grands tènements : 15 log/ha)

c) Une rétention foncière et du potentiel dans l'enveloppe urbaine.

Une consommation d'espace très différente selon le zonage du POS (de 1980 à 2013) :

- dans les zones NB (zones non desservies par l'assainissement collectif) : 13 ha consommés pour 41 logements soit une consommation moyenne de 3170 m² par logement → densité moyenne : 3,2 logements / ha. *Logements individuels uniquement.*
- dans les zones U du village : 7 ha consommés pour 63 logements soit une consommation moyenne de 1100 m² par logement → densité moyenne : 9 logements / ha.

Un potentiel au POS de 11 ha dont 1,68 en zone U du village et 1,2 en NAa du village

Deux sites font l'objet d'étude de l'EPORA

ENJEUX

- *Lutter contre la rétention foncière constatée en continuité immédiate du centre bourg*
- *Travailler avec l'EPORA pour la maîtrise du foncier*
- *Diminuer la consommation moyenne d'espace par logement.*
- *Adapter les surfaces disponibles aux besoins réels.*



2. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Présence d'une zone d'activités sur la commune (40 emplois) + activité agricole (50 emplois).

Les pôles d'emploi les plus proches sont ceux de St Donat, Romans, Valence.

Un nombre d'emploi qui augmente sur la commune (133 en 1999 >> 158 en 2009) mais cette croissance (+19%) reste inférieure à l'augmentation du nombre d'actifs résidant sur la commune (289 en 1999 >> 417 en 2009 : +44%). Parmi ces actifs près de 80% travaillent hors de la commune.

a) Des activités agricoles structurantes

Activité majeure sur la commune pour son importance économique (représente 12% des emplois sur la commune) et ses fonctions d'entretien du territoire.

Un potentiel agricole important.

b) Commerces locaux

- un tissu de commerce inexistant au centre bourg
- présence de commerces à Cabaret Neuf
- un tissu artisanal varié
- une zone artisanale remplie (un seul lot disponible)

c) Activités touristiques

Hébergement : 2 campings et des gîtes

Sites d'attraction : Lac de Champos

Activités : Boucle de randonnée

ENJEUX :

- *Plaine agricole à préserver*
- *Prise en compte des bâtiments d'élevage et des projets*

Volonté communale d'étudier :

- *Les possibilités d'implantation de commerce à Cabaret Neuf (travaux en cours, le commerce de produit agricole souhaite se développer)*

3- EQUIPEMENTS - FONCTIONNEMENT URBAIN - DEPLACEMENTS

Un regroupement des équipements et des espaces communs revalorisé récemment

Des espaces communs qui restent à valoriser (place du Lavoir)

Un maillage piéton peu qualitatif dans le centre ancien

Pas de Problématique liée aux Transports en commun, au Stationnement

Réseaux

- Assainissement : Extension de la STEP nécessaire (subventions obtenues, consultation entreprises d'ici fin 2014)
- Eau potable : RAS
- Gestion des déchets assurée par la CCPH
- Réseaux numériques: desserte par le très haut débit.



ENJEUX :

- *Travaux d'extension de la STEP programmés*
- *Gestion des eaux pluviales : présence d'un réseau séparatif*
- *Réfléchir à la valorisation d'espace près du lavoir, à l'amélioration des déplacements piétons et vélo dans le centre*
- *Prévoir la plantation une haie anti dérive pour les espaces publics situés en limite de zone exploitée : notamment en bordure nord-est de la zone sportive.*

4. BIODIVERSITE - MILIEUX NATURELS - RESSOURCES NATURELLES

Ressources naturelles :

- L'Herbasse, La Limone, Le Valet : Objectifs de qualité retenus par le SDAGE Rhône Méditerranée 2010-2015 pour ces cours d'eau.

Risques naturels :

- PPRN inondation le long de l'Herbasse et de ses affluents
- Plusieurs zones de risque moyen de **mouvement de terrain**
- Zone de **sismicité** modérée (zone 3),
- Aléa faible de retrait/gonflement des **argiles**.

Risques technologiques : canalisations gaz

Zonages patrimoniaux

- un site **Natura 2000**, « Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère », possède une très grande richesse écologique liée au réseau des cours d'eau associées aux prairies sèches. Il compte 10 habitats d'intérêt communautaire et de nombreuses espèces animales d'intérêt communautaire, notamment des chiroptères.

- 2 **ZNIEFF** de type I sont également présentes sur la commune :

- > « Sables de Champos », site de milieux sableux exposés plein sud accueillant plusieurs espèces floristiques remarquables d'affinité méridionale.
- > « Ripisylve et lit de l'Herbasse ». L'intérêt naturaliste local est lié à la qualité de la rivière et aux milieux qui en dépendent, en particulier la ripisylve.

- Inventaire départemental des **zones humides** : le lac de Champos, d'une superficie de 7,09 ha, et le cours d'eau de l'Herbasse divisé en 2 parties de 9,44 ha et de 56,15 ha.

Trame verte : Le SRCE propose le site des sables de Champos (site Natura 2000 et ZNIEFF de type I) ainsi que la ripisylve de l'Herbasse (ZNIEFF de type I) comme réservoirs de biodiversité.

Trame bleue : L'Herbasse est identifiée comme cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la trame bleu à remettre en bon état.

Les **pelouses sèches** constituent un habitat d'intérêt, favorable à certaines espèces végétales protégées comme l'Orcanette des sables (présente dans le site Natura 2000) et certaines espèces animales d'intérêt (notamment papillons).

ENJEUX :

Les principaux enjeux du milieu naturel à prendre en compte sur la commune sont les suivants :

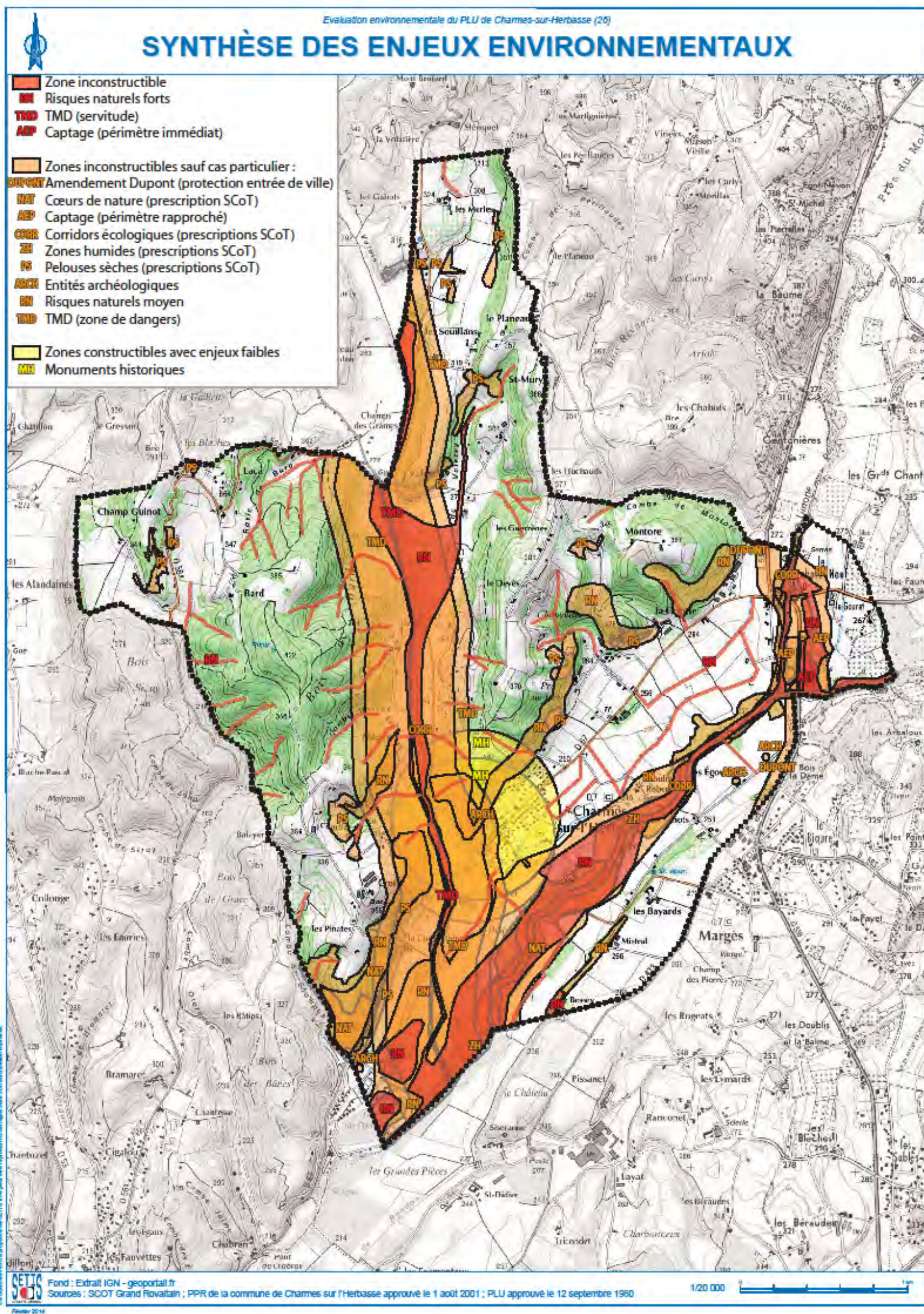
- *Les zonages patrimoniaux et réservoirs de biodiversité (site Natura 2000, zones humides, ZNIEFF : abords de l'Herbasse et sables de Champos). Le SCOT préconise la protection et l'inconstructibilité de ces zones.*
- *Les corridors écologiques : l'Herbasse et le Valet. Le SCOT préconise la protection des ripisylves et zones humides, et l'inconstructibilité des berges sur 5 à 20 m.*
- *Les habitats d'intérêt : pelouses sèches sur sable et zones humides. Le SCOT préconise la protection et l'inconstructibilité de ces milieux.*

Synthèse des enjeux environnementaux

L'état initial de l'environnement recense et décrit les enjeux environnementaux du territoire communal mais il doit également établir les priorités environnementales au regard de l'organisation de son espace et de son futur développement urbain. Un tel travail se révèle essentiel pour fonder avec pertinence et solidité la partie « incidences » de l'évaluation environnementale de son P.L.U.

Les principaux enjeux environnementaux mis en évidence sur le territoire sont :

Thématique	Sensibilités, enjeux
Gestion de la ressource en eau	Le PLU doit contrôler l'urbanisation dans les périmètres de protection des captages afin de protéger les ressources.
Risques naturels	Le PLU doit tenir compte des risques en présence, notamment de mouvements de terrain et d'inondations, et ce même pour les axes d'écoulements non-inscrit au PPRN.
Risques technologiques, servitudes	Le PLU doit tenir compte de la présence de canalisations de transport de gaz impliquant des servitudes (inconstructibilité de 5 m de part et d'autres + accès) et des zones de danger (règles d'urbanisation)
Consommation de l'espace	Le Grenelle II de l'environnement réaffirme la nécessité de promouvoir une gestion économe de l'espace. Dans le cadre de l'élaboration de son PLU, la commune doit avoir comme objectif la maîtrise de la consommation de l'espace et de la croissance urbaine, en évitant l'extension urbaine et la destruction de zones agricoles ou naturelles.
Déplacements	Pas de demande supplémentaire en transports en commun. Etroitesse de la traversée village, carrefours dangereux, stationnements difficiles. Le PLU doit encourager les modes doux (piétons, cycles) et les transports en commun.
Energie	Le PLU doit encourager les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Les nouvelles constructions doivent respecter la norme RT2012.
Cadre de vie (qualité de l'air, ambiance sonore)	L'augmentation des déplacements peut entraîner une dégradation de la qualité de l'air et de l'ambiance sonore sur la commune. Dans le cadre de son PLU, la commune doit permettre d'améliorer la qualité de l'air et l'ambiance sonore en limitant le trafic routier par l'incitation aux autres modes de déplacements (piétons, cycles, transports en commun...), et par une urbanisation cohérente à l'échelle de la commune.
Patrimoine culturel et archéologique	Le PLU doit intégrer la présence des deux monuments historiques présents sur la commune et prendre en compte les sites archéologiques.
Activités économiques	Le PLU doit permettre la pérennisation des activités agricoles, qui maintiennent le paysage et les habitats naturels de la commune. Il doit encourager le commerce de proximité, valoriser le patrimoine (tourisme, terroirs) et dynamiser la zone d'activité existante.
Environnement naturel	Les principaux enjeux résident dans : <ul style="list-style-type: none"> - la protection des espaces naturels remarquables (Natura 2000, ZNIEFF, zones humides) situés au niveau de l'Herbasse et des sables de Champos, des habitats naturels remarquables (pelouses sèches), et des corridors aquatiques et humides (Herbasse et Valet) - la limitation de l'urbanisation des milieux naturels, forestiers et agricoles.
Paysage	Le PLU doit préserver l'ambiance paysagère, les milieux naturels et agricoles, et les vues sur le château.



Perspectives d'évolution sans mise en œuvre du PLU

L'application des zonages du POS est considérée comme un scénario de référence, qui permet d'évaluer les impacts sur l'environnement de l'application de ce document d'urbanisme en l'absence du projet de PLU. Ce scénario de référence permettra d'évaluer la diminution des impacts générés par l'application du projet de PLU, par rapport aux impacts générés par l'application du POS.

Le POS de Charmes sur l'Herbasse prévoyait des aménagements futurs (potentiel disponible en 2015) sur environ 26 hectares (1,7 ha en U, 14,6 ha en NB, 1,2 ha en NAa et 8,4 ha en NA).

Le projet de PLU n'en maintient que 4,94 ha, soit 5 fois moins :

- environ 2,6 ha de zone AUa
- environ 1 ha de parcelles vides urbanisables théoriquement disponibles au sein des zones UD
- environ 1,34 ha de zone AUai

- **Évolution de l'assainissement**

L'urbanisation prévue dans le POS devrait faire augmenter fortement la population accueillie au droit de la commune et les rejets en effluents qui accompagnent cette augmentation. Les capacités de la STEP actuelle permettraient probablement, grâce aux travaux d'agrandissement réalisés, de supporter l'augmentation de population prévue au POS.

- **Évolution du ruissellement**

Les zones ouvertes à l'urbanisation dans le cadre du POS sont étendues et contribueront à une imperméabilisation importante de surfaces actuellement disponibles pour l'infiltration. Ceci aura pour effet d'augmenter significativement les volumes ruisselés envoyés vers le réseau hydrographique.

- **Évolution de la consommation en eau potable**

Le développement de l'urbanisation prévu au POS s'accompagne d'un accroissement notable de la population qui impliquera une augmentation des besoins en eau potable. La ressource présente un bilan quantitatif critique en période d'étiage et ne serait peut-être pas suffisante pour subvenir aux besoins futurs induits par l'augmentation de population prévue au POS.

- **Evolution sur les risques naturels**

Le POS prévoit l'ouverture de plusieurs secteurs à l'urbanisation dans des zones à risques, concernées notamment par des glissements de terrain (aléa faible).

- **Évolution des déplacements**

Le POS prévoit l'ouverture de plusieurs secteurs à l'urbanisation entraînant une augmentation de la population.

Cette nouvelle population induira une hausse du trafic routier sur la commune.

Le positionnement des zones à urbaniser, notamment celles hors village, contribuent à multiplier les déplacements sur de courtes distances.

- **Évolution sur le cadre de vie**

L'urbanisation prévue dans le POS devrait faire augmenter le trafic routier, induisant une hausse des émissions de polluants atmosphériques, des nuisances sonores et de la consommation d'énergie.

- **Évolution sur le milieu naturel**

La zone à urbaniser classée « NA » à l'entrée nord du village empiète sur une pelouse sèche identifiée à l'inventaire départemental, **le POS a donc une incidence sur cet habitat remarquable.**

Les autres secteurs urbanisables ne sont pas situés dans des zones à enjeu (site Natura 2000, corridors, zones humides, pelouses sèches...)

2^{ème} Partie

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.

A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.

Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** traduit les grands objectifs communaux :

→ Revitaliser le cœur de la commune par du logement attractif, en favorisant au sein de l'enveloppe urbaine du village : la création de logements nouveaux dans les interstices, la remise sur le marché de logements vacants, l'implantation de commerces – services, la reconversion d'anciens bâtiments agricoles en logements. Ce faisant, c'est un village renouvelé, rajeuni comme élément de mieux vivre qui sera obtenu.

→ Inventer de nouveaux concepts et avoir une stratégie d'implantation des activités économiques à partir du potentiel local : agriculture, élevage, circuits touristiques, artisanat.
Il prend également en compte les orientations supra-communales du projet de SCOT Rovaltain approuvé le 25/10/2016.

1. Motivation des choix retenus en matière de : Aménagement - Équipement - Urbanisme - Habitat

Objectif :

Poursuivre l'accueil de population en favorisant la diversification de l'offre de logements en proposant un habitat qui réponde aux besoins et en offrant les différentes étapes du parcours résidentiel sur la commune.

Orientations :

→ Prévoir une production moyenne d'environ 4 à 5 logements nouveaux par an, soit environ 50 à 60 logements pour 12 ans.

→ Diversifier l'offre de logements et la mixité des formes d'habitat afin d'offrir les différentes étapes du parcours résidentiel sur la commune, permettant à la plupart des ménages cherchant à se loger de trouver un habitat qui réponde à leurs besoins.

→ Envisager une perspective d'évolution de la population permettant d'atteindre environ 1100 habitants à l'horizon 2027, ce qui correspond à un niveau annuel de croissance d'environ 1,3 % en moyenne.

Soit une croissance nettement contenue par rapport au niveau enregistré entre 1999 et 2011, qui était supérieur à 2 % par an en moyenne.

Objectif :

Conforter le développement de l'habitat au village.

Orientations :

→ Utiliser en priorité les 2 terrains mobilisables dans l'enveloppe urbaine du village (tenements concernés par l'intervention de l'EPORA)

→ Localiser le développement urbain en continuité immédiate des secteurs déjà urbanisés du village : à l'entrée nord du village

→ Stopper le développement des quartiers excentrés du village, permettre de densifier les quartiers Griotte, Crefsant et Cabaret neuf (conformément aux objectifs du SCOT)

Ces choix de croissance reposent sur :

→ la volonté communale de maintenir une dynamique démographique sur la commune

L'accueil de population ces dernières années s'est essentiellement réalisé sur des quartiers excentrés, le projet vise à recentrer l'habitat au village. Il s'agira donc de favoriser la mobilisation des espaces potentiellement disponibles dans le tissu urbain, tout en permettant une extension urbaine pour faire face à la rétention urbaine. En effet depuis l'approbation du POS, il y a plus de 30 ans, des grands espaces constructibles font l'objet d'une forte rétention ce qui n'a pas permis la réalisation de projets. L'objectif du PLU est de maintenir ces secteurs en zone constructible, car ils sont situés dans l'enveloppe urbaine et de favoriser les possibilités d'ouverture à l'urbanisation. C'est pour faire face à cette rétention forte, que la communauté de communes a missionné l'EPORA.

Afin de s'assurer d'un potentiel réel de construction à l'échelle du PLU (d'ici 10 à 12 ans) des extensions sont prévues à l'entrée est du village.

→ les orientations du SCOT.

Le niveau de croissance envisagé correspond au potentiel :

- d'une partie des logements vacants,
- d'une partie des changements de destination,
- de divisions de parcelles théoriques,
- des trois zones à urbaniser.

Objectif :

Poursuivre la mise en valeur des espaces urbains - les liaisons.

Orientations :

→ Poursuivre le développement du réseau de liaisons douces (piétons et cycles) : entre la mairie et le lavoir, entre l'école et les équipements sportifs, entre les lotissements nord et les équipements sportifs, entre le village et le lac de Champos, ...

→ Connecter les nouvelles opérations au reste du village

→ Poursuivre l'aménagement des espaces publics :

- valorisation de l'espace autour du lavoir

- esplanade au nord de la mairie

→ Prévoir des réserves pour l'aménagement de stationnement dans le village, pour répondre à la demande et pour favoriser la réhabilitation de logements vacants.

Objectif :

Adapter les équipements communaux.

Orientations :

- Travaux d'extension de la STEP en cours de réalisation.

- Poursuite d'aménagement d'espace public au centre village.

Objectif :

Favoriser le développement des communications numériques.

Orientations :

→ Poursuivre le développement progressif de l'accès au réseau très haut débit mis en place par le département (dans le cadre de l'association ADN).

La commune dispose d'équipements collectifs adaptés à son niveau de population (réseaux, voiries, mairie, école, salle des fêtes, ...).

La capacité de la nouvelle station d'épuration permet d'accueillir la projection démographique prévue.

Un des enjeux de ce projet de PLU est de réfléchir à long terme sur les liaisons piétonnes à prévoir à l'intérieur du village et en direction du Lac de Champos.

En matière de communications numériques il s'agit de faciliter aux habitants l'accès au réseau déployé dans le cadre d'ADN (Ardèche Drôme Numérique).

Le règlement du PLU imposera la réalisation de fourreaux entre le domaine public et les bâtiments de manière à ce que ces derniers puissent être facilement raccordés à la fibre quand elle sera présente.

2. Motivation des choix retenus en matière de : Développement économique - Commerces - Loisirs

Les enjeux économiques seraient :

- D'inventer de nouveaux concepts susceptibles de créer une dynamique autour d'activités économiques viables, soit du fait de leur originalité, soit basées sur le potentiel agricole que recèle la commune favorisant les circuits courts recherchés par les consommateurs,

- De jouer plus avant la carte du tourisme autour de l'hébergement et du commerce de produits du terroir placés sur un site stratégique en termes de carrefour de communication. Charmes dispose de ce potentiel avec l'itinéraire bis (RN 538) coupant à Cabaret-Neuf, la vallée vers la haute Herbasse d'une part et l'aval vers la ville centre de Saint Donat d'autre part.

Objectif : Pérenniser les activités agricoles.

→ Limiter la consommation pour l'urbanisation de terres à bon potentiel agricole : en optimisant la densité bâtie des secteurs de développement urbain, en utilisant au maximum et en priorité les dents creuses dans l'urbanisation existante ;

→ Permettre la pérennisation des structures agricoles existantes : en classant les bâtiments agricoles en zone agricole permettant le développement de leurs activités.

Les orientations retenues par la commune visent à permettre le maintien des activités agricoles existantes et à limiter la consommation de terres agricoles.

Les choix retenus en matière de développement de l'urbanisation traduisent cette volonté de préservation des terres agricoles en réduisant au maximum les extensions urbaines aux dépens de terres agricoles et classant les sièges existants en zone agricole.

Objectif : Favoriser le maintien et le développement de l'emploi.

Développer l'emploi local, enjeu intéressant pour l'ensemble de la population et notamment la jeune génération d'habitants de la commune, car avec de nouvelles activités économiques, c'est un territoire plus dynamique en termes d'emplois et donc plus attractif que nous obtiendrons, limitant les déplacements vers la ville.

→ Revitaliser le cœur de la commune par l'accueil de logement et en favorisant l'accueil de commerces et / ou de services de proximité.

→ Tenir compte de l'activité commerciale située à Cabaret neuf et étudier les possibilités d'évolution de commerce (travaux en cours, le commerce de produit agricole souhaite se développer)

→ Développer la zone d'activités en prévoyant une extension de la zone en tenant compte des évolutions récentes dues à l'aménagement des routes départementales.

Le diagnostic agricole a permis de définir des zones agricoles correspondant aux besoins des exploitants. Concernant l'objectif de maintien de l'emploi sur la commune, il s'agit :

- d'assurer la création de logements au village ce qui pourrait permettre de favoriser l'accueil de commerces et / ou services de proximité,
- développer le pôle dynamique de Cabaret neuf avec :
 - le développement de l'activité commerciale existante en lien avec une exploitation agricole,
 - l'extension de la zone d'activités pour répondre aux besoins locaux de l'intercommunalité.

Objectif :
Maintenir et développer le potentiel touristique.

- Favoriser le développement de l'hébergement touristique du type gîte rural et chambre d'hôtes, en s'appuyant sur le patrimoine bâti existant ;
- Lac Champos :
 - Prendre en compte les installations existantes
 - Prévoir des cheminements doux entre le village et le lac.
- Prendre en compte le camping existant
- Préserver les paysages :
 - Préserver des espaces ouverts le long des cours d'eau afin de maintenir des vues sur ces derniers.
 - Préserver, valoriser les accès existants aux cours d'eau et permettre l'aménagement de nouveaux accès.
 - Préserver et valoriser les ripisylves et les abords des cours d'eau pour y maintenir et reconstituer la trame verte et bleue.
 - Réglementer les extensions de l'urbanisation sur les versants et veiller à l'intégration paysagère des aménagements et constructions en instaurant des règles spécifiques pour l'implantation du bâti sur les terrains en pente, et l'aspect des constructions
 - Maintenir les cônes de vue depuis les points hauts et préserver les vues sur le Château.

L'objectif de cette orientation est de prévoir un projet communal qui vise à préserver le potentiel touristique du territoire : paysage : trame verte et bleue, cône de vue, ... tout en permettant une dynamique économique basée sur ce potentiel.

3. Motivation des choix retenus en matière de : Protection des espaces agricoles, naturels et forestiers Préservation ou remise en bon état des continuités écologiques

Objectif :

Protéger les espaces naturels et agricoles et les continuités écologiques.

Préserver le cadre de vie naturel du territoire rural apparaît également comme un enjeu très fort au regard de l'état des lieux environnemental très riche. Il s'agit de toute évidence d'assurer la protection des milieux naturels répertoriés.

Orientations :

- Protéger l'Herbasse, le Valarey, la Limone, les zones humides et les ripisylves ;
- Tenir compte des enjeux de protection des pelouses sèches, des boisements ;
- Protéger le site Natura 2000
- Favoriser la conservation des espaces agricoles ouverts ;

Objectif :

Tenir compte des risques

- Prendre en compte : les risques naturels (inondation, mouvement de terrain), les risques technologiques

Le projet de développement démographique et économique intègre la prise en compte de l'environnement (sites à protéger et zones à risques).

4. Motivation des choix retenus en matière de : modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain :

Constat :

- 108 logements réalisés pour une consommation de 20,5 ha
- Soit une densité moyenne de 5,3 logements par ha
- Des variations entre le bourg (densité de 8,6 log/ha) et les hameaux (3,2 log/ha)
- Potentiel disponible du POS : environ 26 ha en 2015
(1,7 ha en U, 14,6 ha en NB, 1,2 ha en NAa et 8,4 ha en NA).

Objectif :

- Respecter le contexte réglementaire (loi ALUR, ...), Tenir compte des objectifs du SCOT
- Réduire la consommation moyenne d'espace pour l'habitat :

Objectif fixé dans le PLU : viser une densité minimale de 15 logements à l'hectare en moyenne sur l'ensemble des zones à urbaniser.

- Privilégier l'urbanisation pour l'habitat dans les espaces compris dans l'enveloppe urbaine du village et en continuité ;
- Réduire les surfaces des zones d'urbanisation futures à celles nécessaires aux besoins en habitat.

Moyen mis en œuvre :

- Secteurs recentrés et limités autour du village,
- Classement des sites stratégiques en zone d'urbanisation (AUa) imposant des opérations d'ensemble
- Définition d'orientations d'aménagement qui organisent le développement des zones d'urbanisation et imposent une densité minimum.

Le projet de la commune vise à limiter l'étalement urbain pour les activités et l'habitat.

Le développement pour l'activité est prévu en continuité de la zone d'activités existante et l'extension répond aux demandes en cours sur le territoire.

Le développement de l'habitat concerne uniquement des extensions au village, aucun développement n'est prévu sur les quartiers excentrés.

Indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants

La municipalité a dimensionné les zones urbaines et à urbaniser en fonction du nombre de logements nécessaires sur le territoire. Sur 12 ans, la production de logements envisagée devrait être d'environ 50 à 60 logements.

Lors de l'évaluation de la mise en œuvre du PADD, tous les 6 ans après l'approbation du PLU, le conseil municipal devra estimer la production de logements et les formes bâties réalisées :

<i>Objectifs annuels du PADD : - 4 à 5 logements neufs par an.</i>

Le bilan des surfaces disponibles devra être fait pour connaître le potentiel des années à venir.

Un bilan des opérations menées pour améliorer le cadre de vie pourra être établi (aménagement de voirie, de cheminements piétons, ...).

B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES

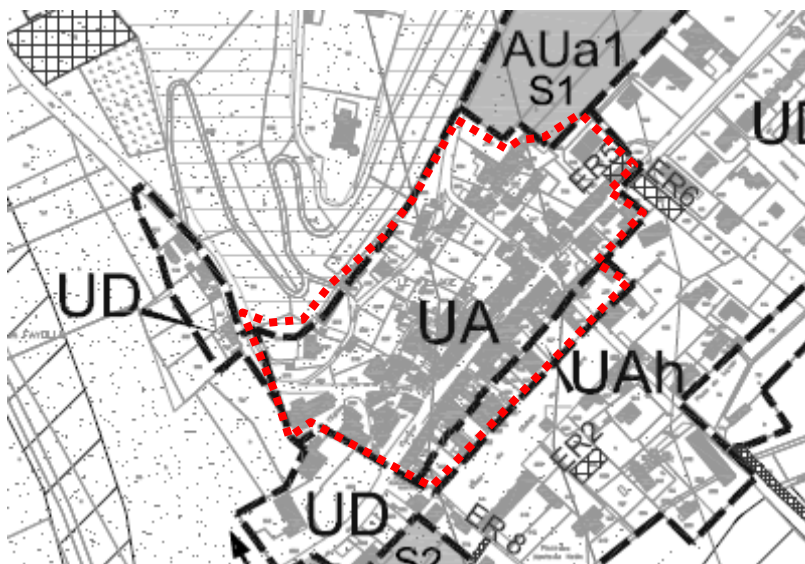
1. LES ZONES GENERALISTES A VOCATION PRINCIPALE D'HABITAT, DE COMMERCE ET DE SERVICES

1.1. ZONES URBAINES

Les zones urbaines sont des secteurs de la commune déjà urbanisés ou suffisamment équipés pour desservir les constructions à implanter. Les équipements concernés sont la voirie, l'eau potable, l'électricité et l'assainissement. Deux zones urbaines à vocation principale d'habitat sont distinguées.

1.1.1. La zone UA

Elle correspond au centre ancien du village. Elle comprend un secteur UAh, situé en contrebas du village. Ce secteur UAh a été créé pour prendre en compte l'enjeu paysager de cette partie du village. Dans ce secteur, la hauteur autorisée est de 7 m (au lieu de 10m en UA), cela permet un respect des hauteurs existantes.



Il s'agit de la zone la plus dense du village où les constructions doivent respecter l'ordonnancement actuel et s'implanter en ordre continu et à l'alignement des voies. Ces contraintes doivent permettre de conserver l'image urbaine actuelle, caractérisée par un bâti dense et homogène.

Cette zone recouvre une partie de l'ancienne zone UA du P.O.S, située au centre ancien du bourg.

Les adaptations de l'emprise de la zone concernent : une extension sur la zone UD du POS à l'entrée nord afin de permettre une opération dense en entrée de bourg et réduction au nord-ouest pour les parcelles pentues et boisées au nord de l'école privée.

La zone UA couvre une superficie totale d'environ 3,36 ha et ne dispose pas de terrain libre. Le potentiel de mutation et de mobilisation de logements vacants est faible.

La zone UA est concernée par une trame particulière pour la prise en compte du risque technologique lié à la canalisation de gazoduc.

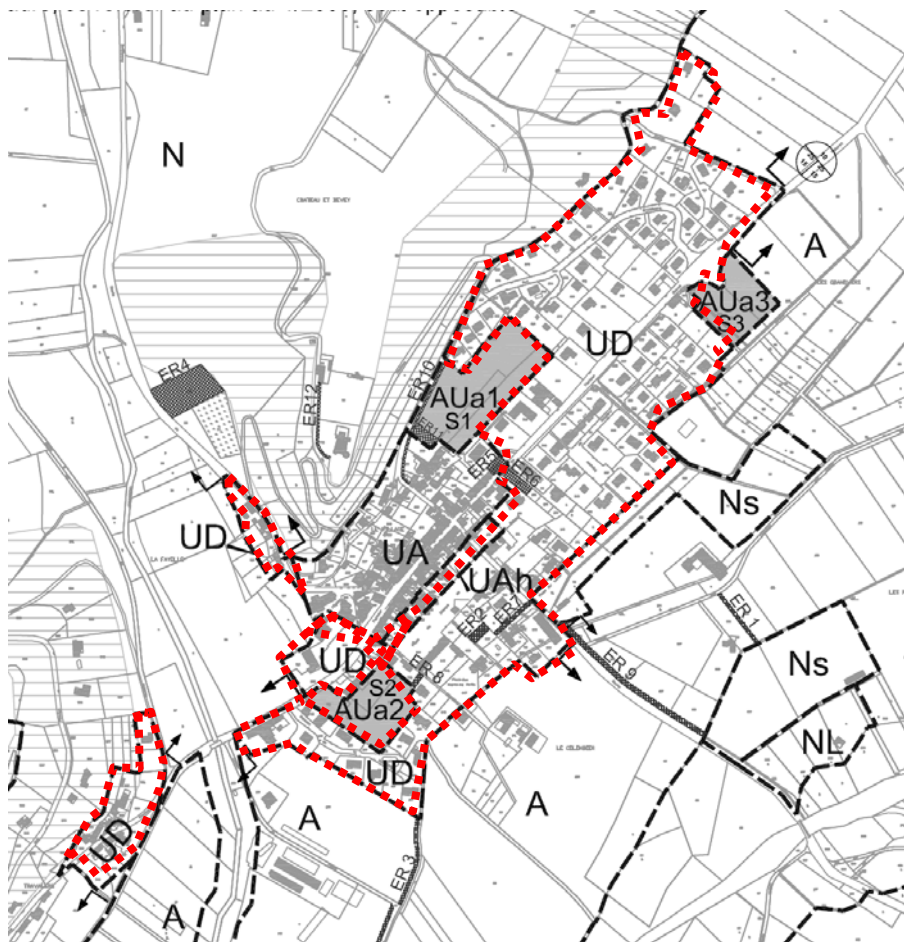
1.1.2. La zone UD

Cette zone recouvre les extensions du village, le hameau de la Griotte, le hameau de Crefsant, le hameau de Cabaret neuf.

Les adaptations de l'emprise de la zone UD du village concernent :

- une extension à l'entrée sud-ouest pour intégrer un ancien corps de ferme (au sud de la RD 67)
- au nord de la RD : classé en zone NA et NB au POS, le terrain en limite de la voirie ayant été raccordé à l'assainissement collectif récemment, la zone U est agrandie.
- une réduction au sud-ouest du village pour des raisons paysagères.

Suite à l'avis des services et aux remarques de l'enquête publique, l'extension à l'entrée nord n'a pas été maintenue.



La zone UD du hameau de la Griotte, correspond à une partie de la zone NB du POS. Ce quartier repéré comme étant une enveloppe secondaire au projet de SCOT fait l'objet d'un classement en zone U. L'emprise de la zone a été réduite à l'ouest, au nord et au sud afin de permettre uniquement une densification du hameau sans extension urbaine. La zone a été réduite au nord pour prendre en compte le risque mouvement de terrain. Ce quartier est desservi par l'assainissement autonome.

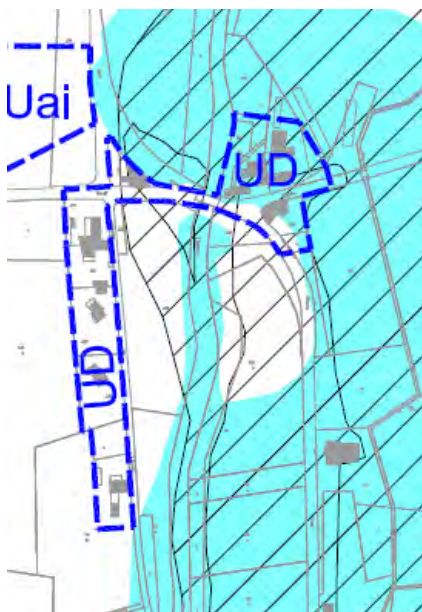


La zone UD de la Griotte ne dispose pas de terrain disponible.

La zone UD du hameau de Crefsant, correspond à une zone UA et une partie de la zone NB du POS. Ce quartier repéré comme étant une enveloppe secondaire au projet de SCOT fait l'objet d'un classement en zone U.

L'emprise de la zone a été réduite au sud afin de tenir compte de la présence du réseau d'eaux usées et étendue au nord afin de prendre en compte le bâti existant.

La zone UD du hameau de Cabaret Neuf, correspond à une partie de la zone NB au sud de la RD 67 et au hameau de Cabaret neuf. La zone UD de Cabaret Neuf ne présente pas de potentiel.



La zone UD est concernée par une trame particulière pour la prise en compte du risque :

- technologique au village,
- d'inondation à Cabaret neuf.

La zone UD couvre une superficie totale d'environ 24,5ha et dispose d'environ 1 ha au total de terrains théoriquement disponibles : 0,2 ha à Crefsant, 0,3 ha sur deux terrains dans la zone urbanisée du village et 0,5 ha en extension en entrée du village.

1.2. ZONE A URBANISER A VOCATION D'HABITAT : AUA

Il s'agit de zones à urbaniser à vocation principale d'habitat, dans lesquelles les services, commerces, sont également admis. Les réseaux sont présents à proximité et les différents secteurs pourront être ouverts à l'urbanisation dans le cadre d'une opération d'aménagement selon les conditions définies dans le règlement et les O.A.P⁵.

Des orientations d'aménagement ont été instaurées sur l'ensemble de ces zones (AUa1, AUa2, AUa3) : elles ont pour objectif d'organiser une urbanisation cohérente et adaptée au site.

1.2.1. Le secteur AUa1

Il correspond à la zone NAa du POS, dont la superficie est d'environ 13800m².

Cette zone se situe au Nord et en contre-haut du centre village, en contrebas des boisements et du château. Elle est à proximité immédiate du centre et elle est visible depuis la traversée du village. Elle est bordée en bas par la route du Facteur Cheval (RD 67) et en haut par la route du château.



- Périmètre OAP
- Périmètre zone AUa1

Les orientations d'aménagement résultent des études réalisées par l'EPORA et visent à répondre aux enjeux suivants :

- Réaliser une greffe du quartier au centre village :
 - L'articuler au centre village par un maillage de liaisons douces et viaires ;
 - Proposer des typologies bâties qui assurent une transition entre le centre village et les lotissements périphériques ;
 - Intégrer du bâti dans le site – vue sur le château – proximité avec le bois
- Assurer une bonne intégration paysagère des constructions :
 - Proposer une bonne transition avec la lisière du bois ;
 - Anticiper l'impact visuel des constructions en position dominante par rapport au village ;
 - Tirer profit de la pente du terrain pour offrir des vues et une exposition optimale aux constructions.

Conditions d'ouvertures à l'urbanisation : la zone AUa1 devra s'urbaniser dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble. Une servitude au titre de l'article L.123-2b° est instaurée sur cette zone : le programme devra comprendre au moins 20 logements sous forme essentiellement de logements collectifs et/ou intermédiaires.

⁵ O.A.P. : Orientations d'aménagement et de programmation.

Orientation : voiries et déplacements

Le secteur pourra être desservi par l'avenue du facteur Cheval au sud et par la route du château au nord. Un troisième accès (secondaire) pourra se faire par l'étroite impasse des granges à l'ouest.

La liaison nord-sud pourrait être en « zig-zag » de manière à :

- ne pas constituer un raccourci pour les véhicules,
- optimiser la desserte des différents logements,
- s'adapter à la pente du terrain.

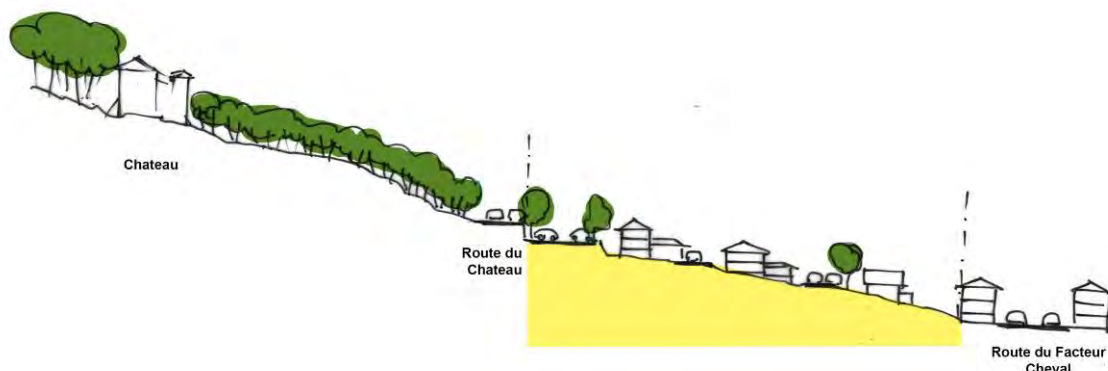


Des cheminements pour modes doux seront créés à l'intérieur du quartier :

- Un cheminement principal reliera, au sud, la route du facteur Cheval et, au nord, la route du château et un espace commun comportant des poches de stationnement (Emplacement Réserve).
- Un cheminement vers le centre-ville via l'actuelle impasse des granges par une voirie partagée traitée en « zone de rencontre ».

Paysage - environnement

Le site est constitué par une terre agricole. Il est caractérisé par une covisibilité avec le château lorsque l'on traverse le village. L'implantation et l'épannelage des constructions devra permettre de maintenir cette vue sur le château. L'accompagnement paysager des voies et des espaces publics permettra de conserver cette vision du château qui émerge d'une « masse végétale ». La qualité architecturale des constructions contribuera à une intégration qualitative de ce nouvel ensemble urbain dans le paysage existant.



– *Typologie de logement*

Des bâtiments collectifs pourront être implantés dans la continuité du village.

A l'image du bâti ancien voisin, une diversité de hauteurs pourra être proposée pour constituer un ensemble harmonieux et s'intégrer à la pente. La hauteur maximale par rapport au terrain naturel n'excédera pas le R+2.

De l'habitat groupé pourra être implanté au-dessus la rangée de maisons de ville qui bordent la rue du facteur cheval.

Sa hauteur maximale par rapport au terrain naturel n'excédera pas le R+1.
De l'habitat individuel sera implanté en articulation avec les lotissements existants. Sa hauteur maximale par rapport au terrain naturel n'excédera pas le R + combles.

– *Rapport à la rue, front bâti et sens de faïtage :*

A l'image des bâtiments anciens existants alentours, les bâtiments collectifs et groupés pourront choisir des sens de faïtage diversifiés.

A l'image des maisons voisines, les logements individuels auront des faïtages sensiblement parallèles aux courbes de niveau.

Schéma illustrant les principes d'aménagement :

- logement collectif à favoriser
- logement groupé (projet en cours)
- logement individuel
- voirie à créer
- cheminement doux à créer
- vue sur le château
- accompagnement paysager des espaces publics
- espaces publics
- coupe



1.2.2. Le secteur AUa2

Il correspond à une partie de la zone UD du POS et représente une surface d'environ 7200 m². Il se situe au sud du centre du village.

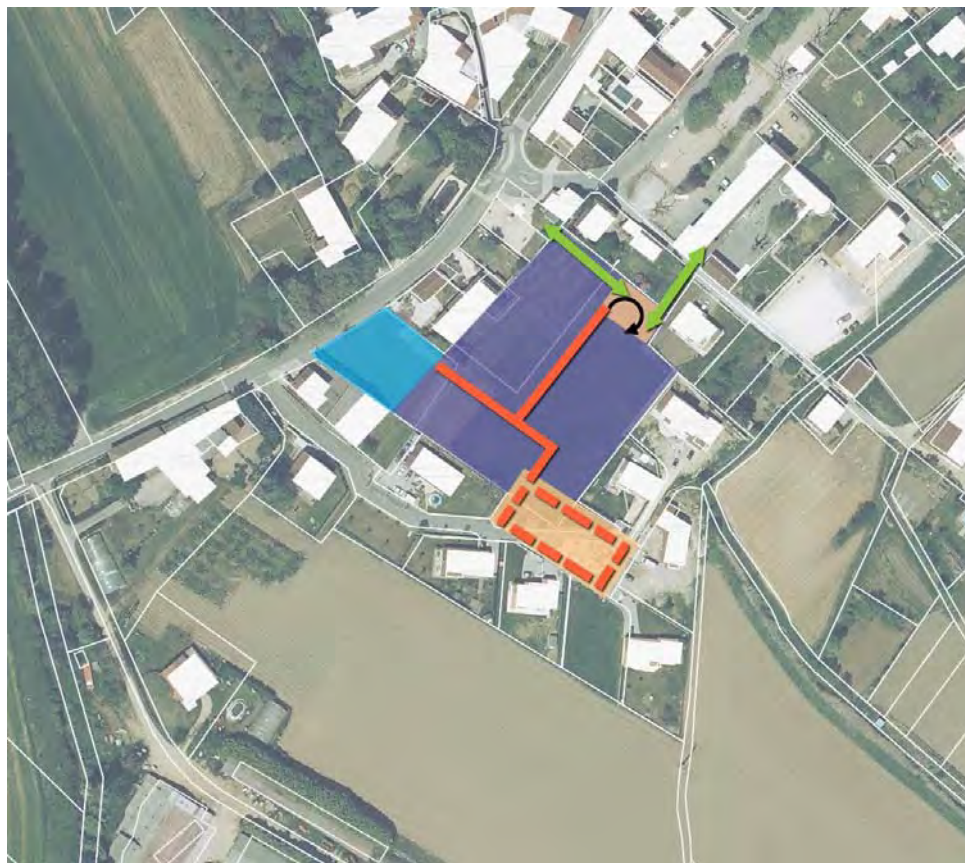


- ▬ Périmètre OAP
- ▬ Périmètre zone AUa2

Les orientations d'aménagement résultent des études réalisées par l'EPORA et visent à répondre aux enjeux suivants : Réaliser une greffe du quartier au centre village : l'articuler au centre village par un maillage de liaisons douces et viaires ; proposer des typologies bâties qui assurent une transition entre le centre village et le lotissement de la Roselière.

Schéma illustrant les principes d'aménagement :

- logement collectif à favoriser
- logement groupé
- logement individuel
- voirie à créer
- cheminement doux à créer
- vue sur le château
- accompagnement paysager des espaces publics
- espace public

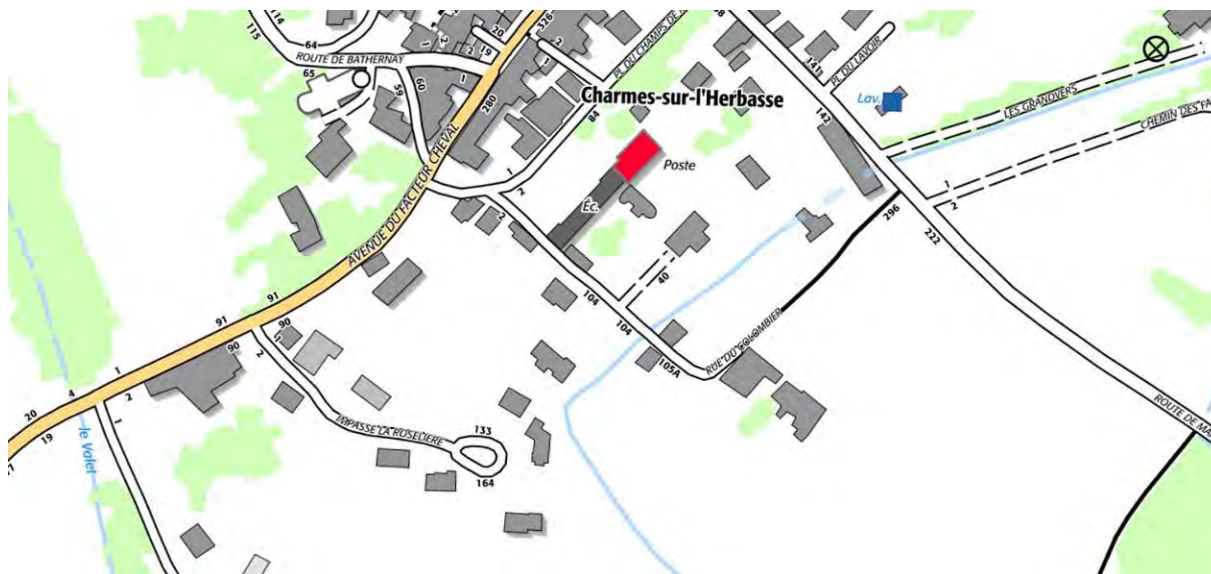


Conditions d'ouvertures à l'urbanisation : La zone AUa2 devra s'urbaniser dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble. Une servitude au titre de l'article L.123-2b° est instaurée sur cette zone : le programme devra comprendre au moins 16 logements essentiellement sous forme de logements collectifs et groupés.

Accès à l'opération

Les accès véhicules à l'opération seront réalisés par le prolongement de la rue de la Roselière. La placette de retournement actuelle mériterait d'être requalifiée en véritable espace public de convivialité.

Cet espace pourrait comprendre des places de stationnement pour les visiteurs.



– **Cheminements pour mode doux :**

- à l'intérieur de l'opération

A l'intérieur de l'opération, le déplacement des modes doux devra être prévu, soit en parallèle des voies véhicules, soit par une voirie partagée traitée en « zone de rencontre ».

- sur l'espace public

Une liaison douce devra être créée à l'est en direction de l'école (Emplacement Réservé), et au nord en direction du square.

Paysage - environnement

La qualité architecturale de l'opération ainsi qu'un choix stratégique de l'implantation des constructions contribueront à une intégration qualitative de ce nouvel ensemble urbain dans le paysage urbain existant.

En bordure de la RD67, la façade du quartier pourra être composée d'un bâtiment de logements collectifs dont la volumétrie s'inspirera de la grande maison attenante du côté est.

Un espace public convivial et ponctué d'arbres mérite d'être recomposé à l'articulation entre le lotissement actuel de la Roselière et le nouveau quartier.

– *Typologie de logement, rapport à la rue, front bâti et sens de faitage :*

Le bâtiment de logements collectifs sera en R+1 ou R+2. Il se tiendra en recul par rapport à la voie. Son faitage sera parallèle à la RD67.

Les logements groupés seront en rez-de-chaussée ou R+1. Ils seront organisés en bandes, implantées au nord des parcelles. Leur faitage sera parallèle à la voie de desserte.

1.2.3. Le secteur AUa3

Il correspond à une partie de la zone NC du POS. La zone AUa3 représente environ 6000m². Elle se situe en limite Nord du village.

La zone AUa3 est desservie par le giratoire de la RD.



 Périmètre OAP - Périmètre zone AUa3



Les orientations d'aménagement visent à répondre aux enjeux suivants : Etendre l'urbanisation du village tout en constituant une frange urbaine qualitative d'un point de vue paysager. Proposer un habitat individuel, en adéquation avec la localisation périphérique du site.

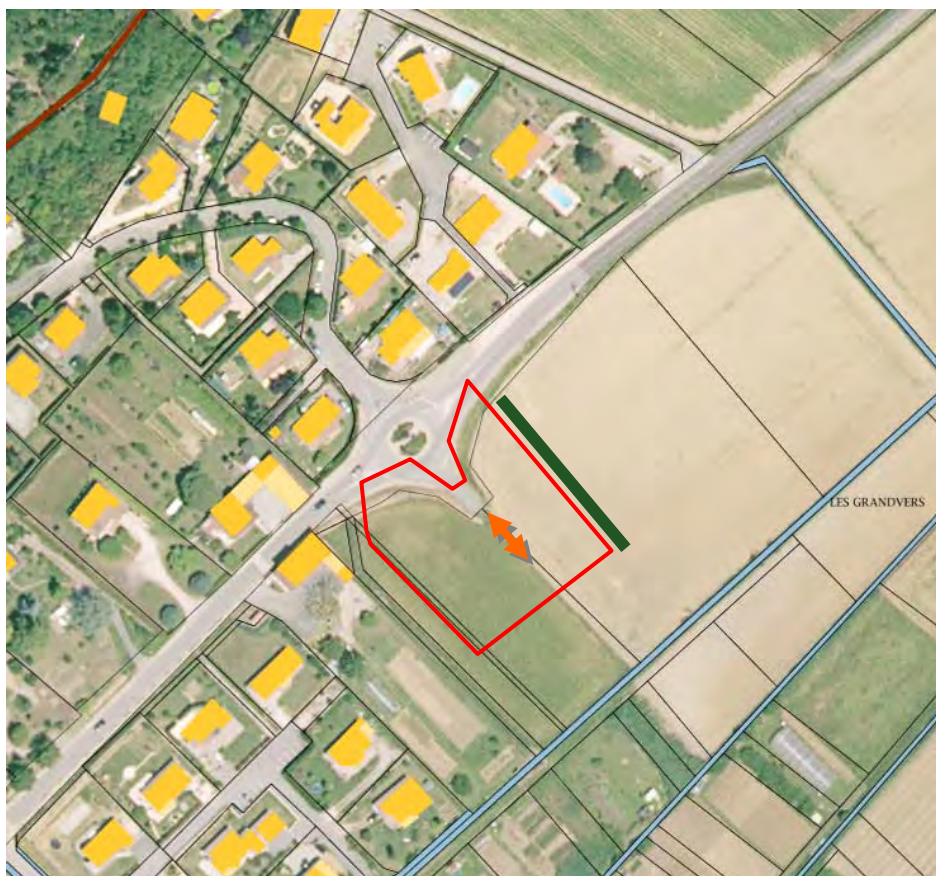
Conditions d'ouvertures à l'urbanisation : la zone AUa3 devra comprendre au moins 10 logements.

Schéma illustrant les principes d'aménagement :

voirie à créer



accompagnement paysager



Au total les zones AUa occupent environ 2,6 ha dont la totalité est libre pour la construction et y sont pressentis :

- en AUa1 : 20 logements,
- en AUa2 : 12 logements,
- en AUa3 : 10 logements.

2. LES ZONES SPECIALISEES

2.1. LA ZONE Ui

Cette zone correspond aux activités économiques situées à Cabaret Neuf, il s'agit d'une partie de la zone NAj du POS. Le périmètre a été réduite au sud afin d'exclure les deux habitations sans lien avec les activités.

La zone Ui occupe environ 3,8 ha sans potentiel disponible. La partie nord est fait l'objet d'une installation d'une entreprise de TP et la partie sud est utilisée pour du stockage. La zone ne dispose plus de foncier disponible.

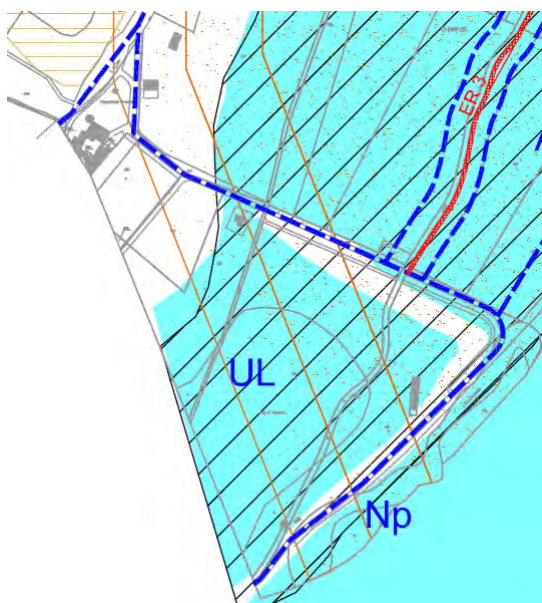


2.2. LA ZONE UL

Cette zone à vocation de loisir et touristique correspond au site du lac de (bâtiments administratifs, centre de de sports communaux).

La zone UL occupe environ 11 ha.

La zone est concernée par les risques technologiques.



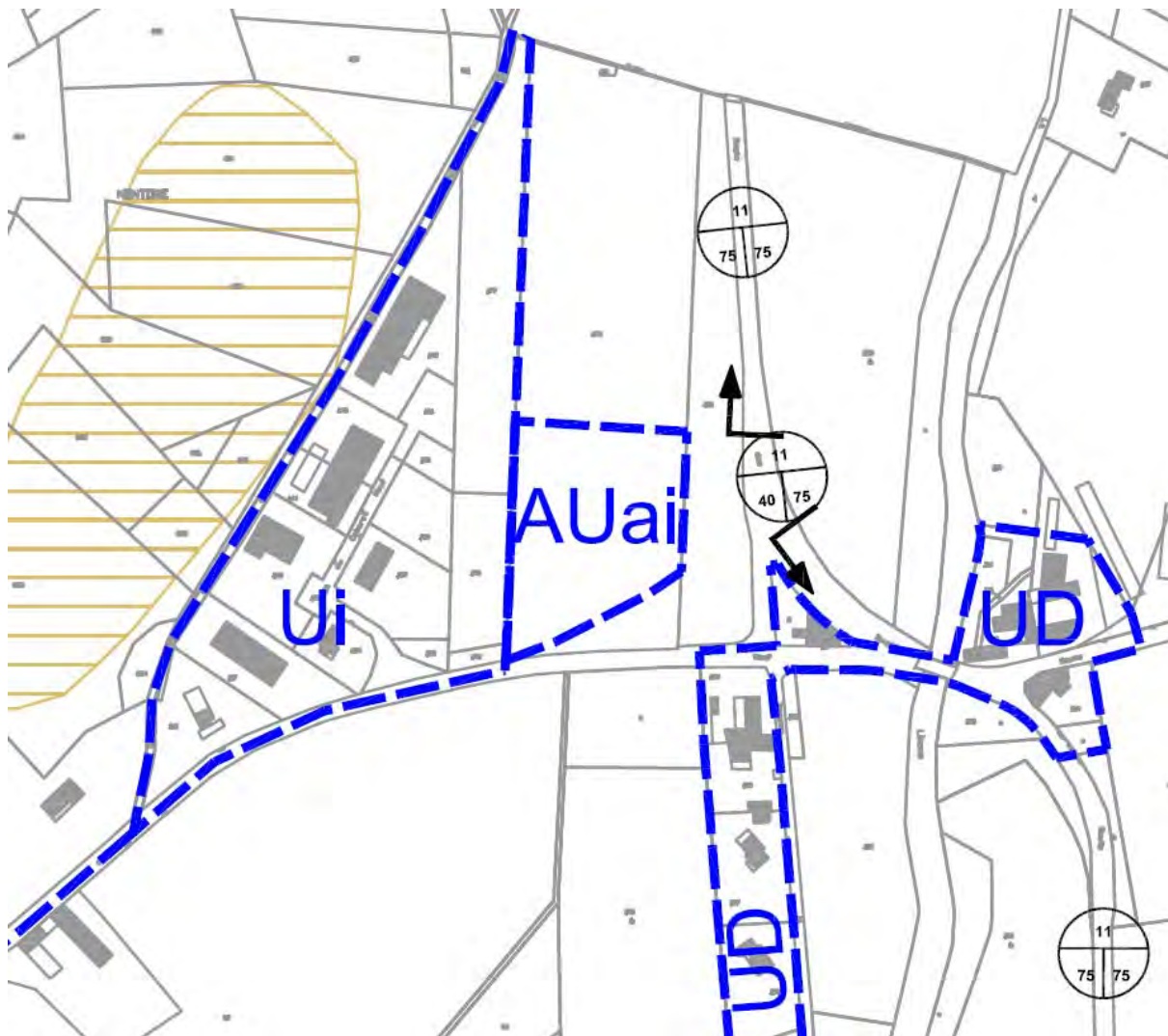
d'accueil
Champs
loisirs, terrains

d'inondation et

2.3. LA ZONE AUai

Cette zone correspond à l'extension de la zone d'activité de cabaret neuf. Il s'agit de répondre aux besoins réels sur ce carrefour stratégique. A l'échelle de l'intercommunalité un besoin a été recensé. La zone prévue de 1 ha permettra de répondre à ces besoins et sera aménagée par la Communauté d'agglomération.

Une étude loi Barnier a été réalisée, permettant ainsi définir un zonage, une OAP et un règlement permettant de justifier de la prise des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. Ces règles ont permis de réduire, au droit de ce quartier, le recul de 75 mètres à 40m.



3. LA ZONE AGRICOLE

Elle correspond aux espaces agricoles exploités de la commune et comprend l'ensemble des sièges d'exploitation et bâtiments agricoles (hormis ceux situés dans les zones U).

Dans la zone agricole, comme le prévoit le code de l'urbanisme, sont uniquement autorisées les constructions nécessaires à l'exploitation agricole et les constructions nécessaires aux services d'intérêt collectif.

Par rapport au POS, le tracé de la zone A a été :

- réduit pour l'extension de la zone d'activité de Cabaret neuf (1,3ha) et pour l'extension du village à l'entrée nord (1,1 ha en UD et AUa3).
- étendu sur la zone NB de Saint-Mury, sur une partie de la zone NAj du POS et sur 5 ha de zone NA en entrée de village.

Le règlement de la zone A permet pour les habitations dispersées dans l'espace agricole - en plus de leur réfection ou de leur aménagement- : leur extension limitée (jusqu'à 33% de la surface de plancher initiale, dans la limite de 250 m² après travaux) et l'adjonction d'annexe et piscine dans la limite de 40m² de surface de plancher et à condition d'être située aux abords de l'habitation.



La zone agricole du P.L.U. occupe 635 ha au total.




En outre sont repérées sur les documents graphiques du PLU, 16 anciennes dépendances agricoles présentant un intérêt patrimonial pour lesquelles sera autorisé le changement de destination. *Nota : les demandes d'autorisation d'urbanisme concernant ces changements de destination seront soumises à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.*


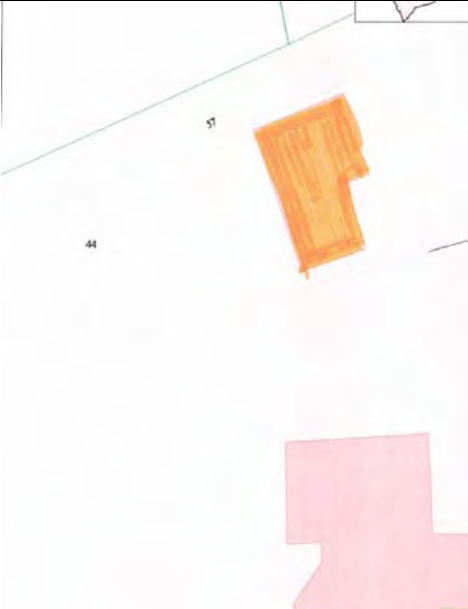
Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques de chaque site et la partie du bâtiment concernée sur le cadastre (surligné en orange).



CHANGEMENTS DE DESTINATION





N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
A	590 chemin de la Fayolle	A572	 <p>Bâtiment situé à gauche de la photo</p>		<p>Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole situé à proximité d'une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité des réseaux</p> <p>Superficie approximative : 110 m²</p>


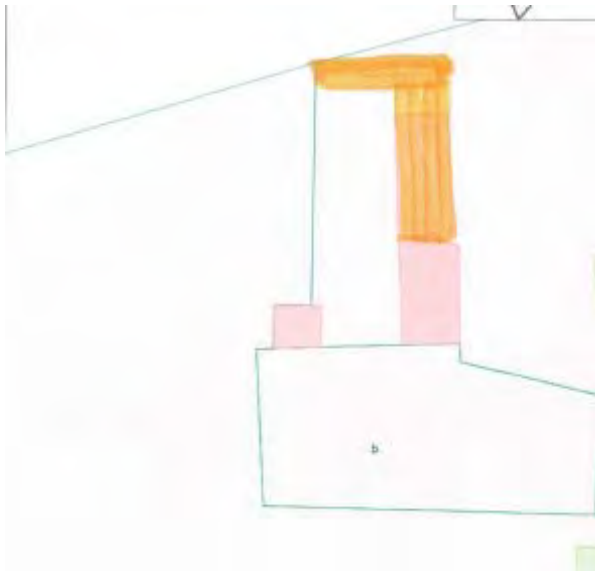
N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
B	840 route du Valerey	ZH 46	 <p>Bâtiment 1 (à droite de la photo – le long de la voirie)</p>  <p>Bâtiment 2</p>		<p>Il s'agit d'anciens bâtiments agricoles situés en continuité et à proximité d'une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité Présence des réseaux Superficie approximative : 1 : 100 m² 2 : 70 m²</p>

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
C	1110 route de Bathernay	ZH 44			<p>Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole</p> <p>Aucun siège agricole à proximité des réseaux</p> <p>Superficie approximative : 50 m²</p>



N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
D	555 chemin ddu Champ Guinot	ZI4	 <p>Bâtiment 1 situé à gauche de la photo (à l'arrière de l'habitation) Bâtiment 2 situé à droite de la photo</p>		<p>Il s'agit d'anciens bâtiments agricoles situés en continuité et à proximité d'une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité Présence des réseaux Superficie approximative : 1 : 100 m² 2 : 60 m²</p>

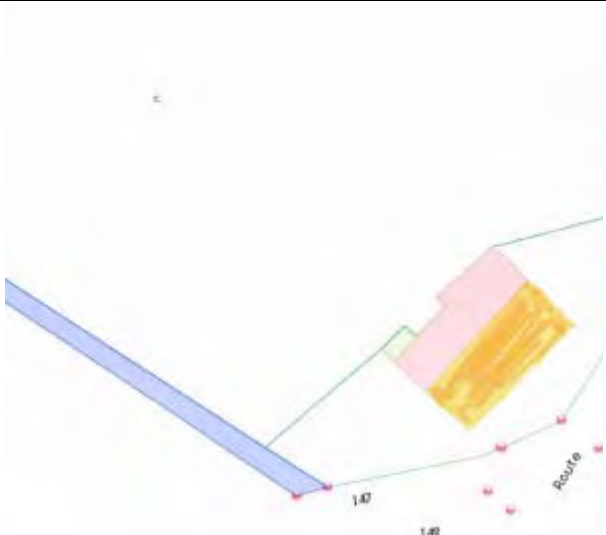

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
F	2780 route du Château				Ce bâtiment accolé à ce siège agricole n'est plus fonctionnel pour être utilisé

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
G	255 route de Montore	ZL 74			<p>Il s'agit d'anciens bâtiments agricoles situés en continuité et à proximité d'une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité Présence des réseaux Superficie approximative : 1 : 70 m² 2 : 90 m²</p>

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
H	Route de Crépol	ZA 43	<p>Bâtiment situé à gauche de la photo</p> 		<p>Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole situé en continuité d'une habitation</p> <p>Il s'agit d'un siège agricole néanmoins ces bâtiments ne sont plus adaptés à l'activité et ne sont plus utilisés</p> <p>Présence des réseaux</p> <p>Superficie approximative 140 m²</p>


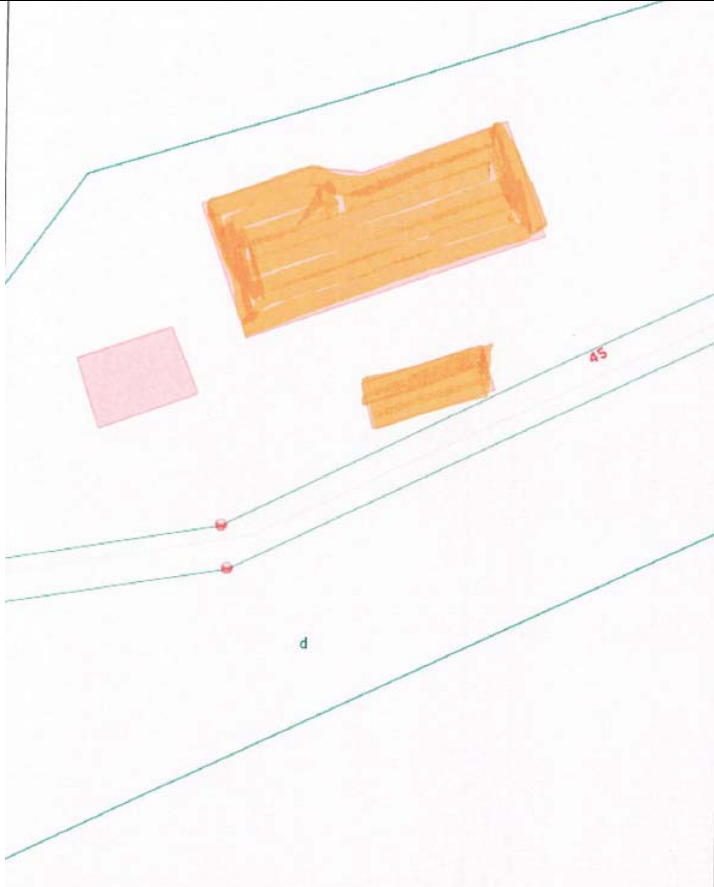
N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
I	995 route des Eglantiers	ZB 136			<p>Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole situé à proximité immédiate d'une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité immédiate Présence des réseaux Superficie approximative 250 m²</p>

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
J	490 chemin du Vieux Moulin	ZC 102			<p>Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole situé à proximité d'une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité immédiate Présence des réseaux Superficie approximative 175 m²</p>

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
K	Route des Eglantiers	ZC 255			Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole situé en continuité d'une habitation Aucun siège agricole à proximité immédiate Présence des réseaux Superficie approximative 125 m²
L	530 route de Cabaret Neuf	ZB 31			Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole situé en continuité d'une habitation Aucun siège agricole à proximité immédiate Présence des réseaux Superficie approximative 250 m²

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
					
M					<p>Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole accolé à une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité des réseaux</p> <p>Superficie approximative 100 m²</p>

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
					

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
N					<p>Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole accolé à une habitation</p> <p>Aucun siège agricole à proximité Présence des réseaux Superficie approximative 1 : 400 m² 2 : 60 m²</p>

N°	Lieu Dit	Ref Cad	Photos	Extrait cadastral LES BATIMENTS REPERES SONT SURLIGNES EN ORANGE	Commentaire surface
O					Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole accolé à une habitation Aucun siège agricole à proximité Présence des réseaux Superficie approximative : 30m²
P	Au sud de la Griotte	ZB154			Il s'agit d'un ancien bâtiment agricole accolé à une habitation Aucun siège agricole à proximité Présence des réseaux Superficie approximative : .

4. LES ZONES NATURELLES

La zone naturelle englobe le site Natura 2000, les zones humides, ZNIEFF, les corridors écologiques (Herbasse et Valet) ainsi que les pelouses sèches sur sable.

La zone N comprend des secteurs spécifiques correspondant :

- aux installations existantes du camping situé près du village : NL
- au site Natura 2000 et aux bords de l'Herbasse : strictement protégé : NP
- aux équipements sportifs : NS.

Dans le secteur NL, sont admis l'aménagement de terrain de camping.

Dans le secteur Ns, sont admis les aires de jeux et de sports ouvertes au public,

La zone naturelle du P.L.U. occupe 696 ha au total.

5. TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES ET DES CAPACITES DE CONSTRUCTION

	PLU	
	Surface totale (en ha)	Surface résiduelle (en ha)
Zone à vocation d'habitat		
UA	3,4	0
UD	24,5	1,0
AUa1, 2, 3	2,7	2,7
Total	30,6	3,7
Zone spécialisée		
UI	3,83	0
UL	11	0
AUai	1	1
Total	15,83	1
Zone Agricole	635	
Zone Naturelle	602	
Ns	4,2	
NL	1,1	
Np	88,26	
Total	1237	

Vocation principale d'habitat

Au PLU, les zones urbaines et à urbaniser maintenues ou ouvertes à l'urbanisation à vocation d'habitat concernent environ 2,6 ha pour un potentiel estimé de 42 logements.

Le potentiel de logements est estimé à :

- environ 2 logements dans le cadre de la mobilisation de la vacance (10 logements recensés en 2016) ;
- environ 6 logements pour les changements de destination (12 bâtiments repérés au plan de zonage) ;
- environ 4 logements dans le cadre de la densification des zones U de Crefsan et du village.

Soit au total environ 54 logements théoriquement et potentiellement réalisables à l'échelle du PLU.

Au POS les zones consacrées à l'habitat représentaient plus de 25 ha.

Vocation principale d'activité

Au PLU, l'extension de la zone urbaine à vocation d'activité concernent environ 1 ha : dimensionnement prévu pour répondre aux demandes recensées à l'échelle de l'intercommunalité sur ce secteur.

C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES LIMITANT L'UTILISATION DU SOL

Cette partie du rapport a pour objet d'exposer les raisons pour lesquelles la municipalité a entendu instituer des règles limitant le droit d'occuper ou d'utiliser le sol.

Certaines de ces règles découlent de la mise en place des objectifs du P.A.D.D. et des orientations d'aménagement, d'autres répondent à des objectifs d'intérêt général.

MOTIF	REGLE INSTITUTE
Protection des sites urbains et limitation des conflits Habitat / Activités.	Limitation de la destination des constructions dans les zones à vocation principale d'habitat : <ul style="list-style-type: none"> - interdiction des constructions à usage industriel - interdiction des constructions à usage agricole - interdiction des installations classées soumises à autorisation à l'exception de l'aménagement de celles existantes - interdiction du camping, du stationnement de caravanes, des carrières, des dépôts de véhicules, des garages collectifs de caravanes, des parcs d'attraction
Préserver les caractéristiques des sites urbains, favoriser l'intégration des futures constructions à leur environnement bâti ou non	<ul style="list-style-type: none"> - contraintes d'implantations des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives - contraintes de hauteur imposées aux constructions qui ont été fixées en fonction du tissu urbain ou des bâtiments existants et des perspectives à conserver. - prescriptions concernant les espaces verts et les abords des constructions - prescriptions concernant le stationnement
Favoriser le développement du tissu économique local en maintenant une zone réservée aux activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - interdiction des occupations du sol incompatibles avec les activités économiques - prescriptions concernant l'implantation des constructions, leur hauteur, l'aspect extérieur et l'aménagement des espaces libres
Permettre le développement du commerce, service au centre	- Favoriser les commerces et services dans le village
Prise en compte des risques naturels	- Prescriptions particulières à appliquer aux constructions dans les zones de risque repérées au plan de zonage
Protéger l'environnement et limiter les impacts des futures constructions.	<ul style="list-style-type: none"> - Obligation de raccordement au réseau collectif d'assainissement dans les zones constructibles, - Les eaux pluviales doivent en priorité être gérées sur la parcelle, par infiltration et/ou rétention. - Obligation en matière de création ou de maintien d'espaces verts. - Prescriptions concernant l'aspect extérieur des constructions.

Le document graphique du P.L.U. prévoit en outre des dispositions qui se superposent au zonage et dont les effets spécifiques se cumulent à l'application du règlement :

- **Emplacements réservés au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme :**

Les emplacements réservés pour la commune ont pour objectifs d'améliorer le cadre de vie et de répondre à un objectif d'intérêt général.

- Création de cheminements piétons – il s'agit de traduire l'objectif du PADD de faciliter les déplacements doux et les liaisons:
 - **ER 1 et 7** : ces réserves visent à permettre une liaison piétonne plus directe et sécurisée entre le village et les équipements sportifs ;
 - **ER 2** : pour une liaison piétonne et sécurisée entre la mairie – parc pour enfant et la place du Lavoir - équipements sportifs ;
 - **ER 3** : permettre une liaison entre le village et le lac de Champos. Ce tracé qui permet d'éviter la RD a un double intérêt :
 - faciliter l'accès au village pour les touristes séjournant au camping
 - faciliter l'accès au centre de loisirs situés aux bords du lac.
 - **ER 8** : assurer une liaison entre le sud du village (notamment la zone Aua2) et les équipements publics (école – mairie, ...)
- Aménagement de voirie :
 - **ER 5** : aménagement d'un carrefour existant qui sera plus fréquenté avec l'aménagement de la zone AUa1
 - **ER 9** : assurer un cheminement piéton entre le village et les équipements sportifs au sud
 - **ER 10** : élargissement de la rue du Château aux abords de la zone à urbaniser
 - **ER 12** : élargissement de la voie longeant le Château, il s'agit de sécuriser le croisement des véhicules
- Aménagement d'espaces publics :
 - **ER 4** : extension du cimetière
 - **ER 6** : répondre aux besoins en stationnement du centre ancien. Les poches de stationnement existants sont situées soit à proximité de la mairie, soit au sud. Un manque de stationnement est constaté à l'entrée nord du centre bourg.
 - **ER 11** : répondre aux besoins en stationnement sur ce quartier.
- **Prise en compte des risques et nuisances (article R.123.11 b) du Code de l'Urbanisme dans sa rédaction en vigueur le 31/12/2015) :**
- **Prise en compte du Plan de Prévention des Risques naturels (PPRN) approuvé le 1er août 2001 : inondations et mouvements de terrain.**
 - Aucune zone d'extension nouvelle n'est concernée par le risque d'inondation.
Seules les zones suivantes sont concernées par le risque inondation :
 - Zone UD de Cabaret neuf,
 - Zone UL du Lac de Champos.
 - Aucune zone d'extension nouvelle n'est concernée par le risque mouvement de terrain.
Seules les zones suivantes sont concernées par le risque mouvement de terrain.:
 - Partie ancienne des hameaux de Crefsant et de la Griotte
- **Prise en compte du risque technologique**
Les zones de danger des canalisations de gazoduc concernent : une partie du village, le hameau de Crefsant ainsi que la zone UL.

3^{ème} Partie

EVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

A. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU PARTI RETENU

1. PRESENTATION DU PROJET DE PLU

A travers le PADD, le PLU poursuit les objectifs suivants :

- Revitaliser le cœur de la commune par du logement attractif, en favorisant au sein de l'enveloppe urbaine du village la création de logements nouveaux dans les interstices, la remise sur le marché de logements vacants, l'implantation de commerces et services, et la reconversion d'anciens bâtiments agricoles en logements.
- Inventer de nouveaux concepts et avoir une stratégie d'implantation des activités économiques à partir du potentiel local : agriculture, élevage, circuits touristiques, artisanat...

Les objectifs du PLU se traduisent sur le territoire communal par de nouveaux secteurs d'extension de l'urbanisation dans les dents creuses du tissu urbain actuel ou dans sa continuité.

1.1. AMENAGEMENT - EQUIPEMENT - URBANISME - HABITAT

Poursuivre l'accueil de population en favorisant la diversification de l'offre de logements :

La croissance démographique qui est envisagée est de 1,3 % par an (croissance contenue comparée à celle observée entre 1999 et 2011, supérieure à 2%), soit une population totale atteignant 1100 habitants à l'horizon 2027. Cet objectif peut être atteint via la réalisation de 50 à 60 logements nouveaux en 12 ans, soit entre 4 à 5 logements par an en moyenne. L'offre de logements sera diversifiée afin de répondre aux besoins des différents ménages.

Conforter le développement de l'habitat au village :

Ainsi, le développement des quartiers excentrés du village sera stoppé, mais les quartiers existants pourront être densifiés (Griotte, Crefsan et Cabaret neuf).

La priorité d'utilisation des terrains est donnée aux 2 terrains disponibles dans l'enveloppe urbaine du village ainsi qu'au terrain situé en continuité immédiate des secteurs déjà urbanisés à l'entrée nord du village. Cet objectif passe également par la reconversion de bâtiments aujourd'hui abandonnés

Illustrations des orientations pour le village – OAP du PLU

Prévoir l'adaptation des équipements communaux (travaux d'extension de la STEP en cours de réalisation, poursuite d'aménagement d'espace public au centre village.).

Poursuivre l'aménagement des espaces publics (valorisation de l'espace autour du lavoir, esplanade au nord de la mairie)

10 logements

20 logements

1.2. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - COMMERCES - LOISIRS

Pérenniser et conforter les activités économiques du territoire et l'emploi local : agriculture, tourisme, commerce :

Cet objectif se traduit par la pérennisation des activités agricoles : limitation de la consommation de terres à bon potentiel agricole pour l'urbanisation, maintien des possibilités d'évolution des exploitations agricoles existantes, développement du commerce de produits agricoles (notamment en favorisant les circuits courts recherchés par les consommateurs)...

Revitaliser le cœur de la commune en favorisant l'accueil de commerces et de services de proximité, et développer la zone d'activités de Cabaret neuf en prévoyant une extension permettra également de favoriser l'emploi local.

Enfin, la pérennisation des activités liées au tourisme passe par le confortement de ces dernières : développement de l'hébergement touristique du type gîte rural et chambre d'hôtes en s'appuyant sur le patrimoine bâti existant, valorisation du Lac de Champos (installations existantes, développement de cheminements doux entre le village et le lac...), prise en compte du camping existant, développement du commerce de produits du terroir... La préservation des paysages participe également au développement du tourisme, et se traduit pas la valorisation des cours d'eau (vues, accès), l'intégration paysagère des aménagements sur les versants et le maintien des vues sur le château.

1.3. DEPLACEMENTS - TRANSPORTS - COMMUNICATIONS NUMERIQUES

Développer les modes doux

Plusieurs liaisons douces (piétons et cycles) sont prévues : entre la mairie et le lavoir, entre l'école et les équipements sportifs, entre les lotissements nord et les équipements sportifs, entre le village et le lac de Champos...

Prévoir des réserves pour l'aménagement de stationnements dans le village, pour répondre à la demande et pour favoriser la réhabilitation de logements vacants.

Fiabiliser et développer les communications numériques (développement progressif de l'accès au réseau très haut débit).

1.4. PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS, PRESERVATION OU REMISE EN BON ETAT DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Protéger les espaces naturels et agricoles et les continuités écologiques : l'Herbasse, le Valarey, la Limone, les zones humides et les ripisylves, le site Natura 2000. Tenir compte des enjeux de protection des pelouses sèches et des boisements, favoriser la conservation des espaces agricoles ouverts

Tenir compte des risques naturels (inondations, mouvements de terrain) et technologiques.

1.5. OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

Le PLU prévoit 3 actions répondant aux objectifs de limitation de consommation de l'espace :

- Viser une densité minimale de 15 logements à l'hectare en moyenne sur l'ensemble des zones à urbaniser (OAP pour chaque zone AUa)
- Privilégier l'urbanisation pour l'habitat dans les espaces compris dans l'enveloppe urbaine du village et en continuité
- Réduire les surfaces des zones d'urbanisation futures à celles nécessaires aux besoins en habitat.

2. JUSTIFICATION DU PARTI RETENU

2.1. JUSTIFICATION GLOBALE DU PROJET

L'augmentation du parc de logements contribuera au maintien de la population permanente, élément essentiel pour le dynamisme économique et social du territoire.

2.2. RATIONALISATION DE L'UTILISATION DE L'ESPACE

Le développement de l'urbanisation dans la continuité du tissu urbain et à l'intérieur des enclaves non urbanisées limite l'artificialisation des sols et la fragmentation des espaces naturels et agricoles.

Ces zones d'extension urbaine (AU) sont ainsi situées :

- dans une dent creuse de l'urbanisation au sein de l'enveloppe du village, au nord et en contre-haut du centre, Elle est à proximité immédiate du centre et elle est visible depuis la traversée du village, sur 13 800 m² environ ;
- dans une dent creuse de l'urbanisation au sein de l'enveloppe du village, au sud, sur une surface de 7 200 m² environ ;
- dans la continuité de l'habitat existant, en limite nord du village, sur 5 000 m² environ ;
- dans la continuité de la zone industrielle existante, au nord-est de la commune au niveau du carrefour des RD 538 et 67, sur 13 400 m² environ.

Le PLU prévoit donc 2,6 ha de zone AU à vocation d'habitat et 1,34 Ha de zone AU à vocation d'activité.

Le choix quant à localisation des zones urbaines et à urbaniser, des zones naturelles, et des zones agricoles s'est notamment appuyé sur les enjeux identifiés dans la phase de diagnostic et d'état initial de l'environnement.

Le projet de PLU a fait le choix de concentrer les zones AU au niveau du village et de stopper l'extension des quartiers excentrés.

2.3. RESEAUX

Les zones ouvertes à l'urbanisation sont prévues au village, en continuité du bâti existant, ainsi qu'au nord-ouest de la commune, en continuité de la zone industrielle existante. Ainsi, ces zones ouvertes à l'urbanisation bénéficient de la proximité de tous les réseaux existants sur la commune.

2.4. OPTIMISATION ET SECURISATION DES DEPLACEMENTS PIETONS

La disposition des zones d'urbanisation à proximité du centre bourg est cohérente avec la limitation des déplacements véhiculés à l'échelle de la commune.

Le développement des cheminements pour modes doux (piétons, cycles) favoriseront leur utilisation des secteurs résidentiels vers les équipements, services et commerces.

L'offre de stationnement sera réorganisée.

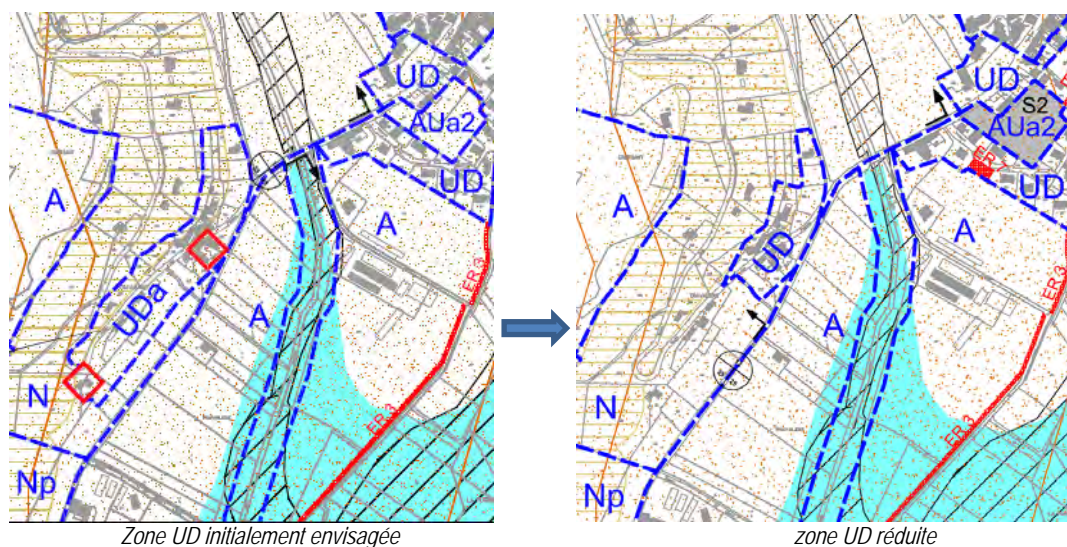
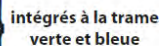
2.5. AMELIORATION DU CADRE DE VIE

La réorganisation des déplacements (développement des liaisons douces) et du stationnement permettra de limiter les nuisances induites par la circulation automobile (nuisances sonores, pollution atmosphérique).

2.6. PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE LA COMMUNE

Les secteurs d'aménagement évitent les secteurs à enjeux environnementaux forts et moyens de la commune, identifiés à l'état initial :

- Enjeux liés au milieu naturel : le site Natura 2000, les zones humides, ripisylves et corridors aquatiques, ainsi que les pelouses sèches identifiées dans l'inventaire départemental. Ces habitats sont classés en zones naturelles (N, Np) ou en zone agricole (A). Ainsi, le projet de PLU initialement envisagé a été modifié pour intégrer l'enjeu pelouse sèche au lieu—dit Crefsant : une zone urbaine située au droit d'une pelouse sèche inventoriée dans l'inventaire départemental a été réduite pour éviter cette pelouse sèche :



- Enjeux liés aux risques naturels (inondations, mouvements de terrain) et technologiques (canalisations : servitudes et zones de danger), à la protection des captages, à la protection des sites archéologiques. Ces zones sont majoritairement classées en zones naturelles (N) ou en zone agricole (A), sauf quelques zones urbanisées du village situées dans les zones de danger (pas d'inconstructibilité mais règles d'urbanisme).

B. INCIDENCE PREVISIBLE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

1. INCIDENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR LE MILIEU PHYSIQUE

1.1. SOLS

Le projet de PLU contribue à réduire l'expansion de l'imperméabilisation en diminuant significativement les surfaces urbanisables.

Ces dernières passent ainsi d'environ 26 ha à environ 5 ha entre le POS actuel et le projet de PLU, soit une diminution d'environ 21 ha des surfaces destinées à l'urbanisation. Ces 21 ha seront classés en espaces naturels et/ou agricoles.

Les objectifs de densification portés par la commune contribuent à limiter l'expansion de l'imperméabilisation des sols.

Les orientations portées par la commune ont une incidence positive sur les sols.

1.2. RESSOURCE EN EAU

Le projet de PLU prévoit le rejet des eaux pluviales vers le réseau collecteur s'il existe ; l'infiltration ou le rejet au réseau hydrographique dans le cas contraire.

Les eaux de toiture pourront être infiltrées directement, les eaux issues de surfaces de voiries ou de stationnement (susceptibles d'être contaminées) seront être traitées avant rejet ou infiltration, ce qui évitera toute atteinte à la qualité des eaux naturelles.

Le développement urbain envisagé engendrera une augmentation des besoins, et donc des prélèvements pour l'alimentation en eau potable. Les forages de Cabaret Neuf sont actuellement exploités à la moitié du débit autorisé, tel que définit dans l'arrêté préfectoral de 2013. L'étude volume prélevable du bassin de la Drôme des Collines montre que les prélèvements AEP sont négligeables devant les prélèvements agricoles en période d'étiage, et que les efforts doivent porter essentiellement sur ces derniers.

Le projet de PLU aura une incidence négligeable sur la ressource en eau.

1.3. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Le réseau hydrographique constitue l'exutoire principal des ruissellements acheminés gravitairement vers celui-ci ou interceptés par les réseaux pluviaux.

La réduction des surfaces dédiées à l'urbanisation portée par le projet de PLU contribue à limiter l'imperméabilisation. Cette orientation d'aménagement induit un impact positif en limitant les volumes ruisselés transférés vers le réseau hydrographique.

1.4. RISQUES D'INONDATION

Les secteurs à urbaniser sont orientés en dehors des zones concernées par les risques d'inondation, de remontée de nappe ou de débordement des cours d'eau, ainsi que les risques de glissement de terrain ou d'effondrement.

Les orientations d'aménagement retenues contribuent à la non-aggravation des risques naturels identifiés sur le territoire communal.

Dans les secteurs construits concernés par des risques et pouvant faire l'objet d'une réhabilitation, le PLU prévoit l'application des contraintes constructives mentionnées au PPRN permettant de limiter l'incidence sur les biens et les personnes.

Le PLU intègre à travers cette mesure la problématique de gestion des risques.

1.5. RESEAUX HUMIDES

1.5.1. Eau Potable

L'augmentation démographique envisagée sur la commune induit une augmentation des besoins en eau potable évaluée à 25 m³/j, selon les ratios de consommation actuels.

Selon l'évolution démographique envisagée sur la commune (+160 habitants à l'horizon 2027), le volume moyen journalier nécessaire à l'alimentation en eau potable est évalué à 155 m³ à l'horizon 2023 (considérant les ratios actuels observés).

Les forages de Cabaret Neuf ne sont utilisés qu'à 52% de leur capacité et la consommation sur la totalité du territoire du syndicat est en baisse depuis le début des années 2000.

Les capacités actuelles des réseaux sur la commune et de la ressource exploitée par le syndicat permettront de satisfaire les besoins associés aux développements envisagés sur la commune.

Les secteurs ouverts à l'urbanisation dans le cadre du projet de PLU s'implantent au sein de l'urbanisation existante où les réseaux de distribution sont bien développés, ainsi que dans la zone de Cabaret Neuf où les réseaux d'eaux usées sont en cours de réalisation.

1.5.2. Eaux usées

Suite aux travaux d'agrandissement réalisés en 2016 sur la station d'épuration intercommunale, la capacité de traitement a été portée à 2 500 équivalent-habitants (EH).

Selon l'AVP des travaux d'agrandissement de la station (Groupe Merlin réf 121232-126-AVP-ME-1-009), la population raccordée à la station de Champos est estimée à 1 821 EH en basse saison, et 2 921 EH en haute saison, à l'horizon 2040.

Notons que cette estimation se basait sur une croissance démographique de 2% par an sur la commune de Charmes, alors que le PADD du présent PLU envisage une croissance de 1,3% par an.

Les capacités de traitement de la station d'épuration sont adaptées au développement prévu par le PLU au minimum jusqu'à l'horizon 2025.

Les projets de réhabilitation localisés dans des secteurs gérés en assainissement non collectif devront se conformer aux préconisations du SPANC en ce qui concerne l'aménagement de leur système de traitement des eaux usées.

1.5.3. Eaux pluviales

Aucun schéma d'assainissement des eaux pluviales n'existe sur la commune.

Le présent projet de PLU, en orientant l'urbanisation future à proximité ou en continuité du tissu urbain existant, contribue à limiter les surfaces imperméabilisées et par conséquent la génération de ruissellements.

Les zones de développement de l'urbanisation doivent faire l'objet d'une gestion de leurs eaux pluviales (cf. chapitre mesures).

1.6. SYNTHÈSE DES IMPACTS

Effet	Type	Période d'application	Nature de l'impact sans mise en œuvre des mesures
Réduction de l'imperméabilisation des sols	Direct	Permanent	Positif
Infiltration des eaux pluviales issues des toitures	Direct	Permanent	Positif
Augmentation des besoins en eau potable	Direct	Permanent	Neutre (compatible avec les capacités de la ressource)
Augmentation des besoins en traitement des eaux usées	Direct	Permanent	Neutre (compatible avec les capacités de traitement de la STEP)
Réduction des volumes ruisselés transférés vers le réseau hydrographique	Direct	Permanent	Positif

2. INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR LE MILIEU HUMAIN

2.1. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse est traversée par deux canalisations de Transport de Matières Dangereuses (TMD) distantes de 5 mètres et de diamètre nominal DN 600 et DN 800.

L'inconstructibilité de 5 mètres de part et d'autre (servitude forte) et la bande de 10 mètres de part et d'autre devant rester accessible (servitude faible) sont respectées par le PLU.

Ces bandes sont reportées dans la carte des servitudes d'utilité publique (I3).

Les servitudes instituées par l'arrêté préfectoral du 29/11/2016 sont annexées au PLU.

2 zones AU sont concernées par ces servitudes :

- La zone AUa2 (OAP 3) est intégralement située dans la zone de servitude SUP1. Dans cette zone, la délivrance d'un permis de construire relatif à un ERP susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un IGH est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu un avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05/03/2014.

Cette prescription est respectée puisque la zone AUa2 a vocation à accueillir 12 logements répartis en logements collectifs de hauteur R+1 ou R+2, et logements groupés de hauteur R+1.

- La zone AUa1 (OAP 2) est partiellement située dans la zone de servitude. La même prescription que dans la zone précédente est applicable. Celle-ci est respectée puisque la zone AUa2 a vocation à accueillir 20 logements (dont une partie dans la zone de servitude et la partie Est est hors zone de danger) répartis en logements collectifs de hauteur maximale R+2, et logements individuels.

Le PLU respecte les contraintes liées aux canalisations TMD et n'a pas d'incidence notable sur les risques technologiques.

Présence sur la commune d'un site potentiellement pollué au lieu-dit Cabaret Neuf. Il s'agit d'une ancienne casse automobile de Monsieur Robert DUCLAUX.

2.2. DEPLACEMENTS

La mise en œuvre du PLU engendrera une densification de l'urbanisation, de l'ordre de 4 à 5 logements nouveaux par an (environ 50 à 60 logements pour 12 ans), permettant d'atteindre environ 1 100 habitants à l'horizon 2027, ce qui correspond à un niveau annuel de croissance d'environ 1,3 % en moyenne.

A terme, cette densification pourra induire une augmentation du nombre de déplacements sur la commune avec un trafic routier de l'ordre de 300 véhicules supplémentaires par jour sur les voiries du territoire communal, notamment pour les trajets domicile-travail.

Compte tenu de la localisation des futurs secteurs d'urbanisation, le trafic se dirigera en majorité sur la RD67.

Parallèlement, le PADD définit 2 orientations fortes qui pourraient permettre de réduire le trafic routier pour les petits déplacements quotidiens intra-communaux :

- Dynamiser le cœur du village en favorisant l'accueil de commerces et services de proximité
- Développer le réseau de liaisons douces (piétons et cycles) entre les différents quartiers d'habitations (actuels et futurs), les équipements publics administratifs, sportifs, d'enseignement et de loisirs.

2.3. ÉNERGIE

Sur la commune, le secteur de l'habitat est le secteur le plus consommateur d'énergie.

Pour atteindre l'objectif démographique fixé par la commune, le PLU doit prévoir la construction d'environ 50 à 60 nouveaux logements sur les 12 ans à venir.

Tous nouveaux bâtiments devront respecter la réglementation thermique en vigueur (article 15 du règlement des zones U et AU) qui est actuellement la RT2012.

Cette réglementation nécessite que chaque bâtiment ne consomme pas plus de 60 kWh_{EP} / m² / an, cette valeur étant contrôlée par une étude thermique.

L'urbanisation opérée à l'échelle de la commune impliquera une augmentation du nombre de déplacement et de logement. Ces transformations contribuent à accroître la demande énergétique et les émissions de gaz à effet de serre qui leur sont liées, mais de manière très limitée au regard des perspectives d'urbanisation, et dans des proportions qui ne sont toutefois pas de nature à influencer significativement sur le changement climatique.

2.4. QUALITE DE L'AIR

La mise en œuvre du PLU prévoit 50 à 60 nouveaux logements, ce qui pourra engendrer une hausse des déplacements estimée à environ 300 déplacements supplémentaires par jour, principalement sur la RD67.

Ces déplacements supplémentaires seront source de pollution supplémentaire mais ne modifieront pas significativement la qualité de l'air.

En outre, la limitation de l'étalement urbain et le développement d'un réseau de déplacements doux participeront à limiter les émissions de polluants et de gaz à effet de serre (vapeur d'eau (H₂O), dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), ozone (O₃), protoxyde d'azote (N₂O), gaz fluorés).

Le PLU intègre une réflexion concernant le trafic des poids lourds dans le village. Réduire la circulation des poids lourds dans le village aurait une incidence favorable sur la qualité de l'air.

2.5. AMBIANCE ACOUSTIQUE

La mise en œuvre du PLU prévoit 50 à 60 nouveaux logements, ce qui pourra engendrer une hausse des déplacements estimée à environ 300 déplacements supplémentaires par jour, principalement sur la RD67.

Ces déplacements supplémentaires seront source de bruit supplémentaire.

Toutefois, la hausse des niveaux sonores induite par ces déplacements supplémentaires n'est pas significative : elle ne modifiera pas le classement sonore des voiries et n'aura pas d'incidence notable sur l'ambiance acoustique à l'échelle du territoire communal.

De plus, le développement des modes doux et des commerces et services de proximité devrait réduire le trafic routier local et contrebalancer l'impact négatif déjà faible lié aux nouveaux logements.

Le PLU intègre une réflexion pour limiter les nuisances sonores dans la traversée du village, en particulier en ce qui concerne le trafic de poids lourds.

2.6. PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE

Les zones à urbaniser à vocation d'habitat sont situées dans les périmètres de protection des deux monuments historiques de la commune. Ces périmètres de protection de 500 mètres n'interdisent pas les nouveaux aménagements mais ceux-ci doivent être soumis à l'approbation du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) du département.

Bien qu'étant situées dans les périmètres de protection, les zones AUa ne sont pas à proximité immédiate des monuments historiques. De plus, la vue sur le Château a été prise en compte dans les OAP : les nouveaux logements n'excéderont pas la hauteur de R+2 et seront disposés de manière à ne pas bloquer les visions vers le château.

En outre, les zones à urbaniser ne sont pas situées dans les 6 entités archéologiques identifiées sur la commune.

La mise en œuvre du PLU n'a pas d'incidence notable sur le patrimoine culturel et archéologique.

3. IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT NATUREL

Les études préalables sur cette thématique ont permis de procéder à un choix quant aux sites et aux périmètres d'urbanisation, pour que le PLU ait le moins d'impact possible.

Les zonages AU retenus sont tous de petite surface et situés dans les dents creuses de l'urbanisation existante ou dans la continuité du bâti.

3.1. IMPACT SUR LA FLORE, LA FAUNE ET LES HABITATS

La mise en œuvre du PLU aura pour effet direct la destruction de certains habitats naturels au droit des projets d'urbanisation (zones AU, parcelles disponibles au sein des zones UD, emplacements réservés), ce qui entraîne une perte d'habitats pour la flore et une perte d'habitats de reproduction ou de nourrissage pour certaines espèces de faune.

Compte tenu des faibles surfaces à urbaniser (environ 5 Ha) comparées aux vastes surfaces de milieu naturel et agricole sur la commune (environ 1 265 Ha d'après Corine Land Cover), l'impact est globalement très faible à l'échelle communale : urbanisation d'environ 0,4 % des surfaces naturelles et agricoles.

L'impact peut être affiné à l'échelle des différents secteurs à urbaniser. Il reste négligeable pour la plupart des projets mais peut être significatif en cas de présence d'habitat remarquable (zone humide, pelouse sèche) ou d'habitat favorable à la faune patrimoniale (vieux bâtiments, vieux boisements...).

Les principaux enjeux sur les secteurs à urbaniser (AU, extension de la zone UD au nord-est du village, chemins, extension cimetière) sont :

- La présence de lambeaux de pelouses sèches dégradées (OAP 2, extension cimetière)
- La présence potentielle de zones humides (chemin lavoir-lotissement la Rivalière)

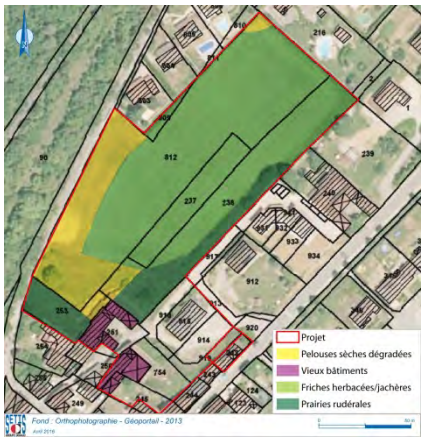

La commune (ainsi que les communes voisines) comporte de nombreuses pelouses sèches sur les coteaux, et une zone humide dans la plaine alluviale de l'Herbasse.

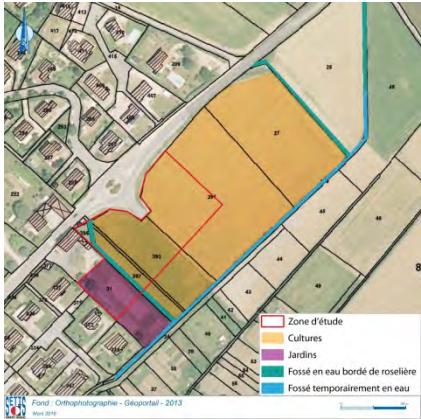

Les principales zones humides et pelouses sèches, identifiées à l'état initial, sont préservées par le PLU.

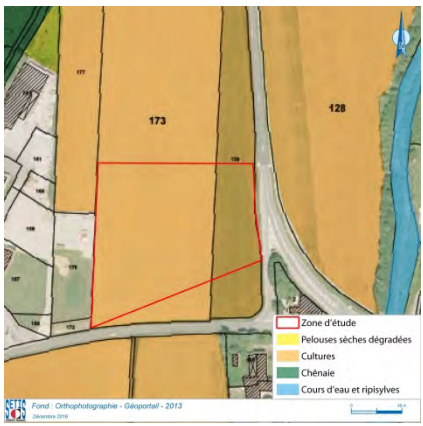

Celles présentes sur les secteurs à urbaniser sont de très petite surface et dégradées.


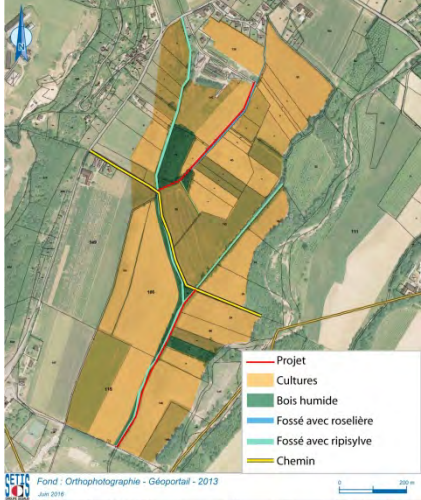
Pour mémoire, le SCOT préconise la protection des ripisylves et zones humides, l'inconstructibilité des berges sur 5 à 20 m, l'inconstructibilité des zones humides et l'inconstructibilité des pelouses sèches.



Tableau de synthèse des impacts et mesures sur les secteurs des projets définis par le PLU :



Localisation du site / Classement des parcelles	Habitats naturels	Intérêt écologique	Impacts	Mesures
<p>OAP 2 / AUa1, UD</p> 	<ul style="list-style-type: none"> - Friches herbacées - Lambeaux de pelouses sèches dégradées - Vieux bâtiments favorables à la faune (rapaces nocturnes, chiroptères, hirondelles) 	Pelouses sèches et vieux bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de petites pelouses sèches dégradées - Risque de mortalité et de perte d'habitat de la faune liée aux vieux bâtiments 	<p>Mesures de réduction : prise en compte des lambeaux de pelouses sèches et des espèces protégées liées aux vieux bâtiments dans l'aménagement.</p>
<p>OAP 3 / AUa2, UD</p> 	Prairie et friches herbacées, petit verger	Pas d'enjeu faune ou flore	Pas d'impact significatif	<p>Mesures de réduction : les opérations d'aménagement sur cette zone ne pourront être envisagées qu'après réalisation de quelques sondages pédologiques sur la partie basse de ce secteur afin de vérifier l'absence de zone humide, et le cas échéant d'établir un parti d'aménagement qui prenne en compte la sensibilité écologique du milieu afin de mettre en place les mesures qui s'imposeront éventuellement</p>



Localisation du site / Classement des parcelles	Habitats naturels	Intérêt écologique	Impacts	Mesures
<p>OAP 4 / AUa3</p> 	<p>Cultures</p>	<p>Pas d'enjeu faune ou flore</p>	<p>Pas d'impact significatif</p>	<p>Mesures de réduction : les opérations d'aménagement sur cette zone ne pourront être envisagées qu'après réalisation de quelques sondages pédologiques sur la partie basse de ce secteur afin de vérifier l'absence de zone humide, et le cas échéant d'établir un parti d'aménagement qui prenne en compte la sensibilité écologique du milieu afin de mettre en place les mesures qui s'imposeront éventuellement</p>
<p>extension zone UD nord-est village</p> 	<p>Cultures en situation de coteaux (domaine de la chênaie ou de la pelouse sèche, pas de potentialité zone humide).</p> <p>Présence d'invasives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ambrosie en bord de culture - Ailante et Robinier en lisière de chênaie et dans les pelouses sèches proches 	<p>Pas d'enjeu</p>	<p>Pas d'impact significatif</p>	

Localisation du site / Classement des parcelles	Habitats naturels	Intérêt écologique	Impacts	Mesures
<p>OAP 5 / AUai</p>  <p>Zone d'étude Pelouses sèches dégradées Cultures Chênaie Cours d'eau et ripisylves</p> <p>Fond : Orthophotographie - Géoportail - 2013 juin 2016</p>	<p>Cultures</p>	<p>Pas d'enjeu</p>	<p>Pas d'impact significatif</p>	
<p>ER1</p>  <p>Projet Culture Haie horticoles</p> <p>Fond : Orthophotographie - Géoportail - 2013 juin 2016</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Cultures - Fossé avec roselière 	<p>Fossé et roselière</p>	<p>Pas d'impact significatif</p>	<p>Mesure d'évitement : préserver la continuité du fossé et la roselière</p>

Localisation du site / Classement des parcelles	Habitats naturels	Intérêt écologique	Impacts	Mesures
ER2 	Jardin potager	Pas d'enjeu	Pas d'impact significatif	
ER3 	<ul style="list-style-type: none"> - Cultures - Chemins agricoles et bandes herbeuses 	Bois humides et roselières à proximité	Pas d'impact significatif	Mesure d'évitement : préserver les roselières et les boisements

Localisation du site / Classement des parcelles	Habitats naturels	Intérêt écologique	Impacts	Mesures
<p>ER4 (cimetière)</p>  <p>Zone d'étude Chênaie Pelouses sèches dégradées Prairies rudérales/friches herbacées</p> <p>Fond : Orthophotographie - Géoportail - 2013 Nov 2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Chênaie pubescente avec sujets âgés - Pelouse sèche à orchidée dégradée 	<ul style="list-style-type: none"> - Grands chênes favorables aux chauves souris et coléoptères patrimoniaux - Pelouse sèche à orchidées dégradée 	<p>Destruction de chênaie et de pelouse sèche</p>	<p>Mesure de réduction : prise en compte des enjeux habitats, flore et faune</p>
<p>ER5</p>  <p>Projet</p> <p>Fond : Orthophotographie - Géoportail - 2013 Jan 2015</p>	<p>Voories, bâtiment</p>	<p>Pas d'enjeu</p>	<p>Pas d'impact significatif</p>	

Localisation du site / Classement des parcelles	Habitats naturels	Intérêt écologique	Impacts	Mesures
ER6 	Jardins privés	Pas d'enjeu	Pas d'impact significatif	
chemin cantine-lavoir 	Jardins privés	Pas d'enjeu	Pas d'impact significatif	

Localisation du site / Classement des parcelles		Habitats naturels	Intérêt écologique	Impacts	Mesures
chemin lavoir-D121		Bords de route	Bois humide et roselière à proximité	Pas d'impact significatif	Mesures d'évitement : préserver les roselières et les boisements
chemin lavoir- lotissement La Rivalière		Ripisylve d'Aulnes et Frênes avec Peupliers et Carex	Ripisylve	Destruction de zone humide et défrichement de ripisylve	Mesure d'évitement : préserver au maximum le boisement humide ou prévoir des mesures compensatoires

3.2. IMPACT SUR LES CORRIDORS ECOLOGIQUES

Les corridors écologiques identifiés à l'état initial ne sont pas impactés par le projet de PLU.

Les continuités aquatiques représentées par les fossés de la plaine agricole ne devraient pas être perturbées par le projet de PLU (chemins essentiellement).

3.3. INCIDENCE SUR NATURA 2000

Un document de pré incidence sur Natura 2000 a été établi. Il conclut à l'absence d'impact significatif de la mise en œuvre du PLU sur les sites, habitats et espèces du réseau Natura 2000.

C. MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

1. MESURES CONCERNANT LE MILIEUX PHYSIQUE

1.1. RISQUES NATURELS

1.1.1. Mesures d'évitement

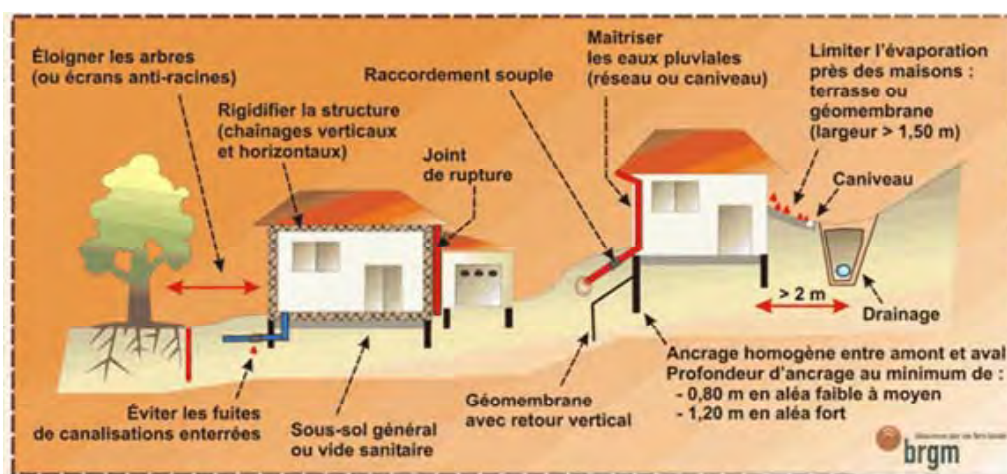
Le projet de PLU prend en compte les risques naturels en implantant les zones urbanisables en dehors des zones soumises aux risques identifiés au Plan de Prévention des Risques.

1.1.2. Mesures de réduction

Dans les zones définies par la carte de zonage réglementaire du risque, on appliquera les prescriptions destinées à assurer la sécurité des biens et des personnes.

Pour les constructions existantes pouvant faire l'objet d'agrandissement ou de réhabilitation, les préconisations suivantes seront prises en compte :

- Il sera laissée libre de toute nouvelle construction une distance de 20 m par rapport à l'axe de l'écoulement (et à défaut d'études hydrauliques particulières), dans les secteurs situés le long des axes d'écoulements tels que ravins, ruisseaux, talwegs afin de se prémunir des risques d'inondation ou d'érosion de berges.
- Dans les zones concernées par un risque de remontée de nappe, il conviendra de respecter certaines règles constructives, telles que : adapter les fondations, éviter les ouvrages enterrés tels que les sous-sols ou adopter les dispositions constructives permettant de se prémunir du risque d'immersion, éviter que l'eau ne remonte par capillarité dans les murs, etc...
- L'ensemble de la commune étant concernée par un risque sismique les constructions respecteront les prescriptions définies à travers la norme NF EN 1998 selon les préconisations détaillées dans l'arrêté du 22 octobre 2010.
- Dans les secteurs concernés par un aléa de retrait/gonflement des argiles, il conviendra d'adapter les fondations afin de se prémunir des tassements différentiels.



Précaution à mettre en œuvre pour palier l'aléa retrait/gonflement des argiles
BRGM

1.2. IMPERMEABILISATION DES SOLS ET GESTION DES RUISSELLEMENTS

1.2.1. Mesures d'évitement

Les objectifs de densification portés par la commune évitent le développement de l'imperméabilisation en réduisant les surfaces constructibles par rapport à celles définies dans le POS actuel, et en les planifiant à proximité des axes de desserte existants.

1.2.2. Mesures de réduction

Afin de réduire l'incidence de l'imperméabilisation liée aux zones à urbaniser, les projets nouveaux intégreront des dispositifs de gestion des eaux pluviales de manière à maîtriser les ruissellements et les débits.

Cette gestion s'effectuera par rétention des eaux puis rejet au réseau collecteur. En l'absence de réseau ou si le réseau est insuffisant, le dispositif de gestion des eaux pluviales pourra se faire par rétention, et rejet au réseau hydrographique, ou par infiltration dans le sous-sol. Les dispositifs seront adaptés à la nature du sol et aux surfaces imperméabilisées de l'opération. Dans le cas d'un rejet au réseau pluvial ou au réseau hydrographique, les débits de rejet seront limités au débit ruisselant à l'état naturel sur la parcelle.

Les lots privatifs devront gérer sur leur terrain la totalité de leurs eaux pluviales, y compris les eaux de toitures.

Afin de réduire la pollution des eaux avant infiltration, les eaux pluviales des aires de stationnement et des voiries devront être traitées avant infiltration, notamment par la mise en place de dispositifs alternatifs de type noues enherbées.

Un suivi et un entretien régulier du réseau pluvial communal contribueront à limiter la saturation et les débordements en temps de pluie.

La mise en place d'un réseau pluvial séparatif permettra d'éviter l'entrée d'eaux claires parasites dans le réseau d'assainissement.

2. MESURES EN FAVEUR DU MILIEU HUMAIN

2.1. DEPLACEMENTS

Le PADD définit 2 orientations fortes qui pourraient permettre de réduire le trafic routier pour les petits déplacements quotidiens intra-communaux :

- dynamiser le cœur du village en favorisant l'accueil de commerces et services de proximité ;
- développer le réseau de liaisons douces (piétons et cycles) entre les différents quartiers d'habitations (actuels et futurs), les équipements publics administratifs, sportifs, d'enseignement et de loisirs.

Parallèlement, le PLU prévoit des réserves pour l'aménagement de stationnement dans le village.

2.2. ÉNERGIE

La mise en œuvre du PLU prévoit l'ouverture de plusieurs secteurs à l'urbanisation, comportant de nouveaux bâtiments à vocation d'habitat principalement.

Les actions de réduction des impacts mises en place par le biais du PLU sont:

- l'application de la Réglementation Thermique en vigueur afin de lutter contre la déperdition énergétique de tous les nouveaux bâtiments,
- l'incitation des aménageurs dans le recours aux Énergies Renouvelables.

2.3. QUALITE DE L'AIR

La limitation du trafic routier induit par la faible urbanisation, la dynamisation du cœur du village et le développement de liaisons douces dans le PLU, additionnée à l'amélioration des caractéristiques techniques du parc automobile, réduira les émissions de polluants atmosphériques (dioxyde d'azote, particules...) liées aux trafics routiers.

Le PADD intègre également une réflexion sur le trafic des poids lourds dans le village, dans le but de réduire les nuisances (pollution, bruit).

2.4. AMBIANCE SONORE

Le PLU de Charmes sur l'Herbasse ne nécessite pas la mise en œuvre de mesures en faveur du bruit.

Il intègre toutefois une réflexion pour limiter les nuisances sonores dans la traversée du village, en particulier en ce qui concerne le trafic de poids lourds.

2.5. PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE

Les zones AU évitent les secteurs archéologiques et la proximité immédiate avec les Monuments historiques.

Le PLU prévoit la protection du patrimoine culturel du territoire et la prise en compte des vues sur le château, aucune mesure n'est donc à prévoir.

Les zones AUa incluses dans le périmètre de protection de 500 m autour des Monuments Historiques implique une consultation du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Drôme pour toute construction.

3. ENVIRONNEMENT NATUREL

3.1. MESURES D'ÉVITEMENT

L'analyse et la prise en compte du milieu naturel le plus en amont possible à la réalisation du PLU permet de réduire les impacts sur les habitats remarquables et de préserver les corridors écologiques.

Les zonages patrimoniaux et réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques terrestres et aquatiques, ainsi que les zones humides et pelouses sèches identifiées à l'état initial ont été préservés.

Les continuités hydrauliques, les bois humides et les roselières seront préservés lors de l'aménagement des cheminements piétons.

3.2. MESURES DE RÉDUCTION

Les limites parcellaires situées en contact avec les zones A ou N devront faire l'objet d'un traitement arboré et/ou paysager, destiné à assurer la transition paysagère entre ces espaces peu ou pas bâtis et les secteurs à vocation urbaine.

Pour les secteurs à urbaniser situés dans la plaine agricole, les potentialités zone humide seront prises en compte en amont : l'absence de zone humide devra être vérifiée au préalable pour les secteurs AUa 2 et AUa 3.

Les enjeux liés à la présence de pelouses sèches, chênaie et vieux bâtiments sont pris en compte pour le secteur AUa 1 et l'extension du cimetière.

La problématique espèces invasives sera prise en compte pour chaque aménagement.

3.3. MESURES COMPENSATOIRES

La mise en œuvre du PLU ne nécessite pas la mise en place de mesures compensatoires.

3.4. SITE NATURA 2000

Étant donné l'absence d'impact significatif du projet sur le site Natura 2000, aucune mesure n'est proposée.

D. COMPATIBILITE ET COHERENCE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES

1. COMPATIBILITE AVEC LE SCOT DU GRAND ROVALTAIN DROME-ARDECHE

Le projet de SCoT a été arrêté par le comité syndical le 15 septembre 2015.

Synthèse des orientations du SCoT...

- **Organisation du territoire** (équilibrer l'offre de logements, répartition des emplois, hiérarchiser l'offre commerciale, mobilité durable),
- **Ménager le territoire** (limiter la consommation de foncier agricole et naturel, maintenir, restaurer et compléter la trame verte et bleue, préserver la ressource en eau, limiter l'exposition des populations aux risques et nuisances, s'engager dans la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique),
- **Valoriser le patrimoine du territoire** (valoriser la diversité des paysages et du patrimoine, conforter les multiples fonctions de l'agriculture et des forêts, concevoir un autre urbanisme et rendre les centres plus séduisants),
- **Valoriser l'attractivité du territoire** (conforter l'accessibilité et la position de carrefour du Grand Rovaltain, amplifier le rayonnement du Grand Rovaltain par l'innovation, améliorer l'attractivité des parcs d'activités économiques, affirmer le territoire comme la principale porte d'entrée touristique Ardèche-Drôme).

...Et des principaux objectifs qui en découlent :

- Freiner l'étalement urbain en limitant l'artificialisation des terrains agricoles et naturels, conforter les villages en diversifiant l'offre de logements et en redynamisant l'économie
- Conforter et développer les transports en commun et les modes doux de déplacements
- Préserver et restaurer les corridors régionaux et supra-communaux, améliorer le franchissement de certains obstacles linéaires, renforcer les continuités végétales associées à la trame bleue (ripisylves), renaturer certains cours d'eau, aménager les ouvrages faisant obstacle à la circulation des espèces aquatiques

Le PLU de Charmes sur l'Herbasse est compatible avec le SCoT :

- Concernant les volets urbanisme, déplacement et énergie : le PLU limite la consommation d'espace en concentrant les zones AU dans les dents creuses du bourg et en privilégiant l'habitat collectif ou groupé, il encourage l'installation de commerces et services de proximité, il développe le réseau de liaisons douces (piétons, cycles), conformément aux orientations du SCoT.
- Le PLU prend en compte les risques naturels et technologiques pour l'implantation des zones AU, conformément aux orientations du SCoT
- Concernant les volets agricole, patrimoine, tourisme, paysage et milieu naturel, le PLU entend pérenniser l'activité agricole, encourager les circuits courts et les produits du terroir, et développer le tourisme. Il préserve les vues sur le château (monument historique), préserve et valorise les cours d'eau, les ripisylves, les zones humides, les corridors biologiques, protège le site Natura 2000, prend en compte les enjeux liés aux pelouses sèches et aux boisements et favorise la conservation des espaces naturels et agricoles, conformément aux orientations du SCoT.

2. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE

La commune de Charmes sur l'Herbasse appartient au sous bassin «Drôme des collines» du territoire « Isère aval et Drôme» du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé par arrêté préfectoral du 3 décembre 2015 pour la période 2016-2021.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée (2016-2021) fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin ainsi que les objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici à 2021. Il décrit neuf orientations fondamentales qui répondent aux objectifs environnementaux de préservation et de restauration de la qualité des milieux, de réduction des émissions de substances dangereuses, de maîtrise du risque d'inondation, de préservation des zones humides et de gouvernance de l'eau. Par ailleurs, le SDAGE 2016-2021 intègre une nouvelle orientation sur le changement climatique (orientation fondamentale n°0). Ces neuf orientations se déclinent elles-mêmes en dispositions dont les suivantes concernent tout particulièrement les enjeux « eau » sur la commune de Charmes-sur-l'Herbasse.

Dispositions	Objectifs
3-08	Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement Le développement démographique envisagé est compatible avec les ressources et les capacités de traitement.
4-09	Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique Les PLUs doivent en particulier : <ul style="list-style-type: none"> • intégrer l'objectif de non dégradation et la séquence ERC ; • limiter ou conditionner le développement de l'urbanisation dans les secteurs où l'atteinte du bon état des eaux est remise en cause, notamment du fait de rejets polluants ; • protéger les milieux aquatiques, les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable et les champs d'expansion des crues par l'application de zonages adaptés ; • s'appuyer sur des schémas "eau potable", "assainissement" et "pluvial" à jour.
5A-04	Eviter, réduire et compenser l'impact des surfaces imperméabilisées Le projet de PLU prévoit une réduction des surfaces urbanisables.
5B-01	Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation L'évolution démographique envisagée est compatible avec les capacités de traitements des eaux usées.
5E-01	Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable La collectivité doit identifier les zones de sauvegarde de son territoire.
5E-03	Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable Le zonage prévu par le PLU intègre les périmètres de protection des captages sur la commune.
6B-02	Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides Le PLU intègre la non dégradation des zones humides en orientant préférentiellement l'aménagement en dehors de ces espaces.
7-04	Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource Le développement démographique envisagé est compatible avec la ressource.
8-05	Limiter le ruissellement à la source Le projet de PLU prévoit une réduction des surfaces urbanisables et la mise en place de mesures de gestion des eaux pluviales.

Les orientations d'aménagement retenues à travers le projet de PLU sont compatibles avec les dispositions de gestion décrites dans le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée ; notamment, à travers la prise en compte des enjeux et sensibilités environnementales existantes au droit et en lien avec le territoire communal, et par une prospective de développement urbain et économique en adéquation avec les capacités d'alimentation en eau potable et d'assainissement du territoire.

Le PLU est compatible avec le SDAGE 2016-2021.

3. COMPATIBILITE AVEC LE PGRI RHONE MEDITERRANEE

La Directive Inondation 2007/60/CE vise à réduire les conséquences potentielles associées aux inondations dans **un objectif de compétitivité, d'attractivité et d'aménagement durable** des territoires exposés à l'inondation.

La Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) correspond à la transposition en droit français de cette directive européenne.

Elle poursuit 3 objectifs prioritaires :

- Augmenter la sécurité des personnes exposées ;
- Stabiliser à court terme, et réduire à moyen terme, le coût des dommages liés à l'inondation ;
- Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

Leur mise œuvre nécessite la mise en synergie des compétences exercées par les collectivités :

- La gestion des risques inondations (compétence GEMAPI) ;
- La gestion intégrée des milieux aquatiques (compétence GEMAPI) ;
- Les politiques d'aménagement du territoire.

Le Plan de Gestion des Risques Inondations (PGRI) constitue l'outil de mise en œuvre de la directive inondation à l'échelle des grands bassins hydrographiques français.

Le PGRI a pour vocation **d'encadrer et d'optimiser les outils actuels existants** (PPRI, PAPI, Plans grands fleuves, schéma directeur de la prévision des crues ...) et structurer la gestion des risques (prévention / protection / gestion de crise) à travers la définition :

- des objectifs et dispositions applicables à l'ensemble du bassin Rhône Méditerranée ;
- des objectifs pour l'élaboration des Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI).

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse est incluse dans le périmètre du PGRI Rhône Méditerranée 2016-2021, approuvé par le comité de bassin en date du 7 décembre 2015.

Les dispositions concernant le PLU communal sont présentées en suivant :

D.1-6 Éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque

D.2-1 Préserver les champs d'expansion des crues

Les secteurs ouverts à l'urbanisation s'implantent en dehors des champs d'expansion des crues.

D.2-4 Limiter le ruissellement à la source

Idem SDAGE 8-05.

D.3-5 Conforter les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS)

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse dispose d'un PCS approuvé le 21/11/2015.

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse n'est pas incluse dans le périmètre d'un Territoire à Risque d'Inondation Important.

Le PLU à travers les orientations d'aménagement qu'il prévoit est compatible avec le PGRI 2016-2021.

4. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse fait partie du périmètre du SAGE des Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence, qui s'étend sur 2018 km² et 140 communes réparties sur les départements de la Drôme et de l'Isère. Il vise à assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau souterraine sur le territoire. Cette ressource souterraine couvre un large territoire avec de forts enjeux agricoles et plusieurs zones urbaines d'importance telles que Valence et Romans-sur-Isère.

Ce SAGE, dont la CLE (Commission Locale de l'eau) a été créée en décembre 2013, est en cours d'élaboration. Sa structure porteuse est le Conseil Général de la Drôme. L'état des lieux ayant été validé par la CLE le 2 février 2016, le SAGE est entré dans la phase d'élaboration du diagnostic. Celui-ci consiste à confronter les informations de l'état des lieux pour identifier les principaux enjeux de gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques. Pour l'heure, les enjeux prioritaires identifiés sont les suivants :

- quantité :
 - maîtriser les forages domestiques ;
 - Identifier les ressources disponibles et le potentiel de ressources alternatives ;
- qualité :
 - prise en compte des sources de pollutions et répartition des actions entre usagers ;
 - pollutions d'origine agricoles.

Le projet de PLU est compatible avec les enjeux du SAGE.

5. CONTRAT DE RIVIERE DE L'HERBASSE

La commune de Charmes-sur-l'Herbasse fait partie du périmètre du contrat de rivière de l'Herbasse, signé en 2010, pour une durée de 6 ans. Son périmètre s'étend sur 195 km², et comprend 120 km de linéaire de cours d'eau sur 23 communes, réparties sur les départements de la Drôme et de l'Isère. Les rivières concernées sont l'Herbasse et ses affluents.

Ce contrat de rivière est porté par la Communauté de Communes du Pays de l'Herbasse. Plusieurs collectivités interviennent également notamment à travers le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Herbasse, créé en 1968, en charge de l'entretien des berges de l'Herbasse et de ses affluents ainsi que de la protection contre les crues.

Il couvre la quasi-totalité du bassin versant et constitue un acteur principal du contrat de rivière sur les enjeux « dégradation morphologique », « altération de la continuité biologique » et « risque inondation » notamment.

Les principaux enjeux du contrat de rivière de l'Herbasse sont :

- La pollution domestique et industrielle hors substances dangereuses ;
- La dégradation morphologique ;
- L'altération de la continuité biologique.

Ils sont déclinés dans un programme d'intervention multithématique dont les enjeux prioritaires sont :

- Le risque inondation ;
- La dégradation morphologique ;
- Le risque pour la santé ;
- La pollution agricole : azote, phosphore et matières organiques ;
- La pollution par les pesticides ;
- La pollution domestique et industrielle hors substances dangereuses ;
- L'altération de la continuité biologique ;
- La pollution par les pesticides ;
- La gestion locale à instaurer ou à développer.

Ce programme s'articule sur deux périodes entrecoupées d'un bilan à mi-parcours :

- de 2010 à 2012 : Engagement des actions les plus finalisées et réalisation d'études de faisabilités et/ou complémentaires.
- Bilan mi-parcours : bilan technique et financier sur les actions engagées en première période. Les actions supplémentaires à mettre en œuvre, identifiées lors de la première phase (étude de faisabilité), et les nouvelles actions sont traduites sous forme de fiches actions.
- de 2012 à 2016 : Actions à mener durant 4 ans. Les actions issues des études de faisabilités sont lancées, les actions supplémentaires détectées par le bilan mi-parcours sont engagées.

L'aménagement du territoire sur la commune de Charmes-sur-l'Herbasse intègre les enjeux du contrat de rivière de l'Herbasse.

6. SRCE RHONE-ALPES

Aucun axe de déplacement d'importance régional n'est identifié sur la commune par le SRCE.

Le SRCE propose le site des sables de Champos (site Natura 2000 et ZNIEFF de type I) ainsi que la ripisylve de l'Herbasse (ZNIEFF de type I) comme réservoirs de biodiversité. Le SRCE préconise, dans les réservoirs de biodiversité, de :

- limiter les impacts de l'étalement urbain, de l'artificialisation des sols et des infrastructures,
- préserver les conditions favorables à l'accomplissement des cycles de vie des espèces animales et végétales et aux dynamiques de population dans le contexte du changement climatique ;
- s'assurer de leur gestion conservatoire, tout en permettant le maintien d'une dynamique de milieux et d'une diversité d'espèces afin d'assurer un certain niveau de résilience.

Le SRCE précise que les collectivités locales, via leurs documents d'urbanisme et leurs projets d'aménagement :

- reconnaissent l'intérêt écologique des réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE ;
- affirment et garantissent, dans leur Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), la vocation des réservoirs de biodiversité à être préservés d'atteintes pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique (étalement urbain, artificialisation des sols...) ;
- garantissent cette vocation de préservation par l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques.

Les boisements de la commune sont recensés comme présentant une forte perméabilité forte vis-à-vis de la faune. Les recommandations données par le SRCE sont le maintien de ces espaces (naturels, agricoles, forestiers) et une gestion économe du foncier.

L'Herbasse est identifié comme cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la trame bleu à remettre en bon état.

Le principe retenu dans le SRCE est de préserver ce cours d'eau et les espaces de mobilité, notamment les berges de l'urbanisation, en définissant une bande non constructible, dont la largeur est adaptée en fonction du contexte local.

Le PLU de Charmes sur l'Herbasse inscrit dans son PADD la « *Protection des espaces agricoles, naturels et forestiers* » et la « *Préservation ou remise en bon état des continuités écologiques* », notamment la protection de l'Herbasse, du Vialarey, des zones humides et ripisylves, et du site Natura 2000. Il intègre la prise en compte des enjeux liés aux pelouses sèches et aux boisements.

Les zones à urbaniser représentent une faible surface et sont situées hors des zones à enjeux identifiées par le SRCE, au sein des dents creuses ou du prolongement de l'urbanisation du village. LE PADD affirme la limitation de l'étalement urbain, l'économie du foncier, et la préservation des espaces naturels et agricoles.

Les 2 réservoirs de biodiversité identifiés au SRCE sont classés en zone Np « zones naturelles – secteur strictement protégé » au PLU.

Le PLU de Charmes sur l'Herbasse est compatible avec le SRCE Rhône Alpes.

7. SRCAE RHONE-ALPES

Approuvé le 24 avril 2014, le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) Rhône-Alpes a pour principal objectif de diminuer de 20% les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), de réduire de 20% la consommation d'énergie et d'atteindre 20% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique à l'horizon 2020.

Pour répondre à ces objectifs, la commune de Charmes sur l'Herbasse s'engage dans son PADD à :

- lutter contre l'étalement urbain,
- limiter le trafic routier en développant le réseau de déplacements doux.

E. METHODOLOGIE

1. MILIEU PHYSIQUE

1.1. ÉTAT INITIAL

Climatologie

- Données station météorologique de Saint-Barthélemy-de-Vals (11 km à l'ouest de Charmes) entre 1980 et 2009, et d'Albon (17 km au nord-ouest de Charmes) entre 2002 et 2009.

Sols et sous-sol

- Carte géologique BRGM
- Etude de la nappe de la molasse du Bas-Dauphiné. Bilan des résultats et orientations de gestion, 2011, Idées Eaux, Université d'Avignon
- Etudes d'estimation des volumes prélevables globaux, sous bassin versant de la Drôme des collines, 2012, Artelia - MGX - n°1741411
- Arrêté inter-préfectoral n°2014-352-0005 et 2014-363-0021 : Classement en Zone de Répartition des Eaux du bassin versant de la Drôme des Collines et de sa nappe d'accompagnement

Hydrographie

- Banque de données HydroFrance – Débits des cours d'eau ;
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée, réseau national de bassin, Eau France, qualité des cours d'eau ;
- Études préalables du contrat de rivière Herbasse « Étude qualité des eaux superficielles »

Risques naturels

- Plan de Prévention des Risques naturels (PPRN) de la commune de Charmes sur l'Herbasse, approuvé le 1^{er} août 2001.
- Etude Diagnostic post-crue de l'évènement du 23 octobre 2013 sur l'Herbasse et ses affluents, Artelia, 2014, Réf : 8 41 0559

Eau potable

- Rapport annuel sur le prix de l'eau et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement, Syndicat Intercommunal des Eaux de l'Herbasse, 2012 ;
- Arrêté préfectoral 2013-259-0033 : DUP des forages de Cabaret neuf

Assainissement

- Diagnostic des systèmes d'assainissement des communes de Charmes sur l'Herbasse et Marges, 2011, Egis eau
- Mémoire technique d'AVP des travaux d'agrandissement de la station de Champos, Groupe Merlin, 2013, réf 121232-126-AVP-ME-1-009

1.2. IMPACT

Les impacts de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement physique ont été appréciés en fonction des caractéristiques des sols et de la nature des aménagements. Ses incidences ont été évaluées d'un point de vue qualitatif et quantitatif.

1.3. MESURES

Les mesures d'évitement et de réduction associées au projet de PLU sont préconisées en adéquation avec les sensibilités des milieux existants et le projet de développement de la commune.

2. MILIEU HUMAIN

2.1. ÉTAT INITIAL

Contexte réglementaire et urbanisme

- Données INSEE
- Plan d'Occupation des Sols de Charmes sur l'Herbasse
- Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Rovaltain.

Plans, programmes et schémas visés par la révision du PLU

- **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009,
- **Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE)** Rhône-Alpes arrêté le 18 juillet 2013,
- **Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE)** Rhône-Alpes approuvé le 17 avril 2014,
- **Schéma de Cohérence Territorial de la Boucle du Rovaltain** approuvé le 15 septembre 2015.

Énergie

- **Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE)** Rhône-Alpes approuvé le 17 avril 2014,
- **Schéma de Cohérence Territorial de la Boucle du Rovaltain** approuvé le 15 septembre 2015.

Ambiance sonore

- **Textes réglementaires**
 - Les articles L571-1 à L571-26 du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), reprenant la Loi n° 92.1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, prévoient la prise en compte des nuisances sonores aux abords des infrastructures de transports terrestres.
 - Les articles R571-44 à R571-52 du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), reprenant le Décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres, indiquent les prescriptions applicables aux voies nouvelles, aux modifications ou transformations significatives de voiries existantes.
 - L'arrêté du 5 mai 1995, modifié le 23 juillet 2013 relatif au bruit des infrastructures routières, précise les indicateurs de gêne à prendre en compte : niveaux LAeq(6 h - 22 h) pour la période diurne et LAeq(22 h - 6 h) pour la période nocturne. Il mentionne en outre les niveaux sonores maximaux admissibles suivant l'usage et la nature des locaux et le niveau de bruit existant.
 - La circulaire du 12 décembre 1997, relative à la prise en compte du bruit dans la construction des routes nouvelles ou l'aménagement de routes existantes du réseau national, complète les indications réglementaires et fournit des précisions techniques pour faciliter leur application.

- **Document de référence** : Classement sonore des voiries – Source Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie – Mars 2014.
- Détermination de l'ambiance sonore de la commune à partir d'éléments repérés sur le terrain et des données moyennes du trafic routier,

Qualité de l'air

- **Textes réglementaires**
 - la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie (LAURE), du 30 décembre 1996,
 - le décret 2002-213 du 15 février 2002, adaptation en droit français d'une directive européenne.
- **Documents de référence** :
 - **Schéma Régional Climat Air Énergie** (SRCAE) Rhône-Alpes approuvé le 17 avril 2014,
 - Le **Plan Particules national** présenté le 28 juillet 2010 en application de la loi Grenelle 1 du 3 août 2009.
- L'inventaire des populations et des équipements recevant du public est réalisé à partir des données communales.
- L'analyse des différents polluants de l'air et de leurs effets sur la santé a principalement été réalisée à partir d'études ponctuelles d'Air Rhône-Alpes :
 - Rapport d'activités Air Rhône-Alpes 2012,
 - Site internet d'Air Rhône-Alpes,
 - Cartes annuelles d'exposition de la pollution atmosphérique (dioxydes d'azote (NO₂), aux particules en suspension (PM₁₀) et à l'ozone (O₃)).

Approche patrimoniale et culturelle

- Consultation de l'Atlas du Patrimoine– source Ministère de la culture et de la communication.

Risques technologiques

- PAC révision du PLU de Charmes sur l'Herbasse, rapport de la DREAL sur les éléments à prendre en compte dans l'urbanisation de la commune, avril 2013.

2.2. IMPACTS

Les impacts de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement humain ont été évalués en vérifiant l'adéquation des éléments du PLU avec les caractéristiques du territoire (accessibilité, activités projetées, compatibilité des documents d'urbanisme...).

2.3. MESURES

Les mesures de réduction des nuisances de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement sont préconisées en adéquation avec les caractéristiques du milieu existant et le projet de développement de la commune.

3. MILIEU NATUREL

3.1. ETAT INITIAL

L'évaluation de la qualité du milieu repose sur les inventaires des milieux naturels remarquables recensés par la DREAL, les études sur les trames vertes et bleues (RERA, SRCE), les données du SCoT, et l'inventaire des pelouses sèches réalisé par le Département de la Drôme et CESAME Environnement

La connaissance du site résulte du parcours de l'ensemble de la commune le 17 juillet 2014, et d'une seconde visite de terrain sur les sites pressentis pour les aménagements le 8 décembre 2015. Ces passages ont consisté à décrire les caractéristiques des habitats présents et à repérer les éventuelles espèces patrimoniales sensibles ou protégées.

L'étude du milieu naturel a été conduite et rédigée par une écologue de SETIS, titulaire d'un master en écologie. Cette écologue conduit au sein de SETIS les volets « milieu naturel » et réalise des expertises « faune-flore » pour tous les types de projet d'aménagement, et plus spécialement les études urbaines. Elle est spécialisée en botanique, écologie végétale et caractérisation des milieux naturels, ainsi qu'en ornithologie, herpétologie, mammologie et entomologie (papillons rhopalocères, libellules, coléoptères saproxylophages).

3.2. IMPACT

Les impacts ont été estimés en fonction des caractéristiques du projet, de l'écologie et de la biologie des habitats et des espèces, et de l'expérience de chantiers similaires.

3.3. MESURES

Les mesures sont proposées en fonction des impacts, de l'écologie et la biologie des habitats et des espèces, et de l'expérience de chantiers similaires.

3^{ème} Partie

DOCUMENT D'INCIDENCE NATURA 2000

Rédigé par



PLU DE CHARME SUR L'HERBASSE (26)



DOCUMENT D'INCIDENCE NATURA 2000

SETIS
20, rue Paul Helbronner
38100 GRENOBLE



☎ 04 76 23 31 36
☎ 04 76 23 03 63
Réf: 189840001101

Décembre 2016

INTERVENANTS

Maitre d'ouvrage :

- **Commune de Charmes-sur-l'Herbasse**
Le village
26260 Charmes sur Herbasse
Téléphone : 04-75-45-64-51 Fax : 04-75-45-66-17
Email : mairie.de.charmes@orange.fr

Par :

- **SETIS**
20, Rue Paul Helbronner
38100 GRENOBLE
Tél : 04.76.23.31.36 Fax : 04.76.23.03.63
E-mail : setis.environnement@groupe-degaud.fr



Intervenants :

Mélissa COLLOMB :	Chef de Projet, Chargée d'études écologue,
Julien DOREL :	Chargé d'études Géographe, environnement humain,
Vincent VILLARD :	Chargé d'études hydrogéologue,
Florence KAKWATA MISONGO	Chargée d'études naturaliste,
Jacques REBAUDO :	Infographiste,
Stéphanie SCANNELLA :	Assistante.

Décembre 2016

SOMMAIRE

INCIDENCES DU PLU SUR LE SITE NATURA 2000	5
1. CONTEXTE	5
2. LE SITE NATURA 2000 ZSC N° FR 8201675 « SABLES DE L'HERBASSE ET DES BALMES DE L'ISÈRE »	6
2.1. Habitats d'intérêt communautaire	7
2.2. Espèces d'intérêt communautaire	7
2.3. Enjeux de conservation et de gestion	9
2.4. Habitats présents sur la commune	9
3. DESCRIPTION DU PLU	13
3.1. Principes d'urbanisation	13
3.2. Habitats et espèces Natura 2000 concernées par le PLU	13
4. INCIDENCE DU PLU SUR LES SITES, HABITATS ET ESPÈCES NATURA 2000	13
4.1. Effets directs	13
4.2. Effets indirects	13
5. CONCLUSION	15

INCIDENCES DU PLU SUR LE SITE NATURA 2000

1 . CONTEXTE

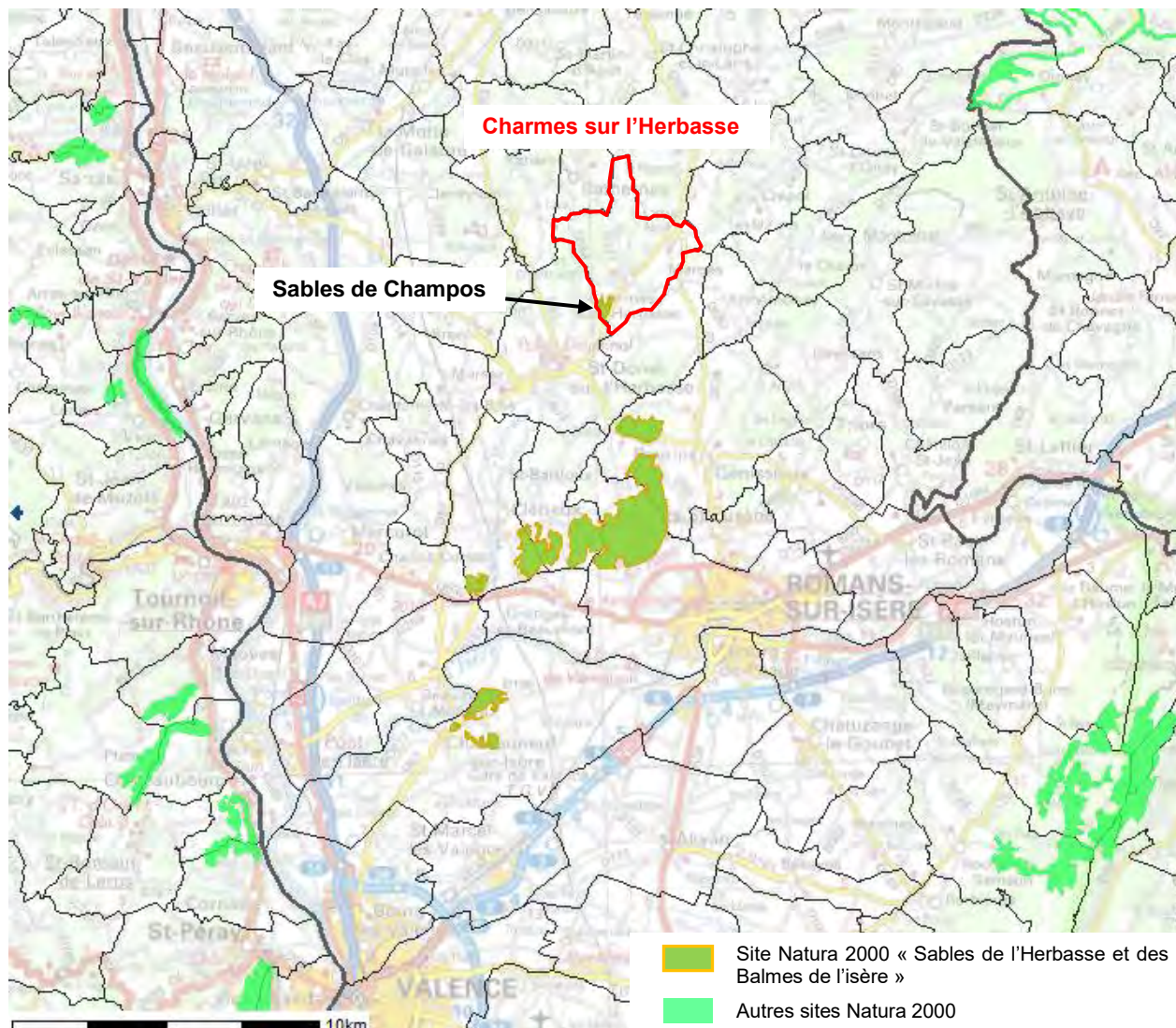
Entre le plateau forestier des Chambarans, la vallée du Rhône et le secteur de Valence, Charmes sur l'Herbasse se situe à cheval sur la vallée alluviale de l'Herbasse, d'affinité humide, et la Drôme des collines, région assise sur des molasses sableuses qui lui donnent un caractère plus sec.

La commune, d'une superficie totale de 1 284 ha, est dominée par un paysage rural agricole et naturel, peu urbanisé (données Corine Land Cover 2006) :

- espace agricole, constituant 66,7 % du territoire,
- espace naturel, essentiellement forestier : 30,7 %
- espace artificiel : 2,6 %

Charmes sur l'Herbasse est concerné par un site Natura 2000 : le ZSC n° FR 8201675 « Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère », qui couvre environ 1,5 % du territoire communal, au niveau des coteaux de Champos.

La commune réalise donc un document de pré-incidence Natura 2000 dans le cadre de la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).



Localisation du site Natura 2000 des Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère

2. LE SITE NATURA 2000 ZSC N° FR 8201675 « SABLES DE L'HERBASSE ET DES BALMES DE L'ISÈRE »

Ce site Natura 2000 de 1 067 Ha est composé d'un réseau de 6 massifs situés entre Charmes-sur-Herbasse et Chateaufort-sur-Isère, à des altitudes variant de 136 m à 326 m. Il présente des milieux rares tels que les pelouses pionnières, et accueille plusieurs espèces de chiroptères.

La description du site, des espèces et des habitats est basée sur les données fournies par :

- le formulaire standard de données (FSD) de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) (site internet du Muséum, informations officielles transmises par la France à la commission européenne, septembre 2015)
- le document d'objectif (DOCOB) réalisé en décembre 2004 par le CPIE Drôme des collines

2.1 . Habitats d'intérêt communautaire

Le site comporte 10 habitats d'intérêt communautaire, essentiellement des pelouses sèches, dont 2 habitats prioritaires:

Intitulé	Code Natura 2000	Statut	Superficie
Gazons nains à jonc des crapauds	3130	HC	0.5 ha
Landes à callune	4030	HC	0.6 ha
Peuplements de genévriers communs	5130	HC	0.6 ha
Pelouses pionnières des corniches de molasse	6110*	PR	4 ha
Pelouses pionnières des sables xériques	6120*	PR	4 ha
Pelouses xérophiles sur molasse	6210	HC	45 ha
Pelouses escarpées à sésuvie			
Pelouses mésophiles à brome dressé			
Lisières xéro-thermophiles à géranium sanguin			
Lisières humides à molinie	6410	HC	0.5 ha

HC : habitat communautaire

PR : habitat prioritaire

Habitats d'intérêt communautaire du site (source : DOCOB et FSD)

Le DOCOB signale un état de conservation globalement préoccupant pour ces habitats fragiles et menacés notamment par l'embroussaillage (dynamique de végétale naturelle), la prolifération des espèces invasives (Ailante) et la fréquentation par des engins motorisés.

2.2 . Espèces d'intérêt communautaire

Aucune espèce végétale d'intérêt communautaire n'est signalée sur le site Natura 2000. D'après le DOCOB et le FSD, la végétation inventoriée sur le site Natura 2000 comporte 5 espèces remarquables :

- l'Orcanette des sables (EN sur liste rouge nationale)
- l'Orchis punaise (protégée)
- la Bassie à fleurs laineuses (protégée)
- la Scabieuse cendrée (protégée)
- l'Epipactis à petites feuilles (protégée)

Le DOCOB vise 9 espèces animales remarquables :

Nom commun	Nom latin	Code Natura 2000	Statut Natura 2000
Chiroptères			
Vespertilion à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	1311	An II, An IV
Coléoptères			
Lucane cerf-volant	<i>Lucanus cervus</i>	1083	An II
Grand capricorne	<i>Cerambyx cerdo</i>	1088	An II, An IV
Oiseaux			
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>		OI
Grand duc d'Europe	<i>Bubo bubo</i>		OI
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>		OI
Guêpier d'Europe	<i>Merops apiaster</i>		Non communautaire
Reptiles			
Psammodrome d'Edwards	<i>Psammodromus edwardsianus</i>		Non communautaire
Papillons			
Marbré de Lusitanie	<i>Euchloe tagis</i>		Non communautaire

Légende : An II : Annexe II Directive Habitat
 An IV : Annexe II Directive Habitat
 OI : Annexe I Directive Oiseaux

Le FSD mentionne la présence sur le site de plusieurs autres espèces d'intérêt communautaire non signalées dans le DOCOB de 2004 :

Nom commun	Nom latin	Code Natura 2000	Statut Natura 2000
Chiroptères			
Petit Rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	1303	An II, An IV
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	1304	An II, An IV
Petit Murin	<i>Myotis blythii</i>	1307	An II, An IV
Barbastelle	<i>Barbastella barbastellus</i>	1308	An II, An IV
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i>	1310	An II, An IV
Murin de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>	1323	An II, An IV
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i>	1324	An II, An IV
Sérotine commune	<i>Eptesicus serotinus</i>		An IV
Vespère de Savi	<i>Hypsugo savii</i>		An IV
Murin de Brandt	<i>Myotis brandtii</i>		An IV
Murin de Daubenton	<i>Myotis daubentonii</i>		An IV
Murin à moustaches	<i>Myotis mystacinus</i>		An IV
Murin de Natterer	<i>Myotis nattereri</i>		An IV
Noctule de Leisler	<i>Nyctalus leisleri</i>		An IV
Noctule commune	<i>Nyctalus noctula</i>		An IV
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhlii</i>		An IV
Pipistrelle de Nathusius	<i>Pipistrellus nathusii</i>		An IV
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>		An IV
Pipistrelle pygmée	<i>Pipistrellus pygmaeus</i>		An IV
Oreillard roux	<i>Plecotus auritus</i>		An IV
Oreillard gris	<i>Plecotus austriacus</i>		An IV
Molosse de Cestoni	<i>Tadarida teniotis</i>		An IV
Sérotine bicolore	<i>Vespertilio murinus</i>		An IV
Reptiles			
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>		An IV
Amphibiens			
Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>	1166	An II, An IV
Alyte accoucheur	<i>Alytes obstetricans</i>		An IV
Crapaud calamite	<i>Bufo calamita</i>		An IV
Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>		An IV

2.3 . Enjeux de conservation et de gestion

Les principaux enjeux de conservation des habitats et espèces identifiés dans le DOCOB sont les suivants :

Habitats et espèces	Enjeux de conservation		➔ Mesures de gestion préconisées
	Conditions de maintien	Facteurs de dégradation	
Pelouses pionnières des corniches	Milieux ouverts (ensoleillement)	Installation de fourrés et d'arbres Colonisation d'espèces invasives	Surveillance de la dynamique de la végétation, notamment des espèces invasives – entretien léger Reconquête des milieux ouverts fortement embuissonnés – débroussaillage, coupes sélectives Gestion de la fréquentation sur les sites sensibles et dégradés Maintien et renforcement de la population de lapin de Garenne
Pelouses pionnières des sables xériques	Milieux ouverts (ensoleillement) Rôle de l'érosion naturelle et de la présence du lapin de Garenne	Erosion humaine due à la surfréquentation : surpiétinement, glissades, passages de véhicule motorisé	
Pelouses sèches		Dénaturation : fertilisation, engazonnement, plantations Utilisation de produits phytosanitaires	
Formations à genévrier	Mosaïque de pelouses	Fermeture des milieux	Maintien d'une mosaïque de pelouses
Lisières	Zones de transition entre pelouses et bois	Utilisation de produits phytosanitaires Destruction	Maintien d'une lisière naturelle entre bois et pelouses
Landes à callune	Milieux ouverts imbriqués aux milieux forestiers	Colonisation par des ligneux Fermeture des bois	Maintien de zones ouvertes par des coupes
Prairies à molinie			
Gazons nains à jonc des crapauds			
Lucane cerf-volant Grand capricorne	Présence de bois morts, et d'arbres vieux ou sénescents	Gestion forestière excluant la présence de bois morts et de vieux arbres	Maintien de bois morts, et d'arbres vieux ou sénescents

Tableau de synthèse des enjeux de conservation (source : DOCOB)

Les principaux objectifs de gestion sont le maintien des milieux préservés et la restauration des milieux dégradés, notamment via des débroussaillages et le contrôle de la fréquentation.

2.4 . Habitats présents sur la commune

Le territoire communal comporte plusieurs habitats d'intérêt communautaire :

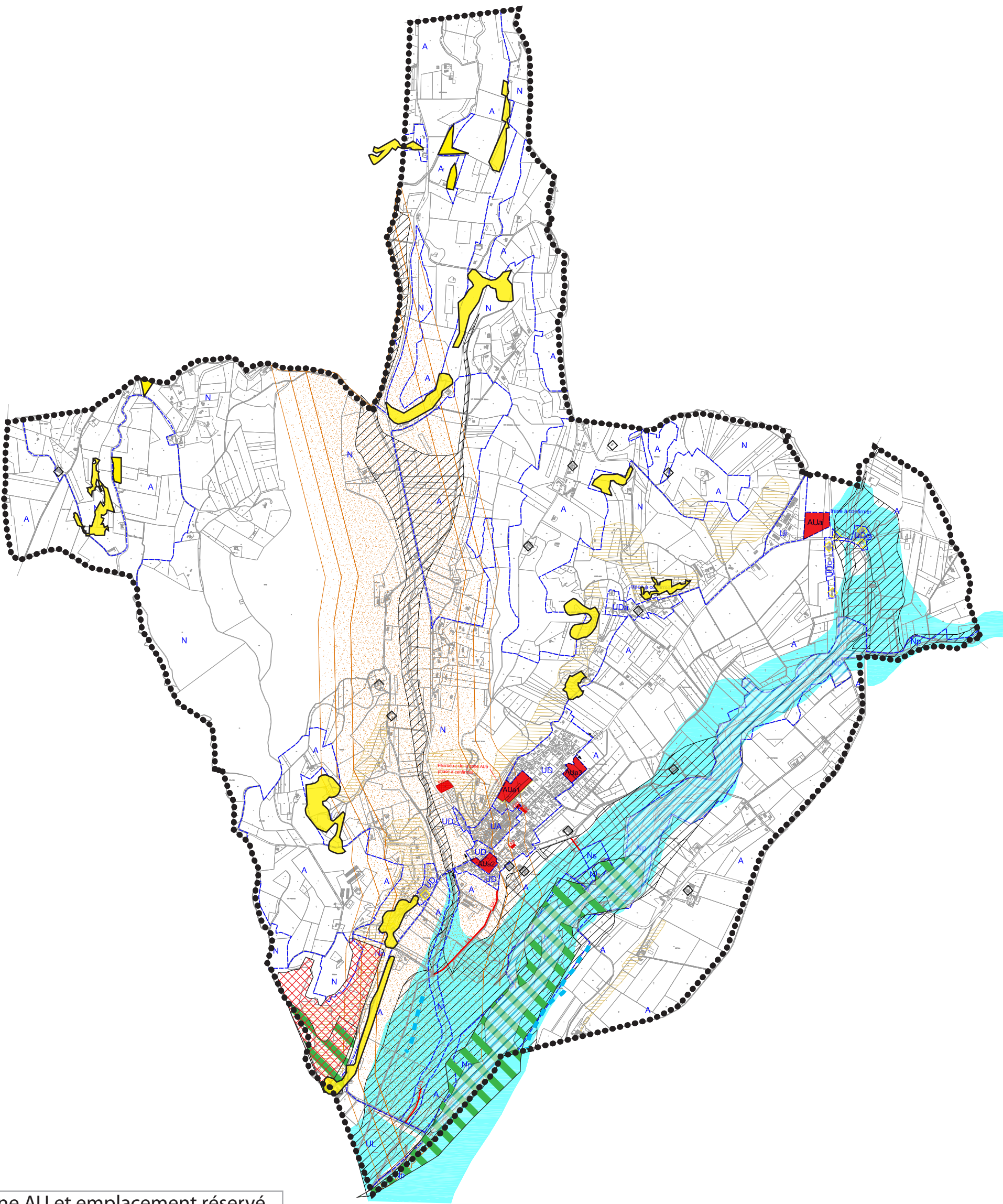
- Des ripisylves (Aulnaies-frênaies se rapprochant de l'habitat d'intérêt communautaire code 91E0) au niveau de l'Herbasse et des fossés de la plaine alluviale,
- Des pelouses sèches semi naturelles et facies d'embuissonnement sur calcaires (code 6210)






A noter que la plupart des pelouses sèches sur le territoire communal, y compris celle située au sein du site Natura 2000 (sables de Champos), sont dégradées et menacées de disparition par embroussaillage (défaut de gestion) et par la présence d'espèces invasives (Ailante et Robinier).

La présence d'Orcanette des sables est mentionnée dans le site des sables de Champos.



PLAN PROJET PLU



-  Zone AU et emplacement réservé
-  Zone Natura 2000
-  ZNIEFF de type 1
-  Zone humide
-  Pelouse sèche



3 . DESCRIPTION DU PLU

3.1 . Principes d'urbanisation

Le projet de PLU limite les zones d'urbanisation : celles-ci seront situées au voisinage direct des zones déjà urbanisées, ce qui limite les impacts du PLU sur l'environnement.

Les objectifs du PADD intègre les enjeux environnementaux mis en évidence au cours de l'état initial de l'environnement :

- lutter contre l'étalement urbain et limiter la consommation d'espace à bâtir pour ne pas dégrader l'environnement agricole et naturel,
- protéger les espaces agricoles pour pérenniser l'activité,
- protéger les espaces naturels remarquables : Herbasse, Vialarey, zones humides, ripisylves, site Natura 2000
- prendre en compte les enjeux de protection des pelouses sèches et boisements

3.2 . Habitats et espèces Natura 2000 concernées par le PLU

Les ripisylves sont préservées. Les seuls habitats d'intérêt communautaires présents sur les zones à urbaniser sont quelques lambeaux de pelouses sèches dégradées, et une petite surface de chênaie.

Les espèces d'intérêt communautaires connues sur le site Natura 2000 et potentiellement présentes sur les secteurs à urbaniser sont :

- les chauves souris dans les vieux bâtiments et dans la chênaie
- le Lucane cerf volant et le Grand capricorne dans la chênaie
- le Lézard des murailles, espèce très commune, ubiquiste et anthropophile.

4 . INCIDENCE DU PLU SUR LES SITES, HABITATS ET ESPÈCES NATURA 2000

4.1 . Effets directs

Aucun des secteurs à urbaniser ne se situe au sein du site Natura 2000.

Le projet de PLU ne possède donc aucun effet d'emprise sur le site Natura 2000.

4.2 . Effets indirects

D'une manière générale, des effets indirects peuvent être induits :

- par un risque de pollution des milieux naturels (sol, eau, air, espèces invasives) lié à la proximité des zones à urbaniser, ou au réseau hydrographique
- par l'altération des corridors écologiques permettant les déplacements faunistiques du site Natura 2000 aux habitats similaires d'autres secteurs

- par l'altération des habitats similaires d'autres secteurs pouvant faire disparaître une métapopulation d'espèce animale ou végétale, donc nuire aux échanges génétiques entre métapopulations du site Natura 2000 et d'autres secteurs, réduire les habitats de reproduction/nourrissage/repos de l'espèce voire réduire les effectifs de l'espèce.
- Par la destruction d'individus d'espèces présents sur les secteurs à urbaniser, pouvant réduire les effectifs des populations locales

Sur la commune :

- Les zones à urbaniser sont éloignées du site Natura 2000 et ne sont pas reliées par le réseau hydrographique, ni situées en amont direct du site : celles-ci ne pourront donc entraîner aucune pollution sur le site Natura 2000.
- Le projet de PLU n'est pas de nature à dégrader des continuités écologiques, les secteurs à urbaniser étant situés hors corridors identifiés, dans des zones défavorables aux déplacements de faune car situées à proximité des zones déjà construites. Par conséquent, les déplacements d'espèces d'intérêt communautaires (migrations, flux de gènes entre populations, colonisation de nouveaux milieux...) ne seront pas perturbés.
- Le projet de PLU impacte de petites surfaces de pelouses sèches (environ 0,36 Ha) au niveau de l'OAP 2 et de l'extension du cimetière. Ces pelouses sèches se rapprochent des habitats d'intérêt communautaire présents dans le site Natura 2000 des Sables de Champos. L'extension de cimetière risque également d'induire une perte d'habitat potentiel (environ 0,16 Ha de chênaie) pour plusieurs espèces d'intérêt communautaire connus sur le site Natura 2000 : Lucane cerf-volant, Grand Capricorne et chauves-souris. L'impact reste minime comparé aux surfaces d'habitats similaires restants sur la commune : environ 23 Ha de pelouses sèches recensées et plus de 350 Ha de boisements (incluant chênaie et boisements alluviaux).
- Concernant les espèces d'intérêt communautaire :
 - Le Léopard des neiges ne sera pas significativement impacté car cette espèce est très commune et abondante, et se plaît dans les zones construites.
 - Pour les chauves-souris, le risque de mortalité et la perte d'habitat induits par la réhabilitation des vieux bâtiments de l'OAP 2 et la destruction de 0,16 Ha de chênaie pour l'extension du cimetière sont minimes comparé aux vastes surfaces d'habitats préservés sur la commune, et ne sont donc pas de nature à remettre en cause l'état de conservation des populations locales. L'impact est d'autant plus modéré que la présence de ces espèces n'est pas avérée sur ces secteurs à urbaniser, seulement potentielle.
 - Pour le Lucane et le Grand capricorne, le risque de mortalité et la perte d'habitat induits par la destruction de 0,16 Ha de chênaie pour l'extension du cimetière sont minimes comparé aux vastes surfaces d'habitats préservés sur la commune, et ne sont donc pas de nature à remettre en cause l'état de conservation des populations locales. L'impact est d'autant plus modéré que la présence de ces espèces n'est pas avérée sur ces secteurs à urbaniser, seulement potentielle.

5 . CONCLUSION

La mise en œuvre du PLU de Charmes sur l'Herbasse ne présente pas d'incidence notable directe ou indirecte sur la conservation des sites, habitats et espèces Natura 2000. Aucune mesure n'est donc prévue dans le cadre du PLU.



Plan Local d'Urbanisme

Commune de
**CHARMES
SUR
L'HERBASSE**
(26260)

Prescription : 5 mars 2013

Arrêt : 20 décembre 2016

Approbation : 13 février 2018

1b. Annexe au Rapport de Présentation Etude Loi Barnier



10 rue Condorcet - 26100 Romans-sur Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Site : www.beaur.fr

5.13.136

Fév.
2018

CHARMES - SUR -
L'HERBASSE
Secteur
Cabaret - Neuf



➤ Etude d'aménagement

en vue de l'intégration au PLU de la
commune de Charmes-sur-l'Herbasse
de dispositions permettant de déroger
aux reculs imposés par l'article
L.111.1.4 du Code de l'Urbanisme



SOMMAIRE

1. LE CONTEXTE.....	1
• Le contexte légal	1
• Les motivations du projet d'extension de la zone d'activités de Cabaret-Neuf	2
• La situation géographique	2
• Les contraintes réglementaires	3
2. ETAT DES LIEUX	4
• Un secteur en pleine évolution	4
• Le contexte viaire	5
• Le contexte bâti	5
• Le contexte paysager	7
• La gestion des Eaux Pluviales	8
• Les perceptions extérieures sur le terrain	8
• Les perceptions intérieures depuis le terrain du futur quartier	11
3. LES ENJEUX PAYSAGERS ET URBAINS.....	13
• Déterminer les nouvelles marges de recul par rapport à la Route Départementale RD538	13
• Eviter la banalisation du paysage	13
• Permettre des activités dans ce carrefour stratégique	13
• Assurer une desserte sûre et aisée de la nouvelle Zone d'Activité	13
4. LE PROJET URBAIN.....	14
• La desserte du site	14
• Les marges de recul par rapport aux Routes Départementales	16
• Espaces communs et aménagements paysagés.....	18
• Formes urbaines et typologie de construction	18
• Cohérence du projet urbain.....	19
5. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES.....	21
• Plan de zonage	21
• OAP	22
• Règlement.....	22
• Rapport de Présentation	23

1. LE CONTEXTE

Le contexte légal

L'ancien article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme issu de la loi Barnier (article 52 de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement) a été recodifié à droit constant par l'ordonnance du 23 septembre 2015 aux articles L.111-6 à L.111-10 du code de l'urbanisme.

En application de cette loi, les espaces non urbanisés sont inconstructibles dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation(*). (art. L.111-6 du C.U.)

Cependant, « *Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues à l'article L.111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la **qualité architecturale**, ainsi que de la **qualité de l'urbanisme et des paysages**.* » Extrait art. L.111-8 du code de l'urbanisme.

L'objectif de cette loi est donc d'inciter les collectivités à engager une réflexion préalable et globale sur la qualité de l'urbanisation aux abords de ces voiries classées à grandes circulation.

Cette réflexion a pour objet de définir les conditions d'ouverture à l'urbanisation des espaces riverains des voies en proposant un « Projet Urbain » qui doit être justifié et motivé au regard des nuisances, de la sécurité et de la qualité urbaine, architecturale et paysagère.

Ce « Projet d'Aménagement » est alors traduit en règles architecturales, paysagères et d'urbanisme, transcrites dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Sur le territoire de CHARMES-SUR-L'HERBASSE, cette règle s'applique à la RD538, voie classée à grande circulation.

A l'entrée nord-est de la commune de CHARMES-SUR-L'HERBASSE, la zone inconstructible de 75 mètres de part et d'autre de la Route Départementale concerne une grande partie du terrain pressenti pour l'extension de la zone d'activités de Cabaret-Neuf.

L'objet du présent dossier est de proposer des règles pour l'extension de la Zone d'Activités de Cabaret-Neuf qui soient justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. Ces règles permettront de réduire, au droit de ce quartier, le recul de 75 mètres qui s'applique aujourd'hui.

(*) Exceptions : constructions ou installations nécessaires aux infrastructures routières,
Services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
Bâtiments d'exploitation agricole,
Réseaux d'intérêt public.

❖ Les motivations du projet d'extension de la zone d'activités de Cabaret-Neuf

La présente étude est réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLU de CHARMES-SUR-L'HERBASSE.

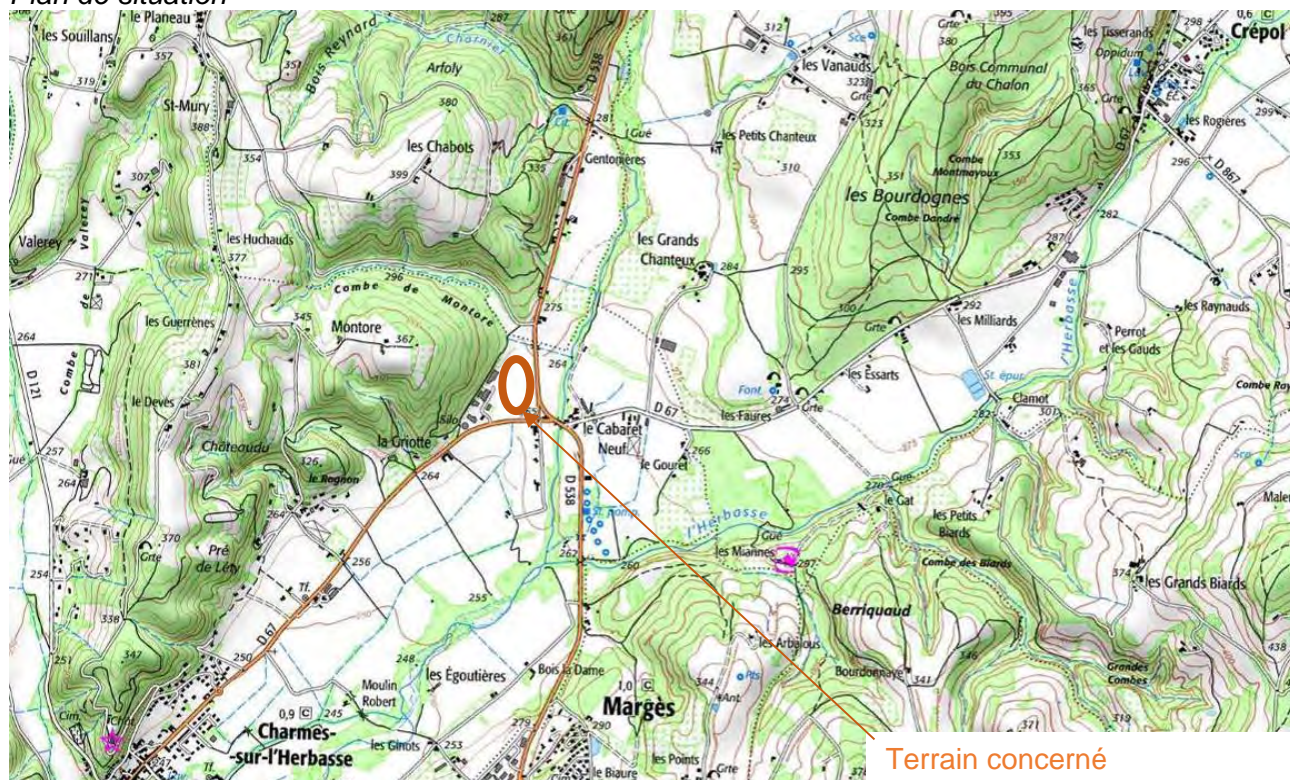
La municipalité souhaite développer, sur une surface réduite de 1 ha, la Zone d'Activité existante classée en zone Ui située dans un secteur stratégique à l'entrée de la commune, dans un carrefour routier majeur entre la RD67 et la RD538 récemment réaménagé et valorisé.

En effet, la Zone d'Activité existante classée en zone Ui ne dispose plus de potentiel disponible et la commune, qui ne compte aucun commerce en centre village, souhaite pouvoir offrir des possibilités de développement économique en utilisant cette opportunité de vitrine en bordure de la RD538, comme pour les 2 commerces existants au sud-est du carrefour.

Ce projet fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation qui tient compte de l'ensemble des réflexions urbaine, paysagère et architecturale de la présente étude.

❖ La situation géographique

Plan de situation



Le secteur étudié se situe à un carrefour d'échanges important entre les communes de CHARMES-SUR-L'HERBASSE, CREPOL et MARGES, dans la vallée agricole de l'Herbasse.

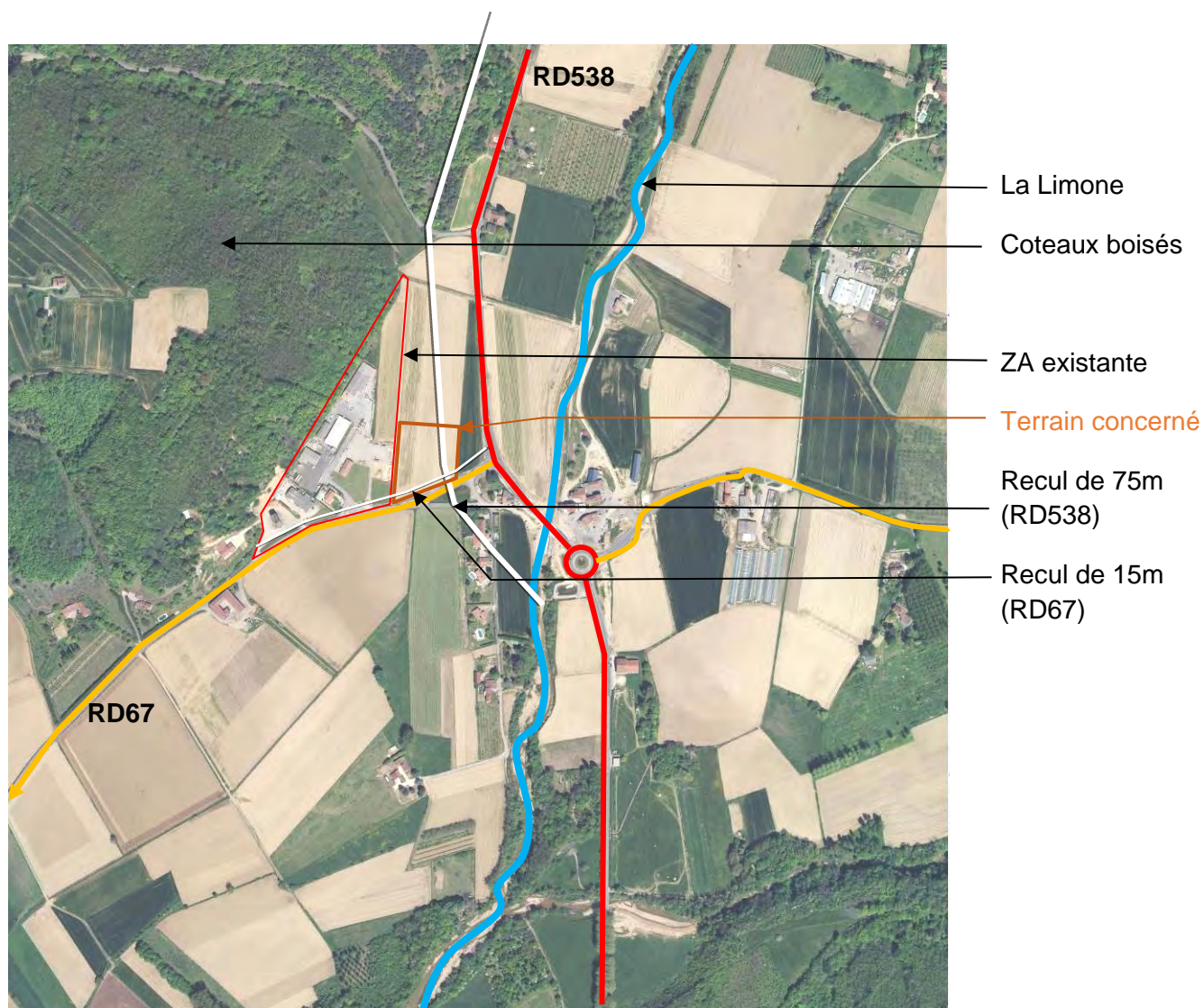
Il est bordé :

- A l'est, par la RD538 (voie classée à grande circulation) et par une parcelle agricole qui confère au secteur un recul paysager par rapport à la RD538.
- A l'ouest, par un coteau boisé, un chemin communal et la Zone d'Activité existante aménagée au pied du coteau
- Au sud, par la RD67
- Au nord, par des terrains agricoles puis un ruisseau qui se rejette dans la Limone

Le secteur destiné à l'extension de la ZA actuelle s'étend sur une surface de 10 000m².

Il est actuellement occupé des cultures agricoles.

Quasiment plat, il est en légère pente du nord-est vers le sud-ouest.



Les contraintes réglementaires

Actuellement, la commune est soumise au Règlement National d'Urbanisme.

La présente étude fait partie de l'élaboration du PLU de CHARMES-SUR-L'HERBASSE. Il classe le secteur en zone AUai.

Le secteur n'est pas soumis aux risques d'inondation.

Il existe une marge de recul par rapport à la RD67. Elle est de 25m pour les bâtiments d'habitation et de 15m pour les autres bâtiments.

2. ETAT DES LIEUX

Un secteur en pleine évolution

Le secteur objet de l'étude constitue la partie sud d'une parcelle agricole qui se réduit au fur et à mesure de l'aménagement du secteur.

La parcelle agricole en lanière qui le sépare de la RD538 a elle aussi connu une réduction récente au sud.

2000



2008

1^{ère} extension de la Zone d'Activité



2016-2017

2^{ème} extension de la Zone d'Activité
(Permis de Construire déposé)
Remaniement du carrefour



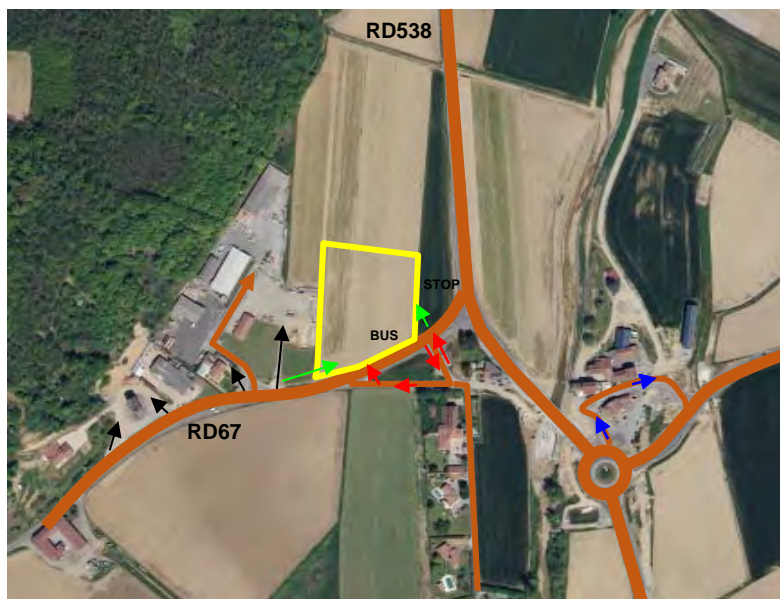
Le contexte viaire

Le récent remaniement du carrefour de Cabaret-Neuf a occasionné de nombreuses modifications dans le quartier :

- ➔ Les maisons individuelles situées au sud du terrain objet de l'étude sont desservies par une nouvelle voie qui dessert aussi un espace de collecte des déchets. Cet espace bénéficie d'une sortie sur la RD67.
- ➔ Les commerces de l'est de Cabaret-Neuf sont dégagés des flux de la RD67, desservis par une voie à sens unique et assortis de places de stationnement

Au carrefour entre la RD538 et la partie ouest de la RD67 situé à l'angle sud-est du terrain, la circulation est régulée par un STOP. La Zone d'Activité existante est desservie par la RD67. Elle comporte une voirie interne en impasse.

- ➔ Aux alentours, 4 propriétés sont directement branchées sur la RD67.
 - ➔ 2 accès aux parcelles agricoles existent aussi depuis la RD67.
- Un arrêt de bus est aménagé en bordure sud du terrain.



Le contexte bâti

La Zone d'Activité existante comporte des hangars, des zones de stockage, mais aussi du logement. Ses clôtures sont caractérisées par une grande disparité : grillage, murs béton et/ou haie. Ses espaces communs viennent d'être réaménagés.



Le secteur rural de Cabaret-Neuf est aussi marqué par la présence de bâtiments massifs en R+1 et R+2 : fermes, hangars agricoles, commerces..., et de maisons individuelles en RdC.



Le contexte paysager

Le paysage du secteur est un paysage ouvert de plaine agricole, limité par les coteaux boisés, ponctué par des bosquets d'arbres accompagnant les quelques fermes et par les ripisylves de la Limone et de l'Herbasse. Les travaux récents aux abords de la Limone ont comporté des plantations d'arbres sur sa rive droite afin de reconstituer la ripisylve.

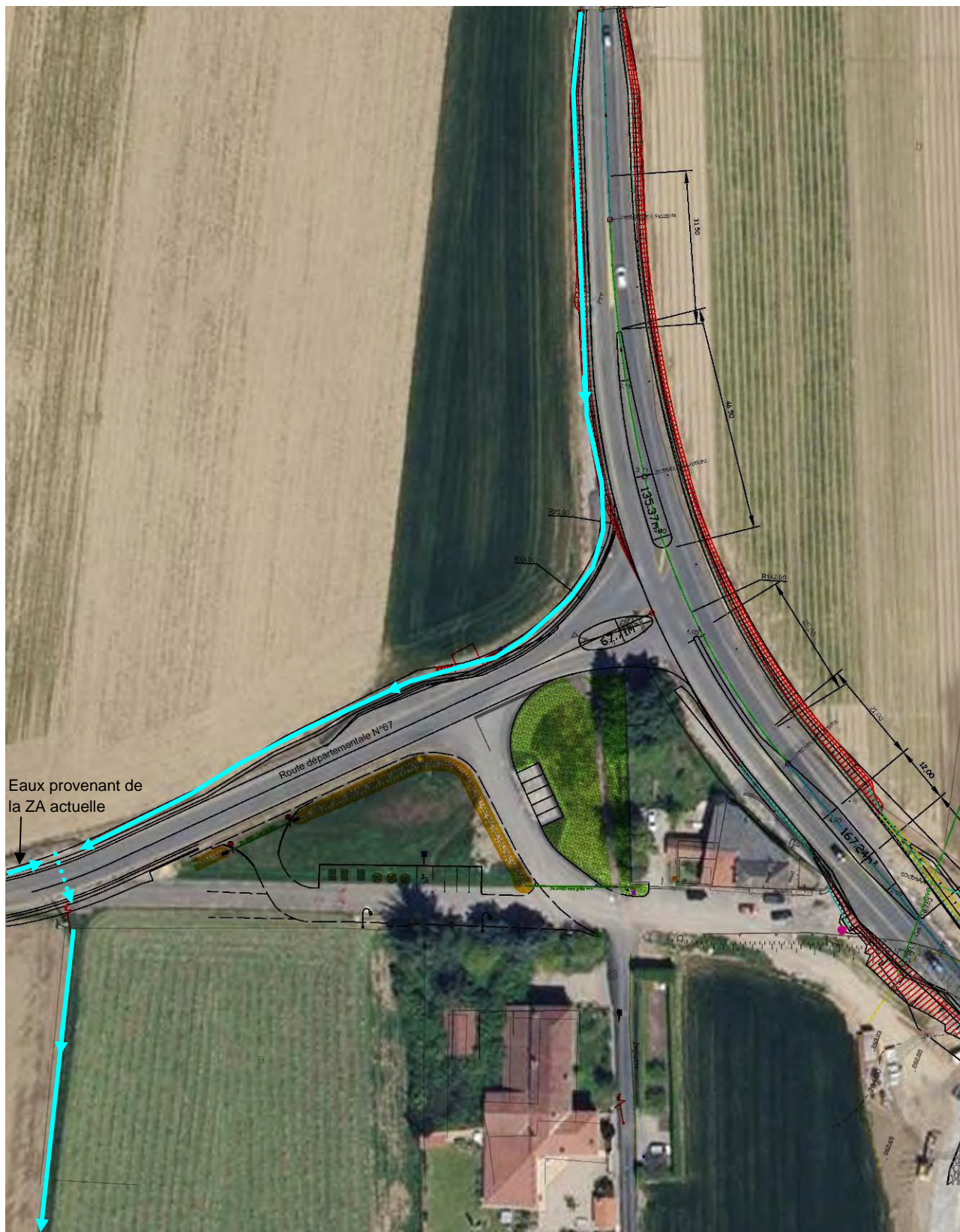
La parcelle agricole située entre le secteur objet de l'étude et la RD538, non impactée par l'opération, conserve sa vocation agricole, et donc sa fonction paysagère.



La gestion des Eaux Pluviales

Une partie des Eaux Pluviales de la voirie de la Zone d'Activité actuelle s'écoule dans un fossé en bordure sud de la ZA avant de traverser la chaussée dans un réseau pour se déverser dans un canal existant.

En bordure est et sud du terrain objet de l'étude, un fossé recueille les eaux pluviales des Routes Départementales pour les évacuer par ce même canal au sud de la RD67.

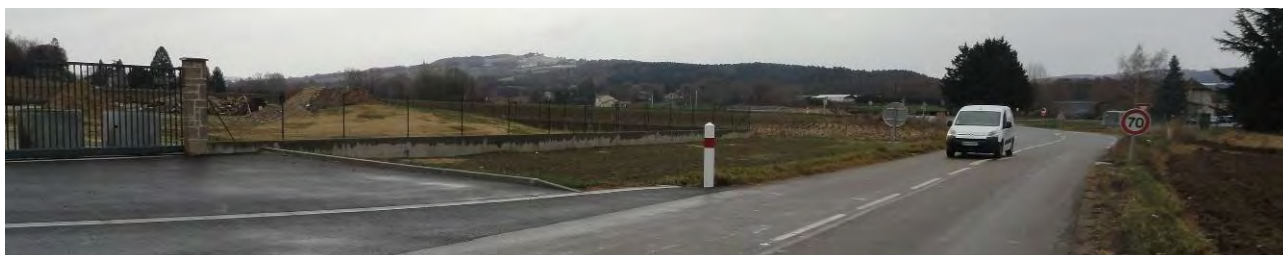


Les perceptions extérieures sur le terrain

Le terrain objet de l'étude dispose globalement d'une bonne visibilité depuis les voies de communication.

Depuis la RD67

- depuis l'est (1), le terrain est tout de même partiellement masqué par la Zone d'Activité existante



Depuis la RD538

- depuis le nord (2), le terrain est plus ou moins visible selon la saison et la hauteur des cultures agricoles présentes en premier plan



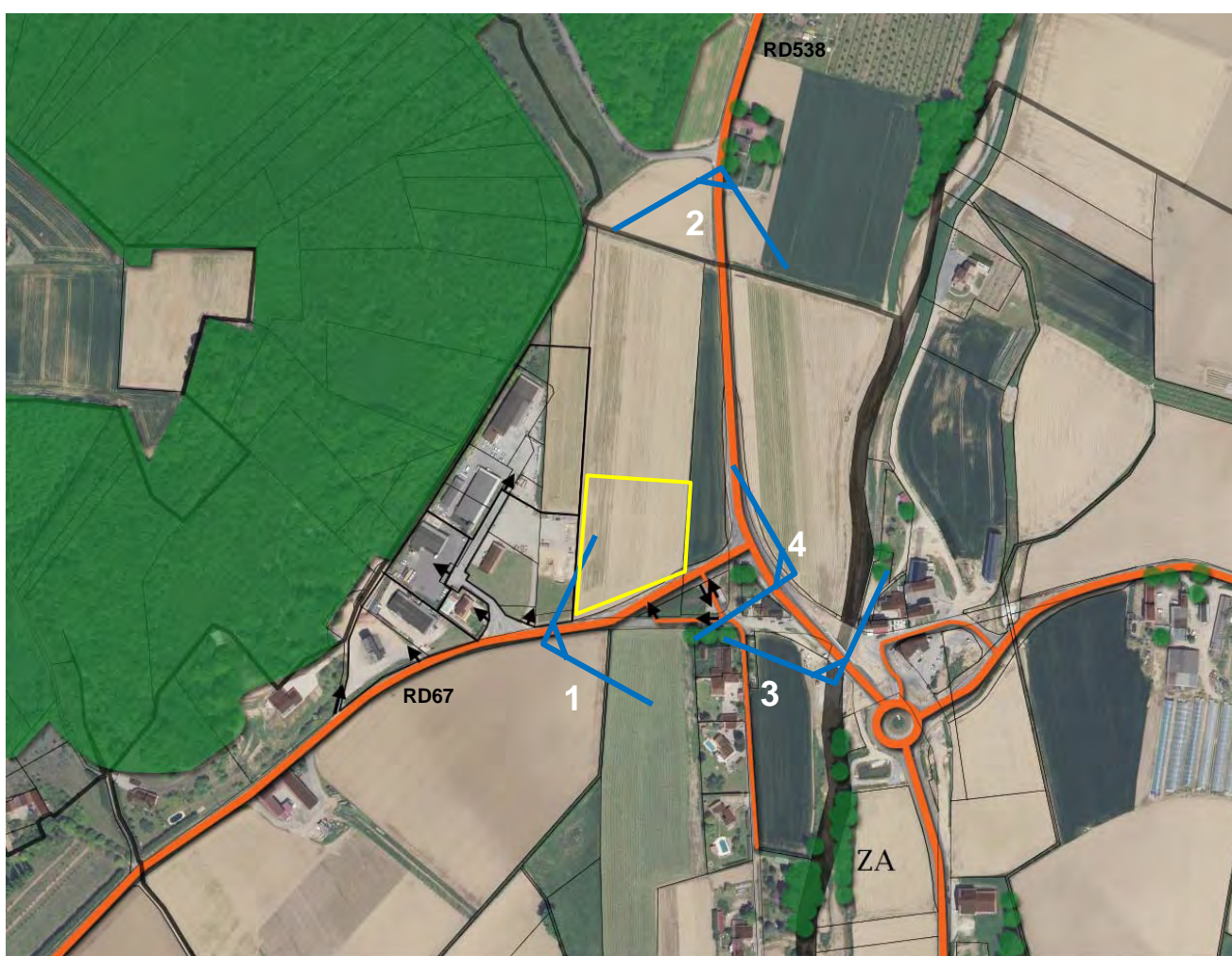
- depuis le sud (3), le terrain est partiellement masqué par une massive maison d'habitation et ses bosquets d'arbres



- depuis le carrefour (4), le terrain est entièrement visible



Plan de repérage des vues sur le secteur



Les perceptions intérieures depuis le terrain du futur quartier

Vue depuis le terrain vers le sud (1) : l'arrêt de bus, les voies de desserte des maisons et des colonnes de collecte des déchets

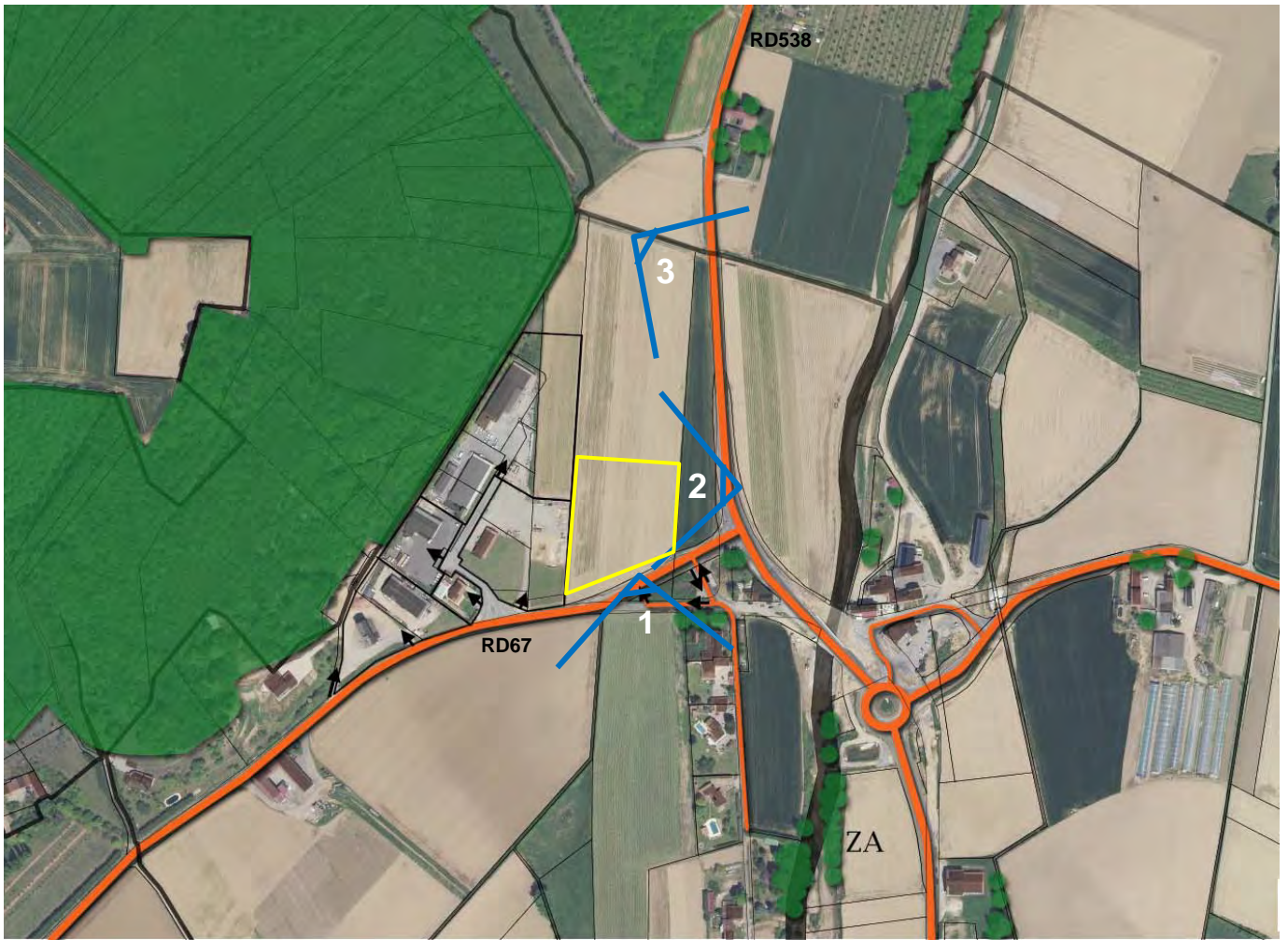


Vue depuis le terrain vers l'ouest (2) : les hangars de la Zone d'Activité actuelle calée au pied du coteau, plus ou moins visibles selon la saison et la hauteur des cultures agricoles

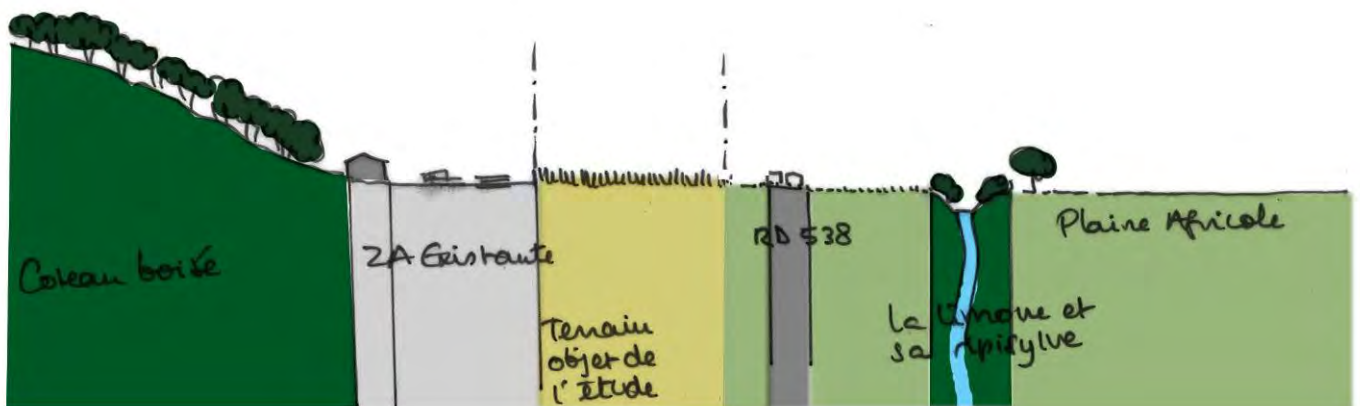


Vue depuis le terrain vers l'est (3), l'étendue de la plaine agricole





Depuis l'intérieur du terrain, l'impact visuel et sonore de la RD 538 qui le longe à l'est est d'autant plus fort que le paysage est ouvert.



Coupe ouest/est sur le terrain

3. LES ENJEUX PAYSAGERS ET URBAINS

Déterminer les nouvelles marges de recul par rapport aux Routes Départementales RD67 et RD538

Il convient de maintenir des marges de recul des nouveaux aménagements où l'espace doit rester ouvert, pour des raisons :

- paysagères : maintien des vues sur les coteaux et conservation de la perception de la plaine agricole
- de visibilité à l'approche des carrefours afin d'assurer la sécurité.

Eviter la banalisation du paysage

Ce secteur de carrefour stratégique d'un point de vue économique mérite aussi de conserver son caractère rural. Les nouveaux aménagements et les nouvelles constructions doivent s'inscrire dans ce contexte et les éléments risquant de mettre en cause ce caractère méritent d'être dissimulés.

Permettre des activités dans ce carrefour stratégique

Ce secteur autorisera uniquement :

- Les constructions à usage :
 - de commerce, uniquement s'il est lié à l'activité de l'entreprise (vente directe d'usine...)
 - de bureaux ou de services,
 - d'artisanat,
 - d'industrie,
 - d'entrepôt,
 - de stationnement
 - d'équipement collectif
- Les installations classées

Assurer une desserte sûre et aisée de la nouvelle Zone d'Activité

4. LE PROJET URBAIN

Afin de répondre aux enjeux paysagers et urbains déterminés au chapitre précédent et d'apporter une réponse aux exigences issues de la loi Barnier, nous proposons les principes d'intervention suivants :

La desserte du site

La desserte du site ne peut pas se faire depuis la voie de distribution interne de la Zone d'Activité existante. En effet, celle-ci est en impasse au centre de la zone et peu propice aux croisements de camions.

La desserte du site se fera donc essentiellement depuis le sud, depuis la RD67 et en aucun cas depuis la RD538.

L'accès au secteur (en entrée/sortie) sera aménagé en face de la sortie de l'aire de collecte des déchets.



Vue depuis la sortie de l'aire de collecte des déchets



Vue depuis l'ouest de la RD67

Le nouvel accès sera aménagé de façon similaire à l'accès de la zone existante.



La voie de desserte du site sera à double sens, correctement dimensionnée en fonction des véhicules susceptibles de la fréquenter et comportera un espace de retournement.

L'accès à la parcelle cultivée voisine du site à l'est restera inchangé.

L'accès au restant de la parcelle agricole entamée par l'extension de la zone d'activité sera restitué à l'intérieur de la zone. Cet accès constituera une amorce en cas d'extension ultérieure éventuelle de la zone vers le nord.

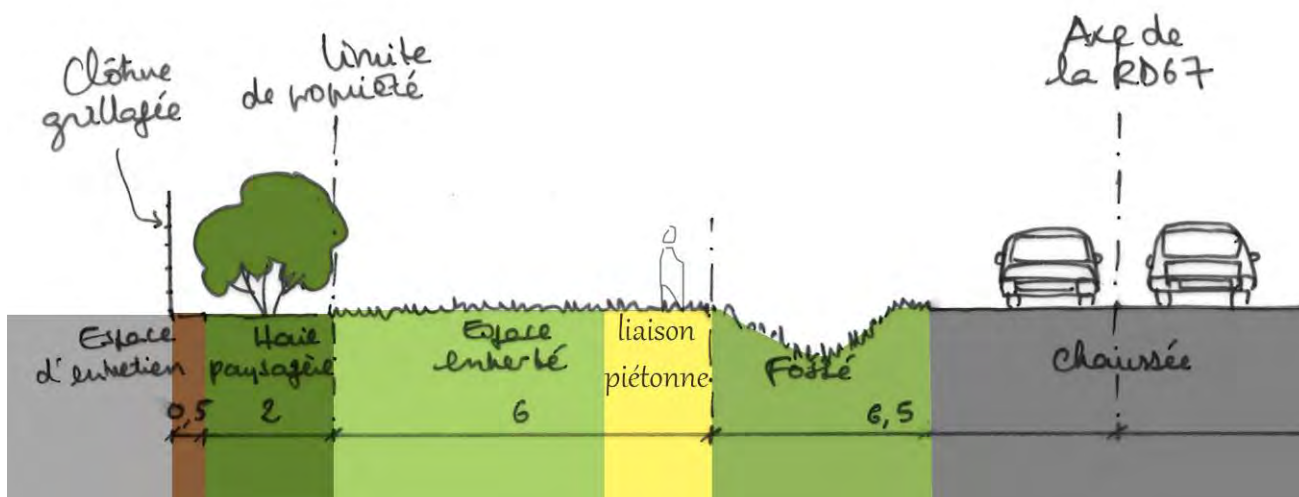
En limite sud, une liaison piétonne devra être aménagée entre la zone d'activité existante et l'arrêt de bus.



Les marges de recul par rapport aux Routes Départementales

Au sud, en bordure de RD67 : une marge de recul de 15m par rapport à l'axe de la chaussée est demandée par le Département pour les constructions autres que l'habitat.

Pour des raisons de visibilité dans le carrefour à STOP et depuis l'ouest de la RD538, et pour des raisons de mise en valeur paysagère, le projet prévoit de prolonger la bande enherbée existante qui jouxte le terrain du côté l'ouest. A l'arrière de cette bande enherbée de 6m, une haie paysagère de 2m marquera la limite de la nouvelle Zone d'Activité. Ce projet de recul correspond au recul imposé pour les constructions (6.5m de voirie depuis l'axe + 6m + 2.5m = 15m)



A l'est, en bordure de RD538 : la bande de recul de 75m est réduite à 40m. De cette manière,

- depuis le nord de la RD538 : on maintient une vue dégagée à l'approche de Cabaret-Neuf et la perspective vers le bosquet d'arbres annonçant le quartier.



- depuis le sud au débouché de la voie secondaire : on maintient une ouverture visuelle jusqu'au pied du coteau



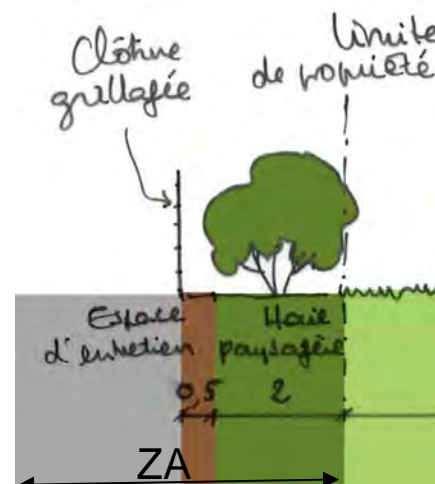
Ce recul de 40m permet avantageusement de maintenir la parcelle agricole existante en premier plan de la zone d'activité vis-à-vis de la RD538.



➤ Espaces communs et aménagements paysagés

Les espaces non clos situés au sud entre le secteur et la RD67 seront maintenus en prairie et comporteront une liaison douce reliant la zone d'activités actuelle et l'arrêt de bus.

Une haie plurispécifique devra être plantée en limites nord, sud et est du quartier en doublement d'un grillage de 2m de hauteur placé du côté intérieur, de manière à assurer une transition paysagère avec l'espace agricole.



Formes urbaines et typologie de construction

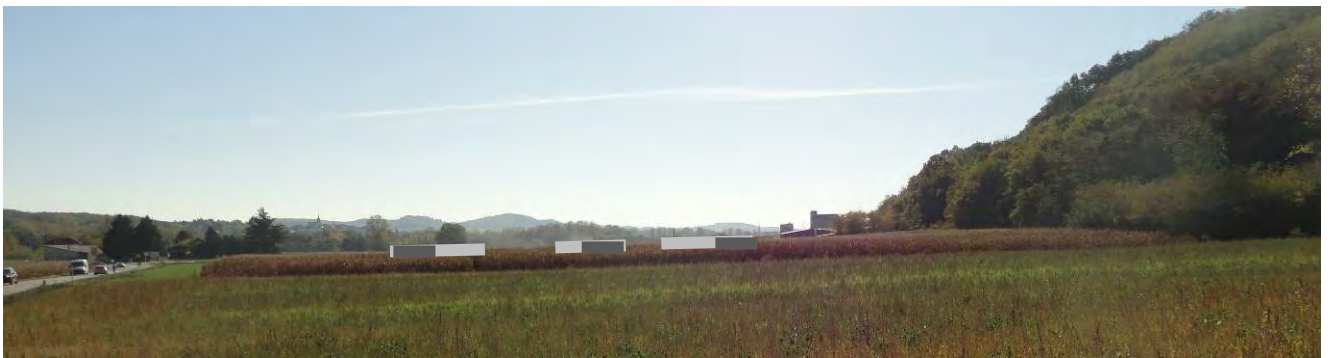
Pour s'inscrire au mieux dans le contexte bâti et paysager, les nouveaux bâtiments devront respecter les règles suivantes :

- hauteur maximum des constructions : 8m à l'égout
- construction en longueur comme les hangars agricoles ou industriels environnant
- orientation générale du bâtiment et du faîtage : nord-sud
- ouvertures réduites sur les façades est
- palette de couleurs : gris, ocres, beiges, bruns

Exemple de hangar agricole récemment bâti dans le secteur



Les différents stockages ne pourront pas dépasser 2m de haut.

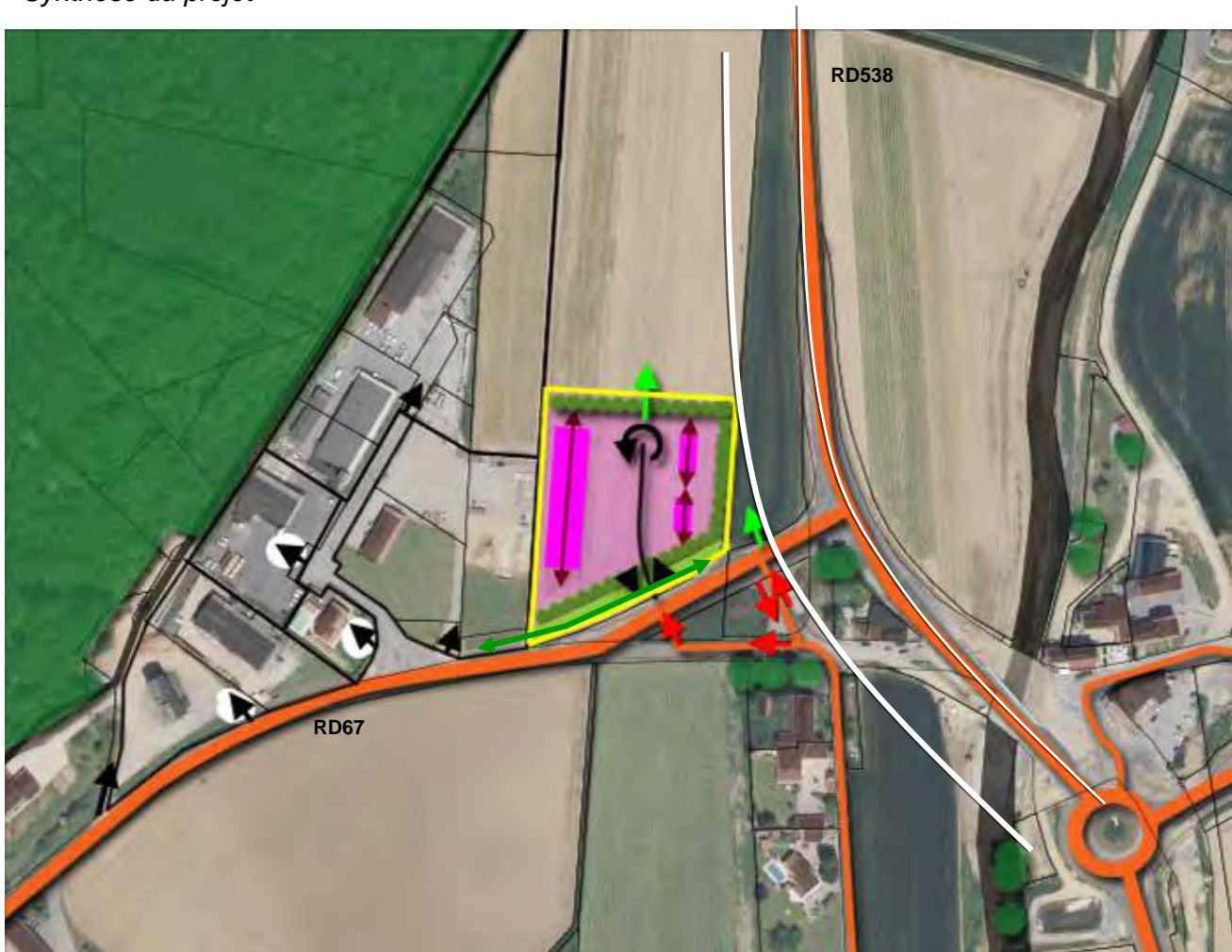













Insertion paysagère du projet

Cohérence du projet urbain

Les principes de projet énoncés plus haut répondent à la fois aux objectifs :

- **de qualité architecturale, de l'urbanisme et des paysages :**
 - o maintien de la lisibilité du paysage de plaine, bordée de coteaux et ponctuée de hameaux
 - o typologie du bâti dans le respect de l'épannelage général environnant
- **de sécurité**
 - o aucun accès sur la RD538 depuis le quartier
 - o desserte sécurisée depuis la RD67
- **de protection contre les nuisances acoustiques relatives à la RD538**
 - o recul imposé de 40m
 - o les façades exposées au bruit relatif à la RD586 n'auront que peu d'ouvertures ; l'effort en termes d'isolation acoustique à réaliser sera donc moindre.



-  Périmètre de la zoné AUai – 1ha
-  Nouveau recul par rapport à la RD538 (40m)
-  Espace commun paysager ouvert (prairie) (6m)
-  Haie plurispécifique en limites de la nouvelle zone d'activités (2.5m)
-  Desserte de la nouvelle zone d'activités depuis la RD67
-  Liaison piétonne entre la zone d'activité existante et l'arrêt de bus
-  Desserte de l'aire de collecte des déchets et des maisons voisines depuis la RD67
-  Desserte des parcelles agricoles
-  Secteur constructible
-  Orientation du bâti (nord-sud)
-  Sens des faîtages (nord-sud)

5. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Afin de valider la levée des reculs le long de la RD 538 au droit du terrain support du projet d'extension de la zone d'activité, il est nécessaire que le PLU de CHARMES-SUR-RHONE intègre des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L.111-6 et en justifiant, *en fonction des spécificités locales*, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages ;

La justification de ces nouvelles règles étant la présente étude.

Les différentes pièces du dossier de PLU prennent en compte ces règles de la façon suivante :

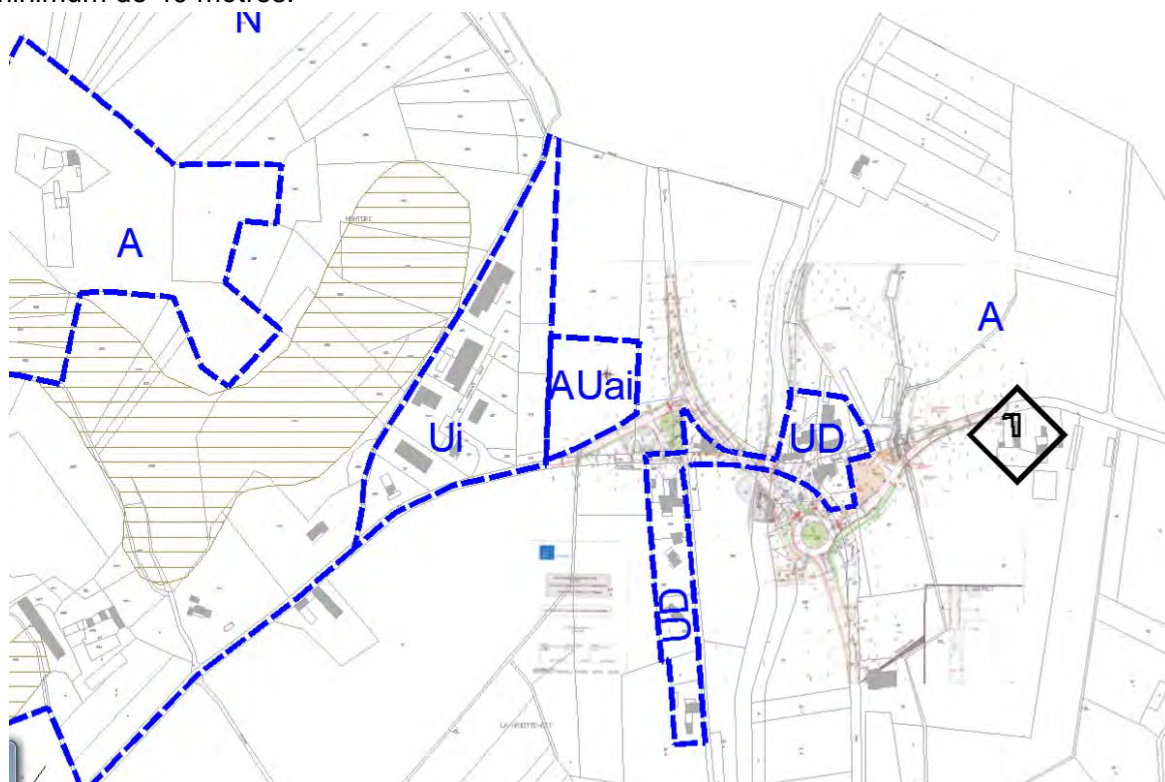
Plan de zonage

Le plan de zonage du PLU de CHARMES-SUR-RHONE distingue pour ce secteur une zone AUai à l'intérieur duquel le règlement est adapté pour réduire le recul le long de la RD 538.

Ce secteur AUai a pour limites celles du terrain sur lequel est projetée la réalisation de l'ensemble du quartier.

Le règlement du secteur AUai intègre également les dispositions d'urbanisme qui permettent de justifier que ce nouveau recul est compatible avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Le plan de zonage, au droit du secteur AUai, contient par une pastille de recul qui mentionnera un recul minimum de 40 mètres.



OAP

Le projet urbain décrit dans le présent document fera l'objet d'une OAP dans le PLU.

Règlement

Le règlement de la zone AUai du PLU de CHARMES-SUR-RHONE contient les dispositions suivantes :

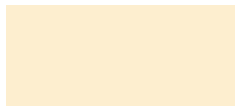
- L'entête du règlement de la zone AUai mentionne la raison d'être de cette zone;
- Les constructions admises :
 - Les constructions à usage :
 - de commerce, uniquement s'il est lié à l'activité de l'entreprise (vente directe d'usine...)
 - de bureaux ou de services,
 - d'artisanat,
 - d'industrie,
 - d'entrepôt,
 - de stationnement
 - d'équipement collectif
 - Les installations classées
- aucun accès ne sera possible depuis la RD538
- implantation des constructions par rapport aux emprises publiques : 3m
- implantation des constructions par rapport aux limites séparatives : à l'alignement ou en retrait de 3m minimum
- le traitement architectural des ouvrages et constructions devra assurer leur bonne intégration dans l'ambiance du lieu
 - Hauteur maximale : 8m à l'égout et R+1+combles
 - Les constructions seront composées de volumes simples, s'étendant longueur dans le sens nord-sud
 - L'emploi en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts tels que briques creuses, agglomérés de béton, n'est autorisé que si ces matériaux sont enduits.
 - L'emploi en toiture ou en parement de tôle métallique est autorisé.
 - Les toitures pourront être à 2 pans ou plates
 - Les bâtiments devront respecter la palette de couleurs suivantes :



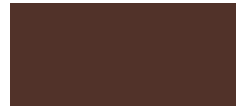
Nuances de gris



nuances d'ocre



nuances de beige



nuances de brun

- Enseignes : A l'exception de l'indication de la raison sociale et du sigle de l'entreprise, toute publicité ou affichage sur le terrain, sur les clôtures ou sur les bâtiments est interdit. Aucune enseigne ne pourra être mise en place au-dessus de l'acrotère de la toiture terrasse ou de l'égout de toiture du bâtiment. Elles devront être intégrées à la composition architecturale de la façade du bâtiment. Elles ne pourront en aucun cas être clignotantes et leur éclairage sera indirect. Elles ne devront pas réduire l'efficacité de la signalisation, éblouir les usagers ou distraire leur attention
- Aménagements extérieurs :
 - Une aire de retournement pour véhicules lourds devra être prévue dans l'espace commun de la zone
 - Un accès à la parcelle agricole située au nord devra être aménagé. Il sera dimensionné de manière à pouvoir desservir une éventuelle extension ultérieure de la zone
 - Les différents stockages ne pourront pas dépasser 2m de haut
 - Les remblais sont interdits
 - Une frange végétale plurispécifique en périphérie de la Zone d'Activité devra être prévue du côté extérieur en complément d'un grillage de 2m de haut, afin de limiter l'impact visuel de la zone d'activité depuis la RD 538
 - Stationnement : Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins engendrés par les occupations et utilisations admises dans la zone, y compris lors des aménagements et extensions de bâtiments existants, doit être assuré en dehors des voies ouvertes à la circulation publique. Le stationnement des véhicules de livraison doit notamment être assuré sur le terrain support du projet. Le nombre de places pourra être imposé en fonction de la nature et de l'importance du projet. A ces places de stationnement s'ajoutent les aires pour la manœuvre et le stationnement des autocars et des véhicules de livraison, ainsi que les garages ou abris pour les deux roues.
- Espaces libres :
 - Les autres espaces libres situés dans la bande de recul de 15 m par rapport à l'axe de la RD67 seront traités en prairie et en liaison piétonne. Cet espace restera non clos.

Rapport de Présentation

Le rapport de présentation :

- justifiera le choix de l'urbanisation et les règles d'urbanisme du secteur AUai : au cours des de récentes évolutions, postérieures à l'arrêt du PLU, la zone Ui est devenue totalement occupée, ce qui impose la nécessité de zone AUai.
- Comprendra la présente étude Loi Barnier en annexe